

IRSN

INSTITUT
DE RADIOPROTECTION
ET DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE

Faire avancer la sûreté nucléaire

2015

Baromètre IRSN

La perception des risques
et de la sécurité par les Français

► **Résultats d'ensemble**



2015

Baromètre IRSN

La perception des risques
et de la sécurité par les Français

► **Résultats d'ensemble**

Juillet 2015

OBJECTIFS

L'IRSN a retenu la pratique des enquêtes pour suivre les opinions des Français au sujet des risques liés à la radioactivité. Les résultats des sondages réalisés sont restitués annuellement dans le Baromètre IRSN sur la perception des risques et de la sécurité, créé en 1990 sous sa forme actuelle.

Ce suivi des opinions offre, à tous les acteurs qui contribuent à la maîtrise et à la gestion du risque nucléaire, des connaissances sur la manière dont le grand public met en perspective les différents risques, sur sa perception de la qualité de leur gestion et sur ses attentes en matière d'information.

Pour cette édition 2015, l'IRSN s'est fixé l'objectif spécifique de mesurer l'intérêt des Français sur les risques liés au radon dans l'habitat et son dépistage. Par ailleurs, de nouvelles situations à risques font leur apparition dans le questionnaire, comme l'épidémie d'Ebola ou les perturbateurs endocriniens. Enfin, la formulation « *effet de serre* » est remplacée par « *réchauffement climatique* », qui est une expression plus actuelle pour aborder la thématique.

En dehors de ces changements, la structure du questionnaire est très proche de celle de l'an passé.

MÉTHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE

L'édition 2015 du Baromètre IRSN présente les réponses des Français qui ont été interrogés à leur domicile du 12 au 28 novembre 2014 par l'institut de sondage BVA. Au total, 1 006 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et des strates ont répondu. La répartition de l'INSEE des âges, des sexes et des professions des chefs de famille a été respectée dans l'échantillon, et cela dans chacune des 32 strates considérées (8 régions x 4 types d'habitats).

COMITÉ DE PILOTAGE IRSN

MARIE-HÉLÈNE EL JAMMAL — Service de l'ouverture à la société, Direction de la stratégie, du développement et des partenariats, IRSN.

EMMANUELLE MUR — Bureau de la communication stratégique et scientifique, Direction de la stratégie, du développement et des partenariats, IRSN.

FRANÇOIS ROLLINGER — Responsable du Service de l'ouverture à la société, Direction de la stratégie, du développement et des partenariats, IRSN.

MATTHIEU SCHULER — Directeur de la stratégie, du développement et des partenariats, IRSN.

Accompagnés par

JEAN-FRANÇOIS TCHERNIA — Consultant spécialisé dans l'opinion publique.

SOMMAIRE

4-7

RÉSULTATS SAILLANTS

8-23

PARTIE 1

LES PRÉOCCUPATIONS
ACTUELLES DES FRANÇAIS

10-15

1.1 — Le plus préoccupant
dans la société actuelle

16-19

1.2 — Le plus préoccupant
pour l'environnement

20-23

1.3 — La perception des risques liés
aux installations industrielles

24-49

PARTIE 2

REGARDS DES FRANÇAIS
SUR L'EXPERTISE

26-35

2.1 — Le rôle et l'image
des experts scientifiques

36-43

2.2 — La diffusion et le partage
de l'expertise scientifique

44-49

2.3 — Qui doit s'occuper
des installations à risques ?

50-101

PARTIE 3

LES FRANÇAIS FACE
À 34 SITUATIONS
À RISQUES

53-63

3.1 — Les risques auxquels
les Français se sentent exposés

64-73

3.2 — La confiance accordée
aux autorités par les Français
pour les protéger

74-88

3.3 — La vérité des informations
sur les dangers

89-101

3.4 — La hiérarchie des 34 situations
selon 3 aspects et leur lien avec
l'acceptabilité des installations

102-137

PARTIE 4

ZOOM SUR LE DOMAINE
NUCLÉAIRE

104-109

4.1 — Les attentes en matière
de maîtrise du risque nucléaire

110-116

4.2 — La crainte du risque
d'accident grave

117-120

4.3 — Les avantages
et les inconvénients au sujet
de l'énergie nucléaire

121-137

4.4 — La compétence et la crédibilité
des intervenants du nucléaire

138-147

PARTIE 5

LE RADON DANS
LES HABITATIONS

140-143

5.1 — La connaissance du risque

144-147

5.2 — Les mesures dans
les habitations

148-155

ANNEXES

Description de l'échantillon

Questionnaire

LÉGENDES

Dans les graphiques du Baromètre
IRSN 2015 :

•••• symbolise le changement
de libellé survenu pour
les questions

- - - figure la non-administration
des questions certaines années

RÉSULTATS SAILLANTS

Le Baromètre IRSN accorde une large place aux questions environnementales. Celles-ci occupent en effet une position centrale dans les représentations au sujet des risques naturels et industriels, et parmi ceux-ci, les risques nucléaires. L'édition 2015 du Baromètre montre plusieurs mouvements significatifs qui méritent d'être signalés ici.

LES RISQUES POUR L'ENVIRONNEMENT

La forte augmentation des préoccupations au sujet du réchauffement climatique est un événement marquant de cette édition du Baromètre IRSN. Le changement de formulation¹ a probablement eu un impact notable sur le niveau des réponses à ce sujet, mais il est également en accord avec la remontée, certes nettement plus lente, de l'absence d'émission de CO₂ comme un avantage du nucléaire². De plus, cette augmentation survient une année où ce thème occupe une place croissante dans l'actualité, avec notamment la publication d'un nouveau rapport du GIEC³ relevant l'alerte sur cette question et annonçant une hausse plus importante que prévue de la température moyenne à la surface du globe.

Il est notable que, dans cette édition, les préoccupations des Français en matière d'environnement se soient principalement

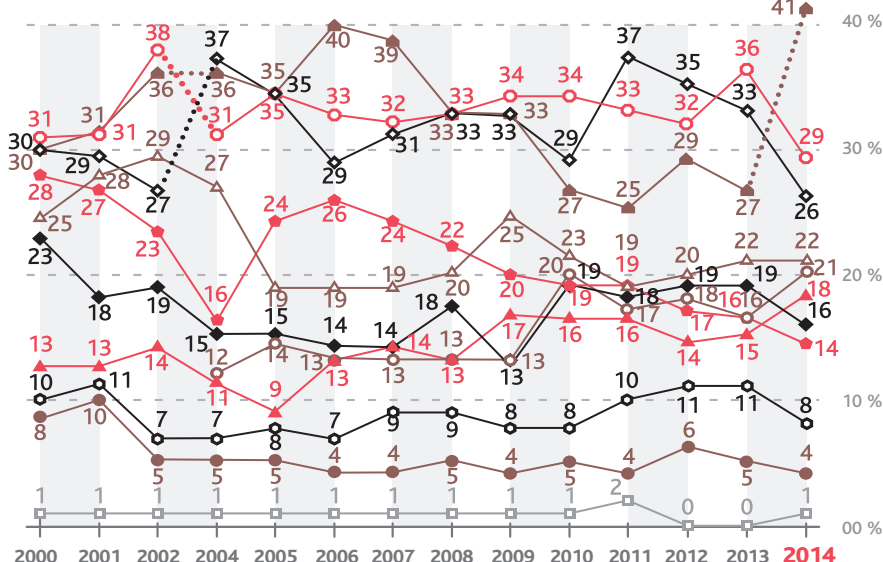
concentrées sur des questions globales (réchauffement climatique et disparition d'espèces animales) préoccupantes pour le futur de la planète. Les catastrophes naturelles, si elles sont assez localisées, peuvent d'une certaine manière ressortir d'une logique plutôt globale : les plus importantes d'entre elles traversent les frontières et les océans (ouragans, cyclones, raz de marée), et surtout elles sont largement médiatisées, même si leur impact est circonscrit régionalement. Toutefois, la hausse des préoccupations exprimées en 2014 par la population sur les catastrophes naturelles constitue une appréhension fiable de la réalité car elle peut être mise en correspondance avec l'augmentation du nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles depuis plusieurs années. Enfin, il faut remarquer que le seul problème global sur lequel les préoccupations baissent concerne la diminution de la couche d'ozone.

1. La modalité de réponse « l'effet de serre (réchauffement de l'atmosphère) » a été reformulée « le réchauffement climatique », expression correspondant à la même idée que précédemment, mais énoncée dans une expression en vigueur dans la sphère politique et médiatique. La mention de cette préoccupation bondit de 14 points en un an.

2. L'absence d'émission de gaz carbonique gagne 5 points en deux ans (voir graphique d'évolution page 128).

3. GIEC : Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

Évolution des préoccupations environnementales depuis 14 ans
(Résultats cumulés des deux réponses possibles)



Les intitulés de modalités de réponse ont été modifiés. En 2004, « la pollution de l'air » au lieu de « la pollution de l'air dans les agglomérations » ; « l'effet de serre (réchauffement de l'atmosphère) » au lieu de « réchauffement de l'atmosphère » ; « la pollution de l'eau » au lieu de « la pollution des lacs, des rivières et des mers ». En 2014, le « réchauffement de l'atmosphère » a été remplacé par « le réchauffement climatique ».

- LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE
- LA POLLUTION DE L'AIR
- ◇ LA POLLUTION DE L'EAU
- ▲ LA DESTRUCTION DES FORÊTS
- LES DOMMAGES LIÉS AUX CATASTROPHES NATURELLES
- ▲ LA DISPARITION D'ESPÈCES ANIMALES
- ◆ LA POLLUTION DES SOLS
- ◆ LA DIMINUTION DE LA COUCHE D'OZONE
- LA DÉGRADATION DU PAYSAGE
- LES NUISANCES SONORES
- NE SAIT PAS

LA GESTION ET LE CONTRÔLE DES INSTALLATIONS INDUSTRIELLES À RISQUES

Les risques environnementaux sont également abordés indirectement à travers la gestion des installations industrielles à risques. Suite à des accidents retentissants, dont les plus emblématiques sont l'explosion de l'usine Union Carbide à Bhopal, celle d'AZF à Toulouse ou l'accident industriel de l'usine Seveso, la conscience de ce type de risques est forte dans la population. Le Baromètre IRSN aborde ce sujet en étudiant la façon dont les citoyens souhaitent que ce type de risques soit contrôlé, et notamment dans quelle mesure ils pourraient être impliqués dans ce contrôle, soit indirectement au travers d'associations ou d'élus, soit directement, par exemple en participant eux-mêmes à des réunions d'information. L'idée de structures pluralistes réunissant experts, politiques, industriels et associations reçoit un soutien quasi unanime de la part de la population française : elle se sent concernée par la façon dont ce type de risques est considéré et contrôlé et souhaite avoir un droit de regard à ce sujet.

Au-delà même de ce mode de participation indirecte, un Français sur deux se déclare disposé à participer à des réunions d'information sur les modes de gestion des installations à risques. Même si cette proportion est en légère érosion depuis cinq ans, elle reste tout à fait significative et indique bien une volonté forte des Français de montrer leur implication dans ces questions. Enfin, il convient de remarquer que la volonté de participation est plus forte dans les catégories occupant une position sociale élevée : personnes ayant des diplômes supérieurs, appartenant aux classes sociales aisées, résidant dans l'agglomération parisienne, âgées de 50 à 64 ans. Leur désir de participer au contrôle des installations à risques peut être vu comme un signe de plus de leur intégration sociale et de leur capacité à diriger leurs affaires dans tous les domaines.

ÉNERGIE NUCLÉAIRE : LES RISQUES ACCIDENTELS ET LES RISQUES CHRONIQUES

Dans le domaine de l'énergie nucléaire, les risques font l'objet de débat depuis plusieurs décennies. Plusieurs types de risques sont en fait évoqués : la contamination autour des centrales nucléaires, par exemple celle des nappes phréatiques ou des produits agricoles, les risques sur la santé, principalement le cancer, mais aussi le risque d'une explosion ou d'un incident grave sur un site nucléaire – accident illustré par les catastrophes de Tchernobyl et de Fukushima. En fait, ces risques discutés dans le cadre du débat sur les centrales nucléaires peuvent être classés en deux grandes catégories : risques chroniques, c'est-à-dire liés au fonctionnement courant du site nucléaire, et risques accidentels, se rapportant à un événement dramatique

survenant sur un site, notamment une centrale nucléaire. Les attitudes de la population sur ces deux types de risques sont assez différentes.

Le risque accidentel apparaît fortement redouté, du fait de son potentiel de nuisance : pour la quasi-totalité des Français, si un accident se produisait dans une centrale nucléaire, il pourrait avoir des conséquences très graves. Et ce danger ne leur semble pas du tout impossible : près des deux tiers d'entre eux estiment qu'un accident de même ampleur qu'à Fukushima pourrait se produire en France. Cette crainte, très forte immédiatement après l'accident survenu dans la centrale de Fukushima-Daïchi, a reculé en 2012 et 2013, mais la nouvelle édition du Baromètre IRSN montre que ce recul a cessé à ce niveau. La crainte provoquée par le souvenir d'accidents nucléaires comme ceux de Tchernobyl ou de Fukushima reste très importante : ces deux événements sont ceux qui paraissent les plus effrayants parmi différentes catastrophes évoquées. En définitive, et même si de tels événements peuvent sembler improbables, leurs conséquences potentielles sont perçues comme suffisamment graves pour que les Français demandent à ce que toutes les précautions soient prises pour éviter de tels risques.

92 %

des Français estiment que les responsables des sites nucléaires doivent protéger leurs installations de tous les risques, même ceux qui sont jugés très improbables.

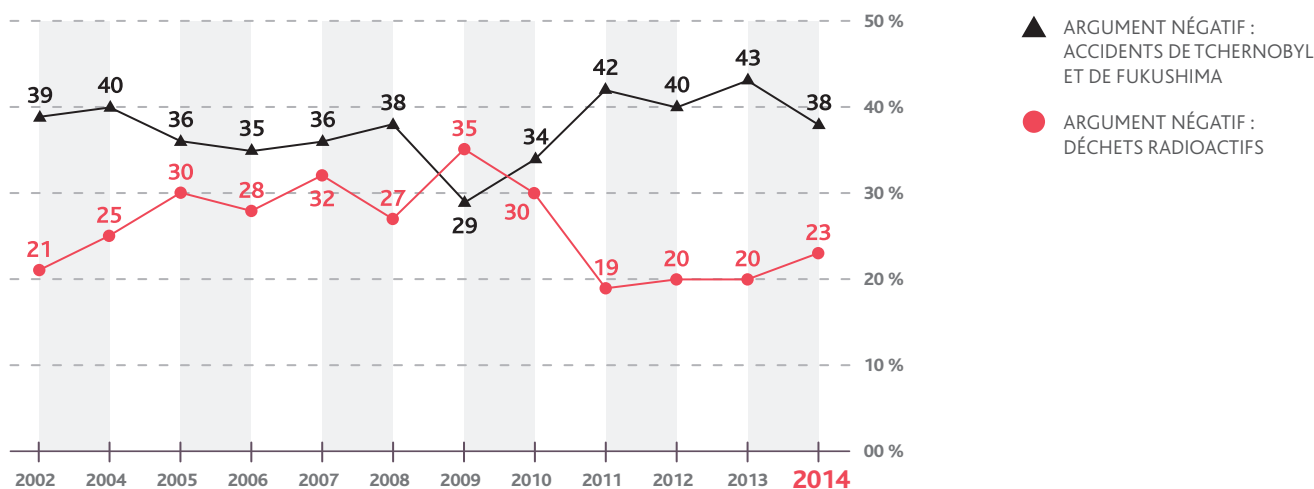
RÉSULTATS SAILLANTS

(suite)

Certains risques chroniques sont également fortement redoutés. Par exemple, près de deux Français sur trois estiment que les sites nucléaires peuvent contaminer les nappes phréatiques. Une proportion équivalente des Français juge que « la radioactivité des centrales nucléaires provoquera des cancers », et cette proportion a même sensiblement augmenté au fil du temps : elle a gagné 19 points depuis 1988 sans qu'aucun accident ou résultat scientifique explique cette hausse. D'autres risques chroniques déclinent dans les représentations : la proportion de personnes qui s'opposent à l'idée qu'autour des centrales nucléaires les habitants sont en aussi bonne santé (41 %) ou que les produits sont aussi bons qu'ailleurs (48 %) a diminué au cours des dernières années pour revenir au niveau de 2007 en ce qui concerne la santé (pas de question avant 2008 pour les produits agricoles).

Bien qu'elles soient logiquement indépendantes, ces deux catégories, risques accidentels et risques chroniques, semblent entretenir des rapports dans les représentations des Français au sujet de l'énergie nucléaire. Risques chroniques et risques accidentels évoluent en effet en sens inverse : quand l'un augmente, l'autre diminue. La fluctuation des risques accidentels peut être mise en rapport avec la survenue d'événements de cette nature : soit des catastrophes comme ce fut le cas à Tchernobyl et à Fukushima, soit des incidents de moindre gravité, comme pour Socatri⁴ en 2008, mais qui ravive les inquiétudes au sujet d'accidents plus sérieux. Lorsqu'un événement de cette nature survient, les inquiétudes au sujet du risque accidentel remontent et les risques chroniques semblent relativisés. Lorsque l'événement s'éloigne dans le temps, le risque accidentel marque un recul et les inquiétudes sur les risques chroniques remontent, se rapprochant de celles concernant l'accident.

Évolution dans le temps de deux des arguments négatifs : les accidents de Fukushima et de Tchernobyl⁵ et les déchets radioactifs



4. Le 7 juillet 2008 vers 23 heures, le débordement d'une cuve d'entreposage de la station de traitement des effluents uranifères de l'usine Socatri du Tricastin entraîne la fuite d'une solution contenant de l'uranium. L'étude menée par l'IRSN conclut que les valeurs plus élevées en uranium observées dans la nappe alluviale sont vraisemblablement liées à l'activité passée du site nucléaire ou d'origine naturelle selon les endroits.

5. Tchernobyl seulement avant 2011.

LE RADON DANS LES HABITATIONS

Dans cet univers de risques aux conséquences potentielles graves, le risque diffus et chronique relatif au radon dans les habitations passe au second plan. Il est d'abord mal connu par la population : quelle que soit la dimension considérée (niveau de risque, confiance, crédibilité des informations), une proportion importante de la population (une personne sur quatre ou sur cinq) ne se prononce pas. Cette méconnaissance est confirmée par des questions plus spécifiques posées à ce sujet : seulement une personne sur

six paraît avertie de ce risque, et une proportion équivalente se sent concernée. Le radon dans les habitations apparaît également comme un risque mineur dans la mesure où, même parmi ceux qui se prononcent à ce sujet, peu le voient comme élevé ; c'est le risque le moins élevé parmi les 34 étudiés, même en tenant compte du fort pourcentage de non-réponses. Les perceptions relatives à ce risque sont toutefois peu positives sur les dimensions de la confiance et de la crédibilité des informations.

Pour finir, il convient de remarquer que, bien qu'apparaissant comme mineur, le risque radon appartient bien, aux yeux des Français, à l'univers des risques contre lesquels ils souhaitent être protégés. En témoigne le fait qu'un Français sur trois serait favorable à ce que ce risque soit mesuré dans son habitation, soit deux fois plus que le pourcentage de personnes se sentant concernées. Au-delà d'un possible effet d'opportunité, cette importance relative de l'adhésion à l'idée de mesurer le radon dans sa propre habitation rend compte du besoin que des actions soient engagées à partir du moment où un risque est signalé. Comme le montre une analyse spécifique présentée dans le corps du rapport, la conscience du risque favorise l'intérêt pour cette mesure du radon.

1 SUR 3

Un Français sur trois est intéressé par l'idée d'effectuer la mesure du radon dans son habitation.

60 %

de Français ne sont pas en faveur d'une mesure radon imposée par l'État.

Les préoccupations non environnementales

Le chômage : une préoccupation mise en avant par près d'un Français sur deux

Il faut remonter à 1999 dans le Baromètre pour retrouver une proportion aussi importante de personnes préoccupées par ce sujet. Le niveau des craintes concernant le chômage est d'autant plus manifeste que les autres préoccupations économiques évoquées, comme la misère et l'exclusion, d'une part, et les conséquences de la crise financière, d'autre part, tendent à décliner. Les préoccupations en matière de chômage suivent de près l'évolution de la courbe du chômage en France (voir le graphique présenté dans le Baromètre IRSN 2014).

Les préoccupations liées au terrorisme : + 11 points en un an

L'édition 2015 du Baromètre IRSN est marquée par la remontée sensible des préoccupations au sujet du

terrorisme : + 11 points en un an, soit une proportion qui a plus que doublé par rapport à l'enquête précédente (8 %). Cette hausse prend place dans une tendance à une accentuation de l'importance du terrorisme dans les risques perçus depuis quatre ou cinq ans :

- + 19 points par rapport à 2009 de la proportion de personnes estimant que les risques sur le terrorisme sont élevés ou très élevés ;
- + 9 points par rapport à 2009 de la proportion de personnes estimant que le risque de terrorisme est un motif légitime pour ne pas diffuser des résultats d'expertise sur des installations à risques.

L'image de la science

Après avoir connu des niveaux assez élevés au milieu des années 2000, la confiance dans la science s'est dégradée assez sensiblement jusqu'en 2013. En 2014, elle semble légèrement se restaurer : moins d'un Français sur deux déclare avoir plus confiance dans la science qu'il y a 10 ans. Parallèlement, une majorité relative de la population adhère à l'idée que

le développement de la science et des technologies génère plus de bénéfices que d'effets néfastes, et repousse l'idée que ce phénomène crée plus de risques qu'il n'en supprime. Si les Français pris collectivement semblent loin d'une vision idyllique de la science, la coloration générale apparaît ainsi plutôt positive.

LES PRÉOCCUP ACTUELLES DES FRANÇAIS

—

PARTIE 1

ATIONS

1.1 — LE PLUS PRÉOCCUPANT DANS LA SOCIÉTÉ ACTUELLE

10 - 15

1.2 — LE PLUS PRÉOCCUPANT POUR L'ENVIRONNEMENT

16 - 19

1.3 — LA PERCEPTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTALLATIONS INDUSTRIELLES

20 - 23

LE PLUS PRÉOCCUPANT DANS LA SOCIÉTÉ ACTUELLE

Les problèmes étudiés ici concernent la société en général : le chômage, le terrorisme, l'insécurité ou la dégradation de l'environnement y sont notamment abordés. La question permet de situer les risques importants (nucléaires, chimiques, tabac...) de manière relative par rapport à d'autres problèmes, avant d'aborder spécifiquement certains d'entre eux, notamment les risques nucléaires.

QUESTION N°1

En France, parmi les problèmes actuels suivants, lequel est pour vous le plus préoccupant ?
(2 réponses possibles)

LE CHÔMAGE AU PLUS HAUT DEPUIS 2004

Année après année, depuis 2004, le chômage apparaît comme la principale préoccupation des Français

La proportion de personnes sélectionnant cette réponse en 1^{er} ou en 2^e choix a même encore augmenté – de 1 point – par rapport à l’année dernière ¹. Si le résultat est peu significatif statistiquement, il faut toutefois souligner qu’il correspond bien à une nouvelle augmentation du chômage ². Il faut remonter à 1999 pour trouver un niveau de préoccupation plus élevé au sujet du chômage. Par ailleurs, il convient de signaler l’importance particulière de cette préoccupation pour les jeunes de 18-24 ans : quasiment la moitié d’entre eux (48 %) le mentionne comme leur 1^{re} préoccupation ³.

1. Les valeurs supérieures observées avant 2000 ne sont pas comparables car des modalités nouvelles ont été introduites depuis, comme « les conséquences de la crise financière » et « les bouleversements climatiques ».

2. Comme l’avait noté la précédente édition du Baromètre, il y a un fort parallélisme entre l’évolution de la courbe du taux de chômage et celle de la courbe des réponses « chômage » à cette question sur les préoccupations des Français. Une nouvelle fois, cette année, ce parallélisme se vérifie : à une augmentation du taux de chômage en France correspond une augmentation du niveau des préoccupations à ce sujet.

3. Par comparaison, 29 % des Français citent le chômage comme 1^{re} préoccupation.

Les deux sujets suivants dans l’ordre des préoccupations se rapportent également à l’économie : la misère et l’exclusion, d’un côté, les conséquences de la crise financière, de l’autre, sont mentionnées par un peu plus d’une personne sur cinq, c’est-à-dire deux fois moins souvent que le chômage. Même si elles sont placées assez haut dans l’ordre des préoccupations, ces deux questions économiques reculent par rapport à l’an dernier : peu significativement pour la misère et l’exclusion (- 2 points en un an), davantage pour les conséquences de la crise financière (- 4 points en un an). Toutefois, sur de plus longues périodes, ce recul devient très significatif : misère et exclusion, - 15 points en quatre ans ; crise, - 8 points en trois ans.

DES CRAINTES FORTES AU SUJET DU TERRORISME

En un an, la proportion de personnes mentionnant le terrorisme comme sujet de préoccupation augmente de 11 points

L’augmentation des inquiétudes au sujet du terrorisme est nette et ce bien que l’enquête ait été réalisée en novembre 2014, avant les attentats de début janvier 2015 à Paris. Cette remontée forte des inquiétudes au sujet du terrorisme peut sans doute être corrélée aux événements majeurs et marquants dans ce domaine dans les mois qui l’ont précédée, comme la création du califat par l’État islamique (29 juin 2014) ou l’exécution d’otages, notamment celle d’Hervé Gourdel qui a suscité une vive émotion en France (24 septembre 2014). Il est très plausible d’anticiper une nouvelle hausse des inquiétudes à ce sujet ; le Baromètre IRSN 2016 qui sera réalisé à l’automne 2015 permettra de le mesurer.

Les questions au sujet des préoccupations étant des choix exclusifs, la progression d’un item signifie que d’autres baissent. C’est le cas de l’insécurité, dont le pourcentage de citations cumulé pour les deux réponses diminue de 4 points, soit une baisse significative ⁴ qui peut être due à un effet partiel d’échange avec la montée du terrorisme, laquelle est également une préoccupation « sécuritaire ». Le rapport 2014 de l’Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales donne de nombreuses indications sur ce sujet.

Si certaines évolutions semblent aller dans le sens d’une augmentation de la délinquance, le sentiment d’insécurité semble être resté assez stable entre 2013 et 2014, voire avoir régressé légèrement si l’on s’en tient à l’indicateur « se sentir en insécurité dans [son] quartier ou [son] village ».

4. Voir en annexe le tableau des intervalles de confiance pour différents niveaux de résultats. Autour de 20 %, c’est-à-dire à peu près le pourcentage cumulé des 1^{re} et 2^e réponses sur l’insécurité, l’intervalle de confiance est de $\pm 2,5$ %. Un écart de 4 points peut donc être considéré comme significatif.

+ 11

points d’augmentation du pourcentage de personnes citant le terrorisme comme sujet de préoccupation.

À noter cependant que la préoccupation liée à l'insécurité monte régulièrement depuis 2008 (+ 7 points) après une forte baisse continue (- 37 points depuis le maximum atteint en 2001 après les attentats du World Trade Center à New York). Par ailleurs, la hausse de la préoccupation liée au terrorisme a pu aussi peser sur les deux sujets économiques qui baissent, comme cela a été vu plus haut : la misère et l'exclusion et les conséquences de la crise financière.

Les quatre préoccupations suivantes sont mentionnées par environ une personne sur dix, en cumulant les 1^{re} et

2^e réponses : la dégradation de l'environnement, la qualité des soins médicaux, les bouleversements climatiques et les toxicomanies. Il y a peu d'évolution sur ces quatre items par rapport à 2013 : la baisse la plus forte concerne la dégradation de l'environnement (- 1,4 point), mais elle n'est pas suffisamment élevée pour être considérée comme significative. Les préoccupations au sujet des risques nucléaires diminuent légèrement (- 1,9 point) mais cette baisse est tout juste significative.

EBOLA

L'épidémie d'Ebola se situe assez bas dans les préoccupations

Nouvel item introduit cette année dans la question, l'épidémie d'Ebola est un sujet de préoccupation pour à peine plus d'une personne sur quarante. Il s'agit d'un niveau de préoccupation assez bas, proche de ce qui est observé pour les risques nucléaires et les accidents de la route. Il est possible qu'au moment de l'enquête (c'est-à-dire en novembre 2014), les inquiétudes sur ce sujet soient retombées par rapport à ce qu'elles étaient au cours du printemps et de l'été, lorsque l'épidémie a pris de l'ampleur. Cependant, quelques semaines avant, en octobre 2014, des cas de contamination avaient eu lieu hors de l'Afrique de l'Ouest, en Europe et aux États-Unis. Le faible pourcentage des réponses à ce sujet (en 1^{re} ou 2^e citation) implique, par ailleurs, que l'introduction de cette modalité n'a eu qu'un impact très marginal sur les autres réponses.

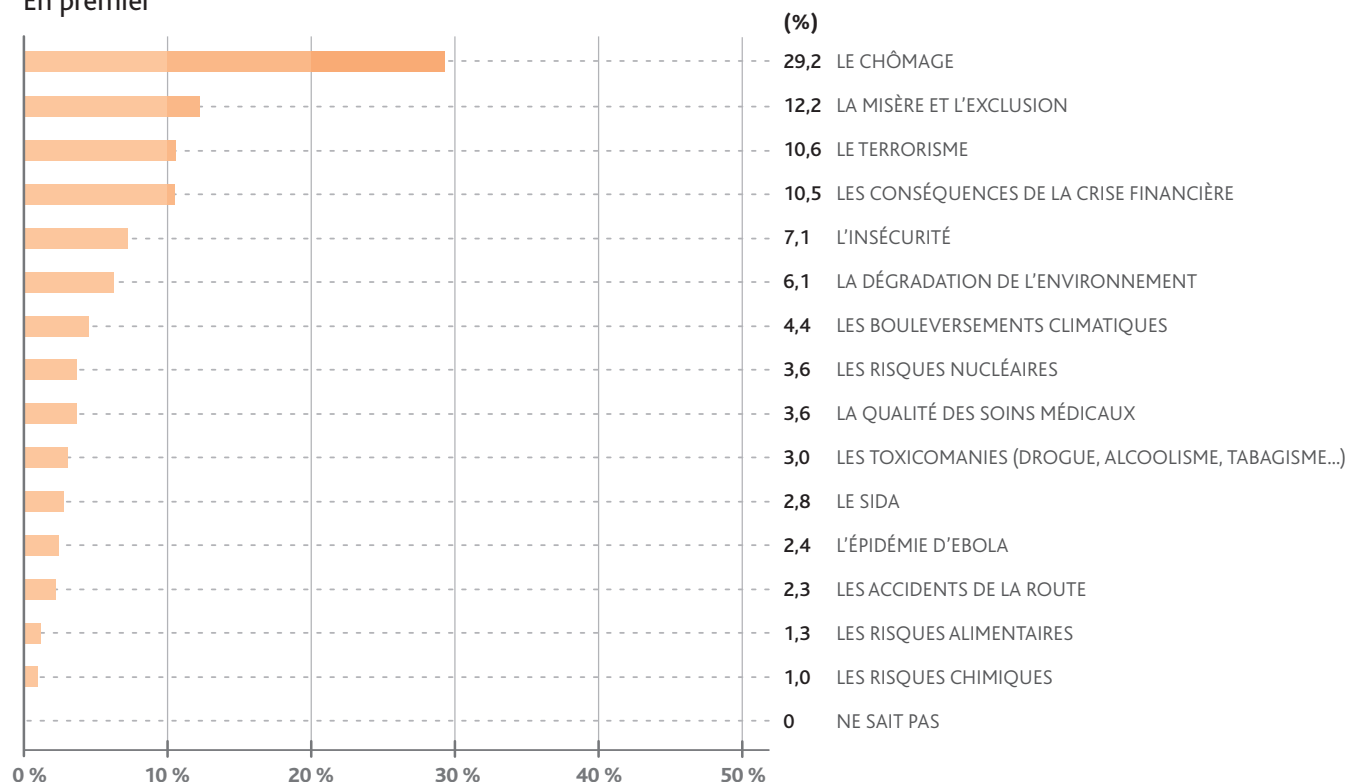
Les accidents de la route sont cités à la même hauteur qu'Ebola, soit par environ 6 % de la population en cumulant la 1^{re} et la 2^e préoccupation, un niveau tout à fait comparable à ce qui était observé en 2013. Cette faible préoccupation a de quoi surprendre dans un contexte où la fréquence des accidents de la route tend à remonter, mais elle pourrait justement en être la cause dans la mesure où si les Français sont moins préoccupés au sujet des accidents, il est également plausible qu'ils soient moins attentifs sur les routes. Les derniers risques sont mentionnés par moins d'une personne sur vingt. L'évolution la plus notable par rapport à 2013 concerne les risques chimiques, qui baissent de 2,8 points, un écart significatif statistiquement, mais difficile à interpréter dans la mesure où ce risque était de toutes façons peu cité l'an dernier.

QUESTION N°1

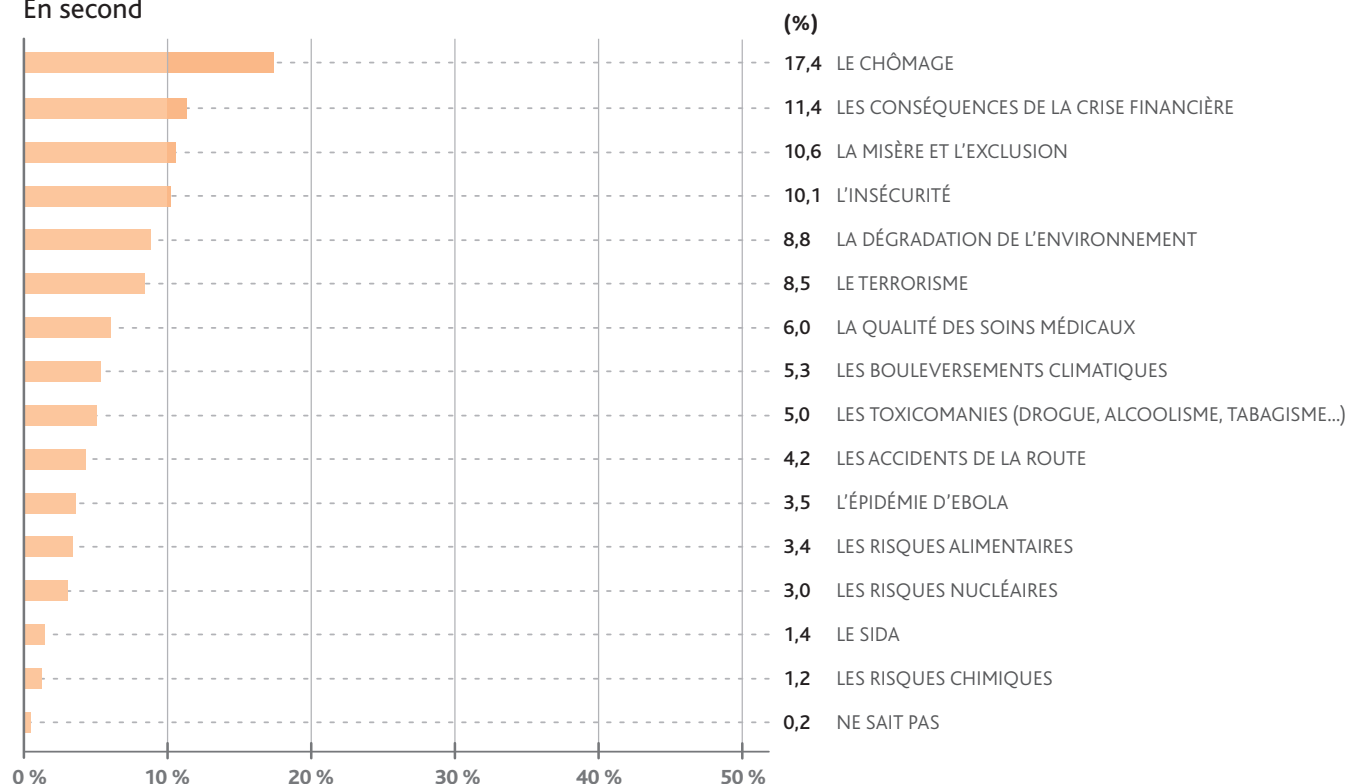
En France, parmi les problèmes actuels suivants,
lequel est pour vous le plus préoccupant ?
(2 réponses possibles)

■ NOVEMBRE 2014

En premier



En second

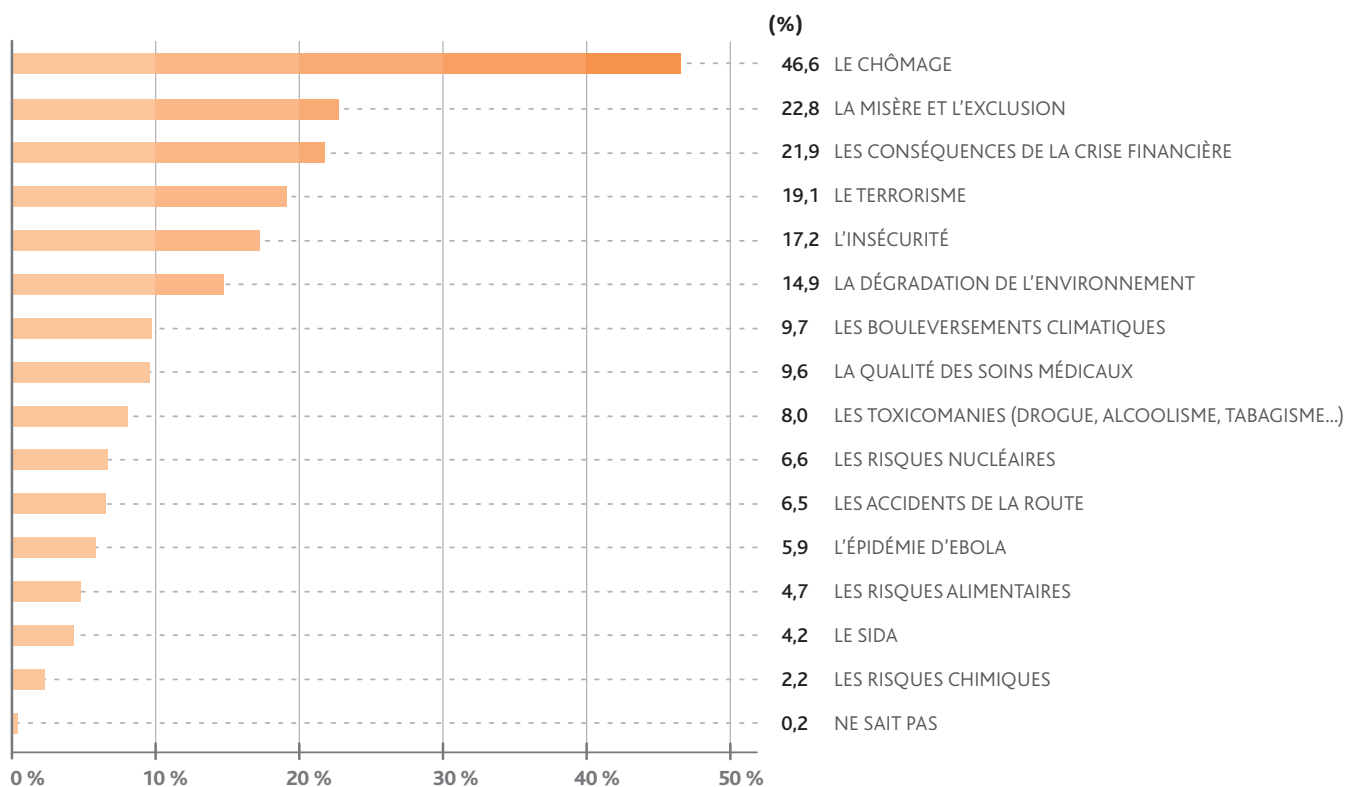


QUESTION N°1 (suite)

En France, parmi les problèmes actuels suivants,
lequel est pour vous le plus préoccupant ?
(2 réponses possibles)

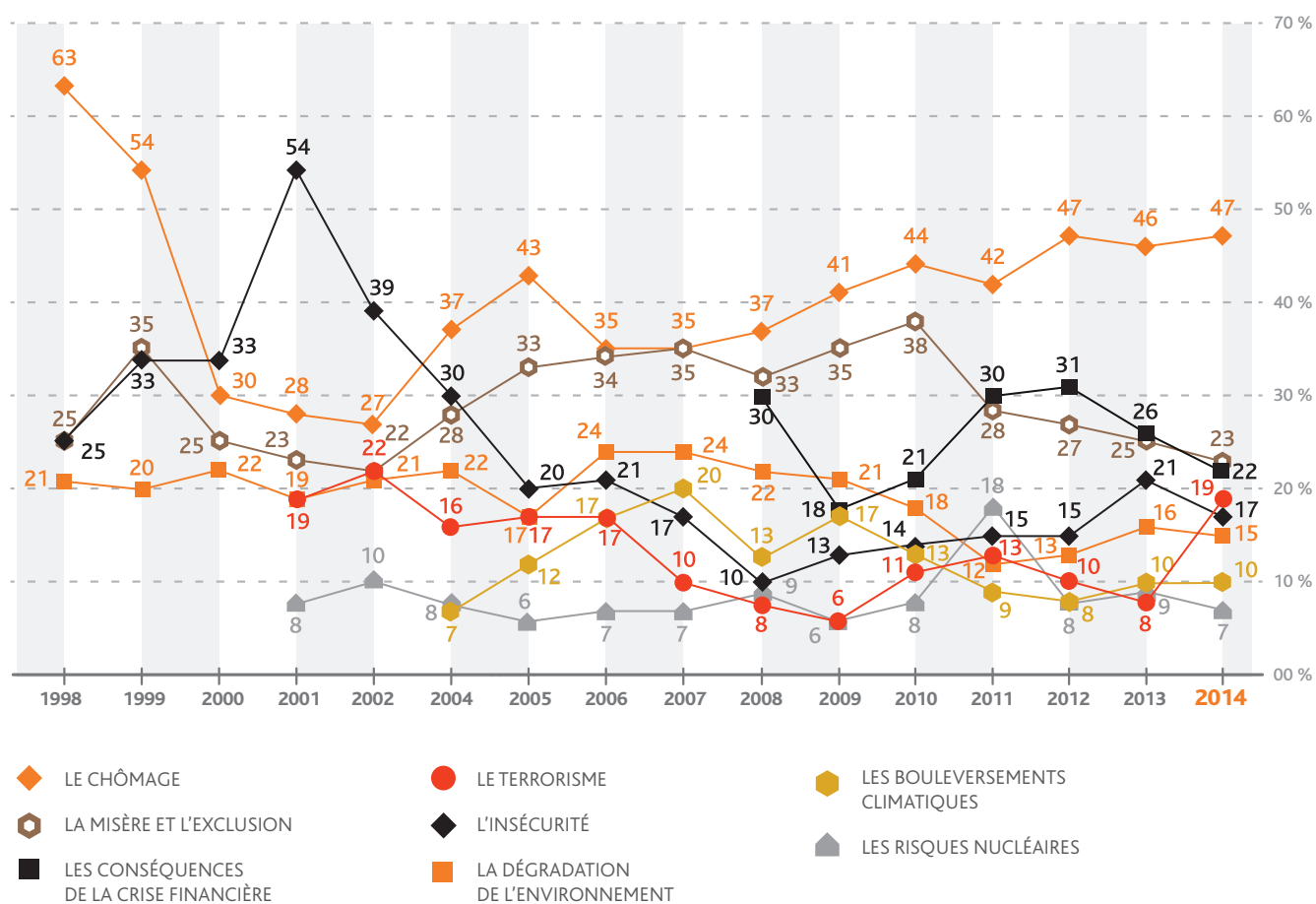
RÉSULTATS CUMULÉS NOVEMBRE 2014

Les résultats cumulés correspondent à la somme
des premier et second choix. C'est pourquoi le total
des pourcentages de réponse peut être supérieur à 100.



ÉVOLUTIONS SUR LES RÉSULTATS CUMULÉS 1998 À 2014

Évolution des préoccupations ayant enregistré les taux de réponse les plus importants depuis 1998. Ne figurent pas sur ce graphique « les risques alimentaires », « les risques chimiques », « les toxicomanies » (drogue, alcoolisme, tabagisme), qui recueillent de manière constante environ 5 % de réponses cumulées pour les deux premiers et autour de 10 % pour le dernier.



LE PLUS PRÉOCCUPANT POUR L'ENVIRONNEMENT

La question reprend le format de la précédente sur les problèmes les plus préoccupants dans la société, mais en se centrant sur les questions environnementales. Elle aborde essentiellement des atteintes chroniques à l'environnement, comme les différentes formes de pollution (de l'air, de l'eau, des sols), le réchauffement climatique (questionné pour la première fois sous ce nouveau vocable) ou la disparition d'espèces animales.

QUESTION N°2

Je vais vous citer un certain nombre de problèmes d'environnement. Quel est celui qui vous semble le plus préoccupant ?
(2 réponses possibles)

PRÉOCCUPATIONS EN HAUSSE

La préoccupation des Français au sujet du réchauffement climatique augmente sensiblement

Le réchauffement climatique est cité cette année par quatre personnes sur dix, en 1^{re} ou 2^e préoccupation sur l'environnement, soit une augmentation de 14 points par rapport à l'an passé. Cette préoccupation rejoint ainsi les scores de citation les plus élevés qui aient été observés dans le passé, en 2006 et 2007. L'impact de la nouvelle formulation semble indéniable¹, mais il convient également de rappeler qu'en mars 2014 le GIEC a publié son cinquième rapport d'évaluation, et que celui-ci a révisé sérieusement à la hausse les prévisions concernant le réchauffement climatique. Cette évolution de l'opinion publique prend bien sûr un relief particulier dans la perspective de la 21^e Conférence des Nations unies sur le climat (dite COP21) qui se tiendra au Bourget du 30 novembre au 11 décembre 2015. La France souhaite en effet faire aboutir un accord ambitieux pour contenir

l'augmentation de la température mondiale en dessous de 2 °C, et la presse en a abondamment parlé dès l'automne 2014.

Deux autres préoccupations progressent : les dommages liés aux catastrophes naturelles (+ 5 points) et la disparition d'espèces animales (+ 3), deux sujets dont l'aggravation semble en effet aujourd'hui être établie². L'augmentation des préoccupations relatives aux catastrophes est à mettre en regard de la relative augmentation de la fréquence des arrêts de catastrophes naturelles : il y en a eu 8 en 2004, 21 en 2009 et 29 en 2014³. Par ailleurs, certaines inondations importantes ont pu marquer les Français. Il convient, enfin, de remarquer une relation avec la mention du changement climatique : lorsque celui-ci est cité en premier, la 2^e réponse est, plus souvent que dans la moyenne, les dommages liés aux catastrophes naturelles ; réciproquement, lorsque les dommages liés aux catastrophes naturelles sont cités en 1^{re} réponse, le réchauffement climatique est donné comme 2^e réponse plus souvent que la moyenne.

1. Un précédent changement de formulation avait abouti aussi à un changement notable des réponses sur l'item concerné : en 2004, « La pollution des lacs, des rivières et des mers » a été reformulée « La pollution de l'eau » et la mention de cet item est passée de 27 % en 2002 (dernier point avec l'ancienne formulation) à 37 % en 2004 (premier point avec la nouvelle formulation et point le plus haut de la série atteint une seule autre fois en 2011).

2. Une étude récente dirigée par Will Steffen a par exemple montré que la diversité génétique sur la planète était entrée dans une phase critique (niveau de risque élevé). (Référence : *Planetary boundaries: Guiding human development on a changing planet- Science- 15 January 2015*).

3. L'augmentation du nombre d'arrêts de catastrophes naturelles observée depuis quelques années apporte une confirmation factuelle à la perception des Français sur ce sujet.

Source : recensement des arrêts relatif à la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle sur le site <http://www.legifrance.gouv.fr>. Comptage des arrêts réalisé par l'auteur du rapport.

PRÉOCCUPATIONS EN BAISSSE

Les préoccupations en matière de pollution (de l'air, de l'eau, des sols) ont décliné en 2014

Deux préoccupations environnementales habituellement assez élevées ont régressé de manière significative en 2014 : la pollution de l'air et la pollution de l'eau (- 7 points chacune). La forte progression des citations relatives au réchauffement climatique, qui prend place dans une succession de deux questions à choix exclusifs, s'est exercée prioritairement au détriment de ces deux préoccupations environnementales (on peut d'ailleurs noter que la somme de ces trois préoccupations est stable à 1 point près depuis 2011 et à ± 5 points près depuis 2004).

Deux autres préoccupations baissent aussi, mais moins significativement : la pollution des sols (- 3 points) et la dégradation des paysages (- 3). Il convient de noter également que, sur le long terme, les préoccupations relatives à la diminution de la couche d'ozone tendent à diminuer : mentionnées cette année par environ une personne sur sept, leur fréquence de citation a diminué de 12 points par rapport à 2006. Il est vrai que la couche d'ozone est un des rares domaines environnementaux où des progrès significatifs ont pu être observés depuis quelques années⁴.

4. Source : rapport de septembre 2014 sur la couche d'ozone par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). http://ozone.unep.org/Assessment_Panels/SAP/SAP2014_Assessment_for_Decision-Makers.pdf

ÉCLAIRAGE

Pour le Baromètre 2015, un changement a été introduit dans la question : l'éventualité « L'effet de serre (réchauffement de l'atmosphère) » a été reformulée « Le réchauffement climatique », c'est-à-dire une expression correspondant bien à la même idée que précédemment, mais formulée selon l'expression en vigueur dans la sphère politique et médiatique. La mention de cette préoccupation bondit de 14 points en un an.

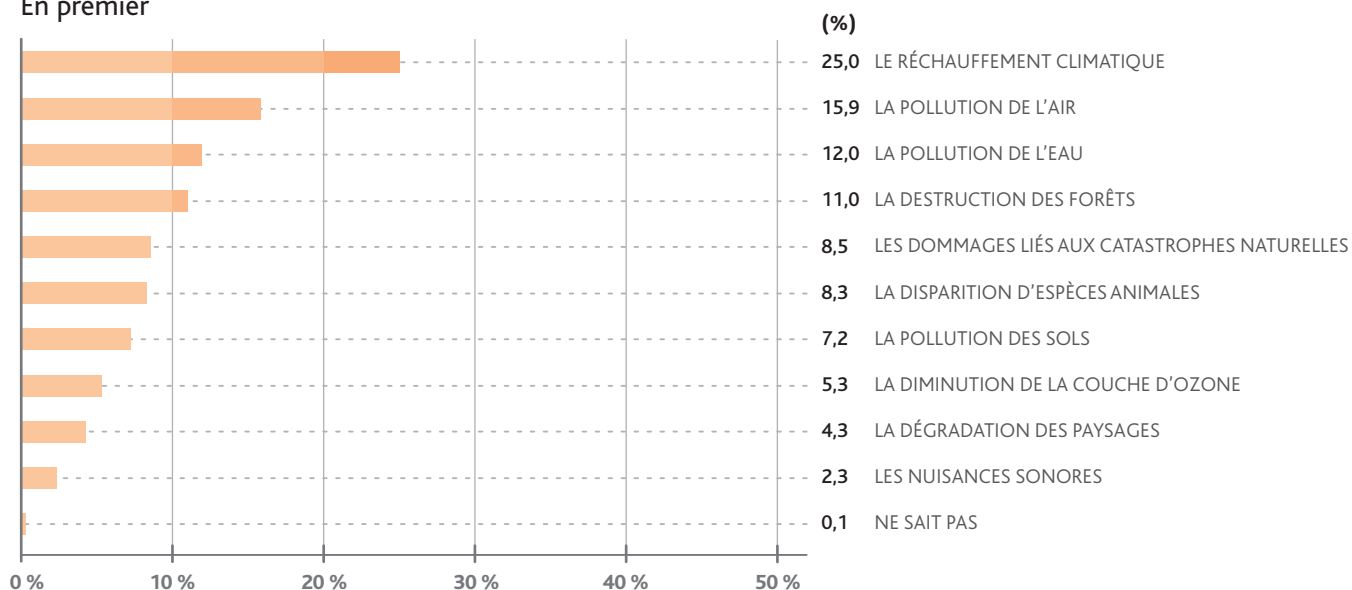
QUESTION N°2

Je vais vous citer un certain nombre de problèmes
d'environnement. Quel est celui qui vous semble
le plus préoccupant ?

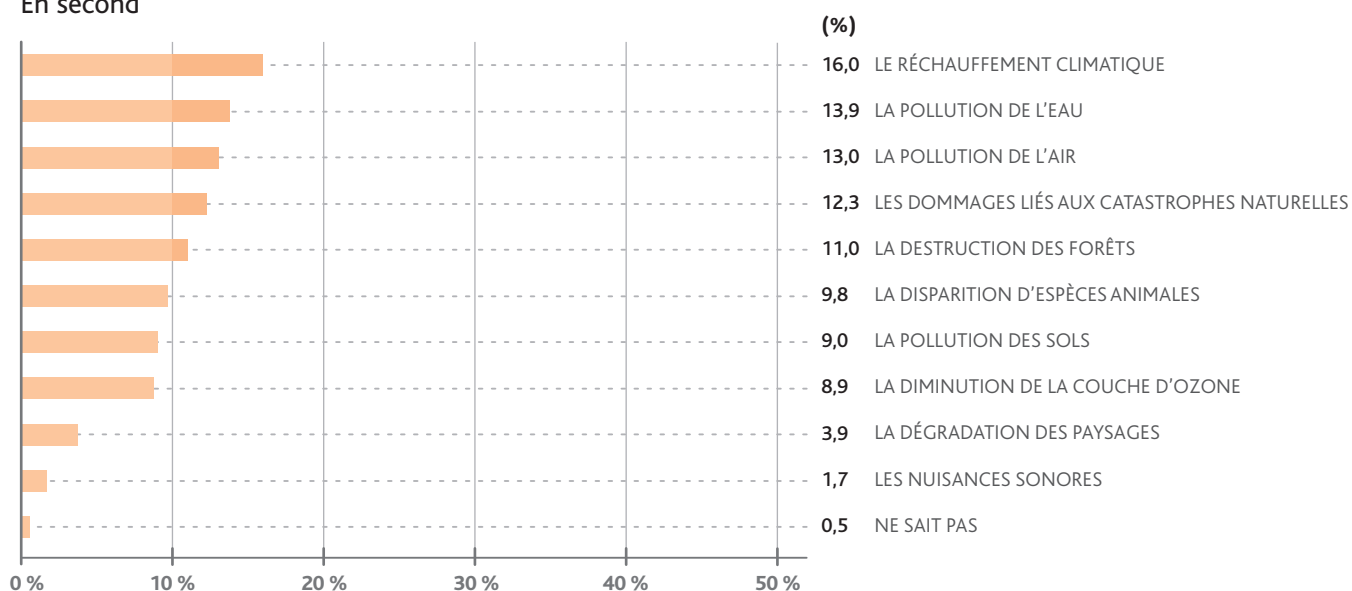
(2 réponses possibles)

NOVEMBRE 2014

En premier

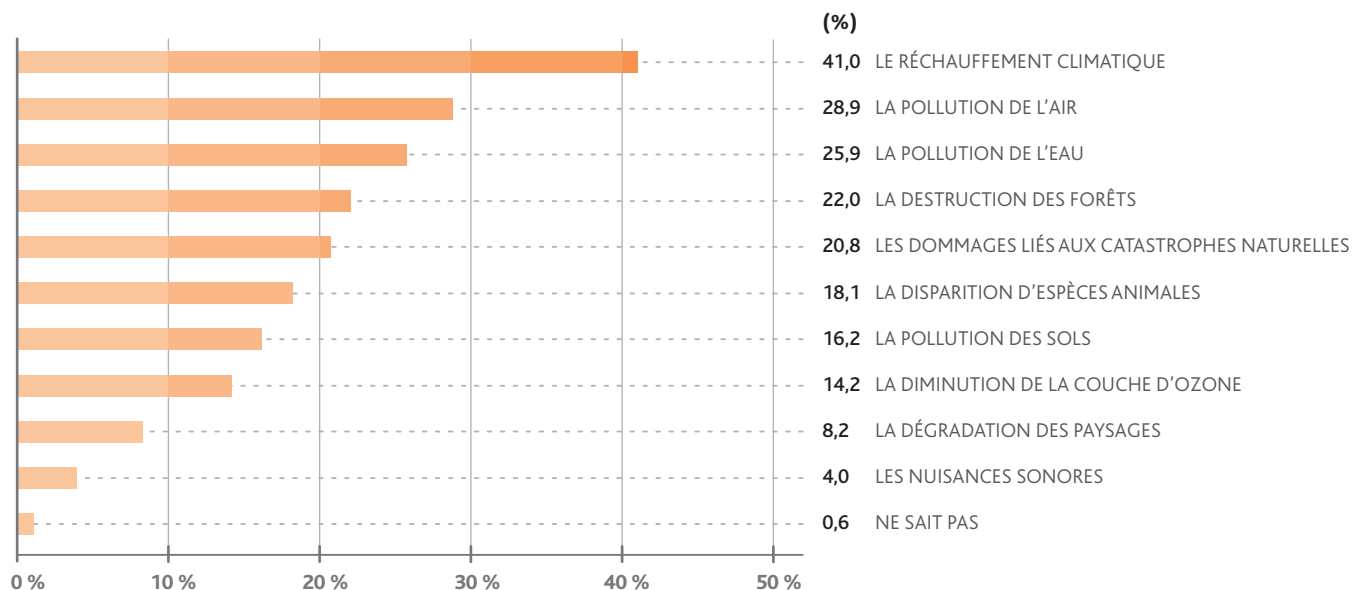


En second



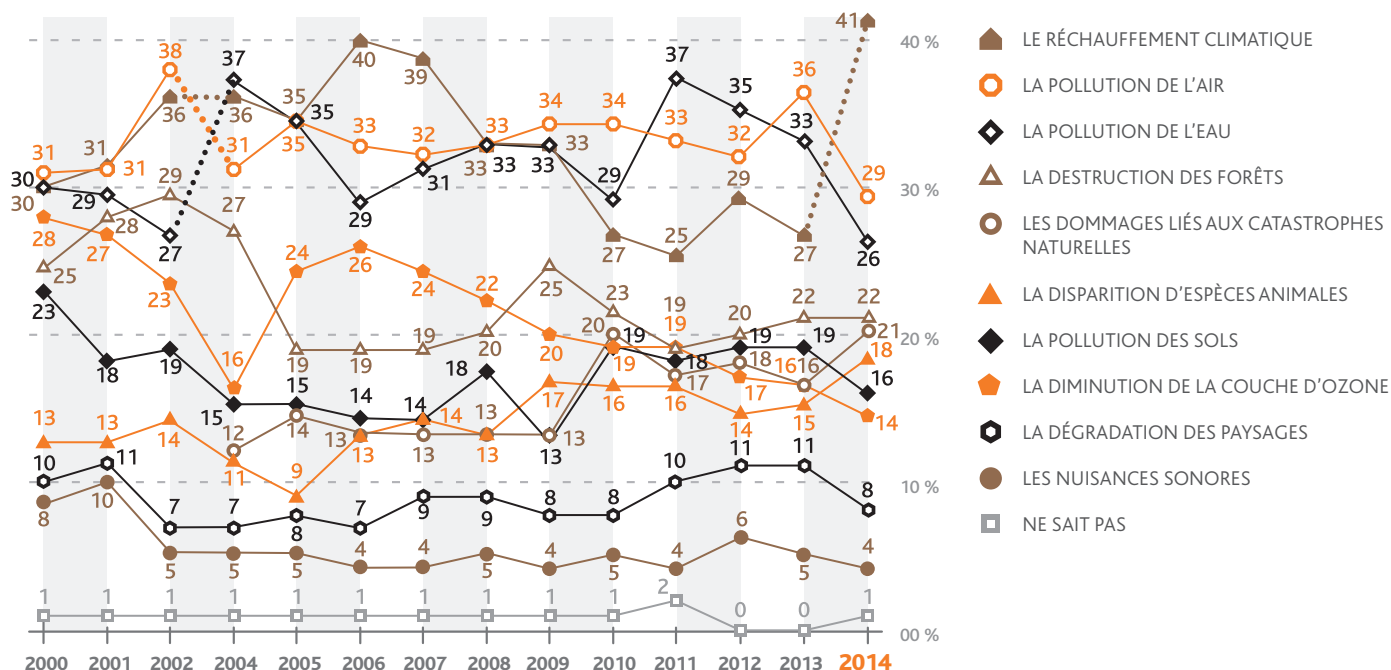
RÉSULTATS CUMULÉS NOVEMBRE 2014

Les résultats cumulés correspondent à la somme des premier et second choix. C'est pourquoi le total des pourcentages de réponse peut être supérieur à 100.



ÉVOLUTIONS SUR LES RÉSULTATS CUMULÉS 2000 À 2014

Les intitulés de modalités de réponse ont été modifiés. En 2004, «la pollution de l'air» au lieu de «la pollution de l'air dans les agglomérations»; «l'effet de serre (réchauffement de l'atmosphère)» au lieu du «réchauffement de l'atmosphère»; «la pollution de l'eau» au lieu de «la pollution des lacs, des rivières et des mers». En 2014, le «réchauffement de l'atmosphère» a été remplacé par «le réchauffement climatique».



LA PERCEPTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTALLATIONS INDUSTRIELLES

Les Français ont-ils le sentiment que les risques liés aux installations industrielles tendent à s'améliorer, se dégrader ou rester les mêmes ? Pour approcher ce sujet, deux questions sont posées : l'une rétrospective, sur les dix dernières années, l'autre prospective, sur les dix prochaines années.

QUESTION N°3

À votre avis, depuis 10 ans, en France, les risques liés aux installations industrielles ont plutôt diminué, augmenté ou n'ont pas changé ?

QUESTION N°4

Et dans les 10 ans à venir, ces risques vont-ils plutôt diminuer, augmenter ou ne vont pas changer ?

ÉVOLUTIONS DES RISQUES : L'AVENIR PLUS INQUIÉTANT QUE PAR LE PASSÉ

Au-delà d'un socle large ayant une vision statique des risques, ceux qui ressentent l'évolution expriment plus d'inquiétude

Près d'un Français sur deux estime que les risques liés aux installations industrielles n'ont pas changé depuis 10 ans. Parmi ceux qui perçoivent du changement, la tendance est plutôt équilibrée : un quart d'entre eux estime qu'ils ont augmenté, et une proportion équivalente qu'ils ont diminué. C'est la génération des 25-34 ans qui apparaît la plus inquiète : près de quatre sur dix d'entre eux jugent que les risques ont augmenté au cours des 10 dernières années. Il convient de remarquer que, bien qu'elle soit assez jeune, la majorité de cette génération était déjà adulte il y a 10 ans et était en âge de se faire une opinion sur ce sujet.

Le sujet est également abordé en perspective. Une majorité relative de la population estime que les risques liés aux installations industrielles ne vont pas changer dans les 10 années à venir, mais la proportion est nettement plus faible (11 points d'écart) que pour la question rétrospective.

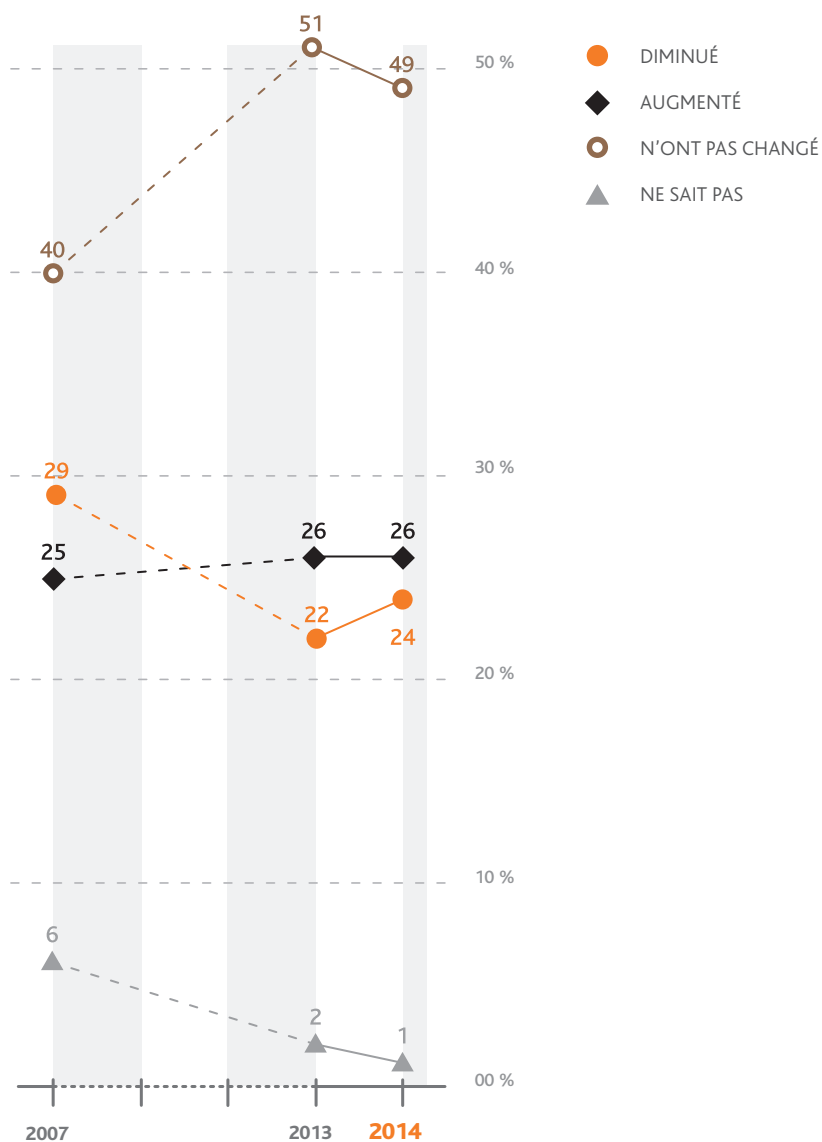
Par ailleurs, parmi ceux qui estiment que les risques vont changer, la tendance est pessimiste : plus d'un tiers pense qu'ils vont augmenter tandis qu'un quart seulement estime qu'ils vont diminuer. L'équilibre global des opinions sur cette question apparaît ainsi plus pessimiste que pour la question évaluant le passé : l'avenir est vu comme plus inquiétant.

Les changements par rapport à 2013 sont minimes et en dessous des seuils de significativité. Il convient toutefois de remarquer que, depuis la première intégration de cette question dans le Baromètre, en 2007, les réponses neutres (« *n'ont pas changé* », pour le passé, et « *ne vont pas changer* », pour l'avenir) ont tendance à augmenter. On peut remarquer que cette augmentation se fait au détriment de la modalité « *vont diminuer* » choisie maintenant par à peine un quart des Français, contre un tiers en 2007.

QUESTION N°3

À votre avis, depuis 10 ans, en France, les risques liés aux installations industrielles ont plutôt diminué, augmenté ou n'ont pas changé ?

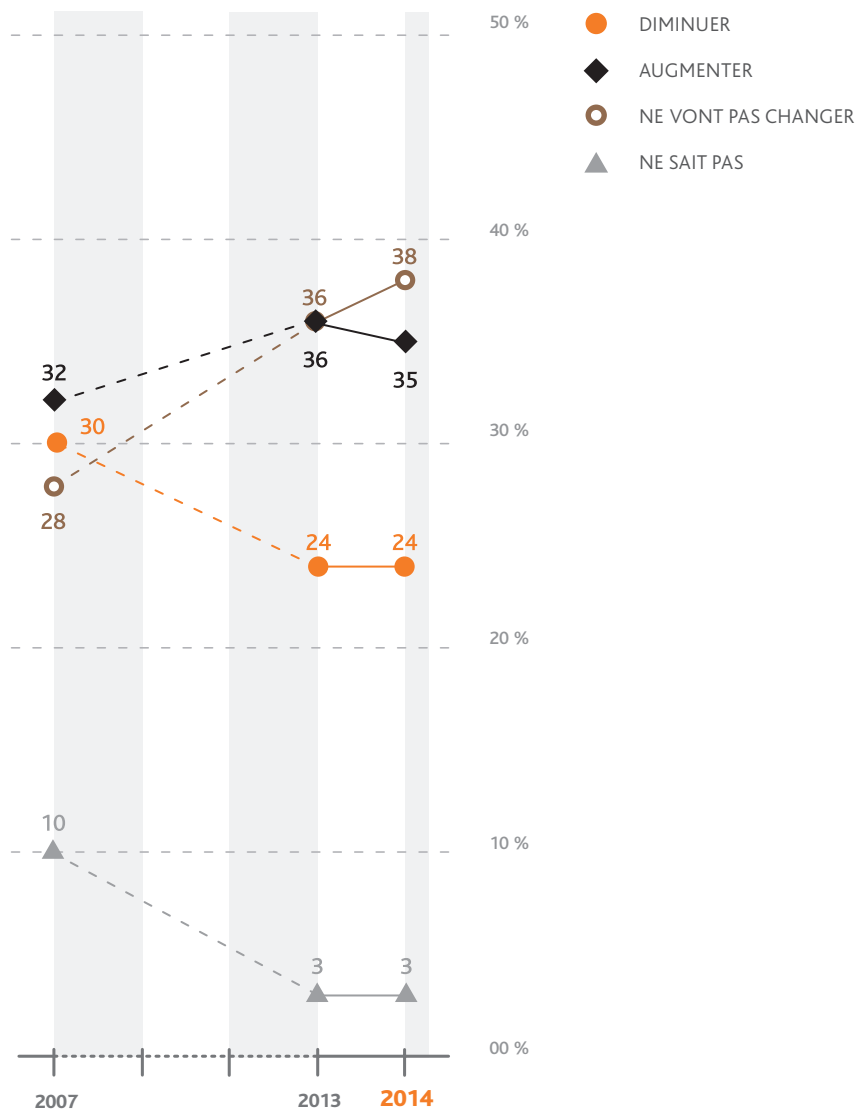
ÉVOLUTIONS 2007 À 2014



QUESTION N°4

Et dans les 10 ans à venir, ces risques vont-ils plutôt diminuer, augmenter ou ne vont pas changer ?

ÉVOLUTIONS 2007 À 2014



REGARDS DES L'EXPERTISE

—

PARTIE 2

FRANÇAIS SUR

2.1 — LE RÔLE ET L'IMAGE DES EXPERTS SCIENTIFIQUES

26 - 35

2.2 — LA DIFFUSION ET LE PARTAGE DE L'EXPERTISE SCIENTIFIQUE

36 - 43

2.3 — QUI DOIT S'OCCUPER DES INSTALLATIONS À RISQUES ?

44 - 49

LE RÔLE ET L'IMAGE DES EXPERTS SCIENTIFIQUES

Cette section aborde le sujet de l'image de la science, des experts et des attentes dont ils font l'objet. Pour les experts, il s'agit à la fois des qualités dont ils doivent faire preuve et des comportements qu'ils doivent adopter.

QUESTION N°1

Diriez-vous qu'aujourd'hui vous faites plus confiance ou moins confiance à la science qu'il y a une dizaine d'années ?

QUESTION N°2

Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives au rôle des experts scientifiques. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante : pas du tout d'accord, pas tellement d'accord, peut-être d'accord, bien d'accord, entièrement d'accord.

QUESTION N°3

Quelles sont pour vous les deux principales qualités d'un expert scientifique ?
(2 réponses possibles)

QUESTION N°4

De manière générale, avez-vous une bonne ou une mauvaise opinion des experts scientifiques ?

LA SCIENCE

Les Français ont confiance dans la science

Près d'une personne sur deux estime avoir plus confiance qu'il y a une dizaine d'années, et quatre sur dix autant confiance. En 2014, la proportion de personnes estimant avoir plus confiance qu'il y a 10 ans a augmenté par rapport à 2013 (+ 4 points, en cumulant ceux qui ont beaucoup plus confiance et ceux qui ont plus confiance), mais elle reste inférieure à ce qu'elle était au début des années 2000. La proportion de personnes déclarant avoir autant confiance tend à augmenter depuis 2006. Ces diverses tendances peuvent être résumées par l'idée que la confiance dans la science est bonne, mais qu'une part grandissante de la population française, sans devenir méfiante, garde une certaine réserve à ce sujet.

L'image que les Français ont de la science est, dans l'ensemble, assez bonne. Une majorité relative d'entre eux est d'accord avec l'idée que « *le développement de la science et des technologies génère plus de bénéfices que d'effets néfastes* ». Cette idée est particulièrement retenue par les 65 ans et plus, qui semblent manifester ici à la fois un plus grand attachement à la science et en même temps une assez forte intégration sociale. Une majorité relative de la population française s'oppose à l'idée que « *le développement de la science crée plus de risques qu'il n'en supprime* ». Ce résultat est d'autant plus remarquable qu'il est plus difficile, dans le cadre d'une interview, de s'opposer à une idée présentée dans une question que d'y adhérer.

LES EXPERTS SCIENTIFIQUES

L'image des experts scientifiques dans l'opinion publique française est positive

Près d'une personne sur deux déclare avoir une bonne image des experts, et une sur vingt, une très bonne image. Pour l'essentiel, le reste de la population se montre indifférent : leur opinion n'est ni bonne ni mauvaise. Quasiment personne n'a une mauvaise opinion des experts scientifiques. Toutefois, cette image a été meilleure pendant la période allant de 2006 à 2012 et s'est légèrement effritée en 2013 et 2014. Les personnes ayant un diplôme de niveau bac + 5 et au-delà déclarent plus souvent qu'elles ont une bonne opinion des experts scientifiques.

La première qualité attendue d'un expert scientifique, par environ deux Français sur trois, est qu'il soit compétent techniquement. La reconnaissance de cette qualité a décliné depuis 2010 (- 7 points).

Deux autres qualités sont largement reconnues, par près de la moitié des Français interrogés : l'indépendance et l'honnêteté. Malgré des fluctuations, l'importance de ces deux qualités est assez stable dans le temps. Depuis 2004, l'indépendance est mentionnée par à peu près la moitié des Français. Pour ce qui est de l'honnêteté, dont la mention est à peine moins fréquente que l'indépendance, les fluctuations dans le temps oscillent autour de 40 à 45 %. L'indépendance est davantage mentionnée par les diplômés du supérieur, un résultat qui rejoint des observations faites dans le cadre d'autres enquêtes¹ : l'indépendance est une qualité davantage valorisée par les personnes des catégories sociales supérieures

(cadres et personnes ayant fait des études supérieures), sans doute parce que c'est un des traits des études longues que de développer l'esprit critique.

La réactivité, bien qu'un peu moins citée (27 % cette année, en progression de 5 %), est également une qualité attendue des experts. La déclaration des liens éventuels avec des industriels et la créativité semblent un peu moins importantes aux yeux des personnes interrogées. Au-delà des qualités générales, les Français attendent des experts scientifiques qu'ils suivent un certain nombre de comportements tournant autour de trois idées principales : la transparence, l'impartialité, combinée à la rigueur, et la prudence. La transparence est manifeste au travers de leur adhésion à l'idée qu'il faut mettre l'information à la portée de tous (89 % d'accord), mais aussi par leur refus de l'idée que les avis ne soient pas tous publics (54 % s'opposent à l'idée²). De même, l'attente que « *dans leurs avis, les experts scientifiques doivent aussi présenter les points de désaccord* » (81 % des Français soutiennent cette idée) montre que les Français veulent que les experts soient transparents y compris sur les controverses. Le fonctionnement impartial et rigoureux transparaît notamment au travers de l'adhésion à l'idée que « *respecter les règles, c'est le meilleur moyen de diminuer les risques* » (79 % d'accord). Enfin, des attitudes prudentes apparaissent souhaitables : prendre toutes les précautions (78 % d'accord), être certain avant d'informer (73 % d'accord). Sur toutes ces questions, les opinions des Français sont remarquablement stables.

1. L'enquête sur les valeurs des Français montre, par exemple, que l'indépendance est davantage mentionnée parmi les qualités à enseigner aux enfants lorsque le répondant a fait des études plus longues : 14 % de ceux qui se sont arrêtés au primaire retiennent cette qualité, contre 39 % de ceux qui ont fait des études supérieures. Pour une présentation de cette enquête, voir Pierre Bréchon et Jean-François Tchernia dans *La France à travers ses valeurs*, Armand Colin, 2009.

2. Rappelons ici l'existence d'un biais d'adhésion dans les sondages d'opinion, notamment ceux qui sont réalisés par enquêteur en face à face : il est plus facile pour une personne interrogée de donner son assentiment à une idée présentée par l'enquêteur que de la rejeter. Différentes techniques, employées notamment dans le Baromètre IRSN, permettent de contrebalancer ce biais, par exemple proposer en premier, parmi les modalités de réponse, les items d'opposition (« *pas du tout d'accord* » et « *pas tellement d'accord* »). Voir le questionnaire complet en annexe.

DIFFÉRENCES DE PERCEPTION

La perception de l'expertise varie selon le niveau d'instruction et selon l'âge

Les personnes n'ayant aucun diplôme souhaitent davantage que les experts tiennent compte de l'opinion de la population. Ce résultat peut être vu comme une forme de revendication, dans la mesure où les questions techniques sont souvent perçues comme une exclusion de fait par les personnes les moins instruites.

L'effet de l'âge se manifeste de différentes manières. Parmi les qualités attendues d'un expert, les jeunes mentionnent plus souvent la compétence, une qualité qu'ils semblent d'autant mieux comprendre que, étant proches des études (qu'elles soient en cours ou récemment terminées), ils savent l'importance de l'acquisition de compétence. D'un autre côté, les personnes âgées de 65 ans et plus estiment plus

souvent que le reste de la population que les experts sont trop spécialisés pour avoir une vue large d'un problème. D'une certaine manière, les seniors valorisent à travers ce type de réponse l'expérience qu'ils ont accumulée et qui leur a permis d'avoir une vision plus large des problèmes et de leur complexité dans la vie réelle ; ils s'opposent d'une certaine manière à l'idée de spécialisation, proche de celle de compétence dont on a vu qu'elle était davantage l'apanage des jeunes.

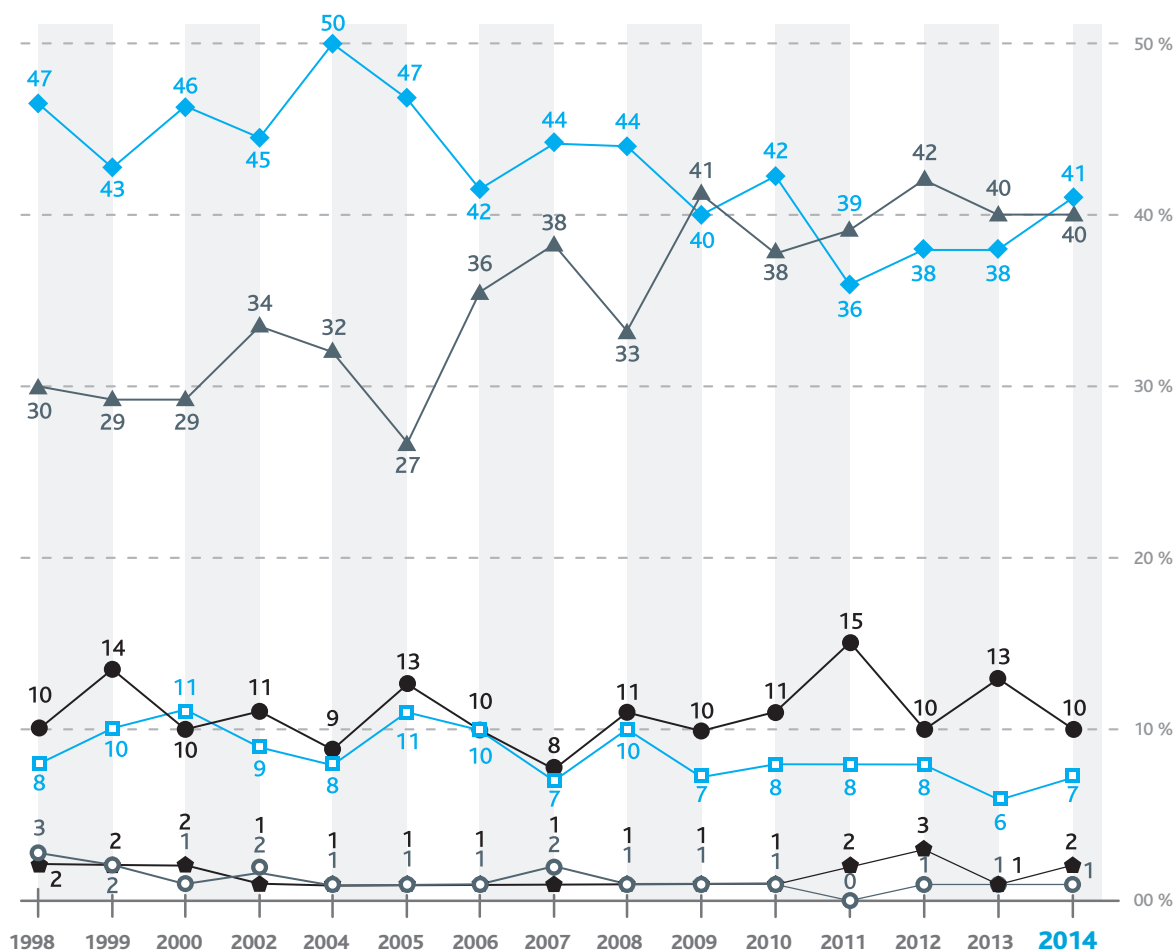
ÉCLAIRAGE

L'image de la science varie notamment en fonction de deux déterminants : l'âge et le niveau d'instruction. Parmi les différentes classes d'âge, ce sont les seniors (65 ans et plus) qui se distinguent le plus : ils sont davantage convaincus que le développement de la science génère plus de bénéfices que d'effets néfastes. En même temps, ils ont une vue un peu moins positive des experts : ils les voient notamment, plus souvent que le reste de la population, comme trop spécialisés pour avoir une vue large d'un problème. D'un autre côté, les diplômés du supérieur tendent davantage que le reste de la population à avoir une bonne opinion des experts et à s'opposer à l'idée que le développement de la science crée plus de risques qu'il n'en supprime. Ces deux catégories de la population bien distinctes se démarquent ainsi par un discours spécifique et plutôt positif sur la science. Il est probable que deux représentations sont à l'œuvre, dans la mesure où ces deux catégories sont assez différentes, le niveau d'éducation tendant à diminuer avec l'âge. Du côté des seniors, leur image de la science peut être le reflet d'attitudes anciennes ou d'une opinion assise sur leur vécu des avantages ou inconvénients de la science, les perceptions à ce sujet ayant sensiblement évolué depuis dans un sens plus critique. Du côté des plus diplômés, leur image assez positive de la science est, indirectement, une valorisation des études qu'ils ont effectuées. Inversement, des minorités significatives tiennent un discours critique sur la science : celui-ci est notamment porté par des personnes jeunes (moins de 35 ans), peu diplômées et de catégorie socioprofessionnelle « *ouvriers* ».

QUESTION N°1

Diriez-vous qu'aujourd'hui vous faites plus confiance ou moins confiance à la science qu'il y a une dizaine d'années ?

ÉVOLUTIONS 1998 À 2014



- ▲ AUTANT CONFIANCE
- ◆ PLUS CONFIANCE
- MOINS CONFIANCE
- BEAUCOUP PLUS CONFIANCE
- ◆ BEAUCOUP MOINS CONFIANCE
- NE SAIT PAS

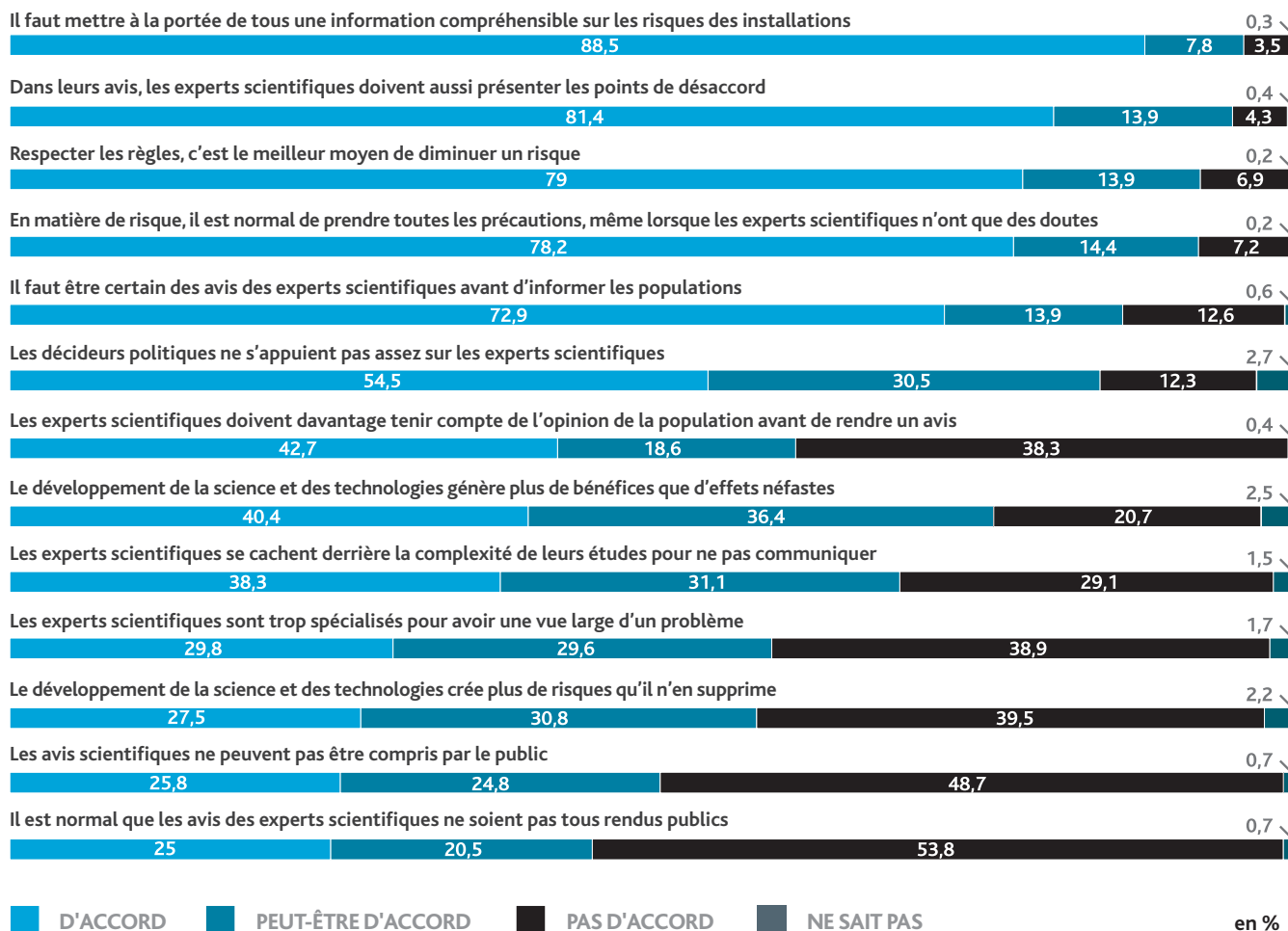
QUESTION N°2

Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives au rôle des experts scientifiques.

Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante : pas du tout d'accord, pas tellement d'accord, peut-être d'accord, bien d'accord, entièrement d'accord.

NOVEMBRE 2014

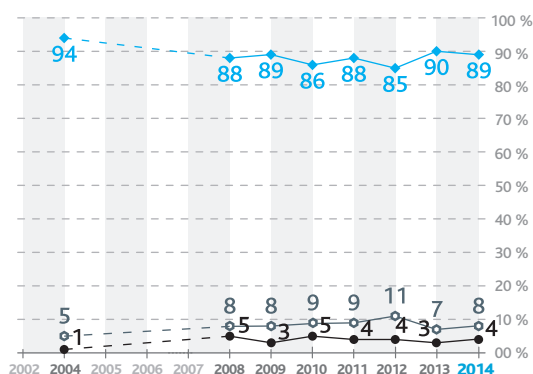
Les réponses «pas du tout d'accord» et «pas tellement d'accord» ont été regroupées en «pas d'accord» ; les réponses «bien d'accord» et «entièrement d'accord», en «d'accord».



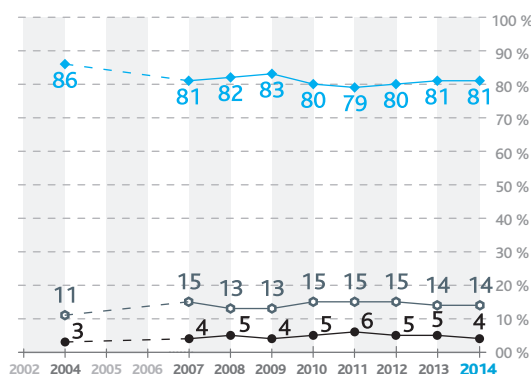
ÉVOLUTIONS 1997 À 2014

Les «non-réponses» représentent de très faibles pourcentages. Elles ont été regroupées avec la modalité «peut-être d'accord».

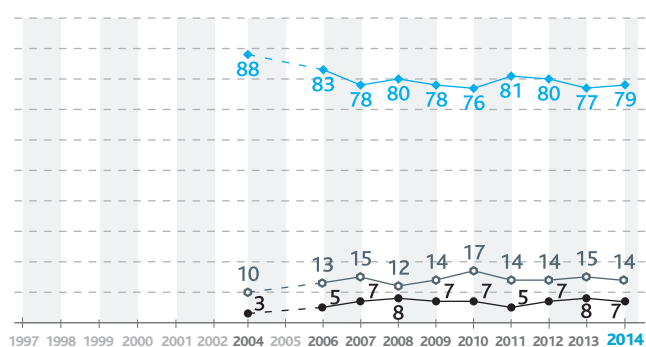
Il faut mettre à la portée de tous une information compréhensible sur les risques des installations.



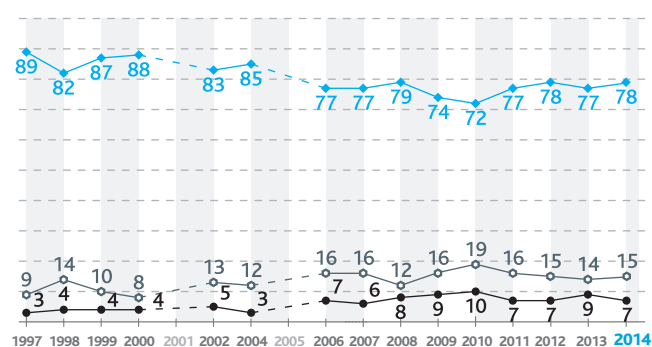
Dans leurs avis, les experts scientifiques doivent aussi présenter les points de désaccord.



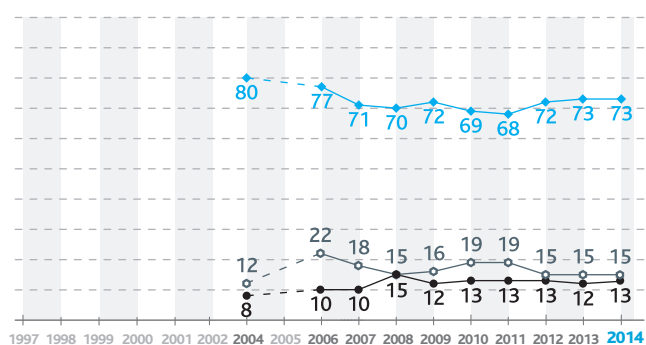
Respecter les règles, c'est le meilleur moyen de diminuer un risque.



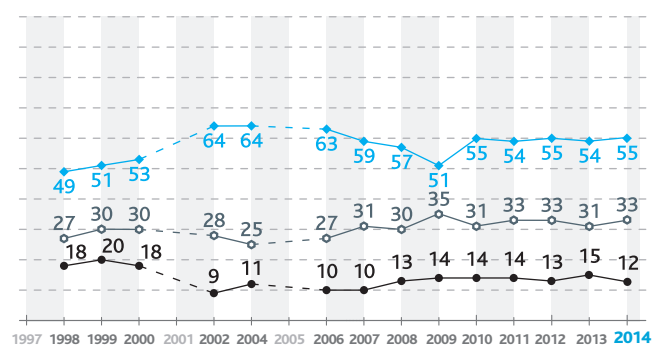
En matière de risque, il est normal de prendre toutes les précautions, même lorsque les experts scientifiques n'ont que des doutes.



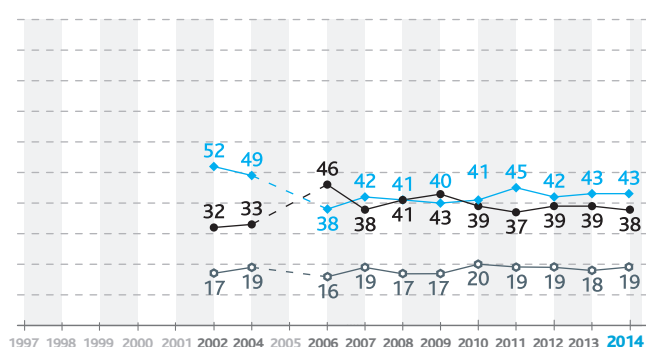
Il faut être certain des avis des experts scientifiques avant d'informer les populations.



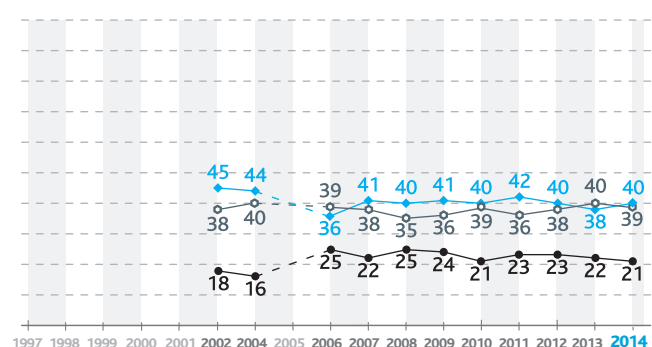
Les décideurs politiques ne s'appuient pas assez sur les experts scientifiques.



Les experts scientifiques doivent davantage tenir compte de l'opinion de la population avant de rendre un avis.



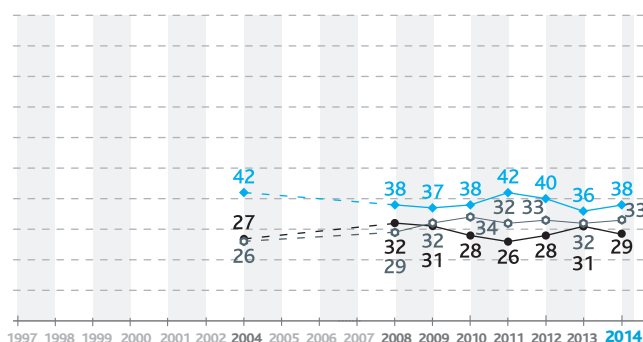
Le développement de la science et des technologies génère plus de bénéfices que d'effets néfastes.



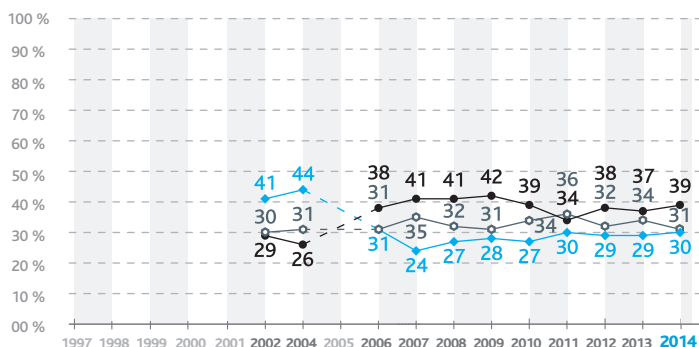
QUESTION N°2 (suite)

Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives au rôle des experts scientifiques.
Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante :
pas du tout d'accord, pas tellement d'accord, peut-être d'accord, bien d'accord, entièrement d'accord.

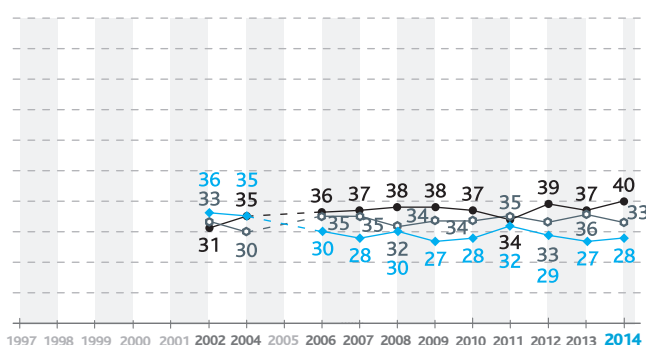
Les experts scientifiques se cachent derrière la complexité de leurs études pour ne pas communiquer.



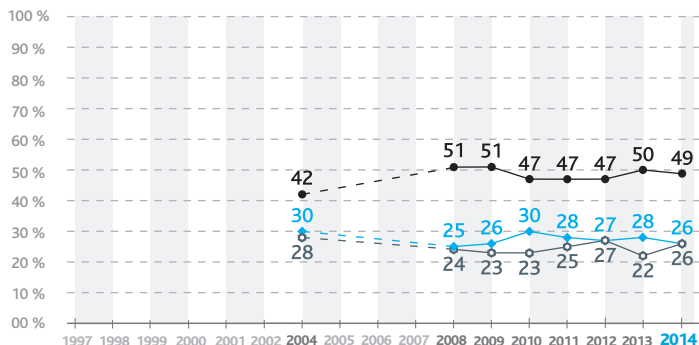
Les experts scientifiques sont trop spécialisés pour avoir une vue large d'un problème.



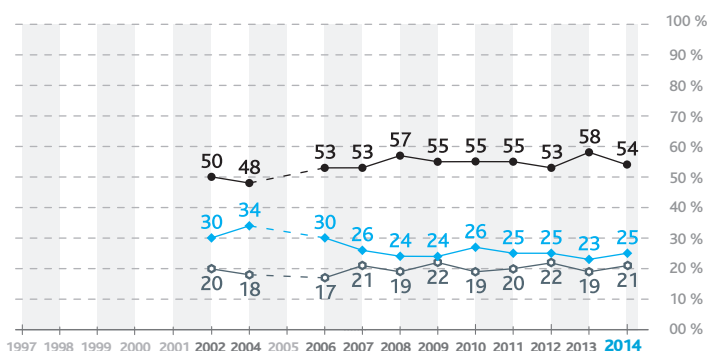
Le développement de la science et des technologies crée plus de risques qu'il n'en supprime.



Les avis scientifiques ne peuvent pas être compris par le public.



Il est normal que les avis des experts scientifiques ne soient pas tous rendus publics.

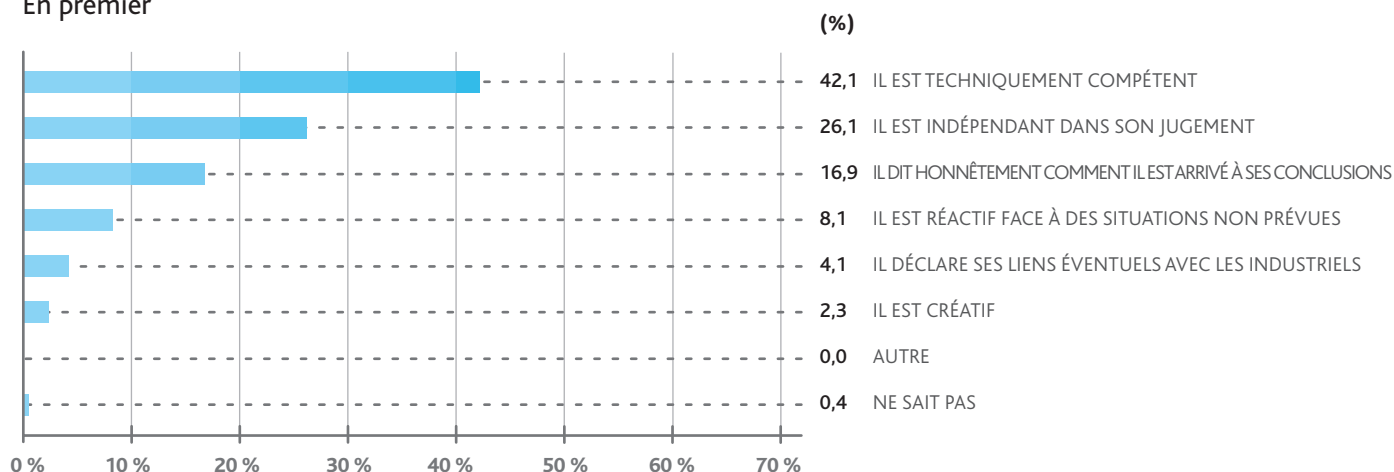


QUESTION N°3

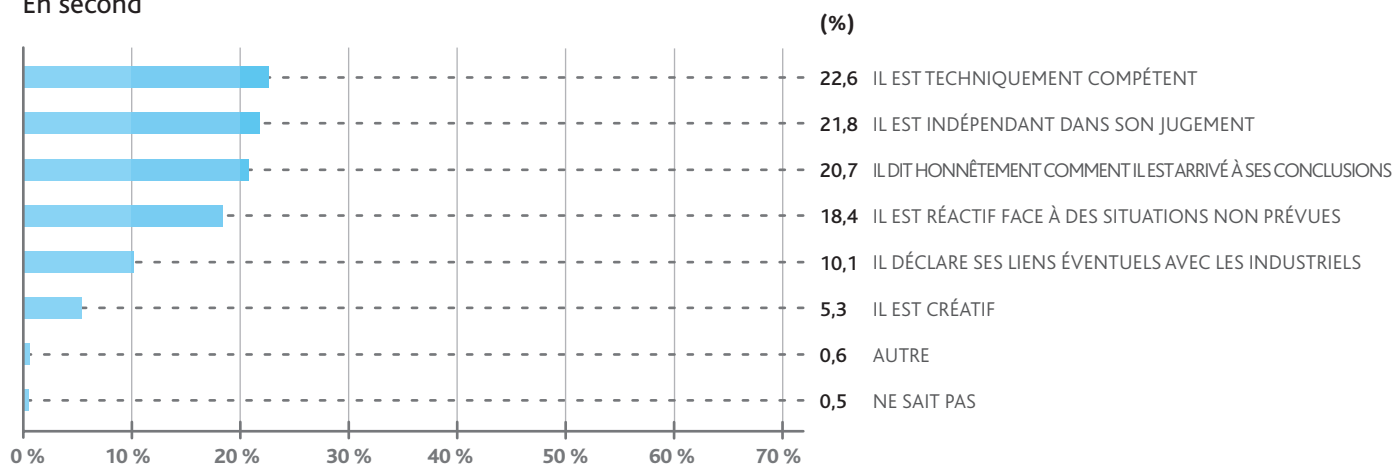
Quelles sont pour vous les deux principales qualités
d'un expert scientifique ?
(2 réponses possibles)

NOVEMBRE 2014

En premier

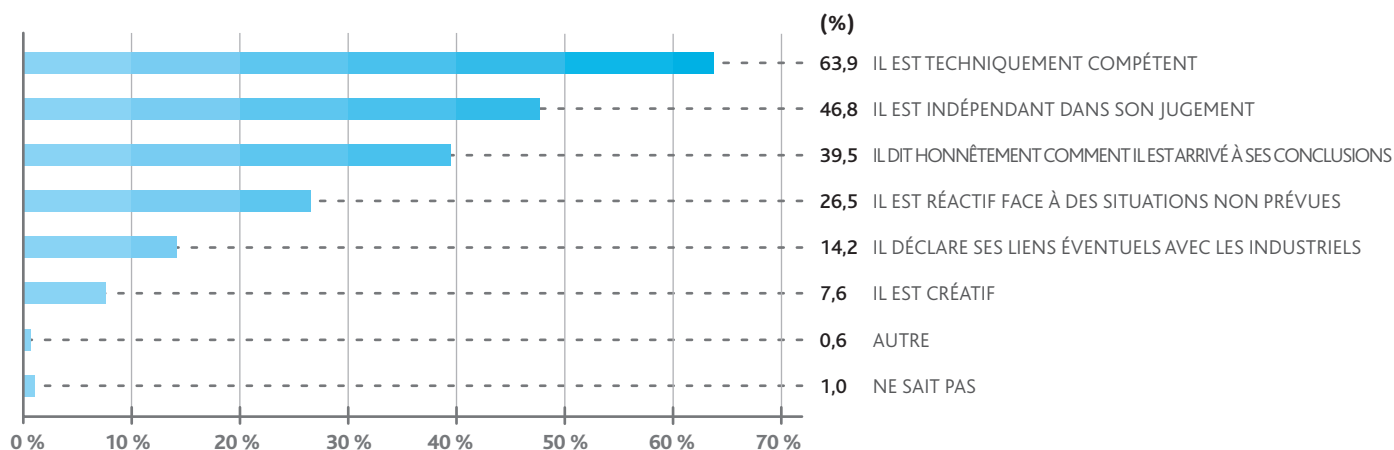


En second



RÉSULTATS CUMULÉS NOVEMBRE 2014

Les résultats cumulés correspondent à la somme des premier et second choix. C'est pourquoi le total des pourcentages de réponse peut être supérieur à 100.

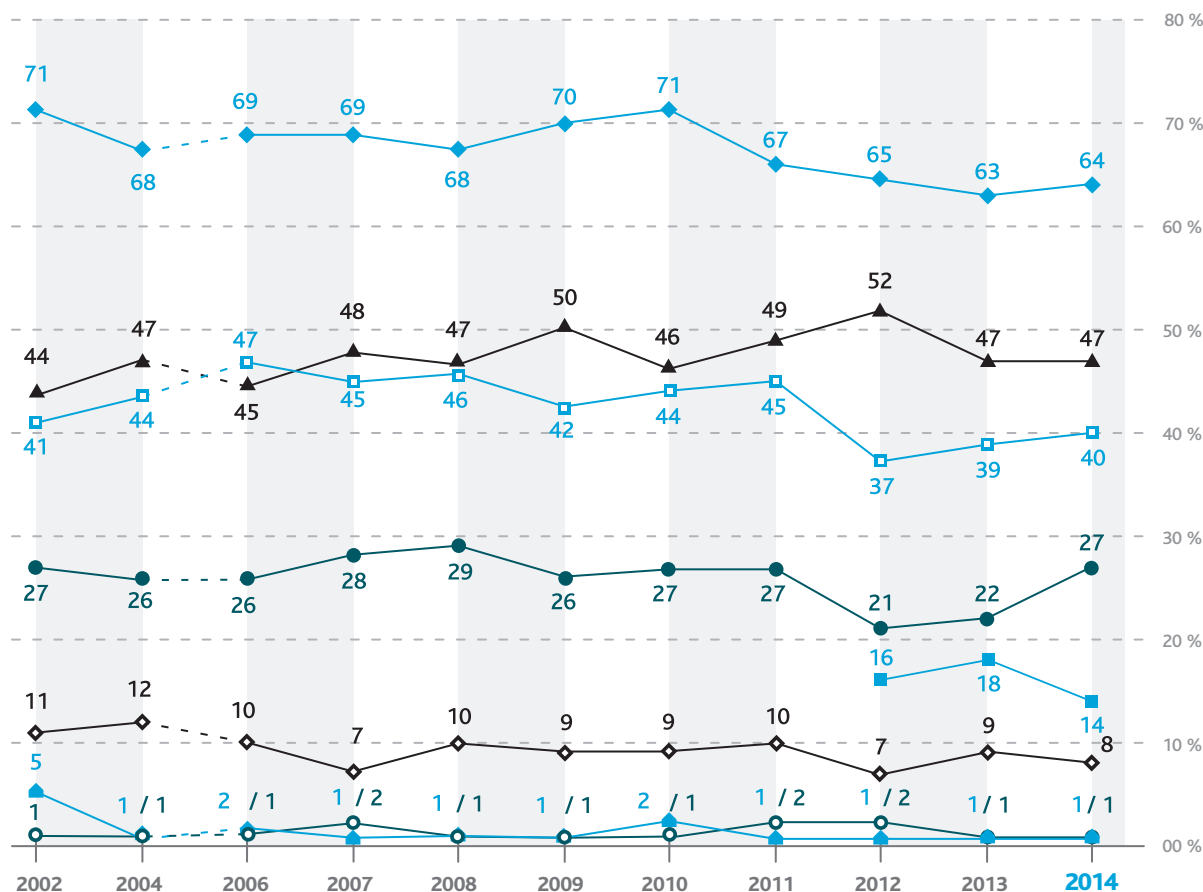


QUESTION

N°3 (suite)

Quelles sont pour vous les deux principales qualités d'un expert scientifique ?
(2 réponses possibles)

ÉVOLUTIONS 2002 À 2014



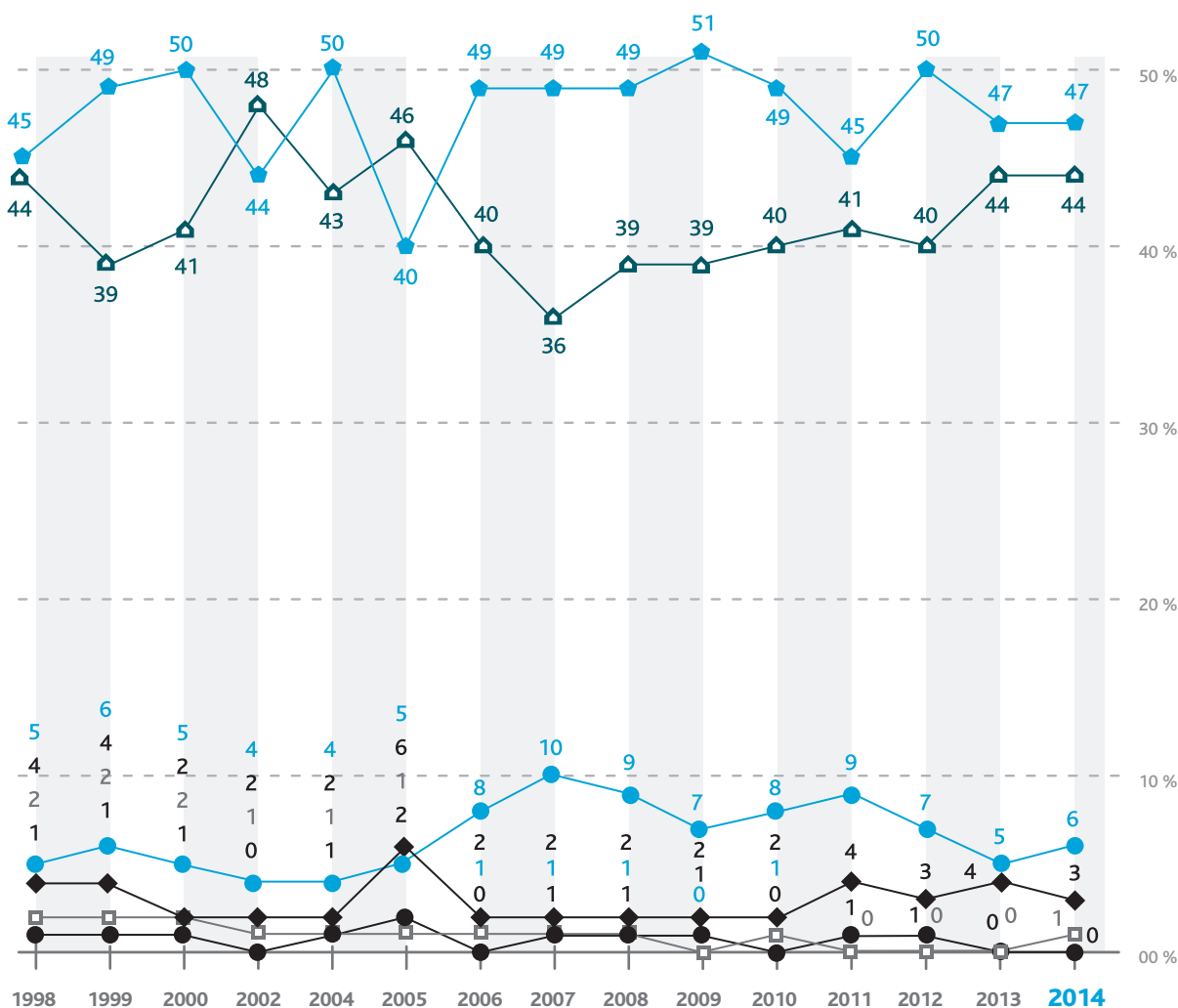
- ◆ IL EST TECHNIQUEMENT COMPÉTENT
- ▲ IL EST INDÉPENDANT DANS SON JUGEMENT
- IL DIT HONNÊTEMENT COMMENT IL EST ARRIVÉ À SES CONCLUSIONS
- IL EST RÉACTIF FACE À DES SITUATIONS NON PRÉVUES
- IL DÉCLARE SES LIENS ÉVENTUELS AVEC LES INDUSTRIELS
- ◆ IL EST CRÉATIF
- ▲ AUTRE
- NE SAIT PAS

QUESTION N°4

De manière générale, avez-vous une bonne ou une mauvaise opinion des experts scientifiques ?

ÉVOLUTIONS 1998 À 2014

Le score plus faible en 2005 de «bonne opinion» s'explique sans doute par un biais introduit dans le questionnaire avec l'ordre dans lequel était posée la question. Cette année-là et pour la première fois, cette question était posée juste après les batteries de risques (risque, confiance, vérité) du Baromètre. Les années précédentes, l'interviewé donnait son opinion sur les experts après s'être prononcé sur le rôle de l'expertise ou sur les qualités d'un expert. Depuis, nous avons rétabli l'ordre de ces questions, et celle portant sur l'opinion des experts a retrouvé son score habituel.



- TRÈS BONNE
- ◆ BONNE
- ▤ NI BONNE NI MAUVAISE
- ◆ MAUVAISE
- TRÈS MAUVAISE
- ▣ NE SAIT PAS

LA DIFFUSION ET LE PARTAGE DE L'EXPERTISE SCIENTIFIQUE

Le thème général de la communication des résultats d'expertise fait l'objet d'une attention particulière dans le cadre du Baromètre, et plusieurs questions y sont consacrées.

QUESTION N°5

Je vais vous citer des mesures que pourrait prendre un organisme d'expertise pour mieux rendre compte des résultats de ses expertises. Dites-moi, pour chacune d'elles, si elle vous paraît prioritaire, importante mais pas prioritaire ou secondaire.

QUESTION N°6

Voici un certain nombre de raisons qui pourraient empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique. Pour chacun des cas suivants, dites-moi si c'est une bonne raison pour empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique.

QUESTION N°7

L'expertise des risques technologiques se traduit par des rapports aux autorités compétentes pour qu'elles puissent décider d'autoriser ou non l'exploitation des installations industrielles. Pour mieux comprendre les décisions, jugez-vous utile la diffusion, auprès du public, de tous ces rapports d'expertise ?

QUESTION N°8

Quelle est votre préférence entre les 2 propositions suivantes :

- Je préfère moi-même avoir accès à ces dossiers et construire ainsi ma propre opinion.
- Je préfère que l'accès à ces dossiers techniques soit uniquement réservé à d'autres, comme les médias, les élus, les associations.

QUESTION N°9

Avant d'autoriser ou non un projet d'une installation nucléaire, les autorités compétentes solliciteront l'avis technique de l'IRSN – expert public du risque nucléaire. Jugez-vous utile que, tout au long de ce processus de décision, l'IRSN partage ses avis techniques avec des associations ou des citoyens ?

RENDRE COMPTE DES RÉSULTATS D'EXPERTISE

La transparence des travaux et le partage des connaissances sont vus comme des priorités...

La première question consacrée à la diffusion et au partage de l'expertise scientifique interroge les répondants sur les mesures prioritaires à prendre pour mieux rendre compte des résultats des expertises. Deux mesures apparaissent prioritaires en matière de transparence et de partage des connaissances : « *Rendre publics ses rapports d'expertise* » et « *S'engager à répondre à toutes les questions posées par les associations et les citoyens* ». Les autres mesures apparaissent à une majorité relative de Français comme

importantes, mais pas prioritaires : information sur les travaux en cours et sur les demandes d'expertise, organisation de réunions publiques. Il convient de remarquer que la tendance observée l'an dernier d'une diminution des réponses « *prioritaire* » tend à être confirmée en 2014 sur plusieurs sujets : l'engagement de réponse à toutes les questions posées par les associations ou les citoyens, la publicité des rapports d'expertise, la possibilité d'accéder à la liste des demandes d'expertise et l'organisation de réunions publiques.

LA DIFFUSION DES RÉSULTATS D'EXPERTISE

... mais ils ne sont pas vus comme systématiques et peuvent être restreints dans certains contextes

Les Français admettent assez bien que des raisons impérieuses puissent empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique. Il semble que l'importance des préoccupations liées au terrorisme renforce l'acceptation d'une restriction à la diffusion des résultats d'expertise. La lutte contre le terrorisme et le secret défense apparaissent en effet comme des motifs légitimes de restriction sur la diffusion des résultats d'expertise à au moins deux Français sur trois. Cet assentiment a d'ailleurs progressé en 2014 : augmentation assez faible par rapport à 2013, mais beaucoup plus significative sur une période plus longue (depuis 2010). Il convient de remarquer que les 65 ans et plus estiment encore davantage que le reste de la population que le secret défense est légitime.

Les autres motifs de limiter la diffusion des résultats apparaissent stables. L'incertitude scientifique et l'attente de la décision à prendre sont les deux autres motifs importants pour empêcher la diffusion des résultats d'expertise, le dernier motif progressant par rapport à 2014 et retrouvant son niveau de 2006 et 2012.

Le dernier point de cette étude sur la diffusion des résultats d'expertise scientifique concerne la publication des rapports d'expertise destinés aux autorités. Environ un Français sur deux estime qu'une telle diffusion est utile, une proportion à peu près constante depuis 2006. La majorité de la population déclare préférer avoir accès elle-même à ces rapports, et non qu'ils soient réservés à des corps intermédiaires. Enfin, en ce qui concerne le sujet plus précis des avis techniques de l'IRSN, deux Français sur trois estiment qu'ils doivent être partagés avec des associations ou des citoyens. Sur ce sujet comme sur celui des mesures prioritaires à prendre pour mieux rendre compte des résultats des expertises, les personnes disposées à consacrer du temps à des réunions d'information apparaissent en pointe. Elles valorisent l'utilité de la diffusion des rapports d'expertise scientifique (de même que les diplômés du supérieur) et des avis techniques de l'IRSN.

QUESTION N°5

Je vais vous citer des mesures que pourrait prendre un organisme d'expertise pour mieux rendre compte des résultats de ses expertises.
Dites-moi, pour chacune d'elles, si elle vous paraît prioritaire, importante mais pas prioritaire ou secondaire.

NOVEMBRE 2014

S'engager à répondre à toutes les questions posées par les associations et par les citoyens



Rendre publics ses rapports d'expertise



Rendre accessible à tous la liste de l'ensemble de ses travaux en cours



Rendre accessible à tous la liste des demandes d'expertise qui lui sont faites



Organiser des réunions publiques pour débattre de ses travaux



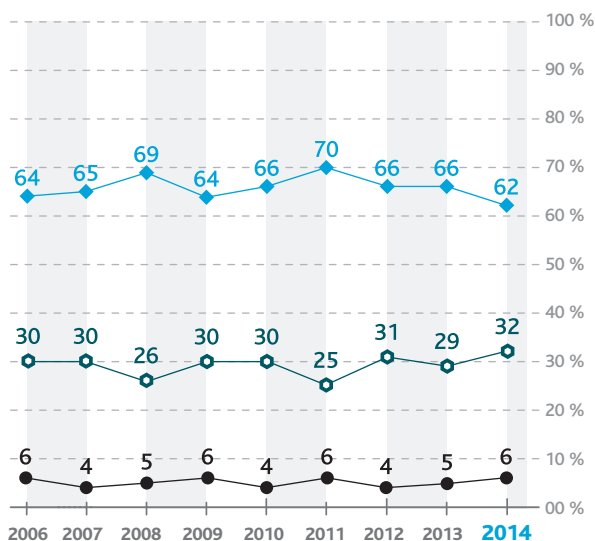
■ PRIORITAIRE ■ IMPORTANTE MAIS PAS PRIORITAIRE ■ SECONDAIRE ■ NE SAIT PAS

en %

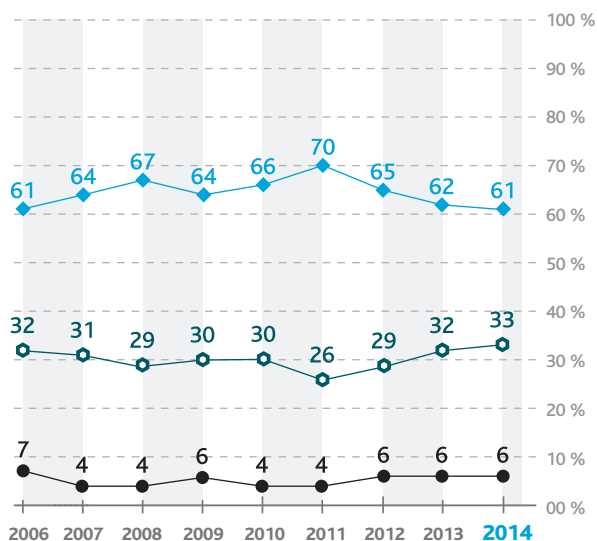
ÉVOLUTIONS 2006 À 2014

Les «non-réponses» représentent de très faibles pourcentages. Elles ont été regroupées avec la modalité «importante mais pas prioritaire».

S'engager à répondre à toutes les questions posées par les associations et par les citoyens.

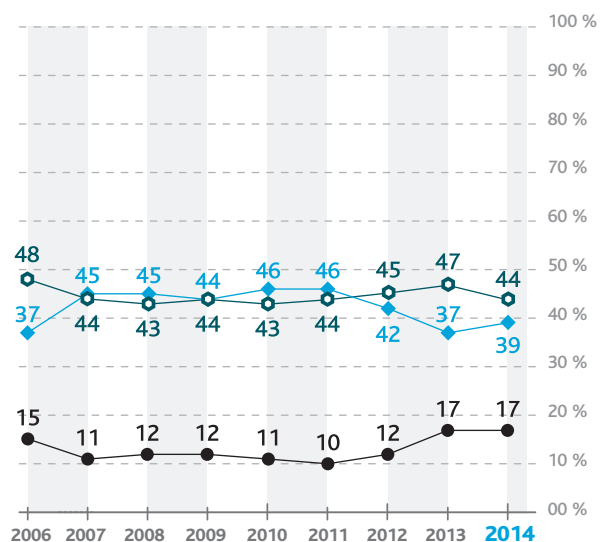


Rendre publics ses rapports d'expertise.

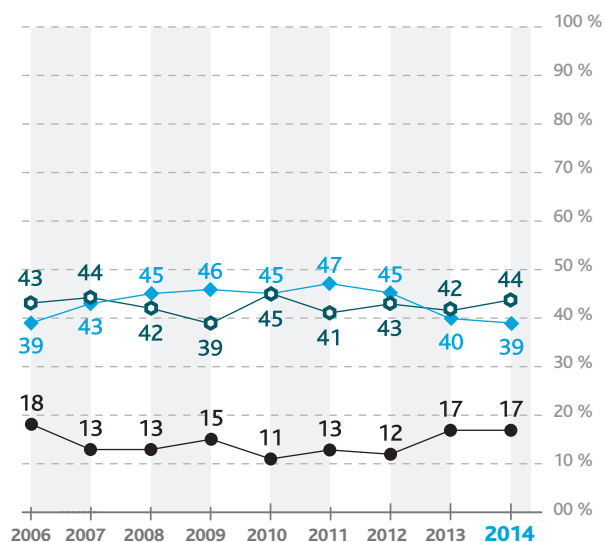


◆ PRIORITAIRE ● IMPORTANTE MAIS PAS PRIORITAIRE ● SECONDAIRE

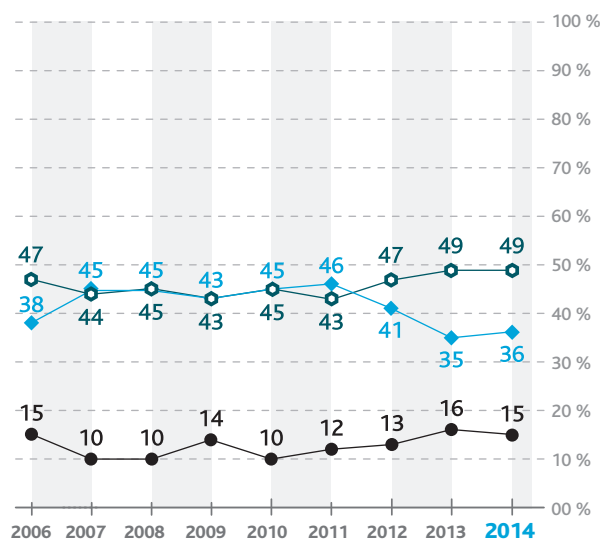
Rendre accessible à tous la liste de l'ensemble de ses travaux en cours.



Rendre accessible à tous la liste des demandes d'expertise qui lui sont faites.



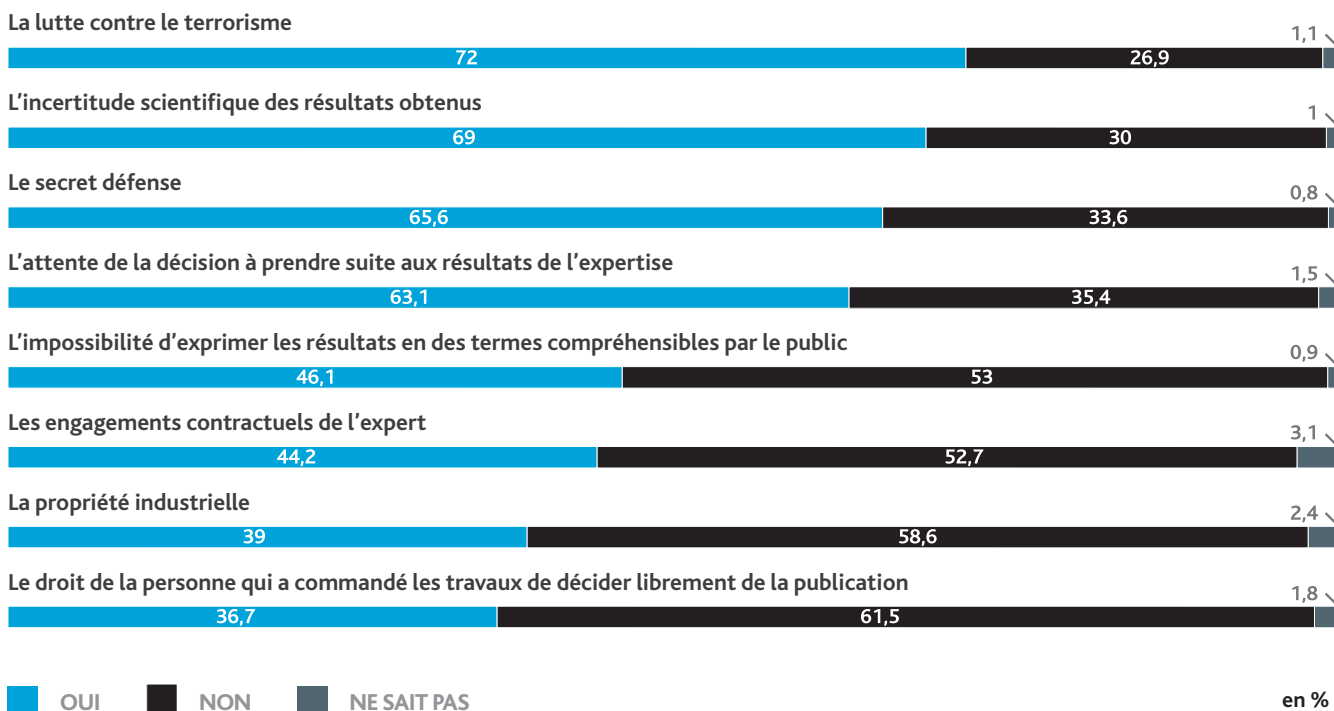
Organiser des réunions publiques pour débattre de ses travaux.



QUESTION N°6

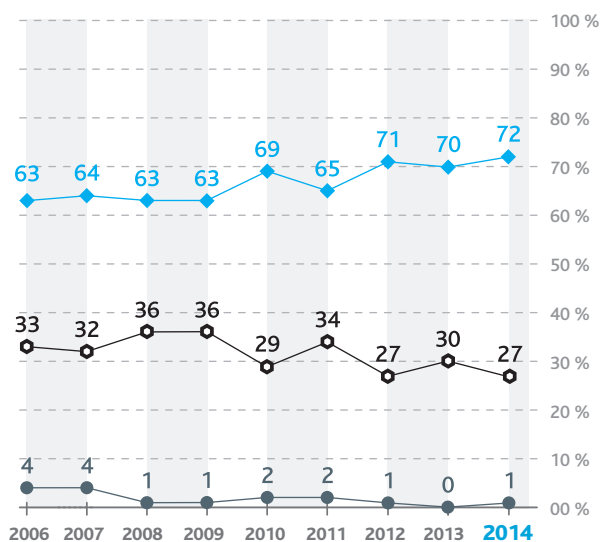
Voici un certain nombre de raisons qui pourraient empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique. Pour chacun des cas suivants, dites-moi si c'est une bonne raison pour empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique.

NOVEMBRE 2014

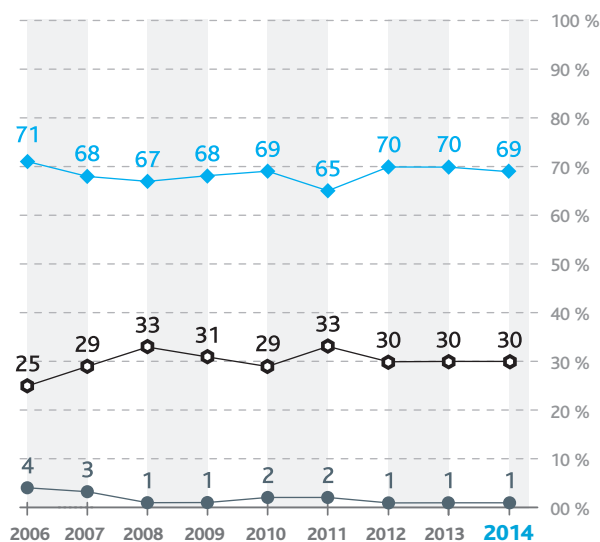


ÉVOLUTIONS 2006 À 2014

La lutte contre le terrorisme.

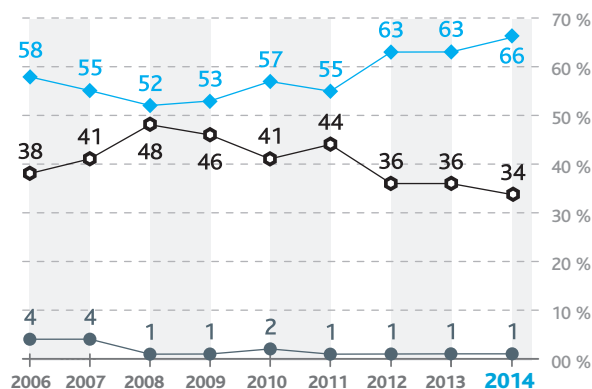


L'incertitude scientifique des résultats obtenus.

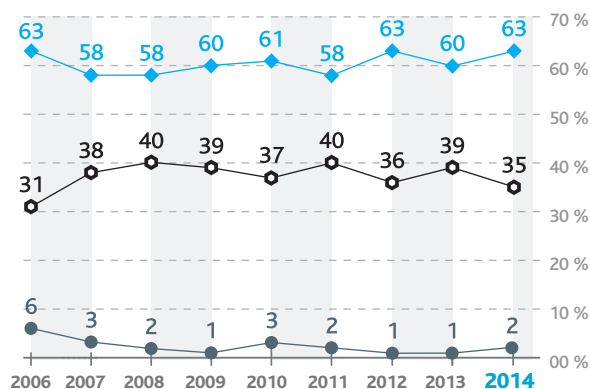


◆ OUI ⬡ NON ● NE SAIT PAS

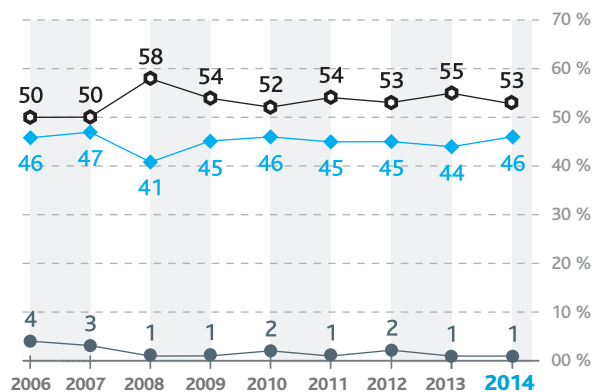
Le secret défense.



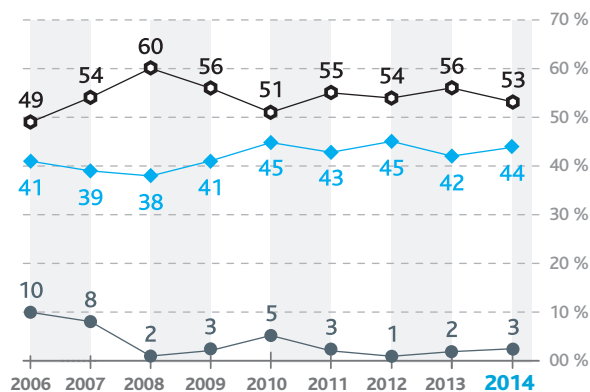
L'attente de la décision à prendre suite aux résultats de l'expertise.



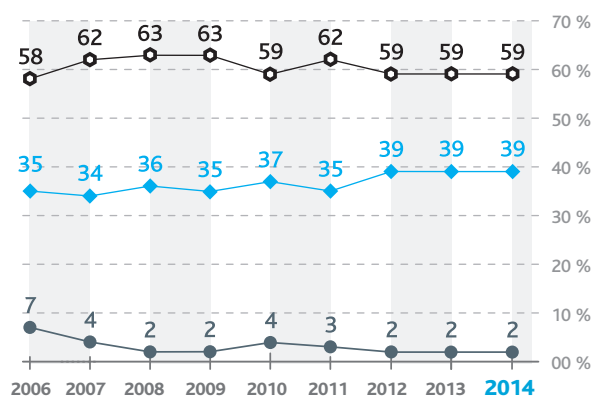
L'impossibilité d'exprimer les résultats en des termes compréhensibles par le public.



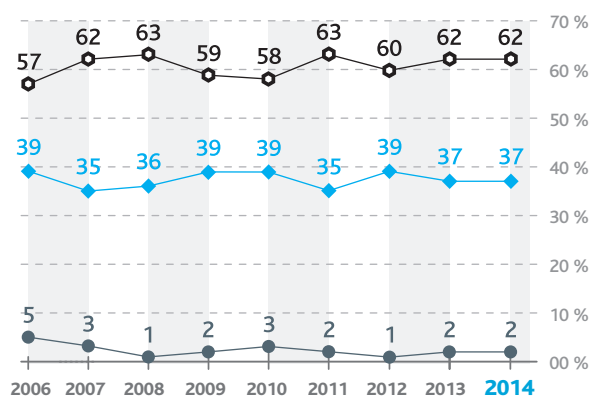
Les engagements contractuels de l'expert.



La propriété industrielle.



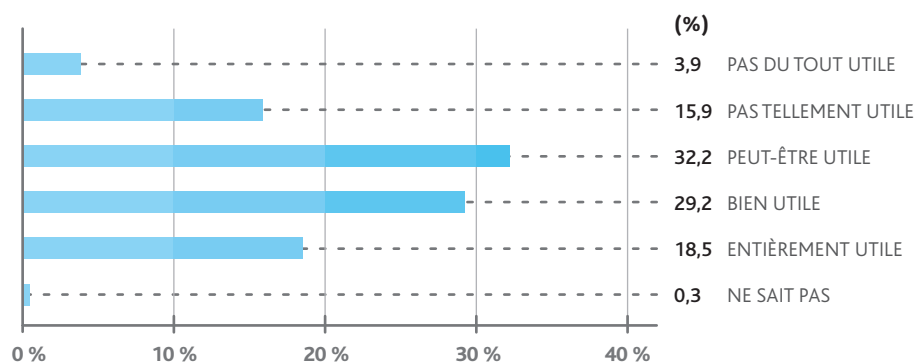
Le droit de la personne qui a commandé les travaux de décider librement de la publication.



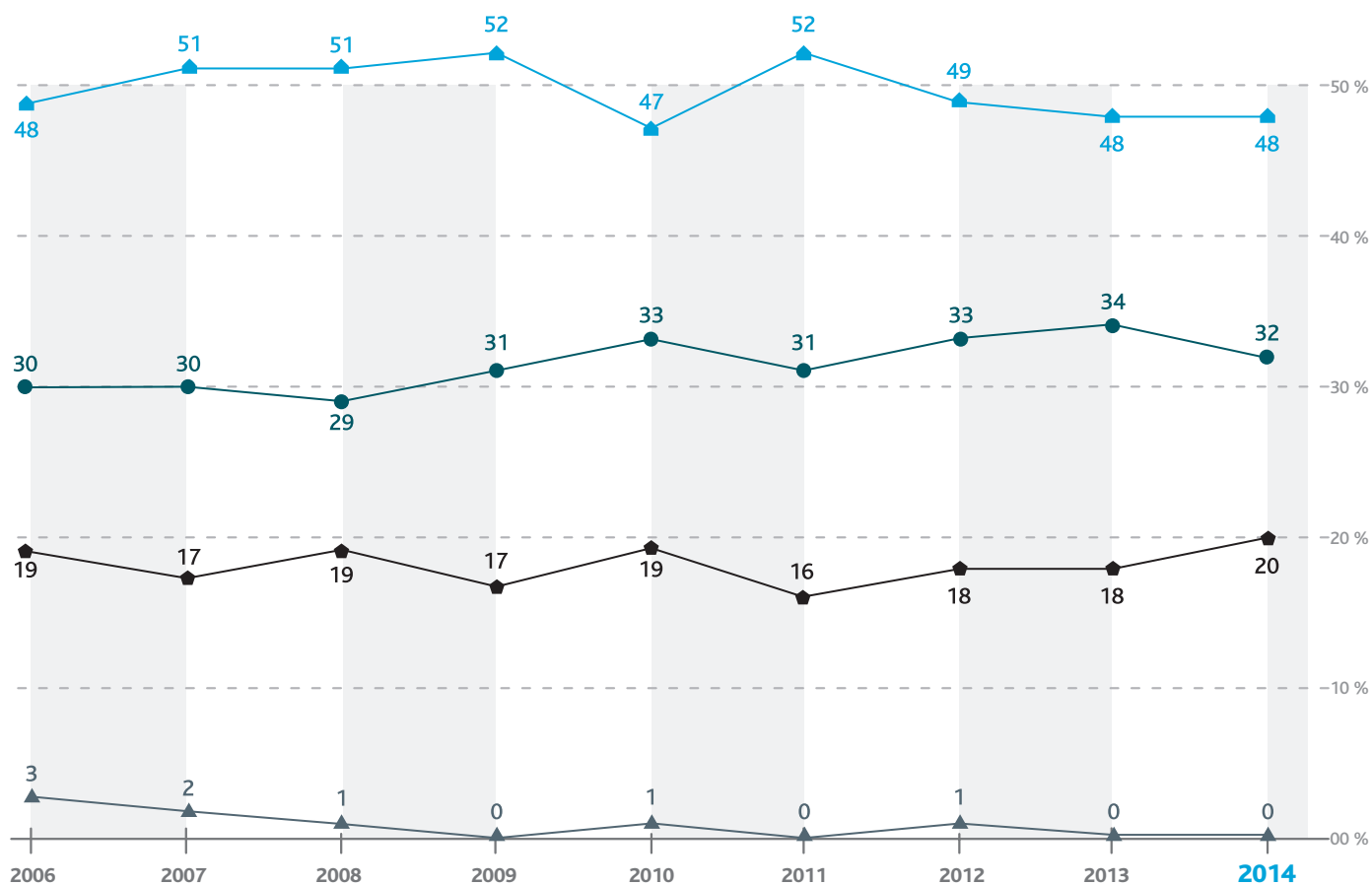
QUESTION N°7

L'expertise des risques technologiques se traduit par des rapports aux autorités compétentes pour qu'elles puissent décider d'autoriser ou non l'exploitation des installations industrielles. Pour mieux comprendre les décisions, jugez-vous utile la diffusion, auprès du public, de tous ces rapports d'expertise ?

NOVEMBRE 2014



ÉVOLUTIONS 2006 À 2014

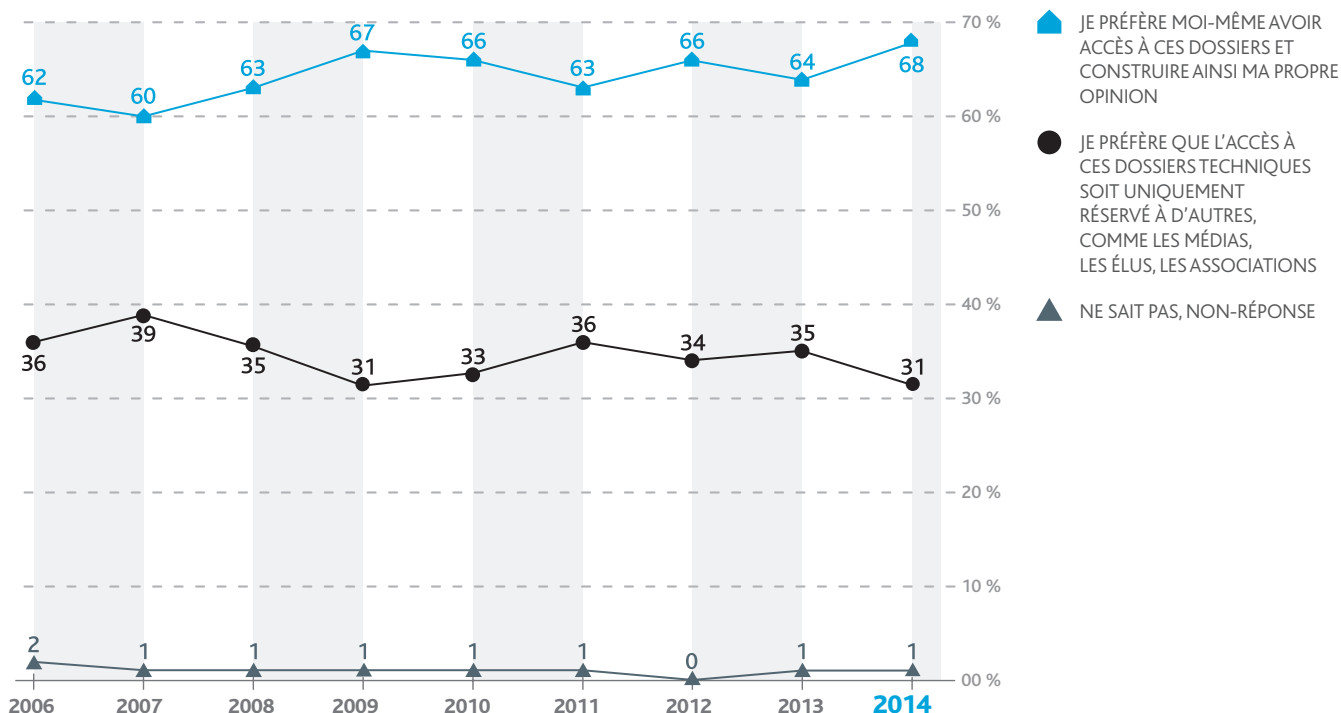


QUESTION N°8

Quelle est votre préférence entre les 2 propositions suivantes ?

ÉVOLUTIONS 2006 À 2014

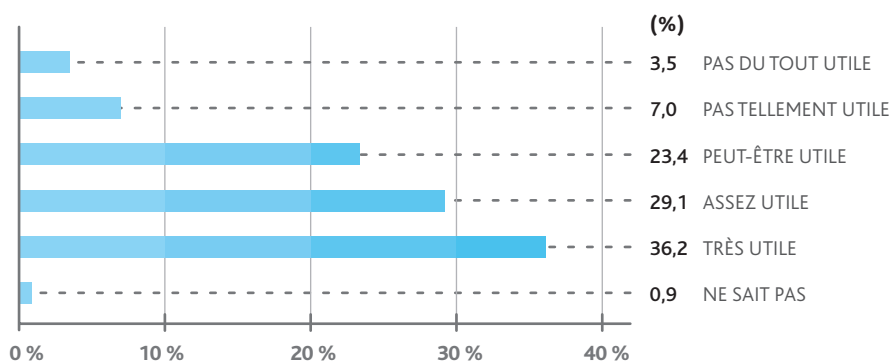
Base : ceux qui avaient répondu «utile» à la question de l'utilité de diffuser les rapports d'expertise.



QUESTION N°9

Avant d'autoriser ou non un projet d'une installation nucléaire, les autorités compétentes solliciteront l'avis technique de l'IRSN – expert public du risque nucléaire. Jugez-vous utile que, tout au long de ce processus de décision, l'IRSN partage ses avis techniques avec des associations ou des citoyens ?

NOVEMBRE 2014



QUI DOIT S'OCCUPER DES INSTALLATIONS À RISQUES ?

Qui doit contrôler les installations à risques ? Leurs exploitants ? Les experts ? Les élus ? Des associations issues de la société civile ? Une solution mixte et pluraliste associant les différentes parties ? Ces différentes options sont examinées ici, ainsi que la question de la participation directe des citoyens.

QUESTION N°10

Seriez-vous prêt à consacrer du temps pour participer à des réunions d'information et de concertation sur les modes de gestion des installations à risques ?

QUESTION N°11

Pour une installation qui présente des risques pour l'environnement et les populations avoisinantes, qui doit, selon vous, contrôler ce qu'il se passe à l'extérieur de l'installation ?

QUESTION N°12

Une structure réunissant des experts scientifiques, des décideurs politiques, des industriels, des associations, des citoyens et dont le but serait de s'occuper des situations à risques serait, selon vous...

QUESTION N°13

Et quels seraient selon vous les avantages d'une telle structure ?

QUI DOIT CONTRÔLER LES INSTALLATIONS À RISQUES ?

La réponse « les experts scientifiques » reste la réponse préférée pour un peu plus d'un Français sur quatre

Mais ce choix a constamment diminué depuis 2006 : à l'époque, plus d'un Français sur trois était favorable à un contrôle par les experts scientifiques, pour atteindre aujourd'hui 28 %. Les réponses favorables à un contrôle par les ONG, soit une personne sur sept en 2014, reculent de 4 points par rapport à 2013 et reviennent à leur niveau atteint de 2005 à 2010 après une montée significative depuis 2002. Les choix en faveur d'un contrôle par les élus locaux progressent significativement : près d'une personne sur cinq exprime cette préférence, un niveau qui n'avait pas été atteint depuis 2008. Les jeunes (18-24 ans) choisissent plus souvent que le reste de la population le comité d'experts¹. Ce choix peut être mis en rapport avec leur valorisation de la compétence.

1. Ils sont 38 % à choisir cette réponse, contre 28 % dans l'ensemble de la population.

Plutôt que d'être réservé à une catégorie spécifique excluant les autres, le contrôle des installations à risques peut également être confié à des structures pluralistes les réunissant (experts scientifiques, décideurs politiques, industriels, associations, citoyens). Les Français sont, comme en 2013, très favorables à cette idée : 90 % d'entre eux estiment que de telles structures pluralistes seraient utiles pour s'occuper des situations à risques. Il convient toutefois de remarquer que cette proportion, bien que très élevée, est inférieure à ce qu'elle était en 2008, avec une baisse de 5 points.

+ 90 %

des répondants se déclarent en faveur des structures pluralistes. Cette perception est plus forte chez ceux qui sont prêts à participer à des réunions, chez les 50-64 ans et chez les diplômés du supérieur.

LES AVANTAGES DES STRUCTURES PLURALISTES

L'avantage principal que les Français voient aux structures pluralistes est leur capacité à réduire les risques

La proportion citant cet avantage est maintenant proche de quatre personnes sur dix, soit une augmentation de 7 points par rapport à l'an dernier, qui était un point bas de l'histoire des réponses. C'est néanmoins le point le plus élevé, légèrement supérieur au maximum atteint en 2010.

L'identification des risques est le deuxième grand avantage perçu qui apparaît en premier ou en second selon les années : il est mentionné également par près de quatre personnes sur dix, une proportion équivalente à ce qui est observé depuis 2007.

Les réponses concernant les autres avantages sont également très stables par rapport à 2013 et assez stables sur une plus longue durée. Le léger recul de l'idée qu'une telle structure permettrait de mieux communiquer, en baisse de 3 points par rapport à 2013, est à nuancer par le maximum atteint cette année-là.

LA PARTICIPATION EFFECTIVE DU CITOYEN

Les intentions de participation sont assez élevées

Le dernier point concernant le contrôle des installations à risques et les structures pluralistes est celui de la participation effective du citoyen. Si la mesure réelle de cette participation effective n'est pas pertinente à effectuer dans le cadre d'un sondage d'opinion, les intentions de participation peuvent, en revanche, être recueillies assez aisément. Environ une personne sur deux se déclare disposée à consacrer du temps à des réunions d'information et de concertation sur la gestion des installations à risques. Il s'agit d'une proportion assez élevée : si toutes ces intentions se réalisaient, notre pays deviendrait fortement marqué par la participation. Néanmoins, pour élevée qu'elle soit, la proportion de personnes qui seraient disposées à participer à une structure pluraliste tend à diminuer depuis quelques années : au total, depuis 2009, la baisse est de 7 points, ce qui n'est pas négligeable. Il convient enfin de noter que ceux qui sont prêts à consacrer du temps à des réunions d'information déclarent plus souvent que l'engagement des experts à répondre aux questions et la publicité des rapports d'expertise sont des priorités pour rendre compte des résultats d'expertise (cf. chapitre 2.2). Le profil des participants potentiels à ce type de réunion se précise : il s'agit de personnes qui sont prêtes à se documenter sur les travaux d'expertises scientifiques.

L'intérêt pour participer aux réunions d'information est plus fort dans l'agglomération parisienne, chez les plus diplômés et dans les catégories sociales les plus aisées (artisans, commerçants, chefs d'entreprise). Il varie de plusieurs manières en fonction de l'âge. L'intention de participer est moins forte chez les seniors. Par ailleurs, dans les autres groupes d'âge, l'intention générale de participer (c'est-à-dire la somme des réponses positives) est équivalente dans les différents groupes, mais il y a une certaine variation quant à la fréquence de participation. La participation la plus fréquente est évoquée par les personnes ayant entre 50 et 64 ans, peut-être parce que leur disponibilité est meilleure. Le profil des participants potentiels les plus motivés rejoint ainsi celui des personnes les plus favorables aux structures pluralistes.

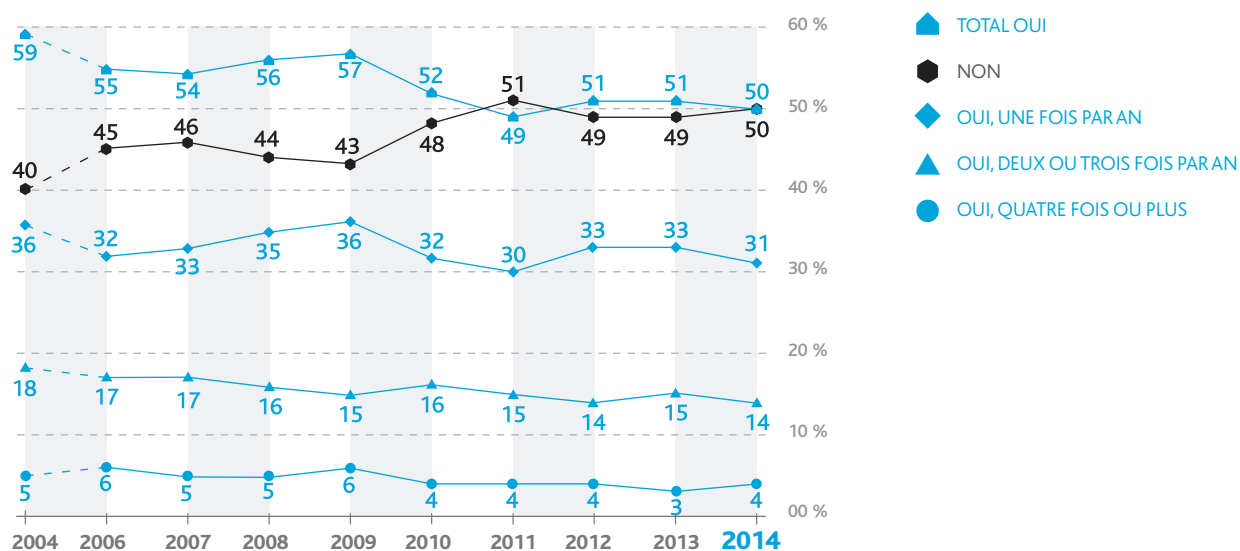
50 %

des Français se déclarent prêts à participer au moins une fois par an à des réunions d'information sur la gestion des risques.

QUESTION N°10

Seriez-vous prêt à consacrer du temps pour participer à des réunions d'information et de concertation sur les modes de gestion des installations à risques ?

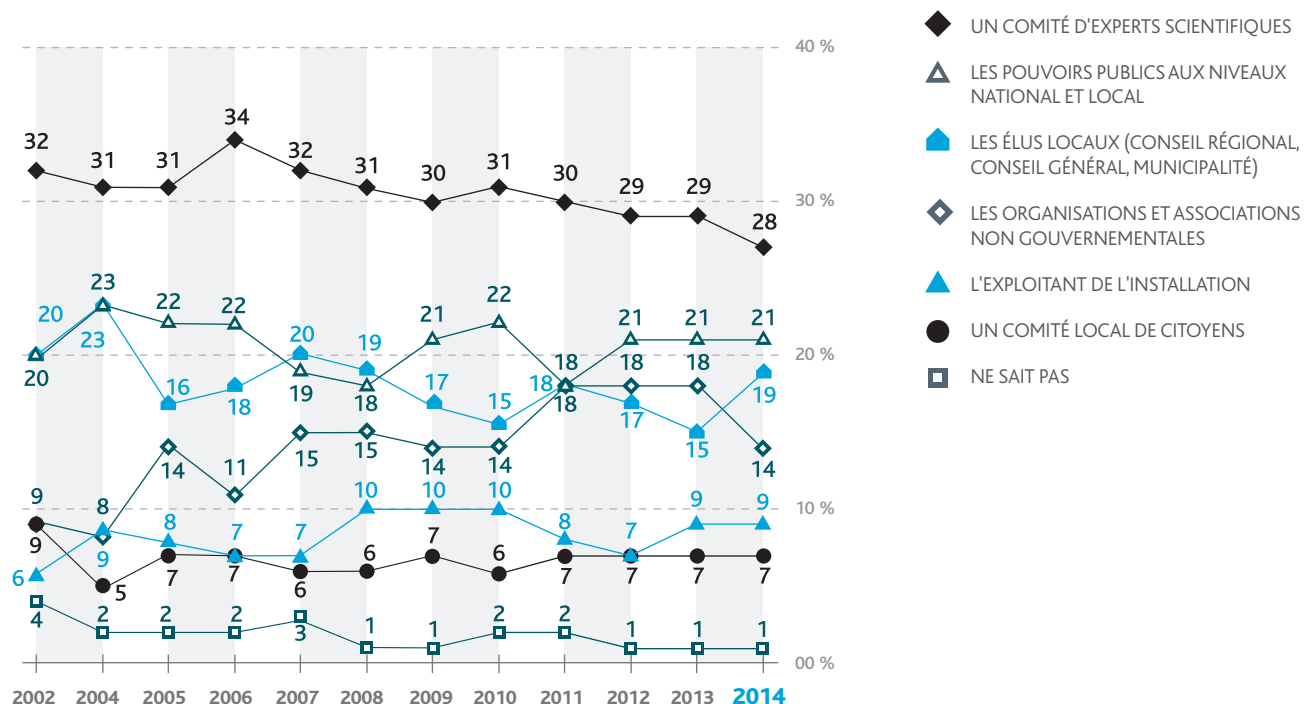
ÉVOLUTIONS 2004 À 2014



QUESTION N°11

Pour une installation qui présente des risques pour l'environnement et les populations avoisinantes, qui doit, selon vous, contrôler ce qu'il se passe à l'extérieur de l'installation ?

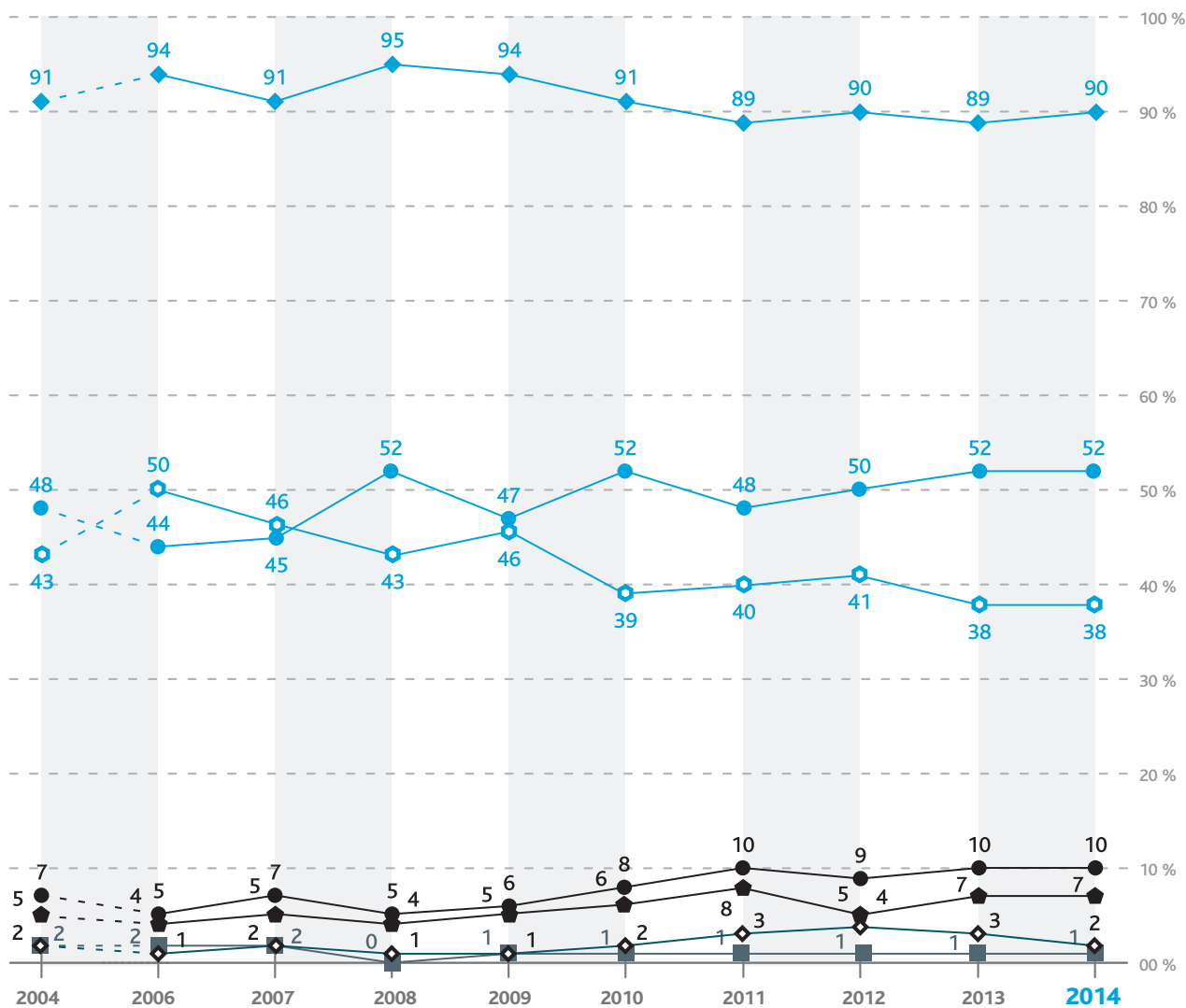
ÉVOLUTIONS 2002 À 2014



QUESTION N°12

Une structure réunissant des experts scientifiques, des décideurs politiques, des industriels, des associations, des citoyens et dont le but serait de s'occuper des situations à risques serait, selon vous...

ÉVOLUTIONS 2004 À 2014



- ◆ SOUS-TOTAL UTILE
- ⬢ TRÈS UTILE
- PLUTÔT UTILE
- SOUS-TOTAL INUTILE
- ⬢ PLUTÔT INUTILE
- ◆ TRÈS INUTILE
- NE SAIT PAS

QUESTION N°13

Et quels seraient selon vous les avantages d'une telle structure ?

Base : les personnes qui trouvent utile une structure d'experts et de citoyens (904 en 2014).

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014			(%)
								1 ^{er} CITÉ	2 ^e CITÉ	CUMUL	
Contribuer à réduire les risques	36,1	37,0	35,3	38,4	36,9	35,2	32,5	19,1	20,2	39,3	
Mieux identifier les risques	36,9	38,2	40,7	38,7	37,3	39,1	38,2	21,8	15,9	37,6	
Avoir accès à des informations fiables	23,9	25,3	23,7	25,7	27,0	25,6	26,7	13,3	13,1	26,3	
Faire émerger de nouveaux points de vue et idées	20,3	21,7	19,7	20,2	19,6	19,5	25,5	11,6	13,2	24,8	
Améliorer la communication des résultats	13,5	18,5	18,2	16,8	16,5	17,0	21,1	7,6	10,8	18,4	
Améliorer la qualité de l'expertise	21,6	17,7	18,3	16,6	22,5	19,8	18,2	8,1	7,7	15,7	
Rendre plus crédible l'expertise	15,9	15,9	18,1	15,9	16,6	19,2	12,6	8,3	6,2	14,5	
Éclairer le décideur sur les différentes options	13,9	14,6	15,5	14,0	12,0	14,0	14,3	5,9	7,1	12,9	
Mieux définir la question à étudier	11,0	10,2	9,3	12,3	10,9	9,0	9,7	4,0	5,7	9,6	
Ne sait pas	6,8	0,2	0,3	0,4	0,9	0,4	0,9	0,3	0,2	0,5	

LES FRANÇAIS SITUATIONS À

—

PARTIE 3

FACE À 34 RISQUES

3.1 — LES RISQUES AUXQUELS LES FRANÇAIS SE SENTENT EXPOSÉS 53 - 63

3.2 — LA CONFIANCE ACCORDÉE AUX AUTORITÉS PAR LES FRANÇAIS POUR LES PROTÉGER 64 - 73

3.3 — LA VÉRITÉ DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS 74 - 88

3.4 — LA HIÉRARCHIE DES 34 SITUATIONS SELON 3 ASPECTS
ET LEUR LIEN AVEC L'ACCEPTABILITÉ DES INSTALLATIONS 89 - 101

34 risques ont été retenus pour l'édition 2015 du Baromètre IRSN. Ils correspondent à des situations largement abordées dans les médias (comme les accidents de la route, le tabac, l'alcool...), mais aussi à des situations peu connues par le public (le radon dans les habitations) ou d'autres encore, perçues comme comportant peu de risques (les radiographies médicales, le bruit...).

Les 34 situations proposées sont :

- Les accidents domestiques
- Les accidents de radiothérapie
- Les accidents de la route
- L'alcoolisme
- Les antennes de réseau pour téléphones portables
- Le bruit
- La canicule
- Les centrales nucléaires
- Les déchets chimiques
- Les déchets radioactifs
- La drogue
- Les incendies de forêt
- Les incinérateurs de déchets ménagers
- Les inondations
- Les installations chimiques
- Les lignes à haute tension
- Les maladies professionnelles
- Les nanoparticules
- L'obésité des jeunes
- Les OGM (organismes génétiquement modifiés)
- Les perturbateurs endocriniens
- Les pesticides
- La pollution atmosphérique
- La pollution des lacs, des rivières et des mers
- La pollution des sols
- Les produits alimentaires
- Les radiographies médicales
- Le radon dans les habitations
- Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl
- Les risques médicaux
- Le sida
- Le tabagisme des jeunes
- Le terrorisme
- Le transport des matières dangereuses

Les personnes interrogées jugent ces situations selon trois aspects.

- **L'importance perçue du risque** avec la question : *« Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques pour les Français en général sont quasi nuls, faibles, moyens, élevés ou très élevés ? »*
- **La confiance accordée aux autorités** : *« Avez-vous confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes dans les domaines suivants ? »* (5 modalités de réponse allant de « non, pas du tout » à « oui, tout à fait »).

— **La vérité des informations communiquées sur ces risques** : *« Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ? »* (5 modalités de réponse de « non, pas du tout » à « oui, tout à fait »)¹.

La hiérarchie des dangers perçus selon ces trois angles varie peu d'une année sur l'autre. Cette impression de forte stabilité d'ensemble qui se dégage rend singulières les situations qui viennent à changer. C'est sur ces situations que l'accent sera mis dans les commentaires des sections qui suivent.

¹. Cette question est présente depuis 1991 dans le Baromètre IRSN. Elle a été conçue à partir d'une question élaborée par Anne Lalo, chercheur au LASAR, université de Caen, dans différents sondages régionaux (Bouches-du-Rhône, Communauté urbaine de Lyon, département de l'Isère...) sur la perception des risques.

LES RISQUES AUXQUELS LES FRANÇAIS SE SENTENT EXPOSÉS

Les principaux risques perçus demeurent le tabagisme des jeunes (plus de trois personnes sur quatre considèrent ce risque comme élevé), la drogue (à peu près au même niveau), l'alcoolisme, la pollution atmosphérique, les pesticides et la pollution des lacs, des rivières et des mers, ces quatre derniers risques étant vus comme élevés par environ deux personnes sur trois. Sont également considérés élevés par une majorité de Français, les accidents de la route, les déchets chimiques et radioactifs et les inondations. Du côté des risques peu redoutés se trouvent des situations comme les accidents de radiothérapie, les radiographies médicales ou le radon dans les habitations, dont moins d'une personne sur cinq considère que les risques sont élevés.

QUESTION N°1

Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques pour les Français en général sont...

TENDANCES À LA BAISSSE SUR LE LONG TERME

Les tendances baissières concernent 7 situations à risques :

- Les risques estimés pour les accidents de la route ont beaucoup diminué entre 2002 et 2006 et se sont à peu près stabilisés depuis autour d'une proportion d'environ 60 % de la population voyant les risques comme élevés.
- L'évaluation du risque sur le bruit a également tendance à baisser sur le long terme : à la fin des années 1990 et au début des années 2000, environ 40 % de la population estimait les risques élevés dans ce domaine, alors que cette proportion est aux alentours de 30 % depuis la fin des années 2000.
- Les craintes relatives à la canicule, qui avaient atteint un pic relatif en 2006 (une personne sur trois estimait les risques élevés), ont fortement diminué en 2007 et 2008, retrouvant leur niveau de 2004, avec une proportion d'environ une personne sur cinq estimant les risques élevés, et se sont stabilisées depuis.
- Le risque perçu pour les incendies de forêt a sensiblement diminué depuis 2005 : environ 20 points de baisse sur cette période.
- Baisse aussi sur le long terme pour ce qui concerne les OGM : après une forte baisse de 1999 à 2005, le niveau de risque estimé s'est stabilisé depuis, un peu en dessous de 40 % de personnes jugeant le risque élevé, à l'exception d'une légère remontée en 2012 et 2013.
- Baisse forte pour ce qui concerne les produits alimentaires, entre 2000 et 2002 (- 33 points) que la légère remontée autour de 30 % effectuée depuis n'a absolument pas compensée.
- Tendance enfin tout à fait nette pour ce qui concerne le sida : la proportion de personnes estimant le risque élevé diminue régulièrement depuis 1997, la baisse globale étant de 24 points sur la période.

LES PERTURBATEURS ENDOCRINIENS

Un risque étudié pour la première fois dans le Baromètre IRSN

Un Français sur trois estime que les risques relatifs à cette situation sont élevés, ce qui la situe au même niveau de risque que les produits alimentaires et les incendies de forêt. Une personne sur trois estime que les risques sont moyens, et une sur six qu'ils sont faibles. Le sujet semble encore assez mal connu, et plus d'une personne sur dix ne répond pas à la question.

TENDANCES À LA HAUSSE SUR LE LONG TERME

Les tendances haussières concernent principalement 4 situations à risques :

- Les antennes de réseau pour téléphones portables : augmentation nette de la proportion de personnes estimant le risque élevé entre 2006 et 2008, puis stabilisation de cette proportion à près de 40 % depuis.
- Les craintes relatives à la drogue ont augmenté significativement entre 2001 et 2002 et se maintiennent depuis à un niveau élevé (environ 70 % des Français estiment le risque élevé).
- La remontée spectaculaire en 2014 des craintes au sujet des inondations apparaît en rupture avec la tendance des années précédentes depuis 2004 sans revenir au niveau de 2002, qui précédait une rupture symétrique. Cet autre point élevé en 2002 suggère que les progressions seraient plutôt liées à des événements marquants dans ce domaine.
- Le risque perçu pour le terrorisme remonte depuis 2009 (+ 19 points sur la période, dont 10 points pour la seule année 2014), mais sans compenser totalement plusieurs années de baisse entre 2002 et 2009. La perception de ce risque semble également fortement liée aux événements se produisant en France ou impliquant des Français.

STABILITÉ SUR LE LONG TERME

La gravité perçue des autres situations à risques apparaît stable depuis le début de la mesure dans le Baromètre

Cette stabilité peut être observée notamment, mais pas uniquement, des centrales nucléaires, des incinérateurs de déchets ménagers, des installations chimiques, de la pollution atmosphérique, de la pollution des lacs, des rivières et des mers, de la pollution des sols, des radiographies médicales, du radon, des risques médicaux, du tabagisme des jeunes et du transport des matières dangereuses. Naturellement, le fait que la perception d'un risque soit stable en tendance ne signifie pas qu'il en sera toujours ainsi. Le cas des produits alimentaires et celui des inondations montrent bien que de longues périodes de stabilité peuvent suivre ou être suivies par des évolutions plus brutales. Par ailleurs, le critère d'analyse privilégié ici est celui des réponses relatives aux risques élevés qui est la plupart du temps reflété de manière quasi symétrique par les autres modalités de réponse (risques faibles et risques moyens). Mais il existe des exceptions comme en ce qui concerne le radon dans les habitations, une situation où les réponses « *risques moyens* »

ont fortement baissé entre 1997 et 2012 (- 18 points) pour remonter ensuite, ces évolutions se reflétant également, mais en symétrique, dans les réponses « *risques faibles* » (augmentation de 1997 à 2012 de 16 points et baisse ensuite).

Sur la catégorie spécifique des risques nucléaires, il convient de remarquer une réelle stabilité dans le temps des réponses relatives aux centrales nucléaires et aux déchets radioactifs, quelle que soit l'éventualité de réponse considérée (risques élevés, moyens ou faibles). Le point culminant de 2011 apparaît comme un point particulier dû à la proximité de l'accident de Fukushima¹, suivi d'un léger creux en 2012 qui concerne cependant de nombreux risques. Sur les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl, les réponses relatives au risque élevé ont sensiblement augmenté sur la période 1999-2006 et ont tendance à décliner depuis. Enfin, toujours au sujet de ces différents risques nucléaires, il convient de signaler que les réponses varient assez nettement avec le niveau d'instruction, ceux qui n'ont pas de diplôme voyant les différents risques nucléaires comme plus élevés.

1. Voir le rapport 2012 du Baromètre.

ÉCLAIRAGE

Le niveau de risque estimé évolue significativement par rapport à 2013 pour plus de la moitié des situations. Il diminue pour 11 situations à risques : les antennes de réseau, le bruit, les déchets chimiques, les déchets radioactifs, la drogue, les lignes à haute tension, les maladies professionnelles, les OGM, les pesticides, les retombées de Tchernobyl et le sida (baisse de 6 points cette année qui fait plus que compenser la hausse de 4 points en 2013). Il augmente pour 8 situations à risques : les accidents domestiques, les accidents de radiothérapie, l'alcoolisme, les inondations (+ 18 points sur une seule année), les nanoparticules, l'obésité des jeunes et le terrorisme (+ 10 points en 2014).

Toutefois, au-delà des comparaisons sur l'année, c'est la tendance d'évolution sur le long terme qui est la plus significative.

QUESTION N°1

Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques pour les Français en général sont...

NOVEMBRE 2014

Le tabagisme des jeunes



La drogue



L'alcoolisme



La pollution atmosphérique



Les pesticides



La pollution des lacs, des rivières et des mers



L'obésité des jeunes



Le terrorisme



La pollution des sols



Les accidents de la route



Les déchets chimiques



Les déchets radioactifs



Les inondations



Les centrales nucléaires



Les installations chimiques



Le sida

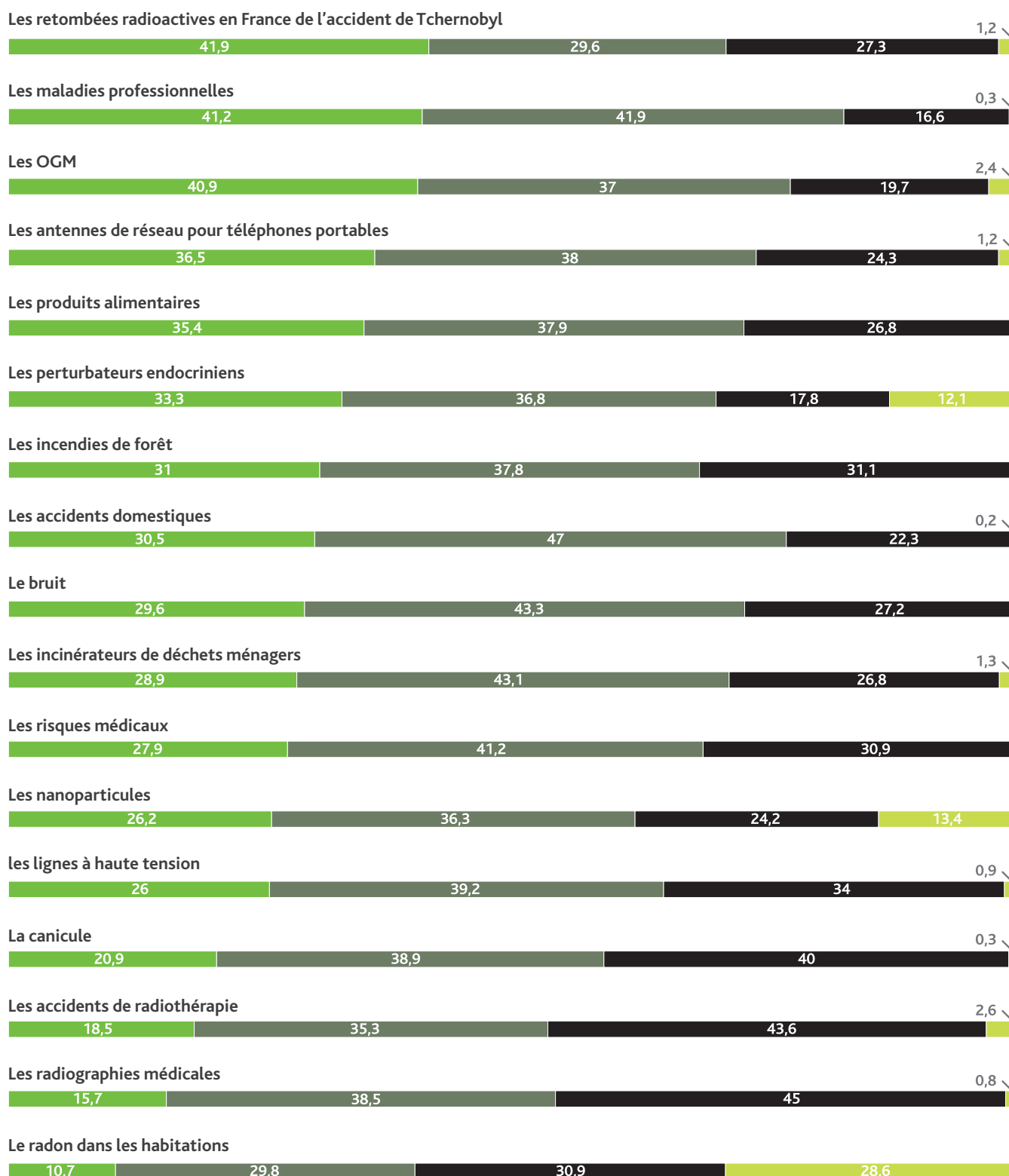


Le transport des matières dangereuses



ÉLEVÉS MOYENNEMENT ÉLEVÉS FAIBLES NE SAIT PAS

en %



■ ÉLEVÉS
 ■ MOYENNEMENT ÉLEVÉS
 ■ FAIBLES
 ■ NE SAIT PAS

en %

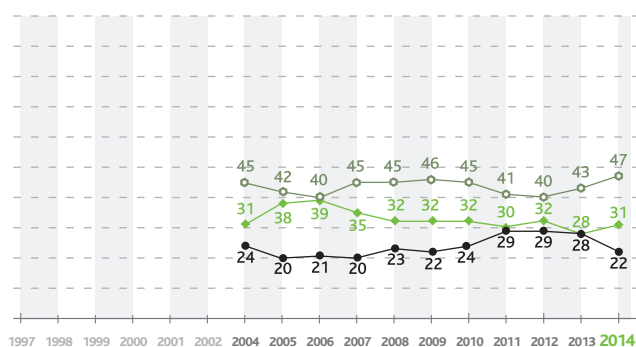
QUESTION

N°1 (suite)

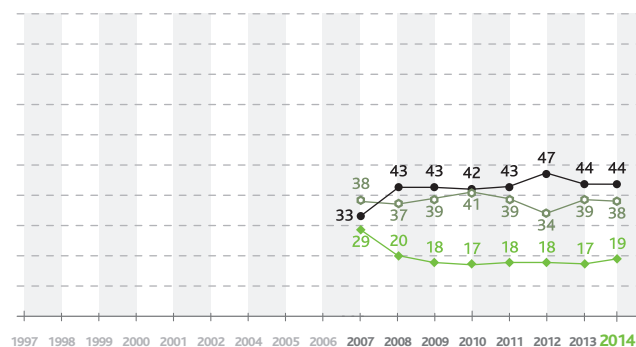
Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques pour les Français en général sont...

ÉVOLUTIONS DES RISQUES POUR LA SOCIÉTÉ 1997 à 2014

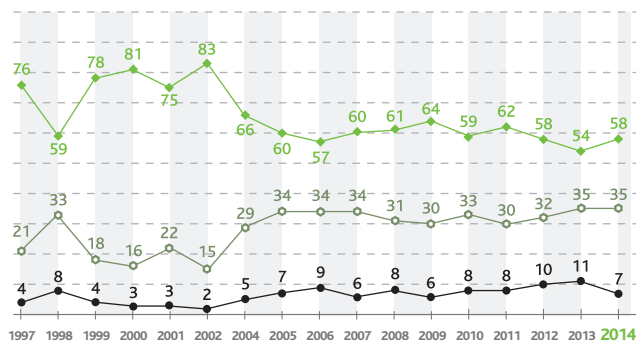
Les accidents domestiques



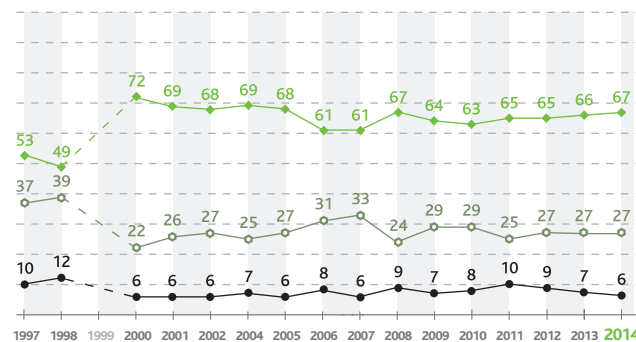
Les accidents de radiothérapie



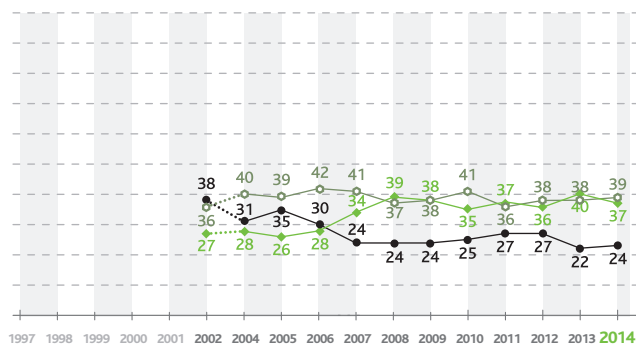
Les accidents de la route



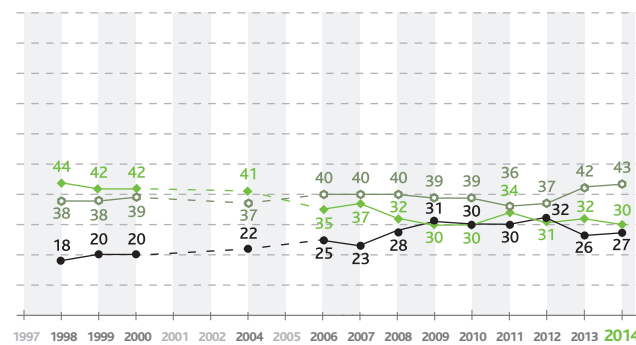
L'alcoolisme



Les antennes de réseau pour téléphones portables
depuis 2004 (téléphones portables en 2002)

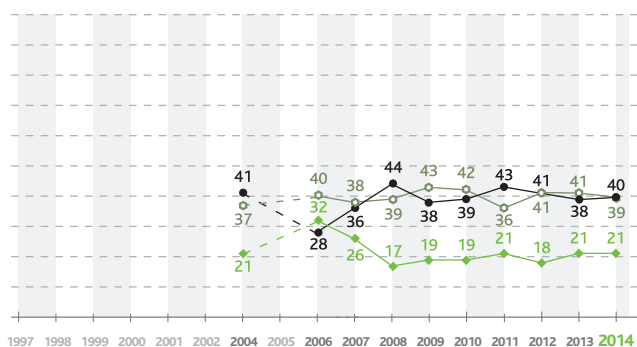


Le bruit

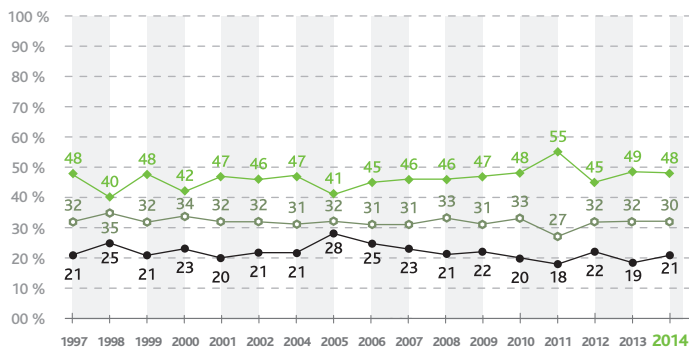


Les «non-réponses» représentent de très faibles pourcentages, sauf pour le radon dans les habitations et les nanoparticules. Elles ont été regroupées avec la modalité «moyens». En conséquence, pour le radon et les nanoparticules, la modalité «moyens» n'est pas pertinente.

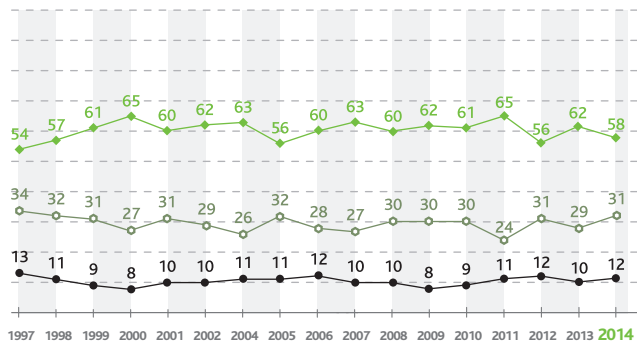
La canicule



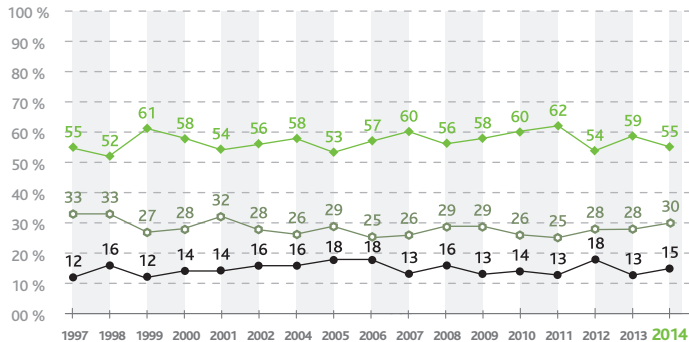
Les centrales nucléaires



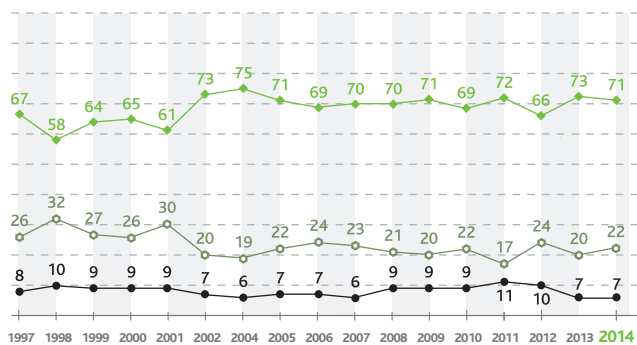
Les déchets chimiques



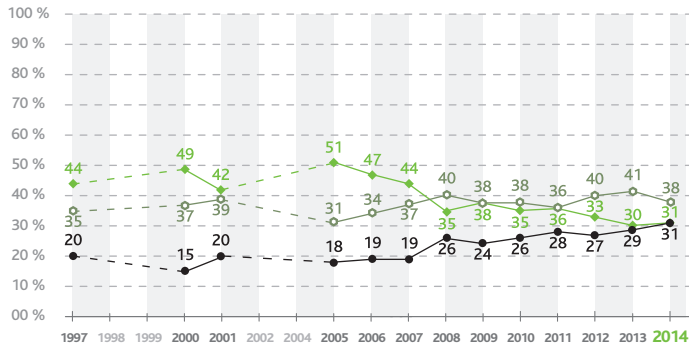
Les déchets radioactifs



La drogue



Les incendies de forêt



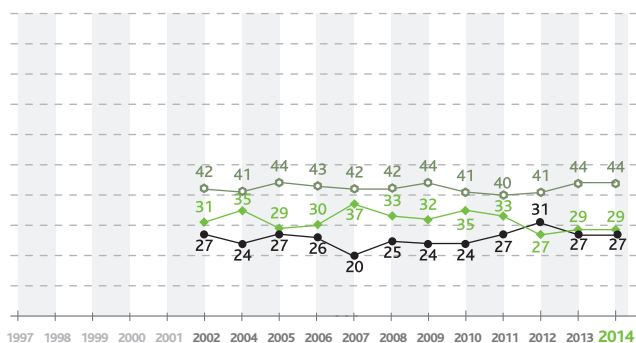
QUESTION

N°1 (suite)

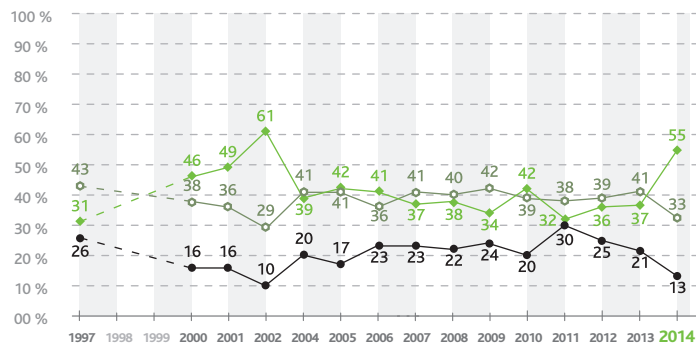
Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques pour les Français en général sont...

ÉVOLUTIONS DES RISQUES POUR LA SOCIÉTÉ 1997 à 2014

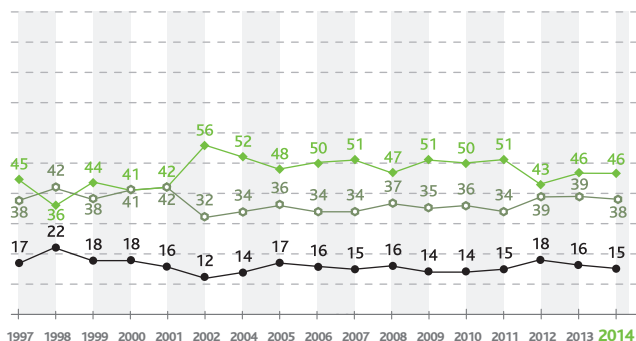
Les incinérateurs de déchets ménagers



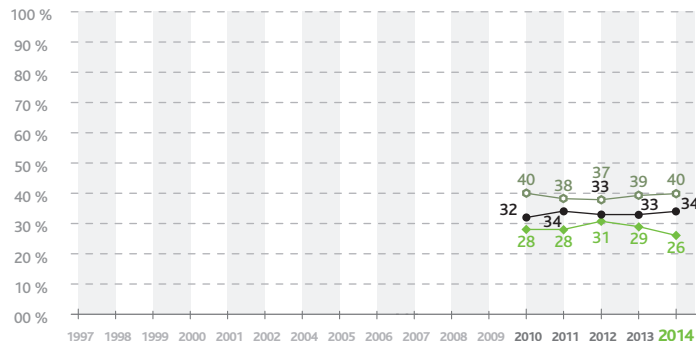
Les inondations



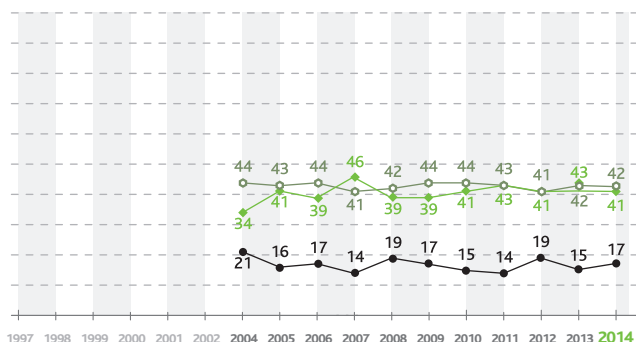
Les installations chimiques



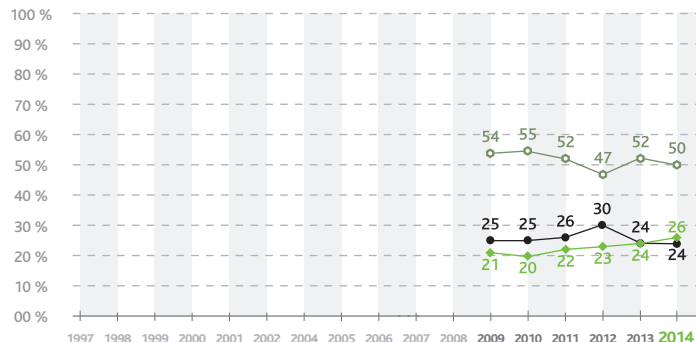
Les lignes à haute tension



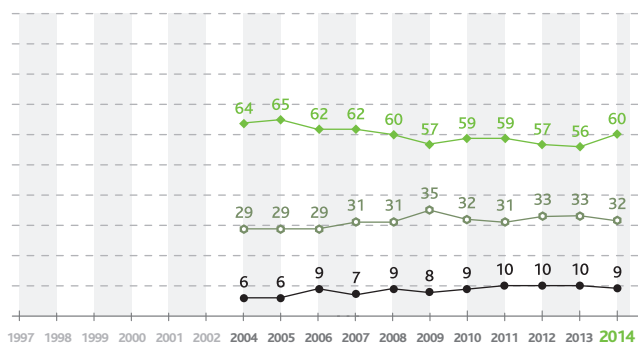
Les maladies professionnelles



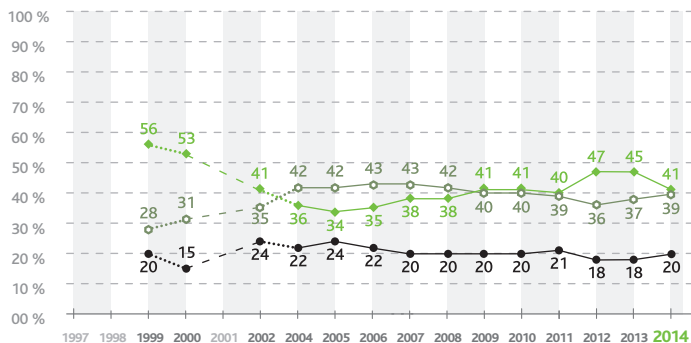
Les nanoparticules



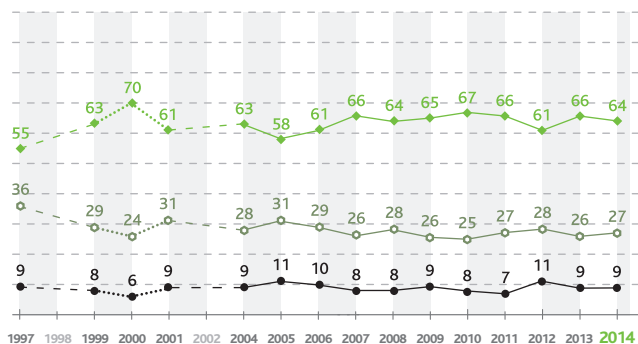
L'obésité des jeunes



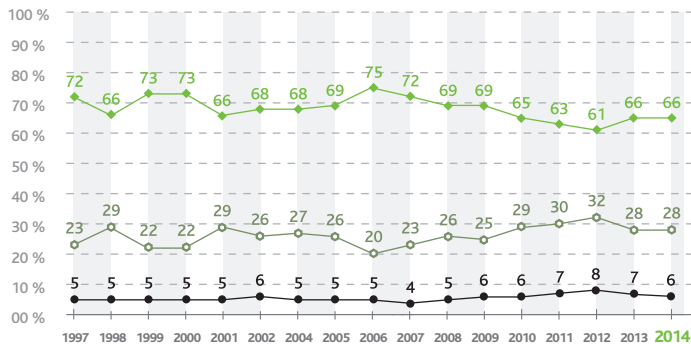
Les OGM depuis 2004 (manipulations génétiques jusqu'en 2002)



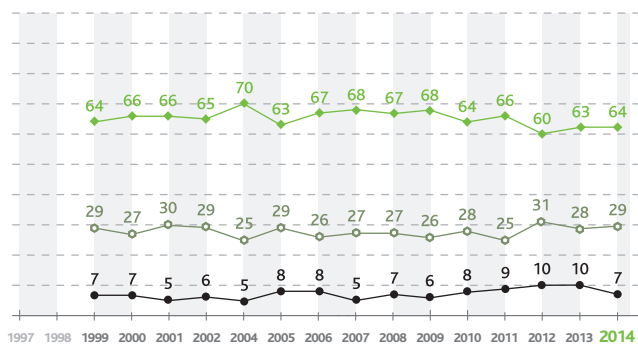
Les pesticides depuis 2004 (les nitrates et pesticides jusqu'en 2001)



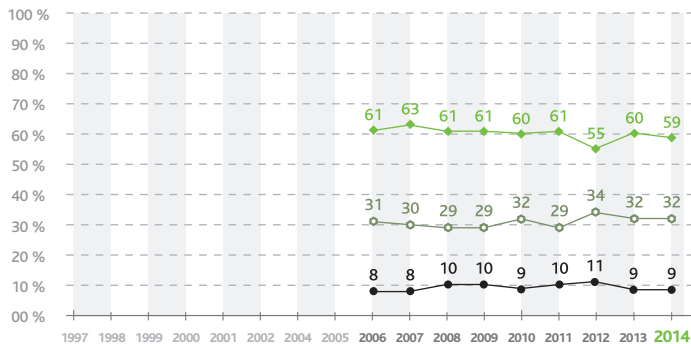
La pollution atmosphérique



La pollution des lacs, des rivières et des mers



La pollution des sols



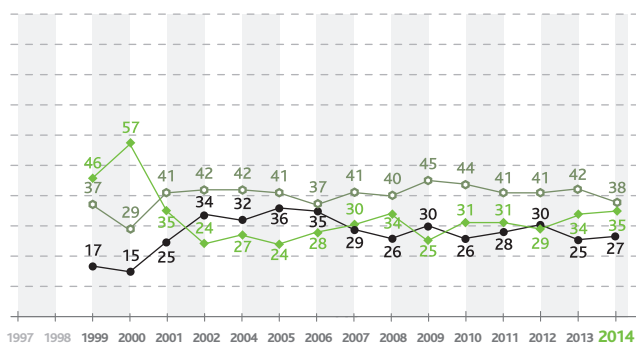
QUESTION

N°1 (suite)

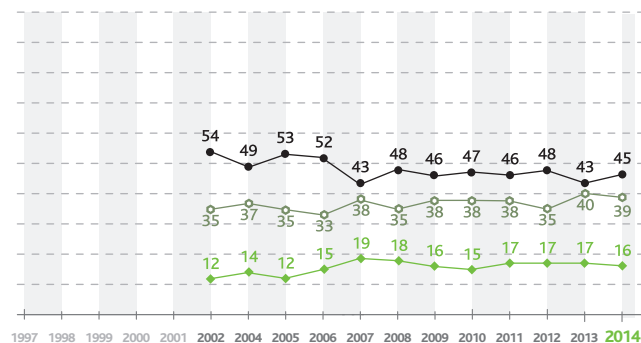
Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques pour les Français en général sont...

ÉVOLUTIONS DES RISQUES POUR LA SOCIÉTÉ 1997 à 2014

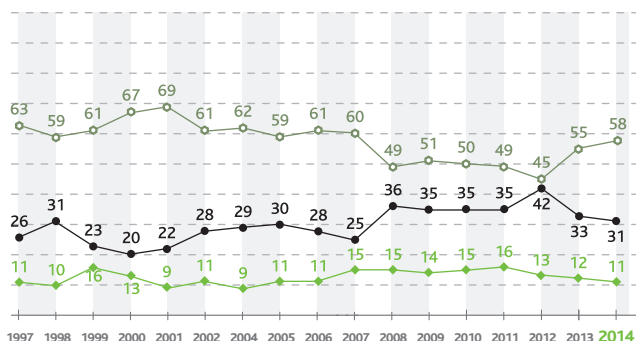
Les produits alimentaires



Les radiographies médicales



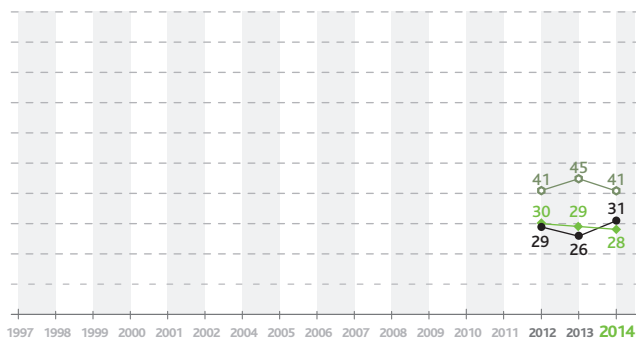
Le radon dans les habitations



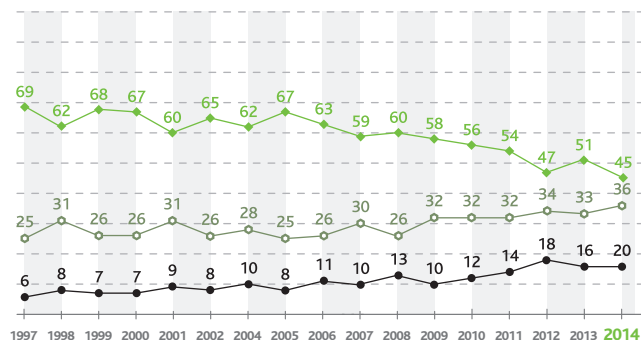
Les retombées radioactives en France
de l'accident de Tchernobyl



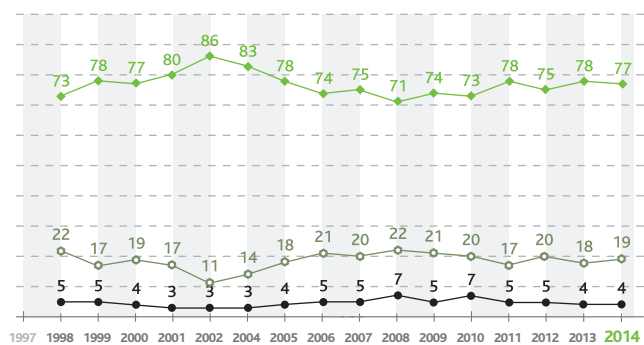
Les risques médicaux



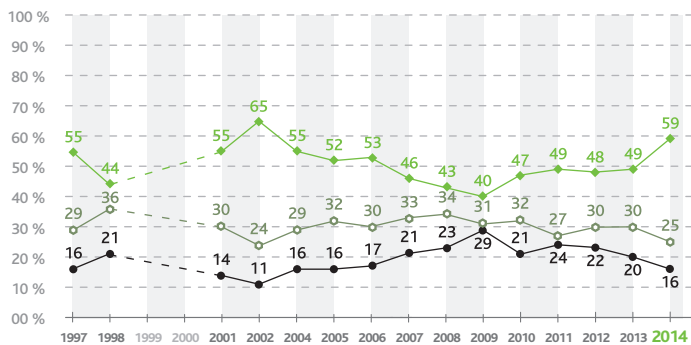
Le sida



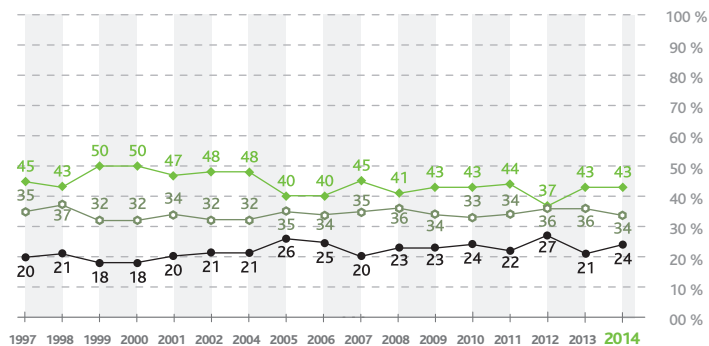
Le tabagisme des jeunes



Le terrorisme



Le transport des matières dangereuses



LA CONFIANCE ACCORDÉE AUX AUTORITÉS PAR LES FRANÇAIS POUR LES PROTÉGER

Trois situations se distinguent par le niveau le plus élevé de confiance : les incendies de forêt, les accidents de la route et le sida (une personne sur deux déclare avoir confiance dans les autorités pour les deux premières). D'un autre côté, une personne sur deux, ou plus, déclare ne pas avoir confiance pour ce qui concerne la pollution atmosphérique, la pollution des lacs, des rivières et des mers, les OGM, les pesticides, la pollution des sols et les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl.

QUESTION N°2

Avez-vous confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes dans les domaines suivants ?

TENDANCES DE LONG TERME

La confiance dans les autorités apparaît stable dans le temps pour la plupart des situations à risques

L'analyse des tendances de long terme fait ressortir quelques situations. Les tendances à la baisse de la confiance concernent :

- les accidents de la route (depuis 2005, sans effacer la forte hausse des réponses positives entre 2002 et 2004) ;
- l'alcoolisme (forte baisse entre 1998 et 2000 et stabilité depuis) ;
- la pollution atmosphérique (baisse de 1999 à 2001 et stabilité depuis à un niveau très faible : un Français sur six seulement a confiance en l'action des autorités) ;
- le terrorisme : la baisse de confiance observée cette année représente une rupture par rapport à plusieurs années de confiance stable, mais le niveau atteint rejoint celui qui était observé de 1998 à 2002.

Les tendances haussières des réponses positives concernent :

- la canicule (hausse de la confiance de 2004 à 2006, puis de 2011 à 2012) ;

- les incendies de forêt (hausse de la confiance de 2001 à 2005 et relative stabilité depuis) ;

- les inondations (depuis 2002).

Les autres tendances sont orientées à la stabilité, même si leur allure générale n'est pas une droite mais plutôt une ligne accidentée autour d'un point moyen. Dans le domaine des risques nucléaires, la tendance est clairement orientée à la stabilité, celle-ci correspondant cependant à un bas niveau de confiance, en particulier pour les retombées de Tchernobyl où seul un Français sur huit est confiant en 2014. Fukushima, apparaît comme atypique dans la tendance, à l'exception des déchets nucléaires. Toujours dans ce domaine, il convient de signaler que ceux qui sont prêts à participer à des réunions d'information manifestent une moindre confiance en ce qui concerne les déchets radioactifs.

LES PERTURBATEURS ENDOCRINIENS

La confiance est faible : un peu plus d'une personne sur dix accorde sa confiance aux autorités à ce sujet, un peu plus d'une sur trois l'accorde plus ou moins et plus de quatre sur dix ne l'accordent pas. La balance est ainsi du côté de la méfiance, comme pour les nanoparticules. Ce risque partage également avec les nanoparticules le fait que plus d'une personne sur dix ne se prononce pas sur la question de la confiance.

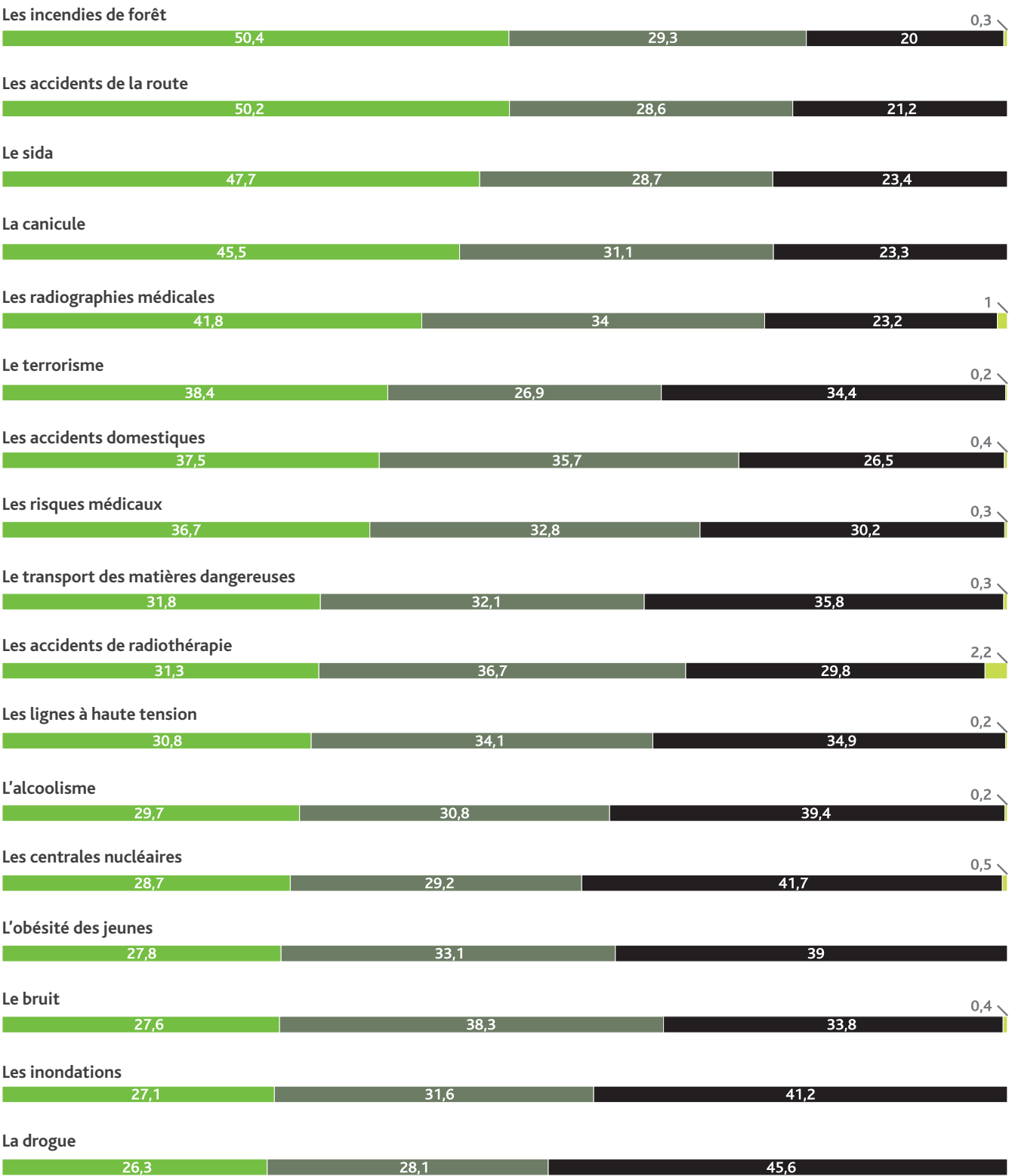
ÉCLAIRAGE

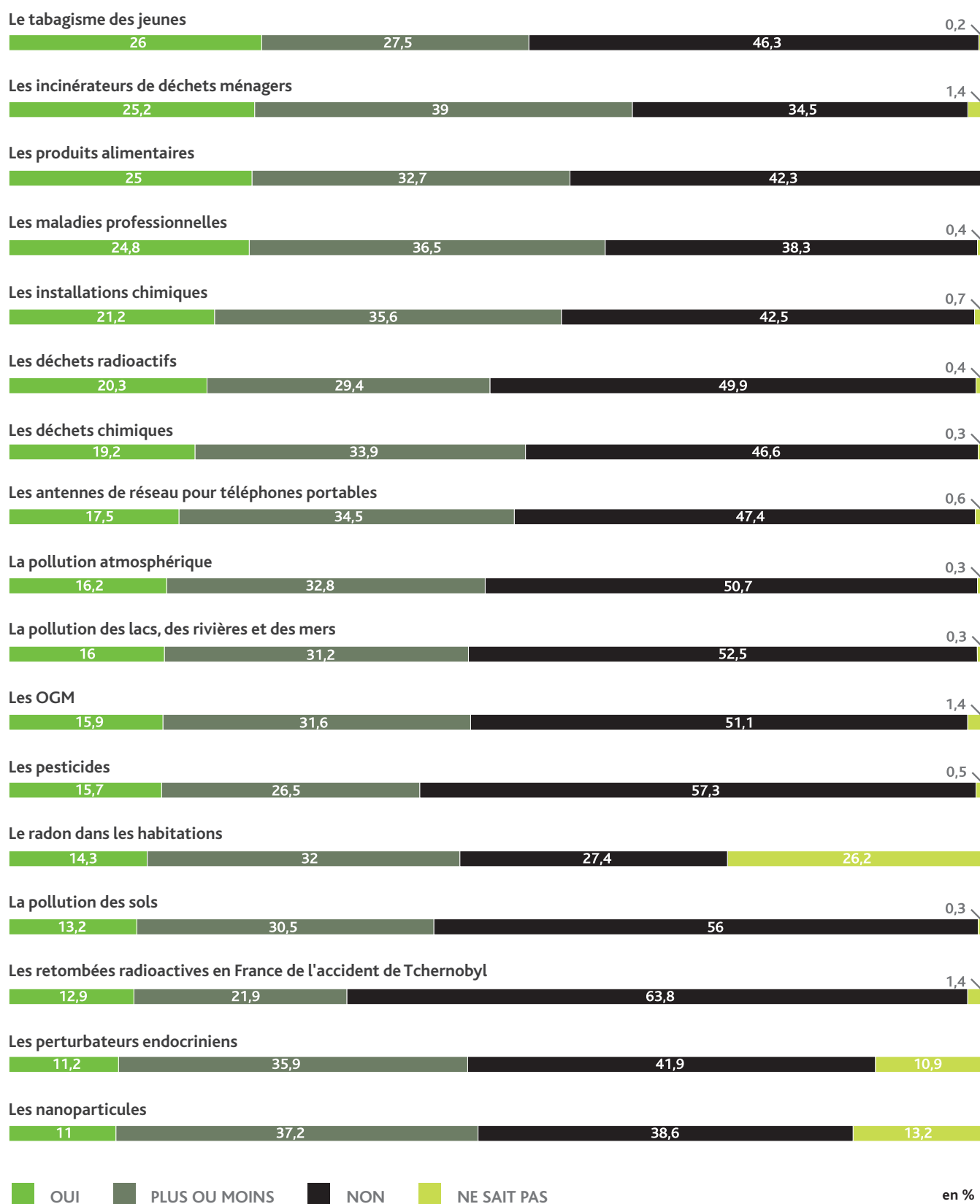
Neuf situations à risques ont vu la confiance qui leur est accordée baisser par rapport à 2013 : les accidents de la route, les accidents de radiothérapie, les incendies de forêt, les inondations, l'obésité des jeunes, la pollution des lacs, des rivières et des mers, les produits alimentaires, les retombées de Tchernobyl, le terrorisme (baisse de 7 points des réponses positives en un an pour cette situation). Inversement, la confiance a augmenté pour trois risques : les antennes de réseau, le bruit, les risques médicaux. Les autres risques ne présentent pas de variation significative d'une année sur l'autre pour ce qui concerne les réponses positives.

QUESTION N°2

Avez-vous confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes dans les domaines suivants ?

NOVEMBRE 2014





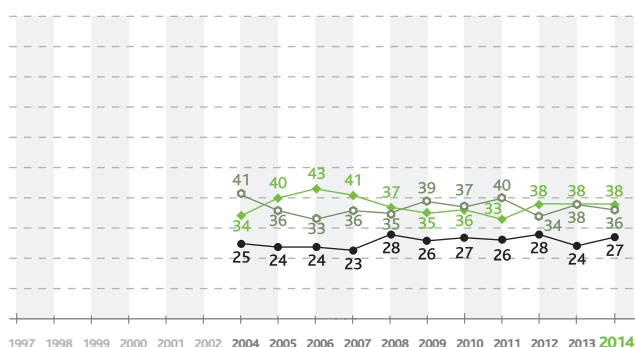
QUESTION

N°2 (suite)

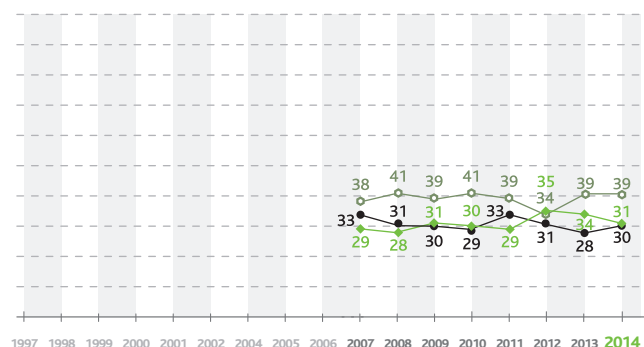
Avez-vous confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes dans les domaines suivants ?

ÉVOLUTIONS DE LA CONFIANCE ACCORDÉE AUX AUTORITÉS PAR LES FRANÇAIS POUR LES PROTÉGER 1997 à 2014

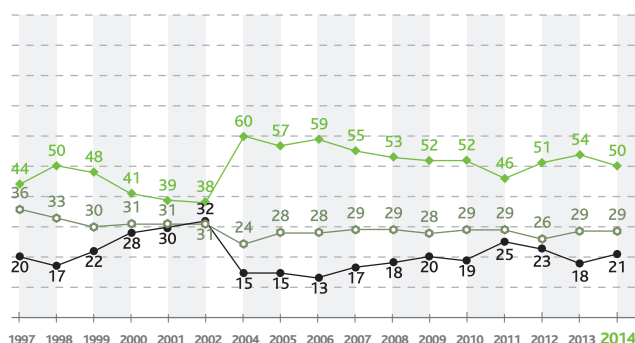
Les accidents domestiques



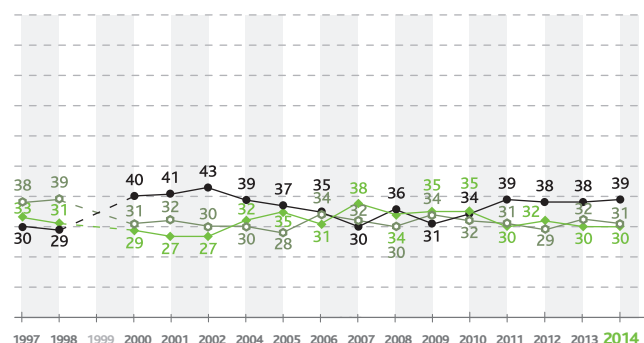
Les accidents de radiothérapie



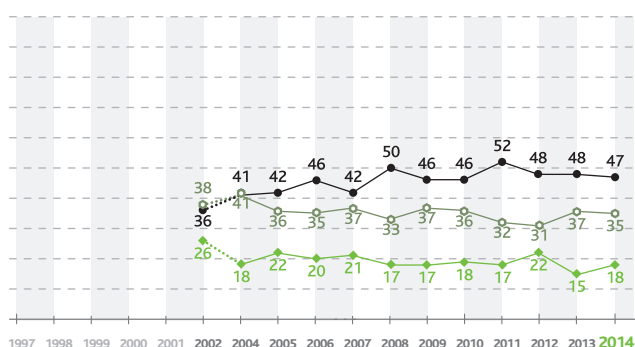
Les accidents de la route



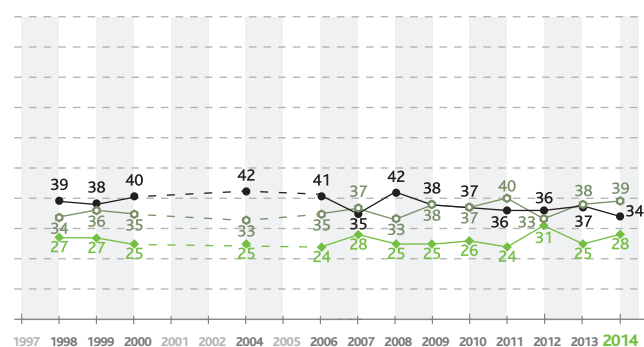
L'alcoolisme



Les antennes de réseau pour téléphones portables depuis 2004 (téléphones portables en 2002)

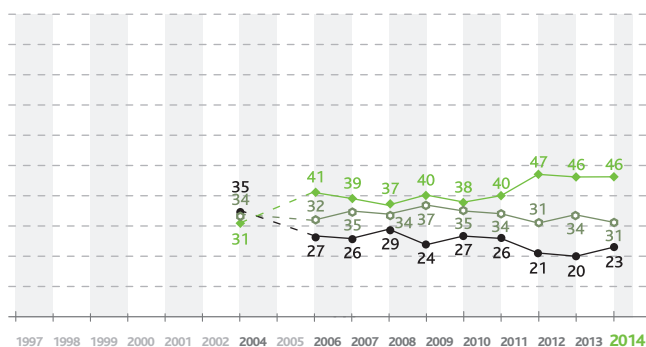


Le bruit

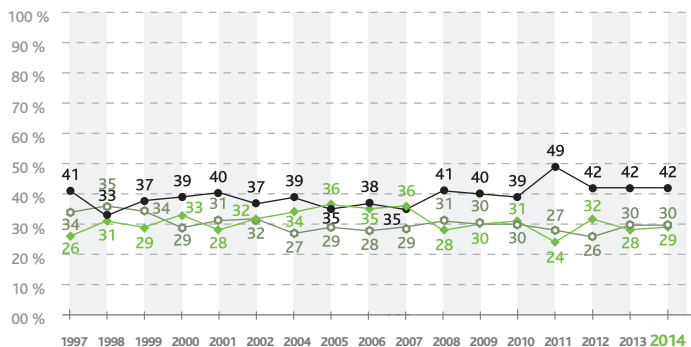


Les «non-réponses» représentent de très faibles pourcentages, sauf pour le radon dans les habitations et les nanoparticules. Elles ont été regroupées avec la modalité «moyens». En conséquence, pour le radon et les nanoparticules, la modalité «moyens» n'est pas pertinente.

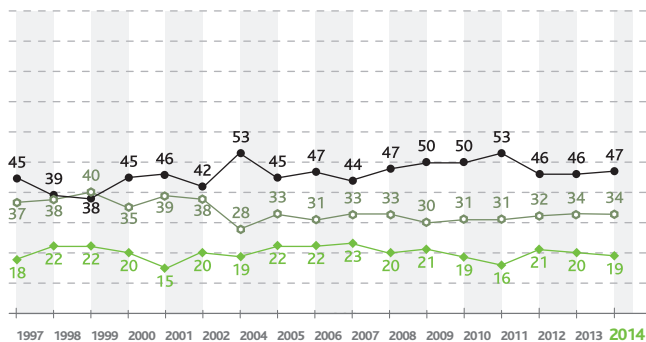
La canicule



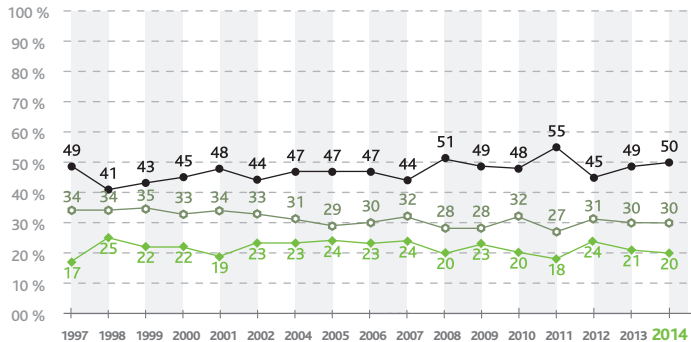
Les centrales nucléaires



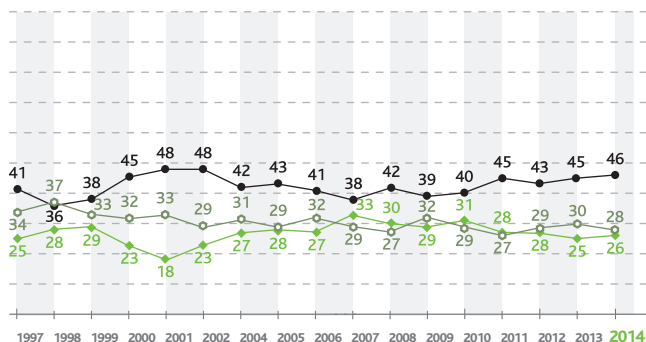
Les déchets chimiques



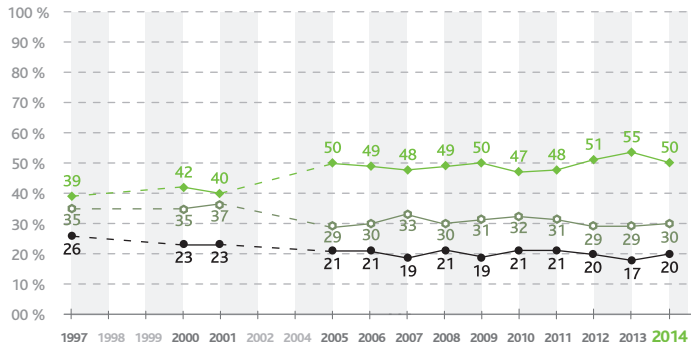
Les déchets radioactifs



La drogue



Les incendies de forêt



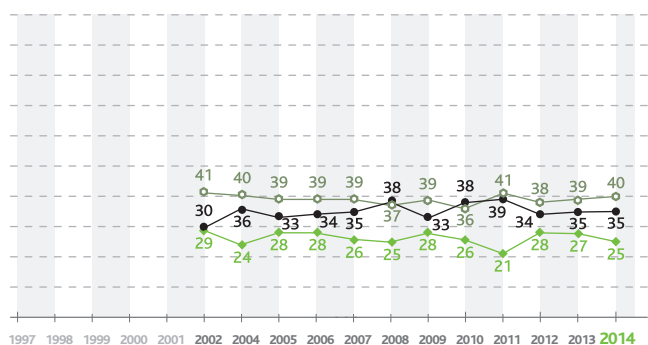
QUESTION

N°2 (suite)

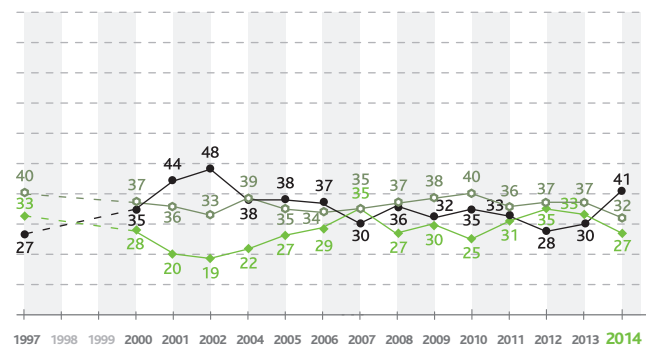
Avez-vous confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes dans les domaines suivants ?

ÉVOLUTIONS DE LA CONFIANCE ACCORDÉE AUX AUTORITÉS PAR LES FRANÇAIS POUR LES PROTÉGER 1997 à 2014

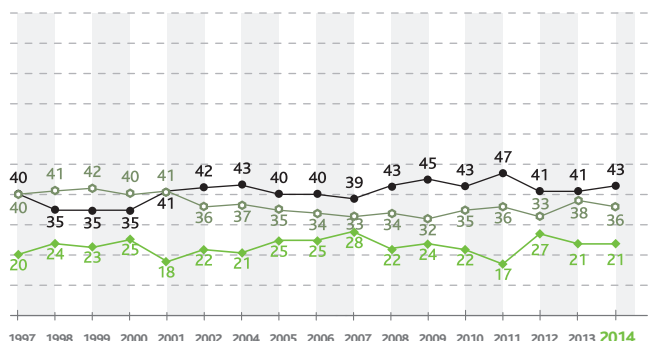
Les incinérateurs de déchets ménagers



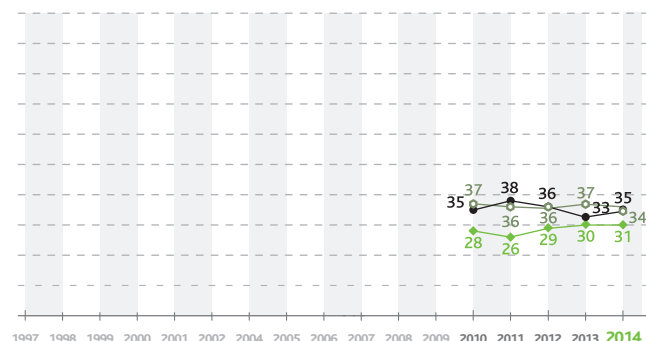
Les inondations



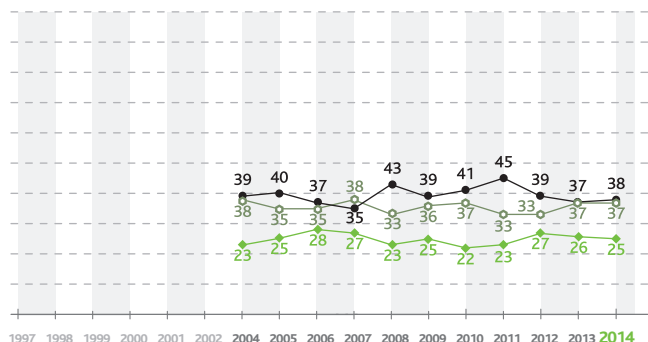
Les installations chimiques



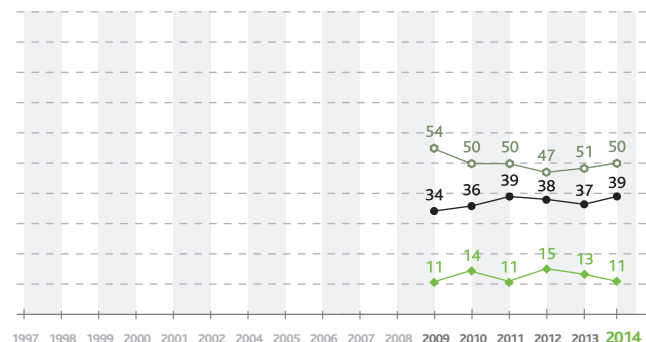
Les lignes à haute tension



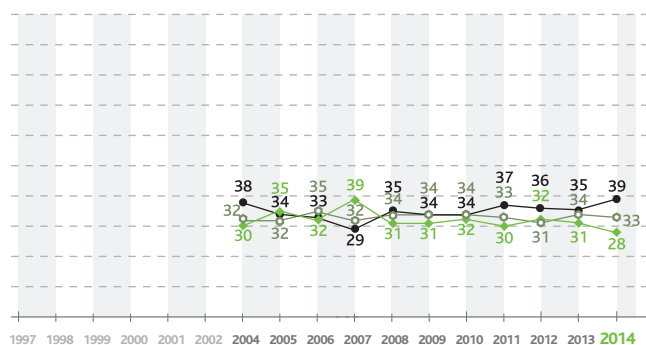
Les maladies professionnelles



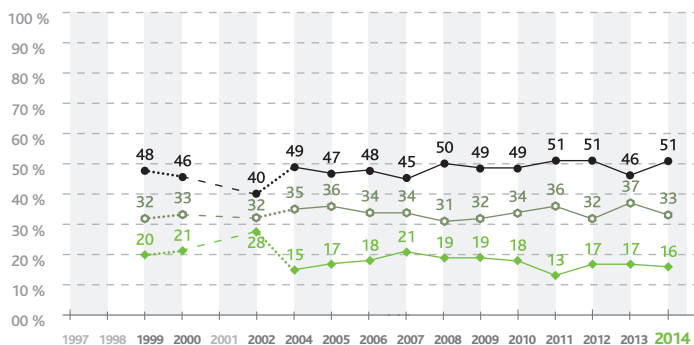
Les nanoparticules



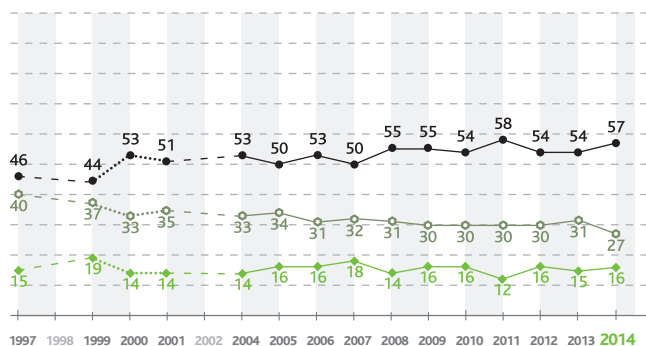
L'obésité des jeunes



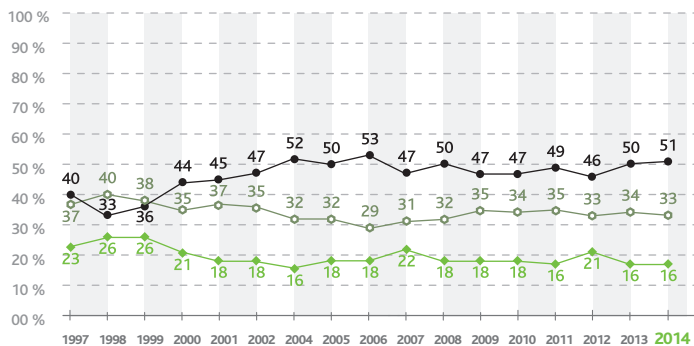
Les OGM depuis 2004 (manipulations génétiques jusqu'en 2002)



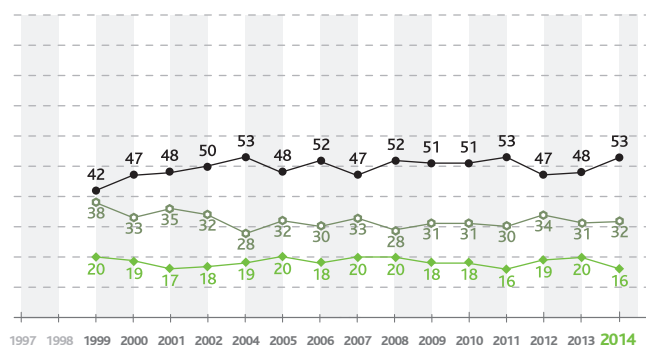
Les pesticides depuis 2004 (les nitrates et pesticides jusqu'en 2001)



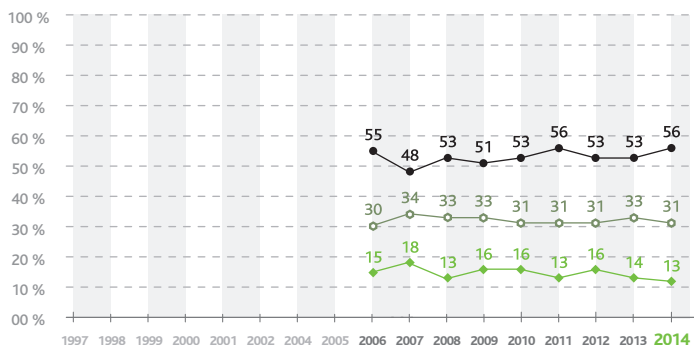
La pollution atmosphérique



La pollution des lacs, des rivières et des mers



La pollution des sols



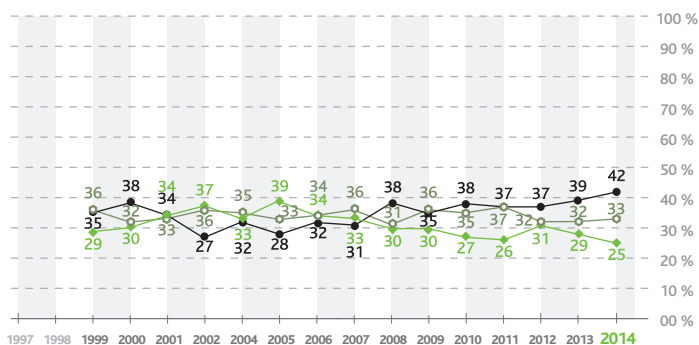
QUESTION

N°2 (suite)

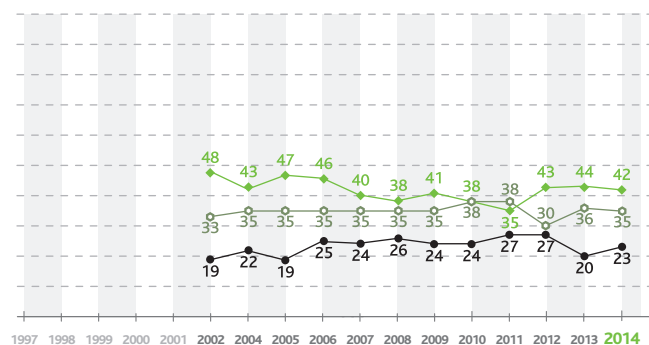
Avez-vous confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes dans les domaines suivants ?

ÉVOLUTIONS DE LA CONFIANCE ACCORDÉE AUX AUTORITÉS PAR LES FRANÇAIS POUR LES PROTÉGER 1997 à 2014

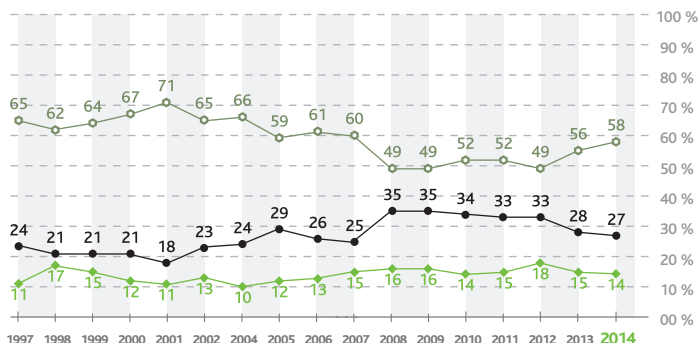
Les produits alimentaires



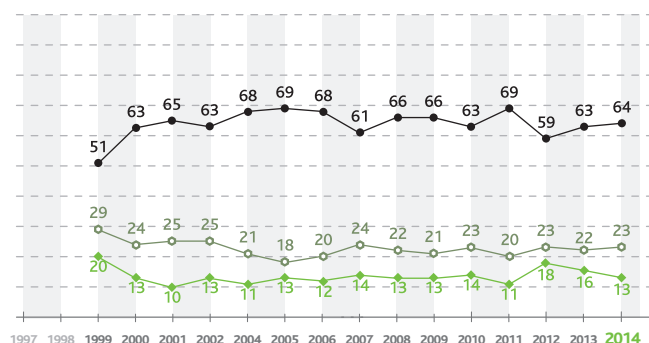
Les radiographies médicales



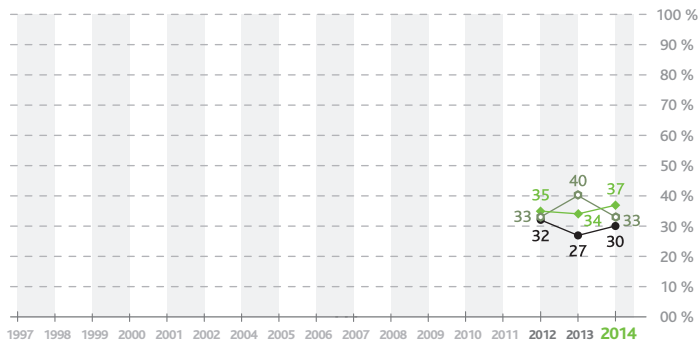
Le radon dans les habitations



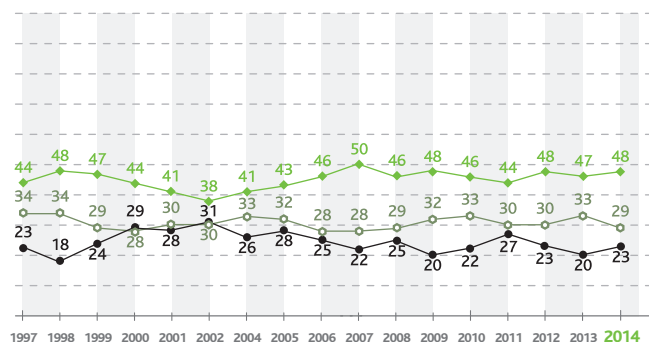
Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl



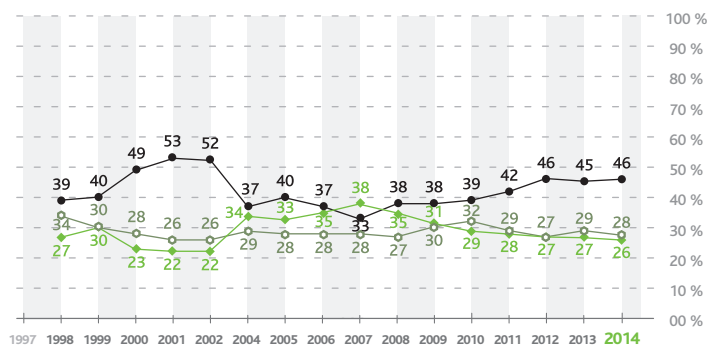
Les risques médicaux



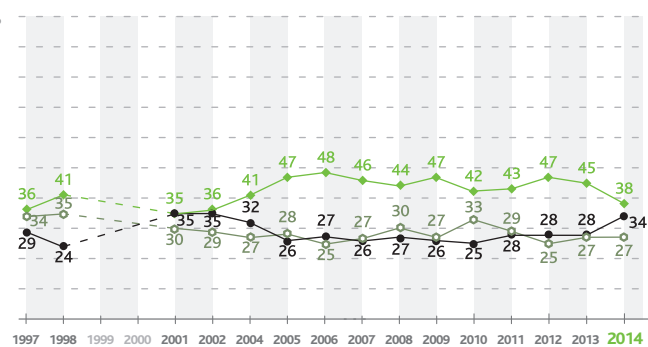
Le sida



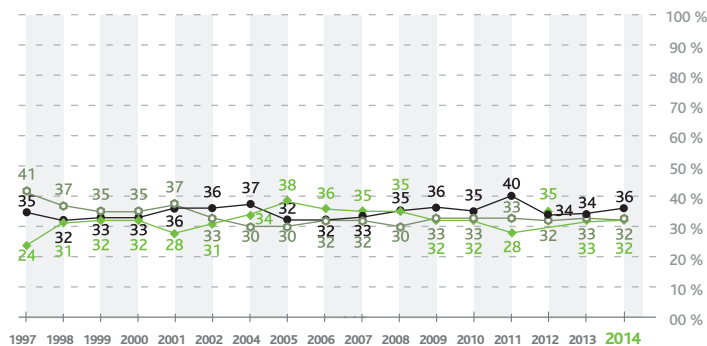
Le tabagisme des jeunes



Le terrorisme



Le transport des matières dangereuses



LA VÉRITÉ DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS

La crédibilité des informations apparaît forte pour quelques situations à risques : les accidents de la route, le sida, les incendies de forêt et la canicule sont vus par la majorité de la population comme des risques sur lesquels on dit la vérité. Alcoolisme, tabagisme des jeunes, accidents domestiques, obésité des jeunes, inondations et drogue bénéficient seulement d'une majorité relative. Pour toutes les autres situations à risques, les Français considèrent majoritairement qu'on ne leur dit pas la vérité.

QUESTION N°3

Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?

TENDANCES DE LONG TERME

La crédibilité apparaît stable dans le temps pour la plupart des situations à risques, et à un niveau assez faible

Sur le long terme, quelques tendances apparaissent bassières pour ce qui concerne les réponses positives :

- l'alcoolisme (tendance à une baisse lente de la crédibilité des informations à ce sujet depuis le pic de 1992) ;
- les incendies de forêt (baisse en 1996 et 1997 et relative stabilité depuis) ;
- les inondations (baisse en 1996 et 1997 et stabilité plus ou moins erratique depuis) ;
- l'obésité des jeunes (baisse lente mais significative depuis 2005).

Quelques tendances haussières peuvent également être observées :

- la canicule (nette hausse de 2009 à 2012 qui se traduit par une crédibilité en 2014, en augmentation de 8 points par rapport à 2005) ;
- le sida (hausse de 1992 à 1994 et relative stabilité depuis).

D'autres situations présentent des profils plus complexes, notamment les accidents de la route, pour lesquels, après un pic élevé en 1995 (73 %), la crédibilité a baissé jusqu'en 2002 avant un sursaut culminant en 2006 et une nouvelle baisse lente jusqu'à atteindre 60 % en 2014, retrouvant le niveau du début des années 1990.

Les autres situations tendent à présenter des profils de crédibilité (en considérant les réponses positives) assez constants. Dans le cas des risques nucléaires, la crédibilité est faible et relativement constante, y compris en 2011, année de l'accident de Fukushima.

LES PERTURBATEURS ENDOCRINIENS

Moins d'une personne sur deux estime que l'on dit la vérité à ce sujet et, corrélativement, plus d'une sur deux pense que l'on ne la dit pas. Les non-réponses regroupent un répondant sur dix.

ÉCLAIRAGE

Pour la plupart des situations à risques, les Français ont tendance, en majorité, à ne pas porter crédit à l'information qui est donnée. C'est le cas pour les situations suivantes : le terrorisme, les produits alimentaires, le transport des matières dangereuses, les centrales nucléaires, la pollution des lacs, des rivières et des mers, les antennes de réseau pour téléphones portables, les pesticides, les incinérateurs de produits ménagers, les déchets radioactifs, les déchets chimiques, les OGM, les installations chimiques, la pollution des sols, les perturbateurs endocriniens, les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl et les nanoparticules.

Il y a assez peu de changement par rapport à 2013. La crédibilité (c'est-à-dire les réponses positives sur la question de la vérité des informations sur les dangers) apparaît en baisse pour sept situations : les accidents de la route, la canicule, la drogue, les radiographies médicales, le radon dans les habitations, le tabagisme des jeunes et le terrorisme. La crédibilité est en hausse pour sept situations : les accidents domestiques, les antennes de réseau pour téléphones portables, le bruit, les centrales nucléaires, les pesticides, la pollution atmosphérique et celle des lacs, des rivières et des mers. La crédibilité peut être considérée comme inchangée par rapport à 2013 sur toutes les autres situations.

QUESTION N°3

Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?

NOVEMBRE 2014

Les accidents de la route



Le sida



Les incendies de forêt



La canicule



L'alcoolisme



Le tabagisme des jeunes



Les accidents domestiques



L'obésité des jeunes



Les inondations



La drogue



Le bruit



Les radiographies médicales



Le terrorisme



Les risques médicaux



Les maladies professionnelles



Les accidents de radiothérapie

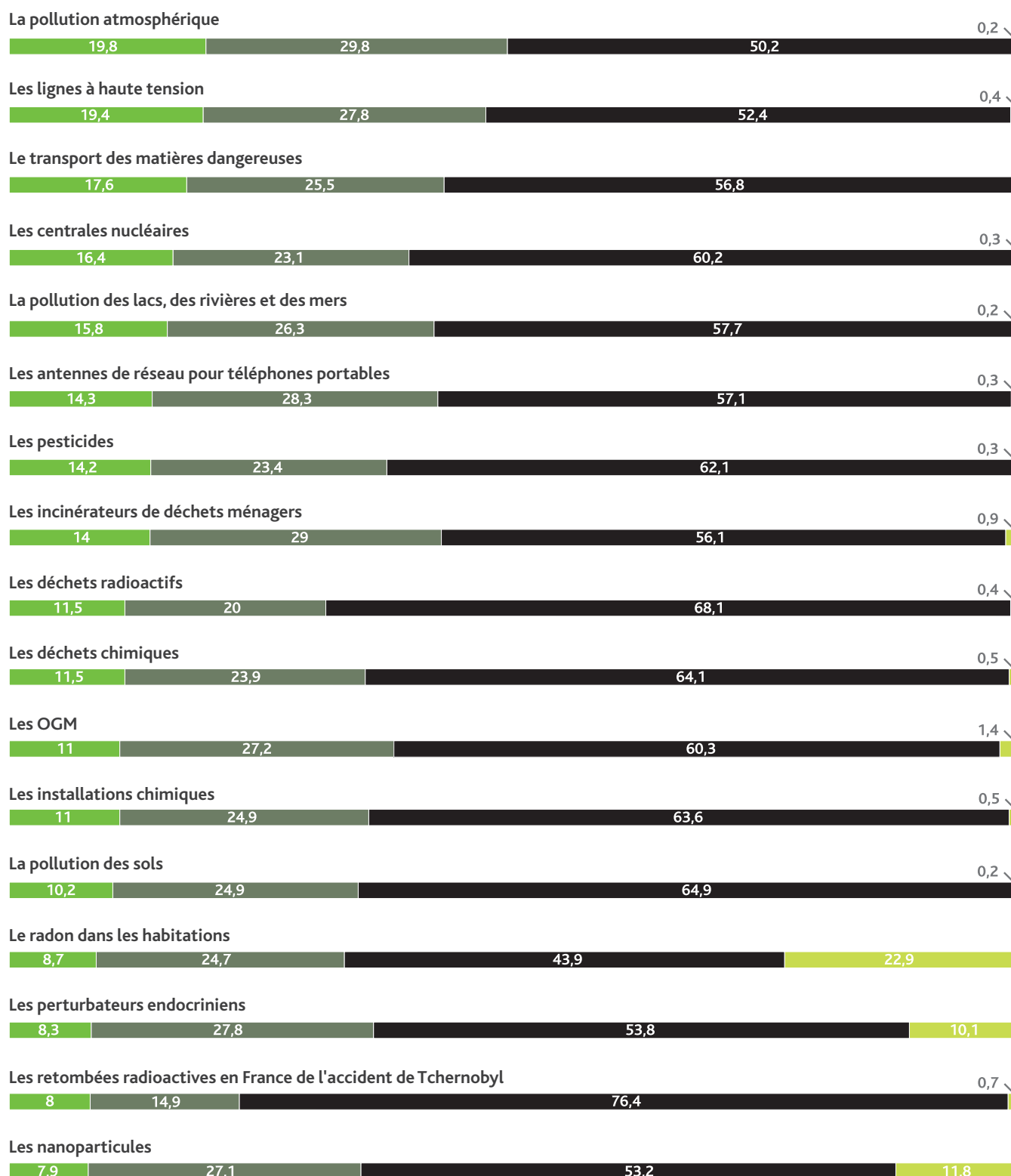


Les produits alimentaires



OUI PLUS OU MOINS NON NE SAIT PAS

en %



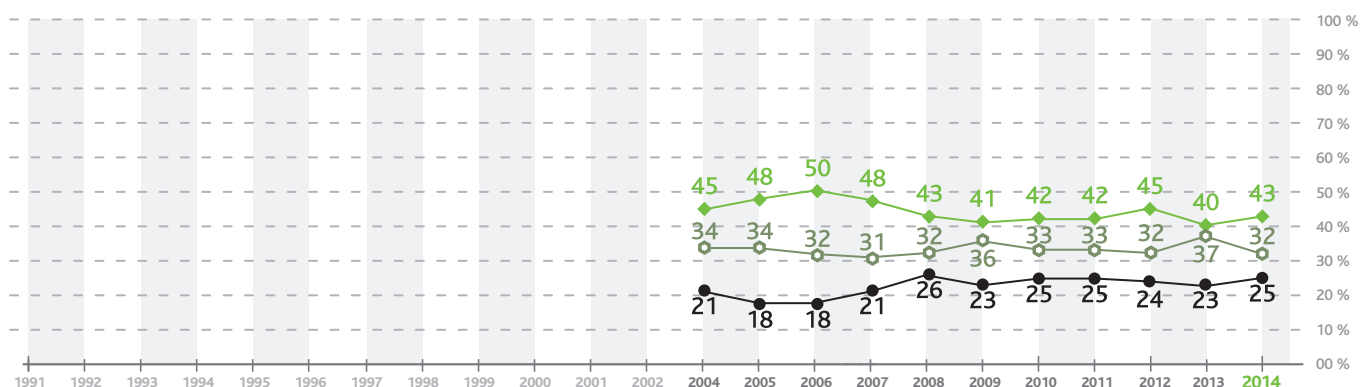
■ OUI
 ■ PLUS OU MOINS
 ■ NON
 ■ NE SAIT PAS

QUESTION N°3 (suite)

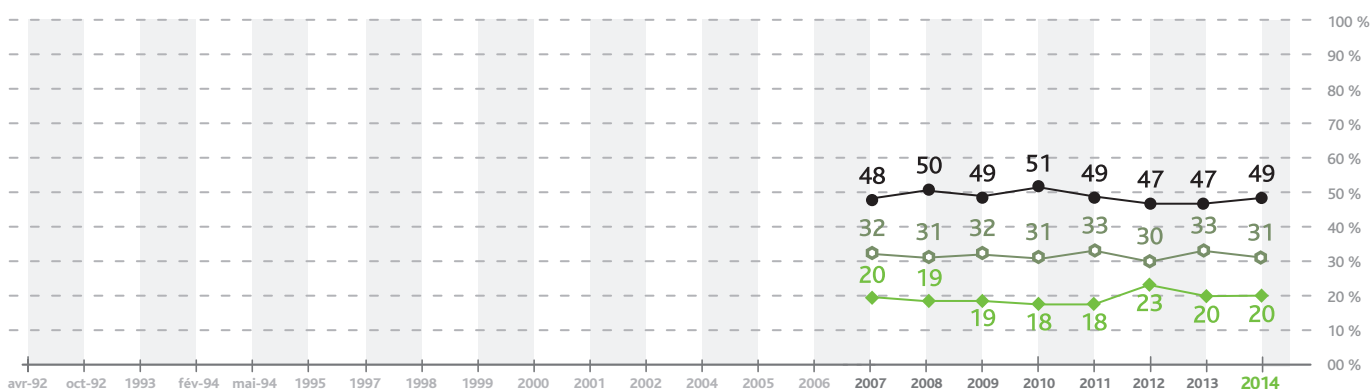
Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS 1991 à 2014

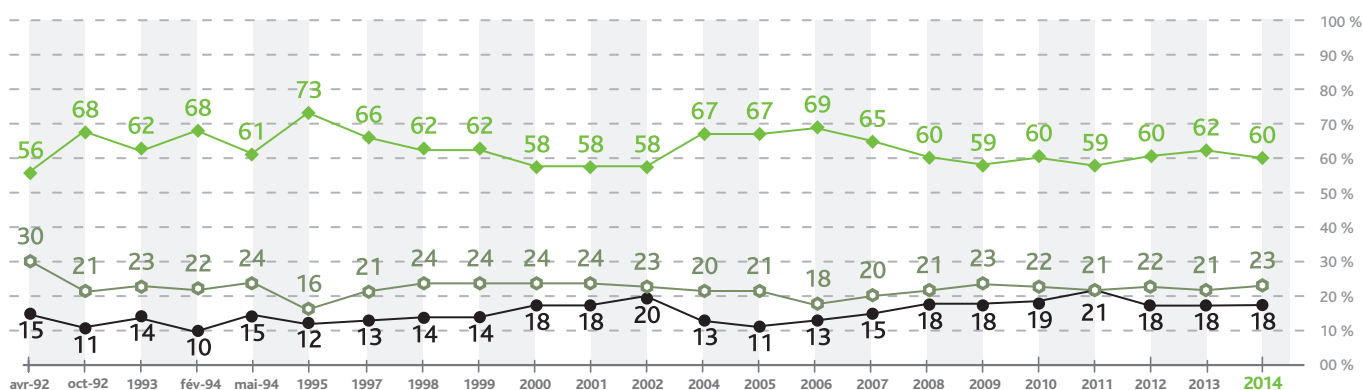
Les accidents domestiques



Les accidents de radiothérapie



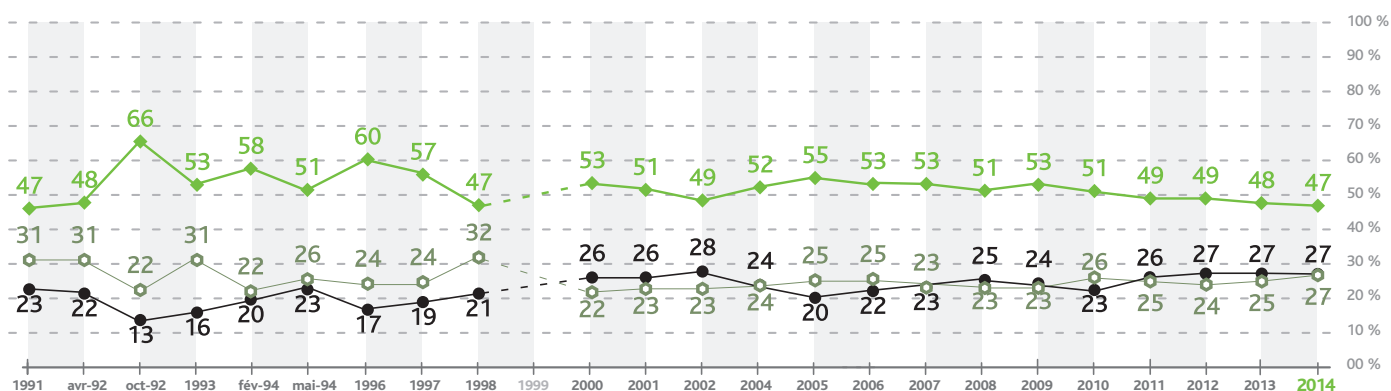
Les accidents de la route



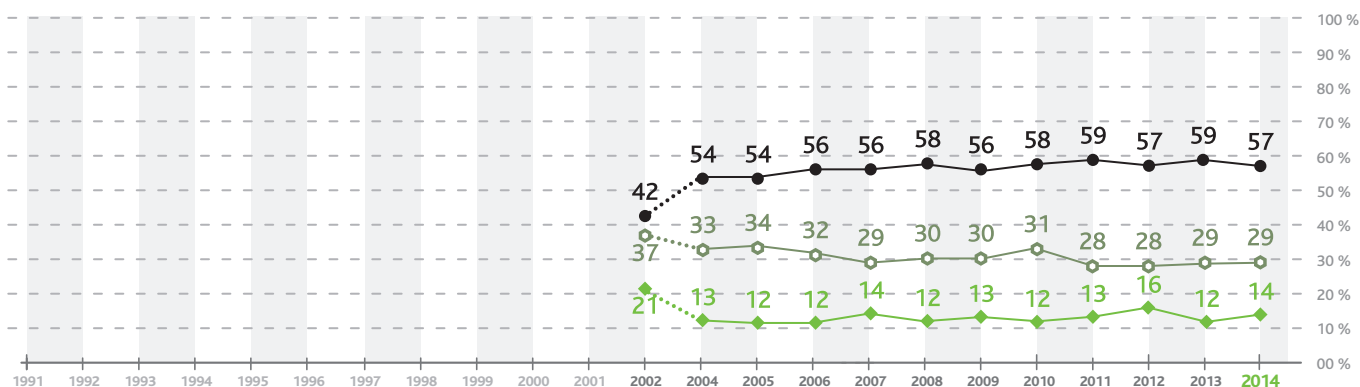
◆ OUI ⬡ + OU - ● NON

Les «non-réponses» représentent de très faibles pourcentages, sauf pour le radon dans les habitations et les nanoparticules. Elles ont été regroupées avec la modalité «moyens». En conséquence, pour le radon et les nanoparticules, la modalité «moyens» n'est pas pertinente.

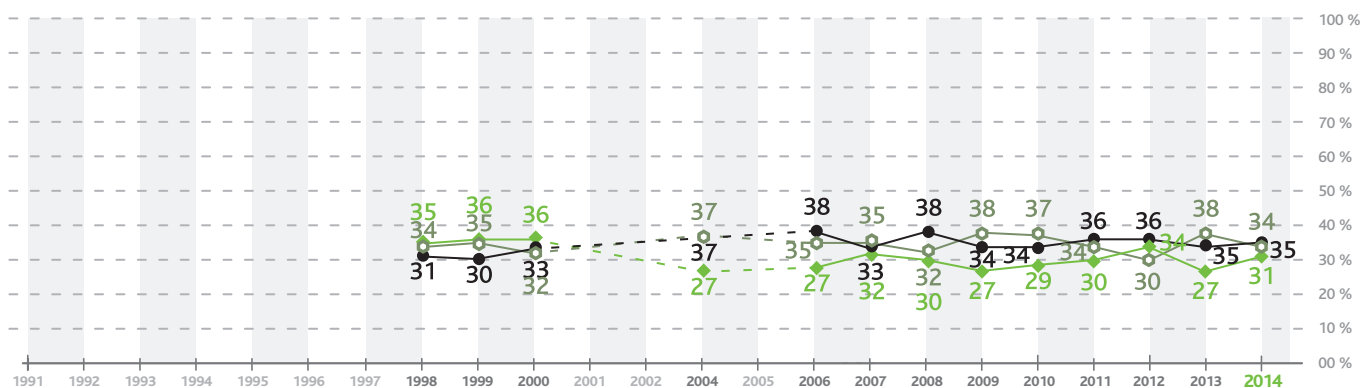
L'alcoolisme



Les antennes de réseau pour téléphones portables depuis 2004 (téléphones portables en 2002)



Le bruit



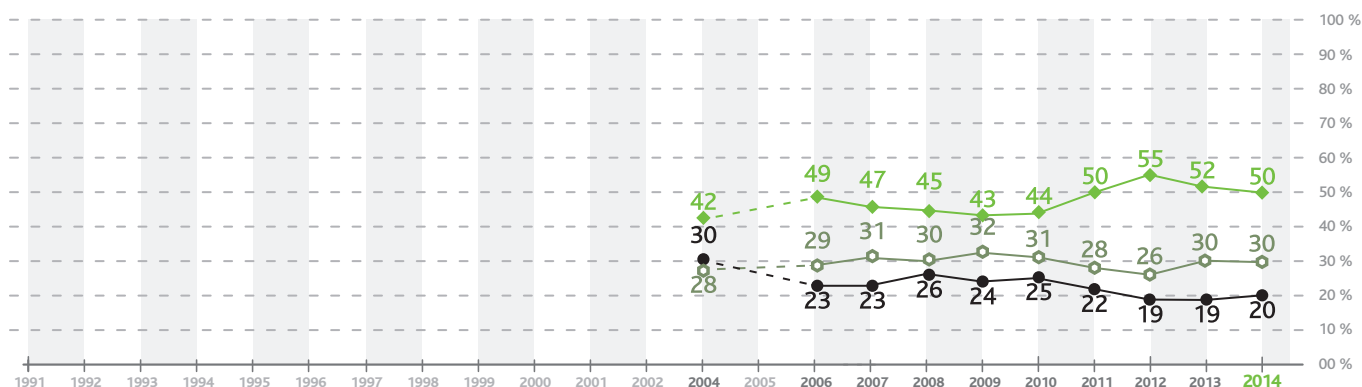
◆ OUI ⬡ + OU - ● NON

QUESTION N°3 (suite)

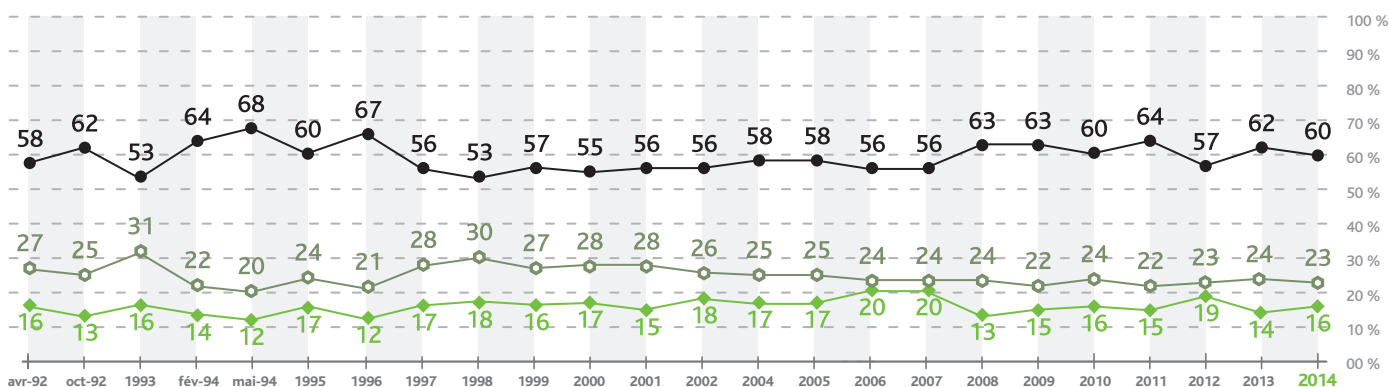
Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS 1991 à 2014

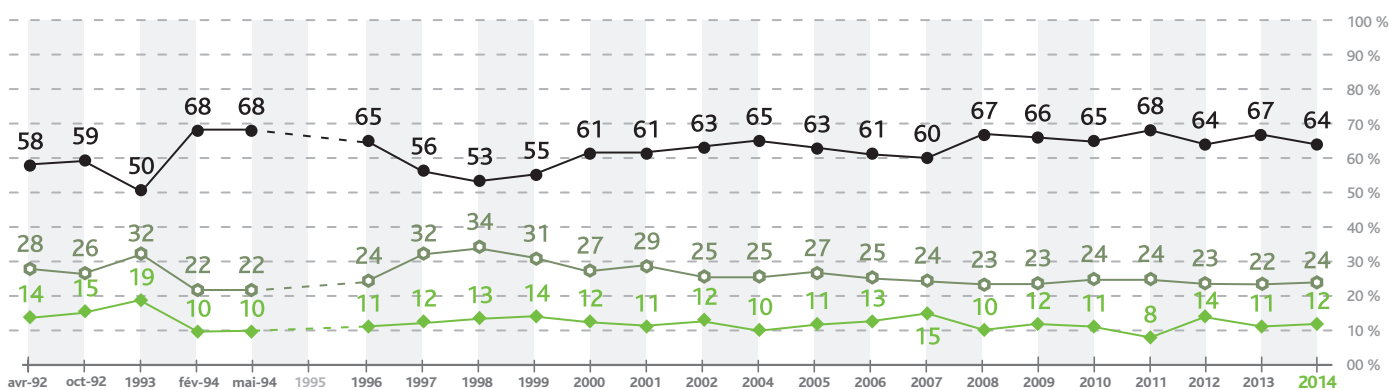
La canicule



Les centrales nucléaires

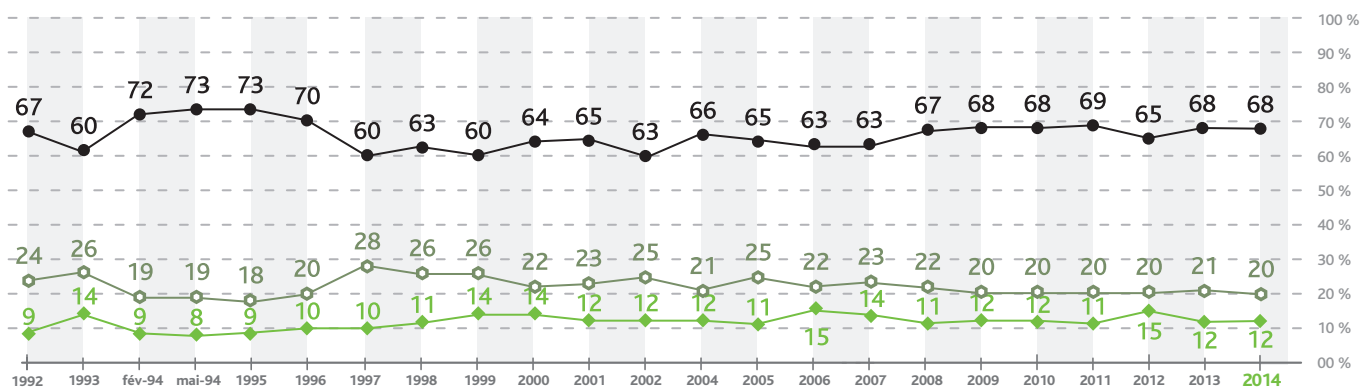


Les déchets chimiques

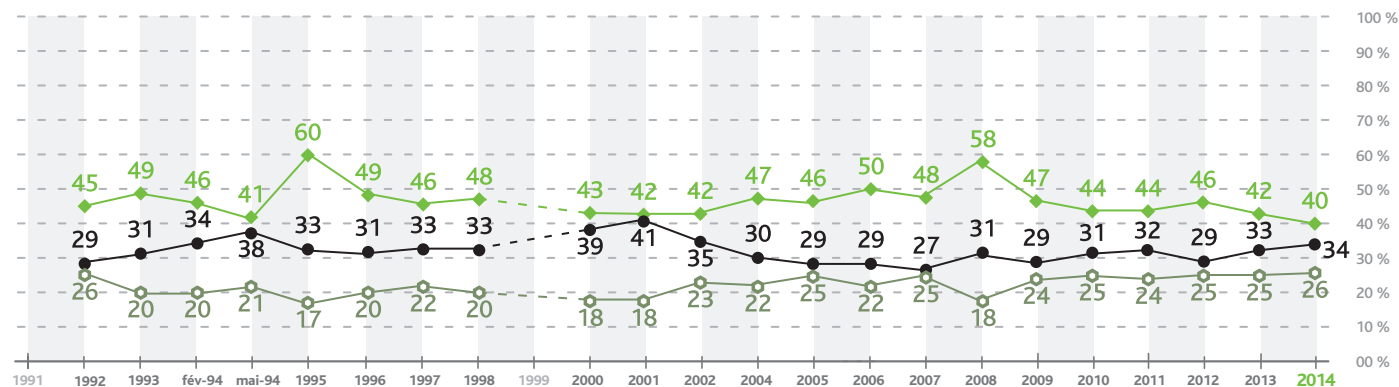


◆ OUI ⬡ + OU - ● NON

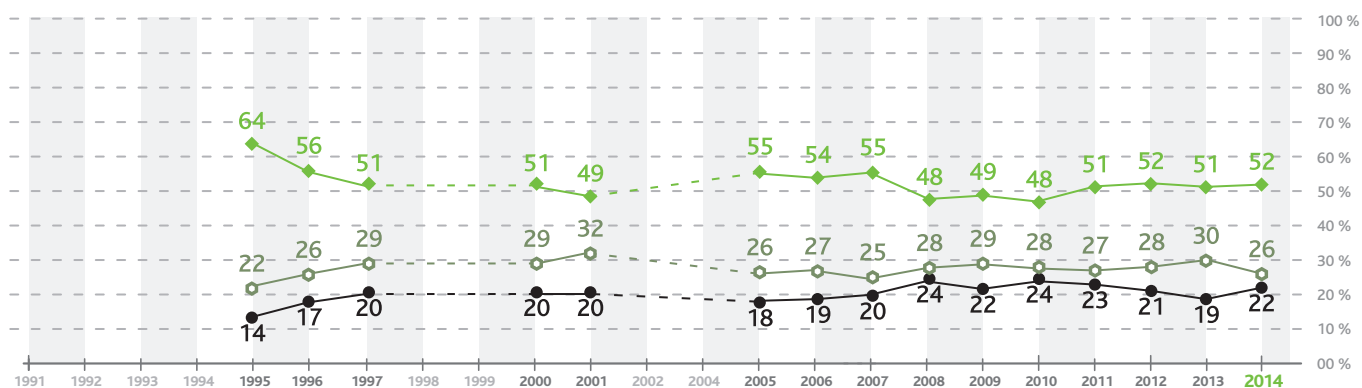
Les déchets radioactifs



La drogue



Les incendies de forêt



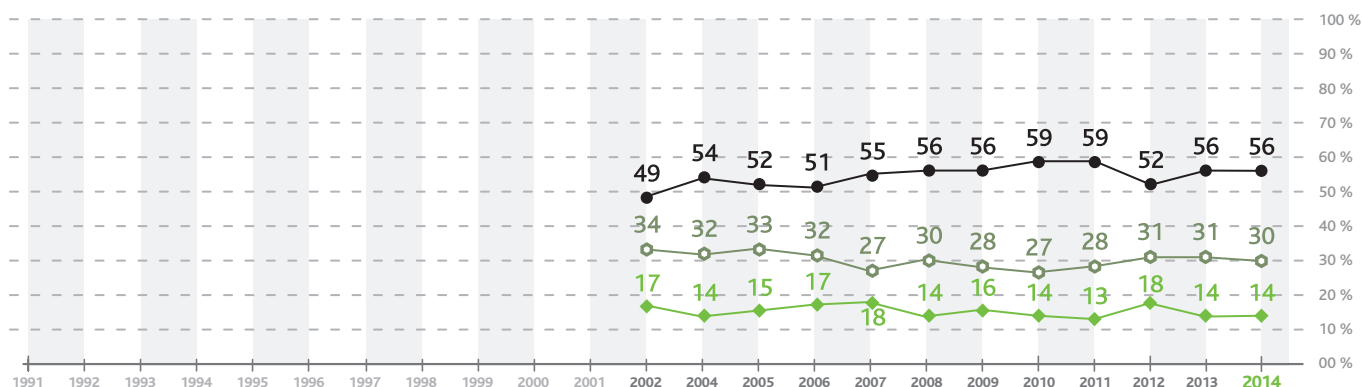
◆ OUI ● + OU - ● NON

QUESTION N°3 (suite)

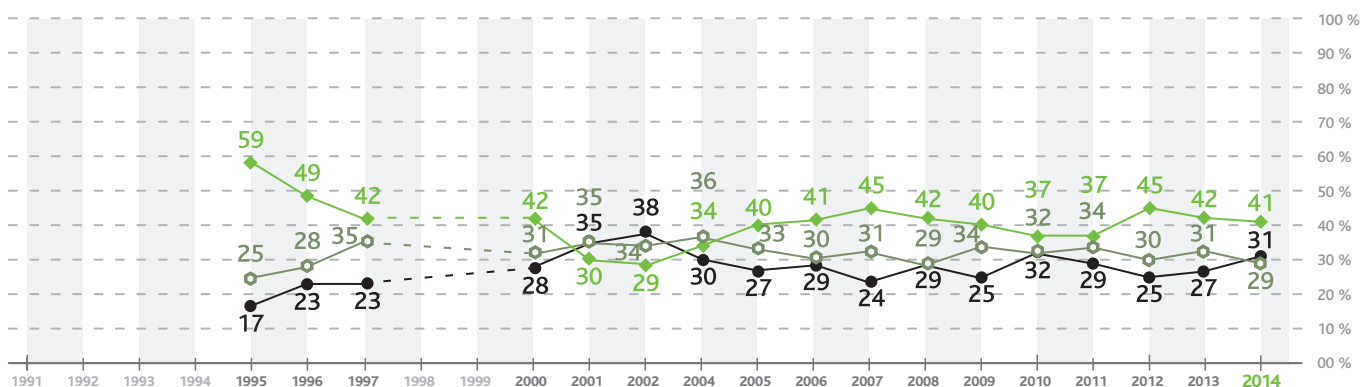
Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS 1991 à 2014

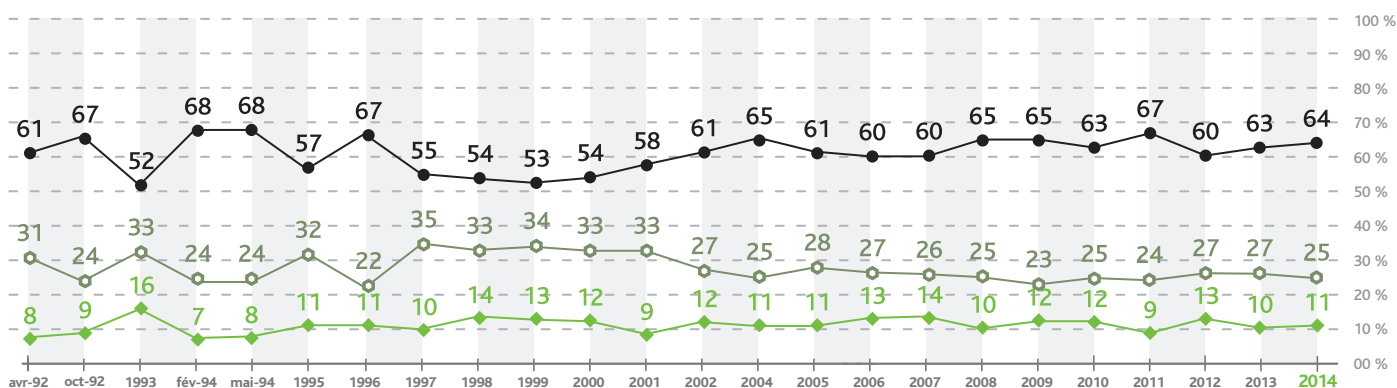
Les incinérateurs de déchets ménagers



Les inondations

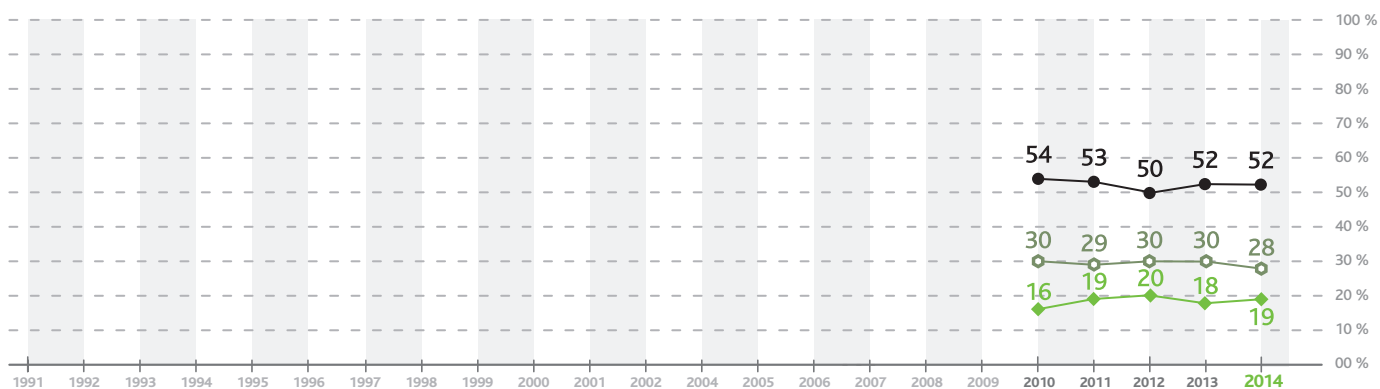


Les installations chimiques

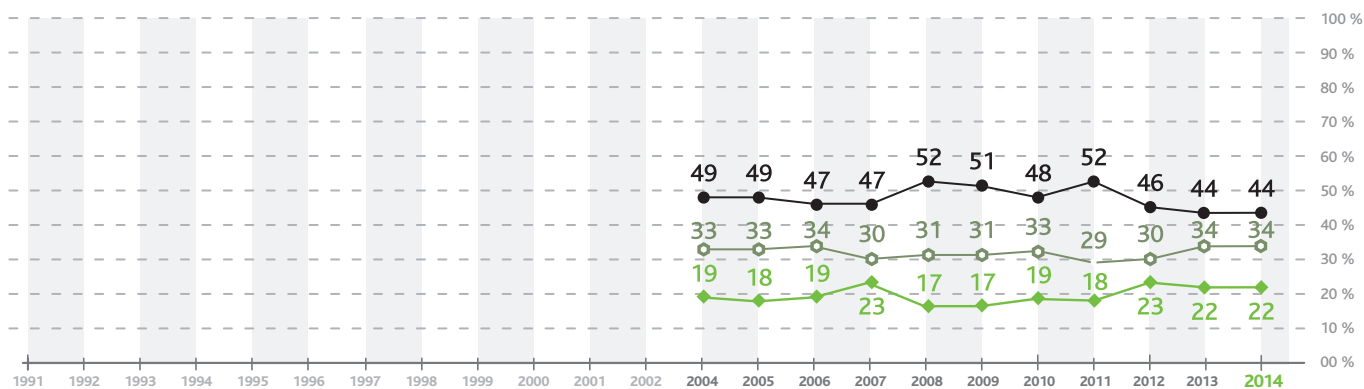


◆ OUI ⬡ + OU - ● NON

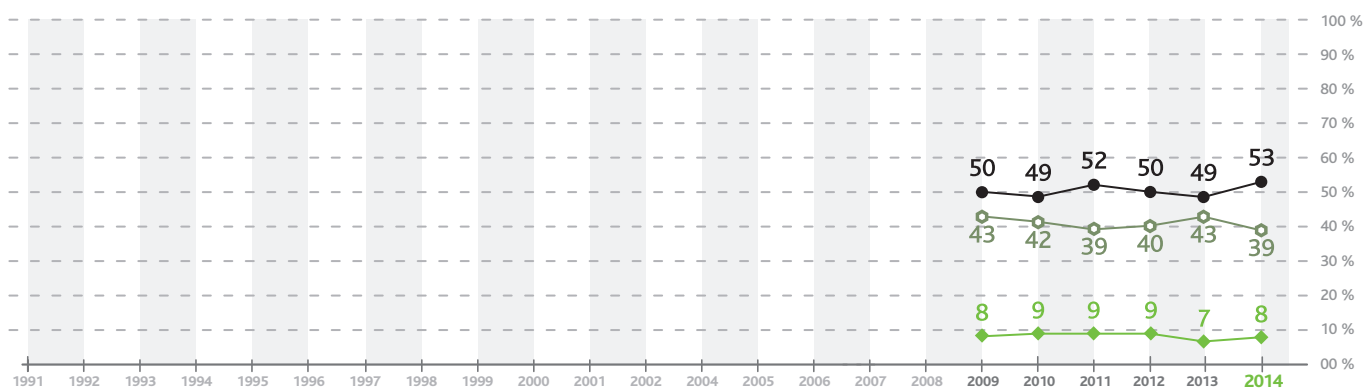
Les lignes à haute tension



Les maladies professionnelles



Les nanoparticules



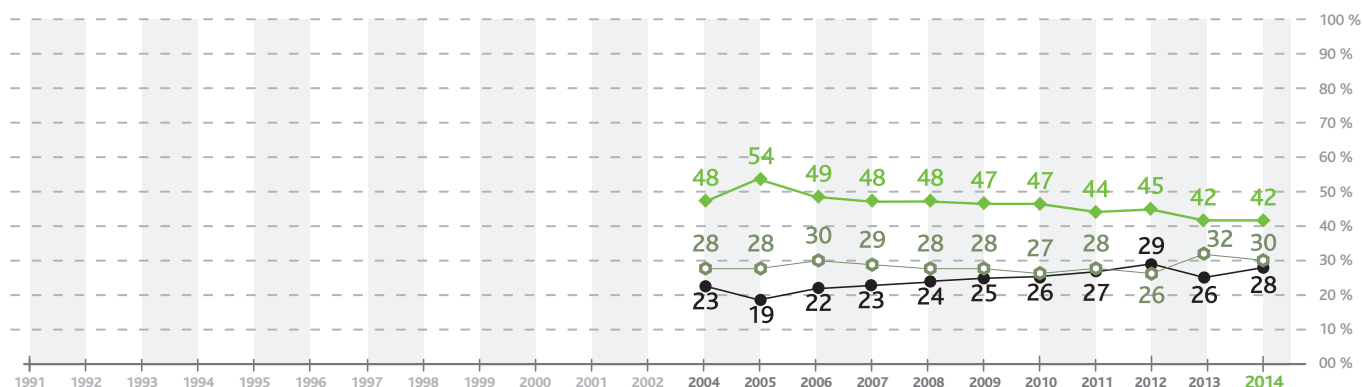
◆ OUI ◻ + OU - ● NON

QUESTION N°3 (suite)

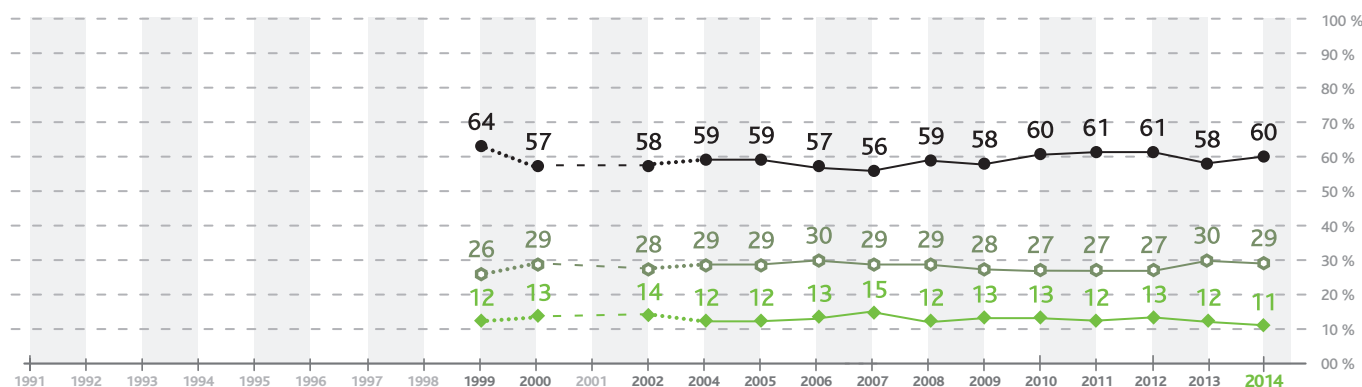
Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit
la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS 1991 à 2014

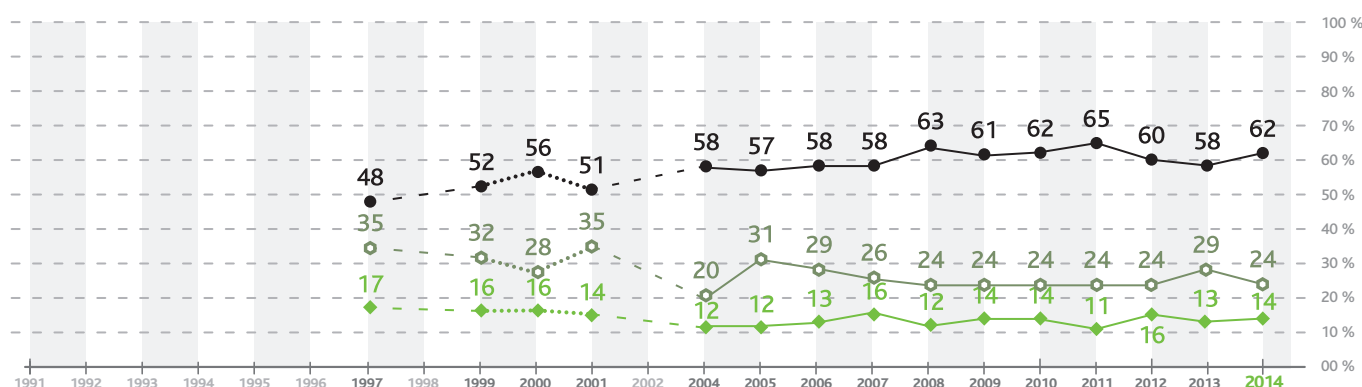
L'obésité des jeunes



Les OGM depuis 2004 (manipulations génétiques jusqu'en 2002)

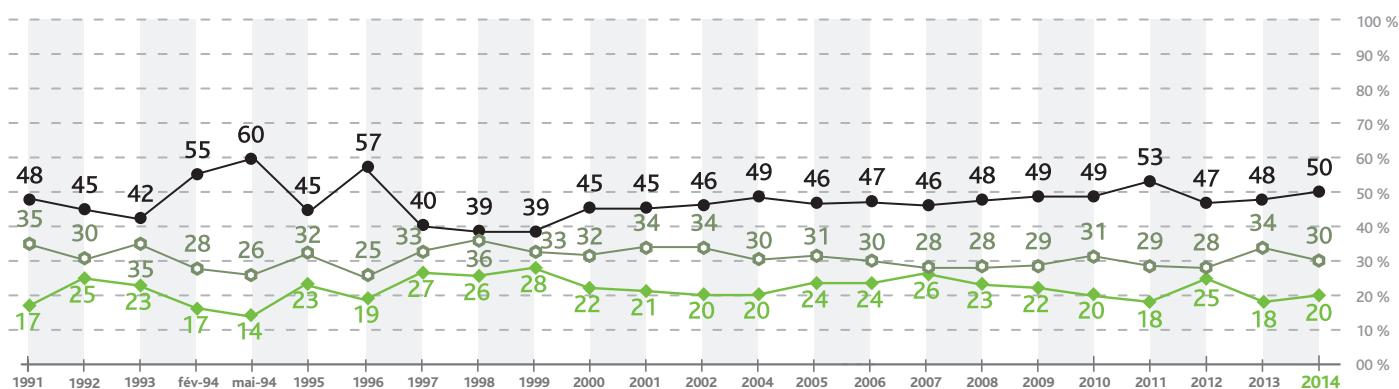


Les pesticides depuis 2004 (les nitrates et pesticides jusqu'en 2001)

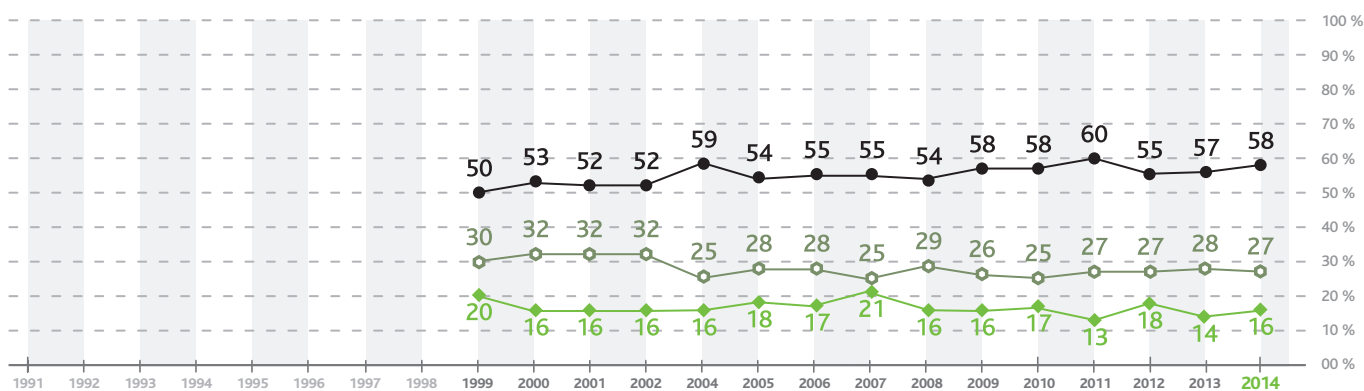


◆ OUI ⬡ + OU - ● NON

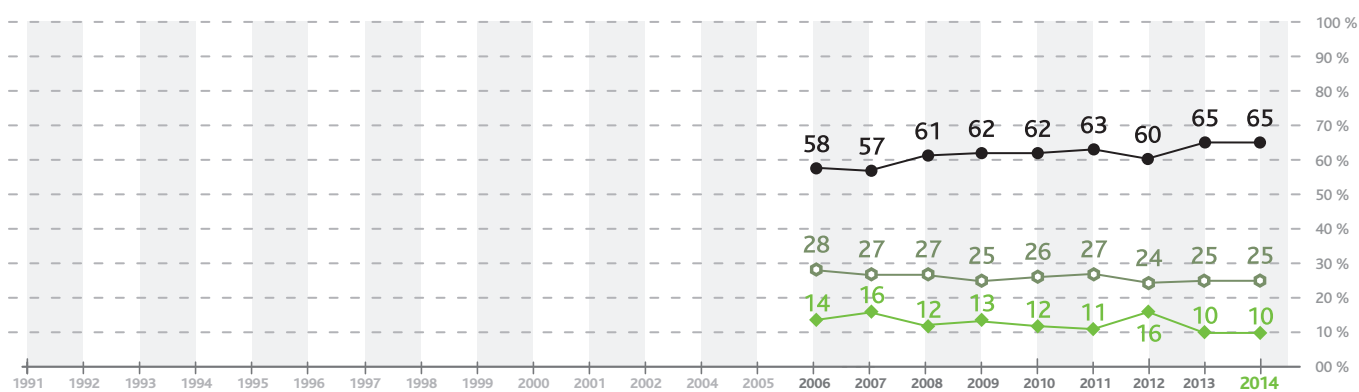
La pollution atmosphérique



La pollution des lacs, des rivières et des mers



La pollution des sols



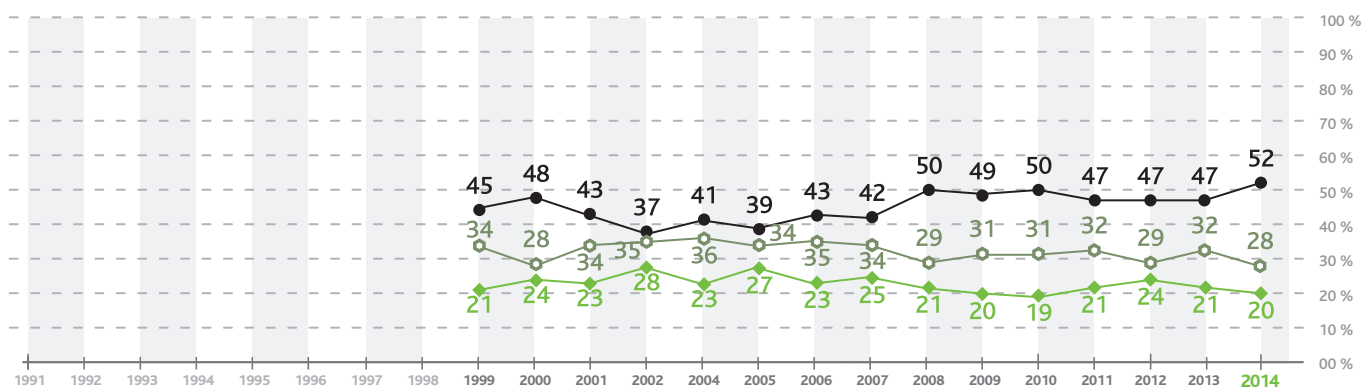
◆ OUI ⬡ + OU - ● NON

QUESTION N°3 (suite)

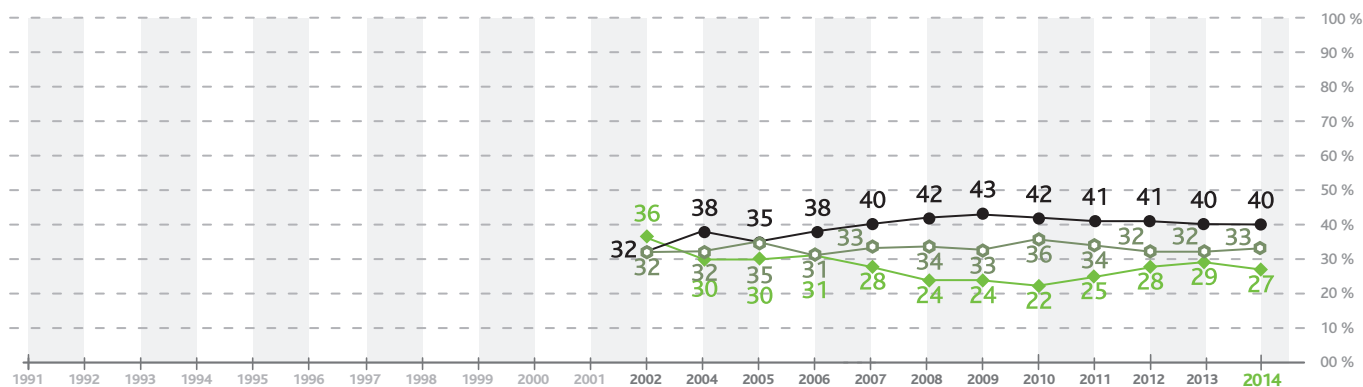
Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS 1991 à 2014

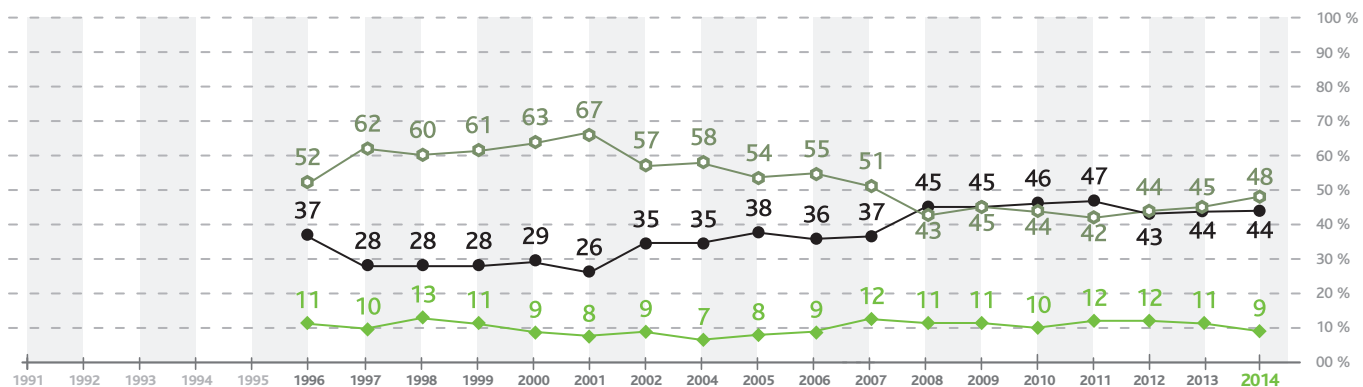
Les produits alimentaires



Les radiographies médicales

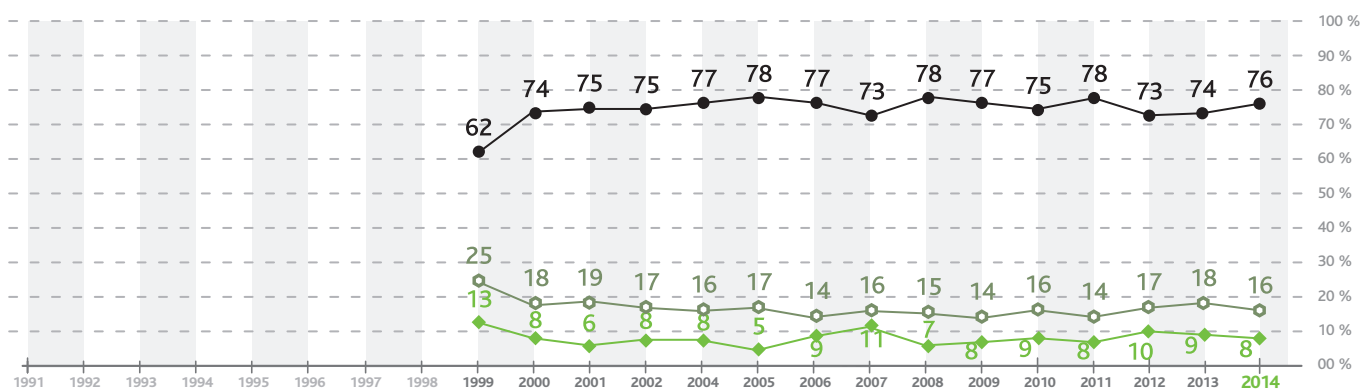


Le radon dans les habitations

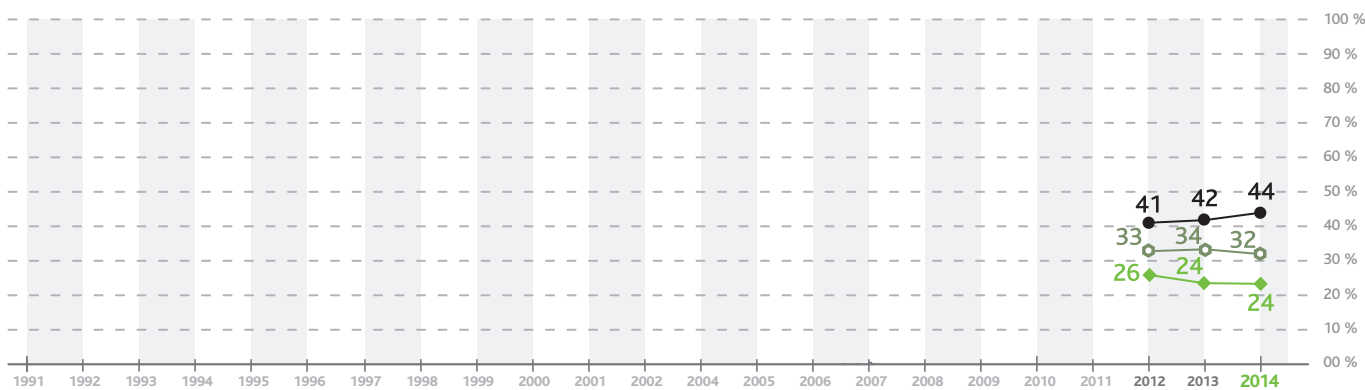


◆ OUI ◆ + OU - ● NON

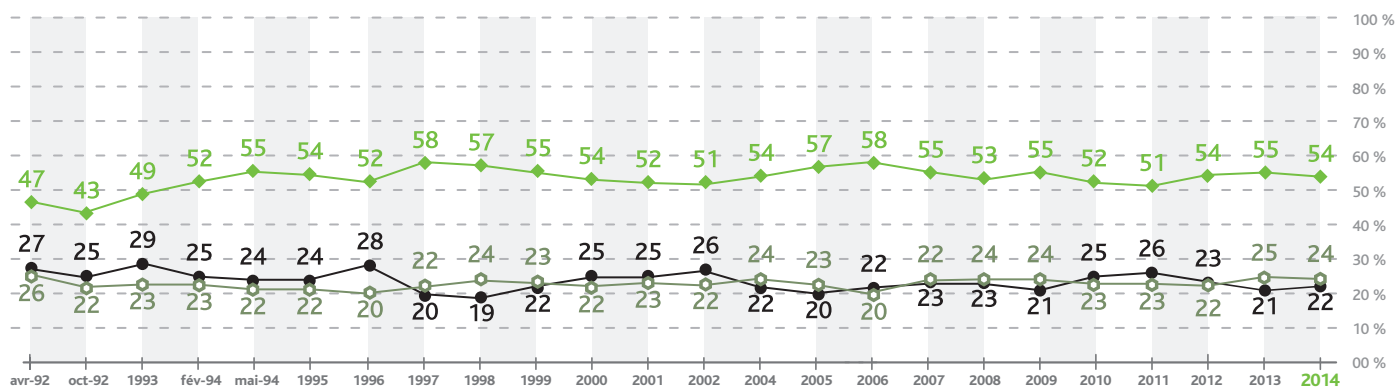
Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl



Les risques médicaux



Le sida



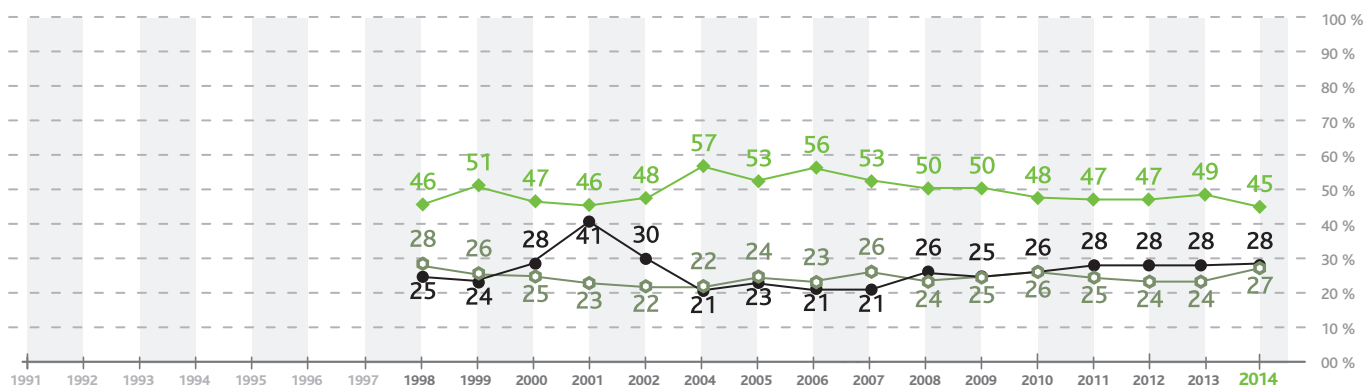
◆ OUI ⬡ + OU - ● NON

QUESTION N°3 (suite)

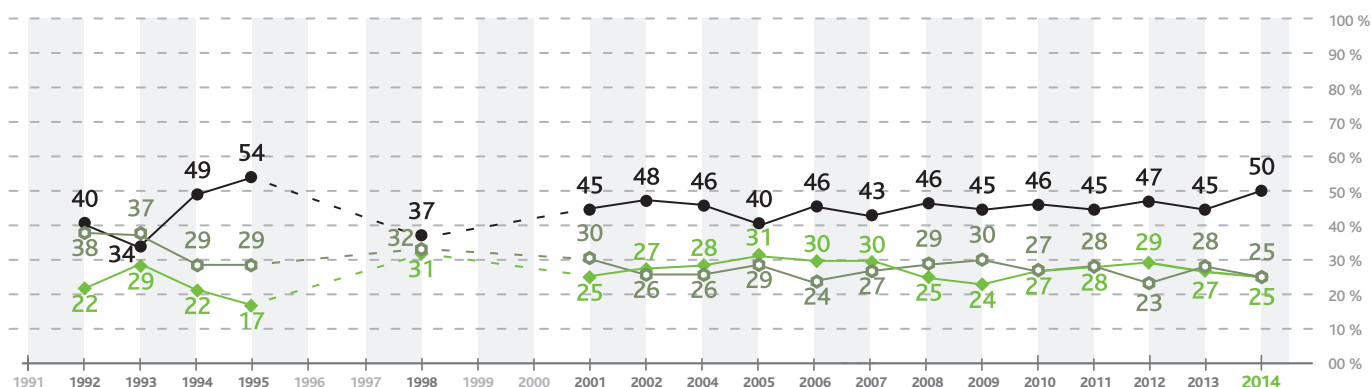
Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS 1991 à 2014

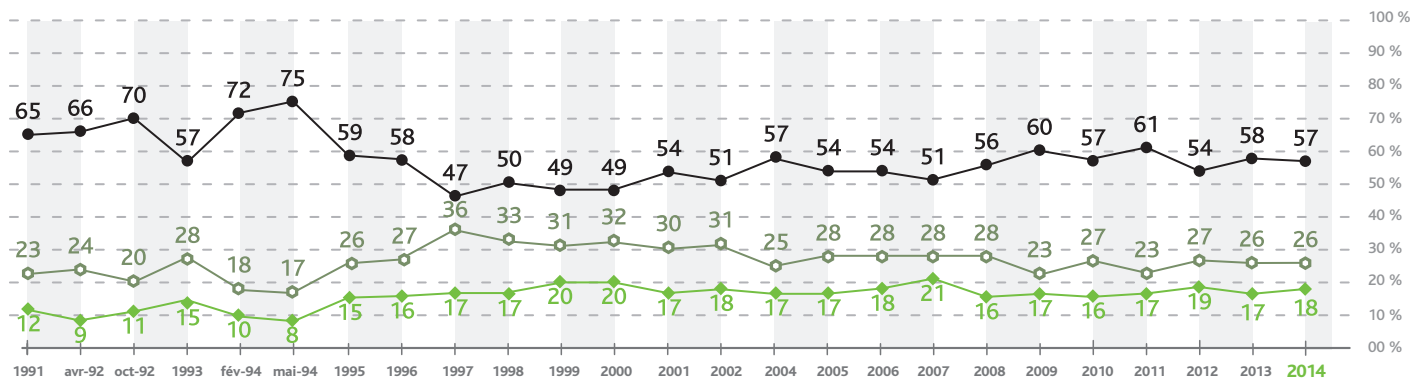
Le tabagisme des jeunes



Le terrorisme



Le transport des matières dangereuses



◆ OUI ⬡ + OU - ● NON

LA HIÉRARCHIE DES 34 SITUATIONS SELON 3 ASPECTS ET LEUR LIEN AVEC L'ACCEPTABILITÉ DES INSTALLATIONS

Le niveau de risque perçu, la confiance accordée aux autorités et la crédibilité des informations sont intimement liés dans la perception des risques pour les Français et contribuent ensemble à la formation des opinions sur les risques. Comme tous les ans, nous analysons les 34 situations au regard de ces 3 facteurs.

QUESTION
N°4

Accepteriez-vous de vivre près...

MÉTHODE POUR HIÉRARCHISER LES 34 SITUATIONS À RISQUES

Le tableau de la page ci-contre montre que les scores obtenus par les 34 situations se situent sur des échelles présentant des amplitudes distinctes selon le facteur de 11 % à 77 % pour le risque perçu comme élevé, de 11 % à 50 % pour la confiance accordée.

Pour la « vérité dite », les situations peuvent être réparties en deux catégories :

- celle où l'information est jugée crédible, avec des scores de 25 % à 60 %, comme pour les radiographies médicales, les inondations, l'alcoolisme ou les accidents de la route ;
- celle où elle est jugée peu crédible, avec des scores inférieurs à 25 % : du terrorisme aux nanoparticules, en passant par les centrales nucléaires.

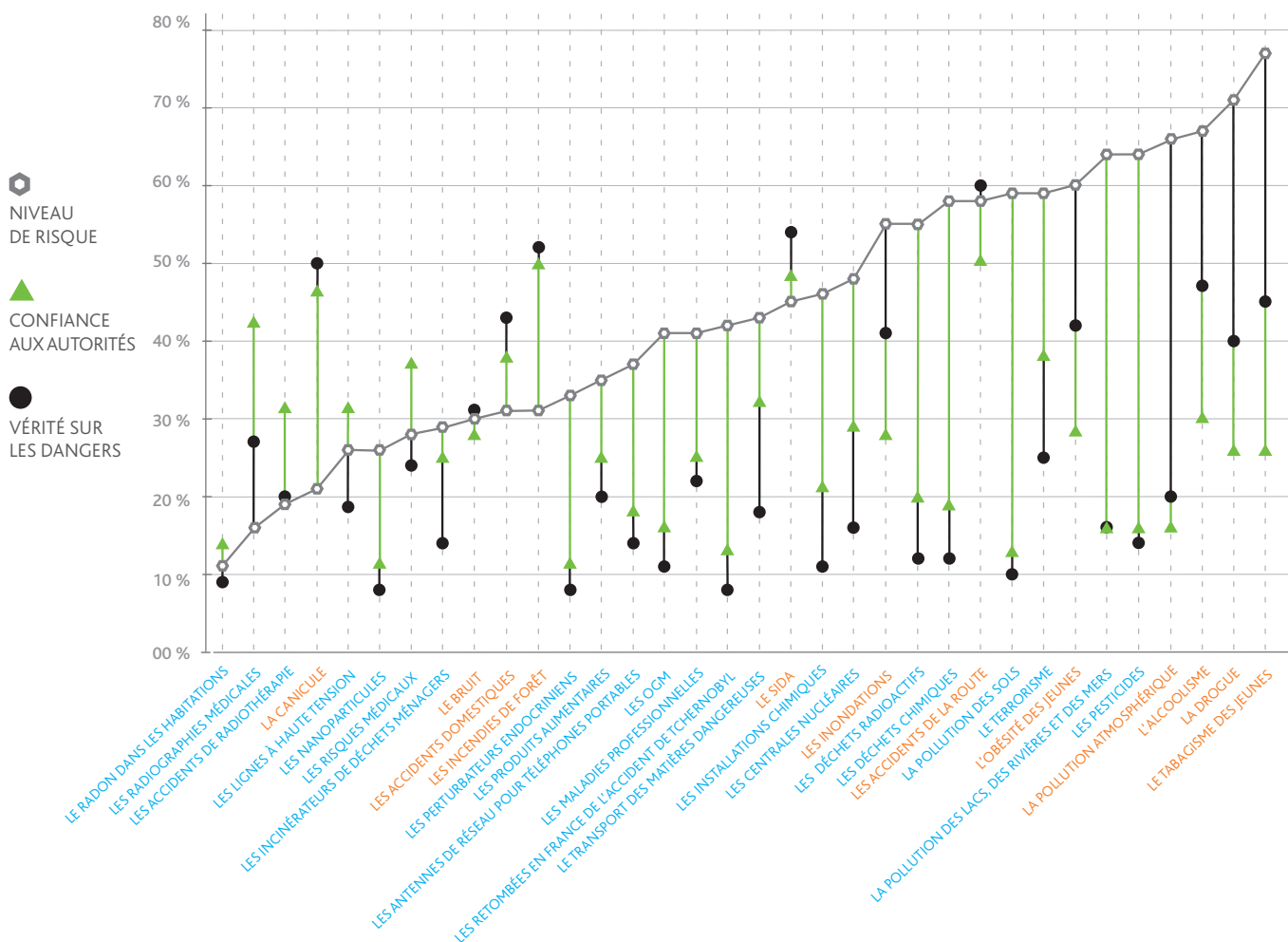
Cela signifie qu'un même niveau de pourcentage n'a pas la même signification selon les trois aspects. Les pourcentages du « risque perçu » comme élevé sont en général plus importants que ceux de la « confiance » ou de la « vérité dite » et sont plus dispersés.

Aussi les graphiques des pages 92 et 94 sont-ils utilisés pour mieux comparer les 34 situations en intégrant la contribution des 3 aspects et en veillant à les homogénéiser.

PERCEPTION DES 34 SITUATIONS À RISQUES SELON 3 ASPECTS	NIVEAU DE RISQUE (% de réponses « élevé »)	VÉRITÉ DITE (% de réponses « oui »)	CONFIANCE DANS LES AUTORITÉS (% de réponses « oui »)
% MAXIMUM	77	60	50
% MINIMUM	11	8	11
MOYENNE DES %	43,9	25,4	26,9
ÉCART TYPE	17,4	15,8	11,4

	NIVEAU DE RISQUE (% de réponses « élevé »)	VÉRITÉ DITE (% de réponses « oui »)	CONFIANCE DANS L'ACTION DES AUTORITÉS (% de réponses « oui »)
AUTOUR DE 80 %	1 LE TABAGISME DES JEUNES77		
AUTOUR DE 70 %	2 LA DROGUE71 3 L'ALCOOLISME67 4 LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE66		
AUTOUR DE 60 %	5 LES PESTICIDES64 6 LA POLLUTION DES LACS, DES RIVIÈRES ET DES MERS64 7 L'OBÉSITÉ DES JEUNES60 8 LE TERRORISME59 9 LA POLLUTION DES SOLS59 10 LES ACCIDENTS DE LA ROUTE58 11 LES DÉCHETS CHIMIQUES58	1 LES ACCIDENTS DE LA ROUTE60	
AUTOUR DE 50 %	12 LES DÉCHETS RADIOACTIFS55 13 LES INONDATIONS55 14 LES CENTRALES NUCLÉAIRES48 15 LES INSTALLATIONS CHIMIQUES46	2 LE SIDA54 3 LES INCENDIES DE FORÊT52 4 LA CANICULE50 5 L'ALCOOLISME47	1 LES INCENDIES DE FORÊT50 2 LES ACCIDENTS DE LA ROUTE50 3 LE SIDA48 4 LA CANICULE46
AUTOUR DE 40 %	16 LE SIDA45 17 LE TRANSPORT DES MATIÈRES DANGEREUSES43 18 LES RETOMBÉES RADIOACTIVES EN FRANCE DE L'ACCIDENT DE TCHERNOBYL42 19 LES MALADIES PROFESSIONNELLES41 20 LES OGM41 21 LES ANTENNES DE RÉSEAU POUR TÉLÉPHONES PORTABLES37	6 LE TABAGISME DES JEUNES45 7 LES ACCIDENTS DOMESTIQUES43 8 L'OBÉSITÉ DES JEUNES42 9 LES INONDATIONS41 10 LA DROGUE40	5 LES RADIOGRAPHIES MÉDICALES42 6 LE TERRORISME38 7 LES ACCIDENTS DOMESTIQUES38 8 LES RISQUES MÉDICAUX37
AUTOUR DE 30 %	22 LES PRODUITS ALIMENTAIRES35 23 LES PERTURBATEURS ENDOCRINIENS33 24 LES INCENDIES DE FORÊT31 25 LES ACCIDENTS DOMESTIQUES31 26 LE BRUIT30 27 LES INCINÉRATEURS DE DÉCHETS MÉNAGERS29 28 LES RISQUES MÉDICAUX28 29 LES NANOPARTICULES26 30 LES LIGNES À HAUTE TENSION26	11 LE BRUIT31 12 LES RADIOGRAPHIES MÉDICALES27	9 LE TRANSPORT DES MATIÈRES DANGEREUSES32 10 LES ACCIDENTS DE RADIOTHÉRAPIE31 11 LES LIGNES À HAUTE TENSION31 12 L'ALCOOLISME30 13 LES CENTRALES NUCLÉAIRES29 14 L'OBÉSITÉ DES JEUNES28 15 LE BRUIT28 16 LES INONDATIONS27 17 LA DROGUE26 18 LE TABAGISME DES JEUNES26
AUTOUR DE 20 %	31 LA CANICULE21 32 LES ACCIDENTS DE RADIOTHÉRAPIE19 33 LES RADIOGRAPHIES MÉDICALES16	13 LE TERRORISME25 14 LES RISQUES MÉDICAUX24 15 LES MALADIES PROFESSIONNELLES22 16 LES ACCIDENTS DE RADIOTHÉRAPIE20 17 LES PRODUITS ALIMENTAIRES20 18 LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE20 19 LES LIGNES À HAUTE TENSION19 20 LE TRANSPORT DES MATIÈRES DANGEREUSES18 21 LES CENTRALES NUCLÉAIRES16 22 LA POLLUTION DES LACS, DES RIVIÈRES ET DES MERS16	19 LES INCINÉRATEURS DE DÉCHETS MÉNAGERS25 20 LES PRODUITS ALIMENTAIRES25 21 LES MALADIES PROFESSIONNELLES25 22 LES INSTALLATIONS CHIMIQUES21 23 LES DÉCHETS RADIOACTIFS20 24 LES DÉCHETS CHIMIQUES19 25 LES ANTENNES DE RÉSEAU POUR TÉLÉPHONES PORTABLES18 26 LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE16 27 LA POLLUTION DES LACS, DES RIVIÈRES ET DES MERS16 28 LES OGM16 29 LES PESTICIDES16
AUTOUR DE 10 %	34 LE RADON DANS LES HABITATIONS11	23 LES ANTENNES DE RÉSEAU POUR TÉLÉPHONES PORTABLES14 24 LES PESTICIDES14 25 LES INCINÉRATEURS DE DÉCHETS MÉNAGERS14 26 LES DÉCHETS RADIOACTIFS12 27 LES DÉCHETS CHIMIQUES12 28 LES OGM11 29 LES INSTALLATIONS CHIMIQUES11 30 LA POLLUTION DES SOLS10 31 LE RADON DANS LES HABITATIONS9 32 LES PERTURBATEURS ENDOCRINIENS8 33 LES RETOMBÉES RADIOACTIVES EN FRANCE DE L'ACCIDENT DE TCHERNOBYL8 34 LES NANOPARTICULES8	30 LE RADON DANS LES HABITATIONS14 31 LA POLLUTION DES SOLS13 32 LES RETOMBÉES RADIOACTIVES EN FRANCE DE L'ACCIDENT DE TCHERNOBYL13 33 LES PERTURBATEURS ENDOCRINIENS11 34 LES NANOPARTICULES11

UNE REPRÉSENTATION DES 3 COMPOSANTES DE LA PERCEPTION DES RISQUES CLASSÉE SELON LE NIVEAU DE RISQUE PERÇU



- En orange : les situations ayant un niveau de vérité en pourcentage d'adhésion plus élevé que celui de la confiance
- En bleu : celles ayant un niveau de confiance plus élevé que celui de la vérité

Sur le graphique ci-dessus, chacun des 34 risques est représenté par 3 points : le niveau de risque perçu, la confiance dans les actions des autorités et la vérité dite. Les risques sont rangés selon leur perception du moins dangereux au plus dangereux (de 1 à 34). On voit que les scores de confiance (triangle vert) et de vérité (rond noir) sont en général inférieurs au score du niveau de risque. Ce n'est pas le cas pour les radiographies médicales, les accidents de radiothérapie, la canicule, les accidents domestiques, les incendies de forêt et le sida.

Comme les autres années, cette comparaison des pourcentages sur les 3 aspects, risque perçu, confiance et vérité, met en évidence deux types de risques.

- Les risques qui peuvent toucher l'intégrité physique de la personne et sur lesquels « on a le sentiment de pouvoir agir soi-même » : tabagisme des jeunes, drogue, alcoolisme, pollution atmosphérique, obésité des jeunes, accidents de la route, inondations, sida, incendies de forêt, accidents domestiques, bruit, et canicule (libellés en orange sur le graphique). Leur point commun est de recueillir des scores de vérité plus élevés que ceux de la confiance.

- Les risques plus collectifs et/ou industriels gérés par des spécialistes : pesticides, pollution de l'eau, terrorisme, pollution des sols, déchets chimiques ou radioactifs, centrales nucléaires, installations chimiques, transport des matières dangereuses, retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl, maladies professionnelles, OGM, etc. (libellés en bleu sur le graphique). Qu'ils soient considérés à risques élevés ou faibles, l'aspect « confiance aux autorités » recueille des pourcentages plus forts que ceux de la vérité.

Même quand la confiance dans l'action publique est assez faible, l'information peut être jugée crédible et inversement, ce qui montre que les Français distinguent ces deux aspects

L'observation de ce graphique permet également de souligner les points suivants :

- La drogue, les inondations, l'obésité des jeunes, l'alcoolisme ou le tabagisme des jeunes connaissent le plus grand écart entre leurs scores de confiance et de vérité. La vérité est considérée comme dite avec un score plus faible de confiance.
- Pour les radiographies médicales et le transport des matières dangereuses, l'écart est aussi important mais en sens inverse : la confiance dans l'action des autorités est relativement bonne mais le score de vérité est plus faible.

Les risques peuvent être regroupés par familles en fonction de leur perception

Cette analyse montre que la perception des risques par le public suit une logique d'ensemble qui s'appuie sur l'importance perçue du risque mais aussi sur la « confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection » et sur la vérité perçue de l'information donnée sur les dangers. Autrement dit, une image de l'opinion des Français qui ne s'appuierait que sur l'importance perçue des risques serait incomplète. En effet, elle ignorerait des déterminants essentiels, à savoir la confiance dans l'action des autorités et la crédibilité de l'information, et par conséquent perdrait la profondeur d'appréciation.

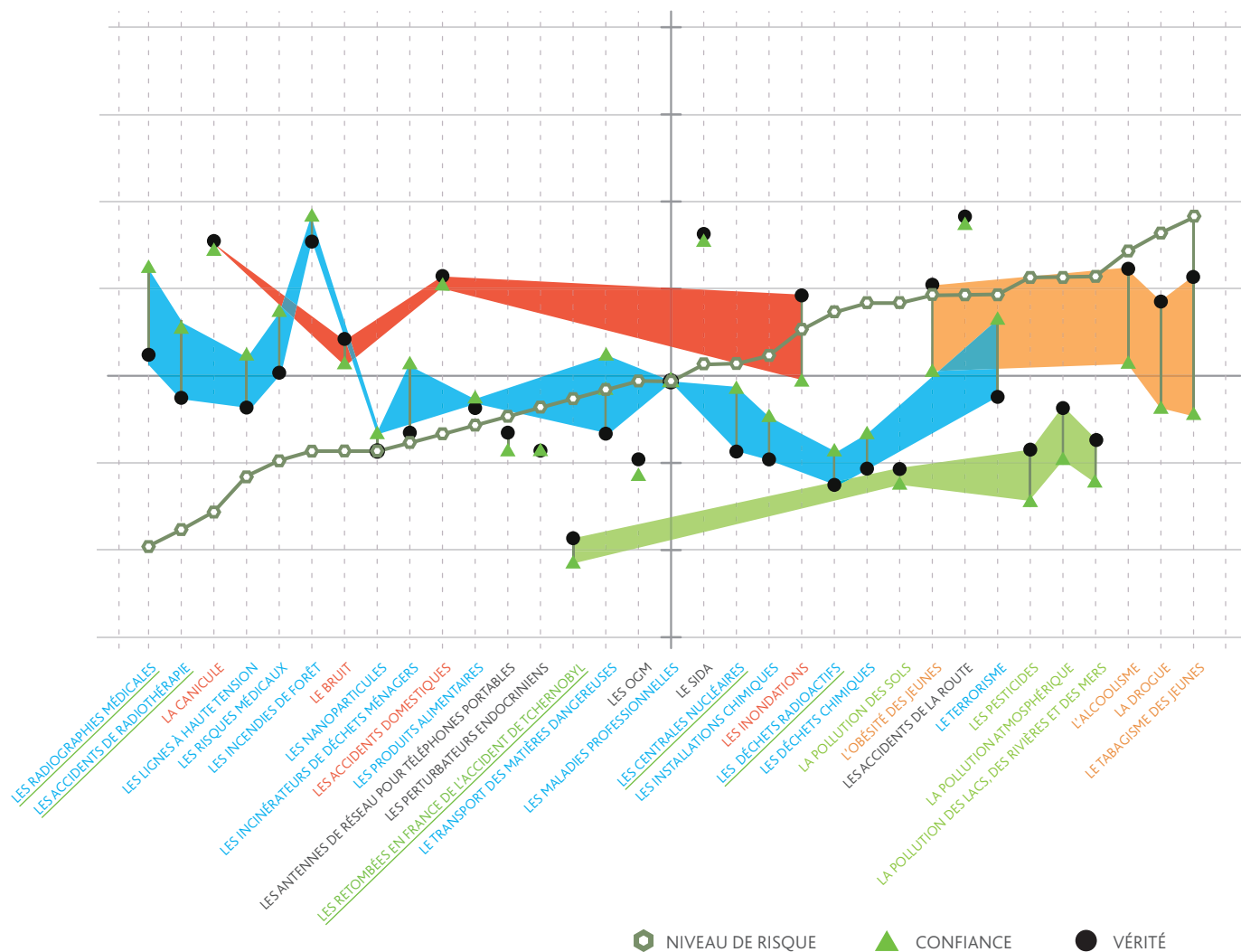
Le graphique de la page 94 offre une bonne représentation des proximités entre les différents risques sur ces trois dimensions. Cette analyse reconduite tous les ans depuis 2004 sur les trois dimensions conduit à confirmer globalement l'existence de quatre familles ou univers de risques.

- Les incendies de forêt, les accidents domestiques et la canicule sont perçus comme présentant un risque faible, pour lequel une confiance assez forte est accordée à l'action publique. La vérité sur les dangers qu'ils représentent est considérée comme dite.
- La pollution atmosphérique, les pesticides, la pollution de l'eau et celle des sols, les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl, les OGM, les antennes de réseau pour téléphones portables, les perturbateurs endocriniens et les nanoparticules constituent les situations recueillant les plus faibles scores de confiance dans l'action publique et de crédibilité accordés à l'information donnée, avec des risques perçus comme relativement forts pour les quatre premières, relativement faibles pour les quatre suivantes et faibles pour les nanoparticules.

Au cours des années, la liste des risques varie légèrement pour tenir compte des préoccupations du public sans modifier les contours des familles.

Cette année, une hausse de leur niveau de risque perçu pousse les nanoparticules, les accidents domestiques, les inondations et le terrorisme à se déplacer vers la droite du graphique. De la même manière, une baisse du risque perçu pousse les risques médicaux, le bruit et le sida vers la gauche du graphique.

Ces mouvements ne s'accompagnent pas de variations de la confiance ou de la vérité, sauf en ce qui concerne les inondations et le terrorisme. Ceux-ci effectuent un mouvement marqué vers la droite et vers le bas dans le graphique, car ils sont considérés à risque plus élevé que les années passées et avec une confiance et une crédibilité moins fortes.



Lecture du graphique ci-dessus

On utilise une technique statistique qui consiste à « centrer » et « réduire », ce qui revient, pour chaque situation, à en soustraire la moyenne obtenue sur l'aspect considéré et à la diviser par son écart type. Ces opérations permettent d'obtenir des données indépendantes de l'échelle choisie ayant une même moyenne et une même dispersion, et donc de faciliter la comparaison des trois aspects. Après avoir effectué ces opérations, si les niveaux de risque, de confiance et de vérité sont grands, leurs moyennes centrées et réduites seront positives et grandes. Les moyennes centrées et réduites se répartissent alors autour du zéro.

Les risques sont rangés comme sur le graphique de la page 92. Les traits verts verticaux mesurent l'écart entre confiance et vérité.

À gauche de l'axe vertical (les radiographies médicales, les accidents de radiothérapie, la canicule, les lignes à haute tension, les risques médicaux, ..., les produits alimentaires) figurent les situations considérées à faible risque par la majorité des personnes interrogées. Les scores de confiance et/ou de vérité sont plus élevés que ceux relatifs au niveau de risque perçu. Les antennes de réseau pour téléphones portables et les perturbateurs endocriniens échappent à cette règle. Perçus comme étant à risque faible, les deux souffrent d'un manque de confiance et de crédibilité d'information. Globalement, lorsque le niveau de risque perçu augmente, la confiance et la vérité diminuent.

À droite de l'axe vertical se trouvent les risques plus élevés. Ils se répartissent en deux groupes séparés par l'axe horizontal :

> **en dessous de l'axe horizontal** : les maladies professionnelles, les centrales nucléaires, les installations chimiques, les déchets radioactifs, les déchets chimiques, la pollution des sols, les pesticides, la pollution atmosphérique, la pollution des lacs, des rivières et des mers. Ce sont les situations perçues comme présentant un risque élevé, pour lesquelles la confiance ne peut être accordée et où il existe un faible crédit à l'information sur les dangers représentés ;

> **au-dessus de l'axe horizontal** : le sida, les inondations, l'obésité des jeunes, les accidents de la route, le terrorisme, l'alcoolisme, et légèrement **en dessous de l'axe horizontal** : la drogue et le tabagisme des jeunes. Les risques associés sont perçus comme élevés mais la confiance dans les actions menées par les autorités reste élevée et l'information donnée sur les dangers qu'ils représentent est perçue comme satisfaisante. Les accidents de la route et le sida constituent une particularité dans le graphique (scores de confiance et de vérité très proches et assez élevés pour des risques eux-mêmes considérés comme élevés).

4 FAMILLES DE RISQUES, 4 TYPES D'ATTENTE DE LA PART DU PUBLIC

Globalement, des positionnements stables des familles de risques apparaissent sur les graphiques depuis 1997 : les Français discernent, de façon assez fine, les différents types de risques qu'ils perçoivent. En 2014, les 4 familles de risques identifiées depuis de nombreuses années se redessinent en

suivant une logique fondée sur l'importance perçue du risque, sur la confiance en les autorités françaises pour leurs actions de protection et sur la véracité perçue de l'information à leur sujet.

Les risques individuels (tabagisme des jeunes, drogue, alcoolisme, accidents de la route, obésité des jeunes, sida)

Ils sont toujours perçus comme relativement élevés. Ils bénéficient d'une information plutôt crédible, avec des taux de réponse parfois très forts pour le sida et les accidents de la route. Pour cette famille, la confiance envers les pouvoirs publics est plutôt supérieure à la moyenne. Elle se positionne donc toujours dans le quart supérieur droit de la figure. Au sein de cette famille globalement stable, l'ordre des risques peut varier selon les politiques publiques menées.

Les risques technologiques attachés à des sites et des actions identifiables (radiographies médicales, produits alimentaires, incinérateurs de déchets ménagers, installations chimiques, centrales nucléaires, déchets radioactifs ou chimiques...)

Ils présentent un point commun : leur score dans la catégorie de la confiance est toujours supérieur à celui de la vérité. À l'exception des incendies de forêt, les risques de cette famille souffrent d'un déficit de confiance dans l'information donnée. Ils forment une famille dont les niveaux de risques sont très variés/dispersés, du risque lié aux radiographies médicales (perçu comme le plus faible) à celui lié aux déchets chimiques. On peut distinguer deux sous-familles.

La première sous-famille se compose de risques « collectifs », tels ceux liés aux produits alimentaires ou aux accidents de radiothérapie, perçus comme globalement moins dangereux que la moyenne, ce qui étend vers la gauche la position de cette famille sur le graphique.

La seconde est constituée par des risques industriels qui vont du transport de matières dangereuses, assez proche du risque perçu moyen, aux installations chimiques, centrales nucléaires, déchets chimiques et déchets radioactifs, perçus comme présentant des risques plus sérieux que la moyenne, ce qui étend vers la droite la position de cette famille sur le graphique.

À noter : les centrales nucléaires qui, avec un taux de confiance dans l'action des autorités supérieur à la moyenne, constituaient depuis 2004 une exception relative. Elles se situaient vers le centre mais plutôt à gauche de l'axe vertical et se déplacent depuis 2008 vers la droite dans le graphique, signe d'un risque perçu comme plus élevé.

Les risques relatifs aux pollutions diffuses (pollution de l'air ou de l'eau, pesticides, pollution des sols, retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl)

Tous figurent dans le quart inférieur droit du graphique, sauf, depuis l'an passé, les retombées en France de l'accident de Tchernobyl, qui rejoignent le quart inférieur gauche du graphique. Ils sont perçus comme présentant des risques élevés, mais ils se différencient des précédents par des scores très bas en termes de confiance dans l'action publique et de crédibilité des informations mises à la disposition du public.

Les risques collectifs non industriels (bruit, inondations, accidents domestiques, canicule)

Ils se situent en général dans le quart supérieur gauche (risques perçus comme faibles, confiance et vérité au-dessus de la moyenne). Ces risques sont réputés plutôt faibles, bénéficiant d'une bonne information et avec un niveau de confiance dans l'action conduite au-dessus de la moyenne.

LES PERTURBATEURS ENDOCRINIENS

Les perturbateurs endocriniens ne rejoignent aucune de ces familles, comme les antennes de réseau pour téléphones portables, les OGM, mais se rapprochent des risques relatifs aux pollutions diffuses.

VIVRE PRÈS D'UNE INSTALLATION

La majorité des Français ne souhaiterait pas vivre près d'une centrale nucléaire

Une autre approche de la perception de la population au sujet des risques consiste à aborder des questions de nature comportementale. Dans le cas présent, il s'agit de questions hypothétiques où la personne interrogée indique si elle accepterait de vivre près de telle ou telle installation.

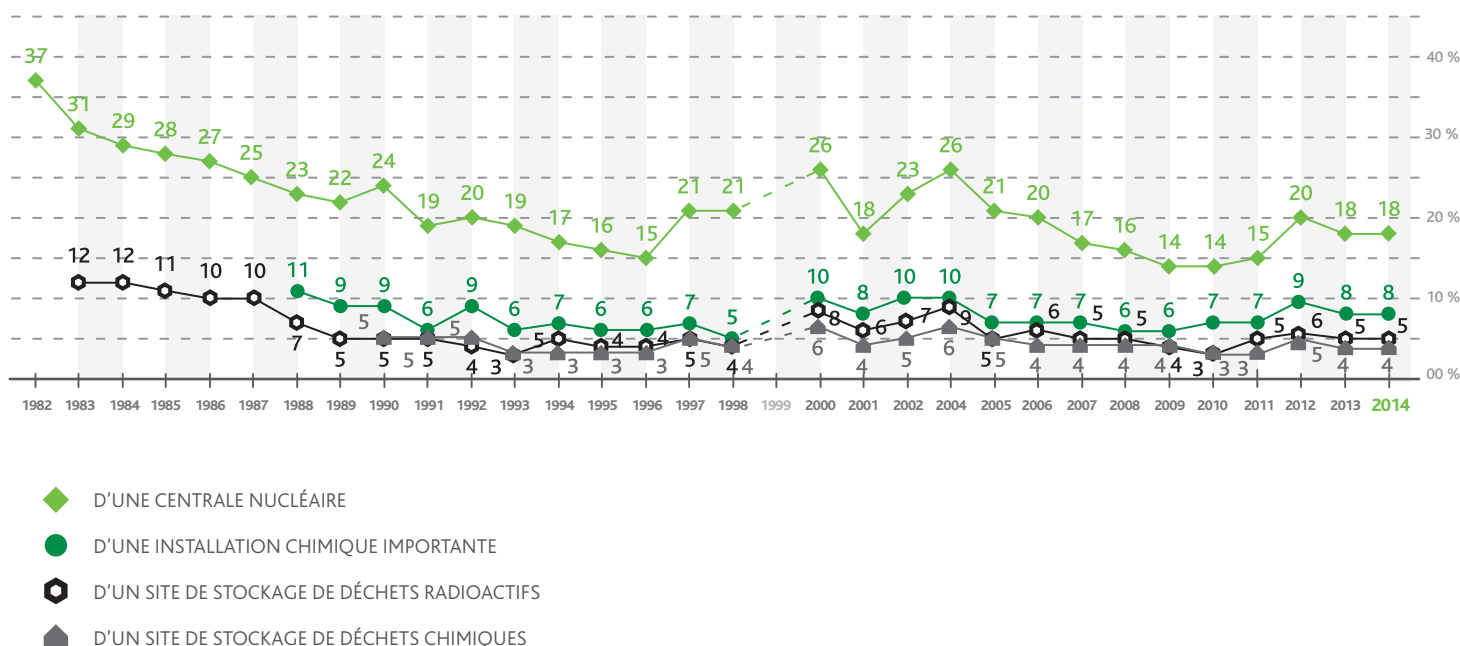
Comme l'an passé, c'est près d'un parc éolien (49 %) ou d'une antenne de réseau pour les téléphones portables (39 %) que les personnes interrogées acceptent le plus de vivre. Pour ce qui concerne l'hypothèse « vivre près d'une centrale nucléaire », en 2014, 18 % des Français se déclarent prêts à y vivre, 82 % s'y refusent. La proximité d'une centrale nucléaire reste plus tolérable que celle d'un incinérateur de déchets ménagers (13 %), d'une installation chimique importante (8 %) et surtout que de sites de déchets radioactifs (5 %). Pour les déchets chimiques, la même opposition existe (4 %), dès lors qu'il s'agit de créer un stockage.

C'est la manifestation du syndrome NIMBY (*Not In My BackYard*, littéralement « pas dans mon jardin »), rencontré à l'occasion de nombreux projets industriels.

Depuis une trentaine d'années que cette question est posée dans le Baromètre IRSN, le niveau d'acceptabilité de l'implantation d'installations industrielles potentiellement dangereuses a sensiblement baissé. La dégradation de l'acceptabilité des quatre types d'installations semble s'être effectuée en trois temps : une baisse à peu près constante de 1982 à 1996, une remontée entre 1997 et 2000, puis une nouvelle baisse assez rapide de 2004 à 2011, où l'on retrouve les niveaux de 1996, et une légère hausse depuis. La centrale nucléaire, avec une baisse de plus de 20 points par rapport à l'année 1982, reste toutefois mieux acceptée que l'installation chimique importante, le site de stockage de déchets radioactifs ou le site de stockage de déchets chimiques.

ÉVOLUTIONS 1982 à 2014

Évolution depuis 1982 des % de réponses « oui » à la question : « Accepteriez-vous de vivre près... »



NOVEMBRE 2014



■ OUI
 ■ NON
 ■ NE SAIT PAS

en %

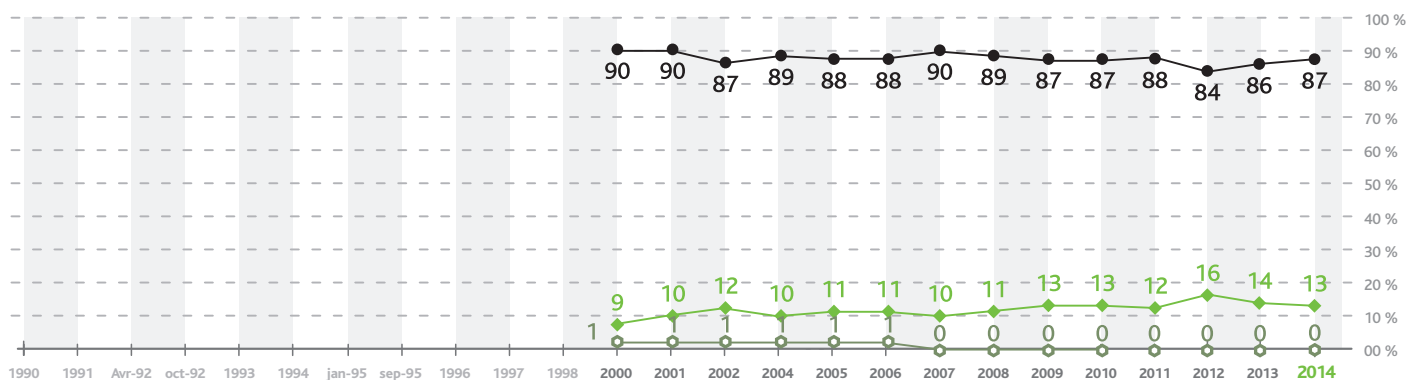
QUESTION

N°4 (suite)

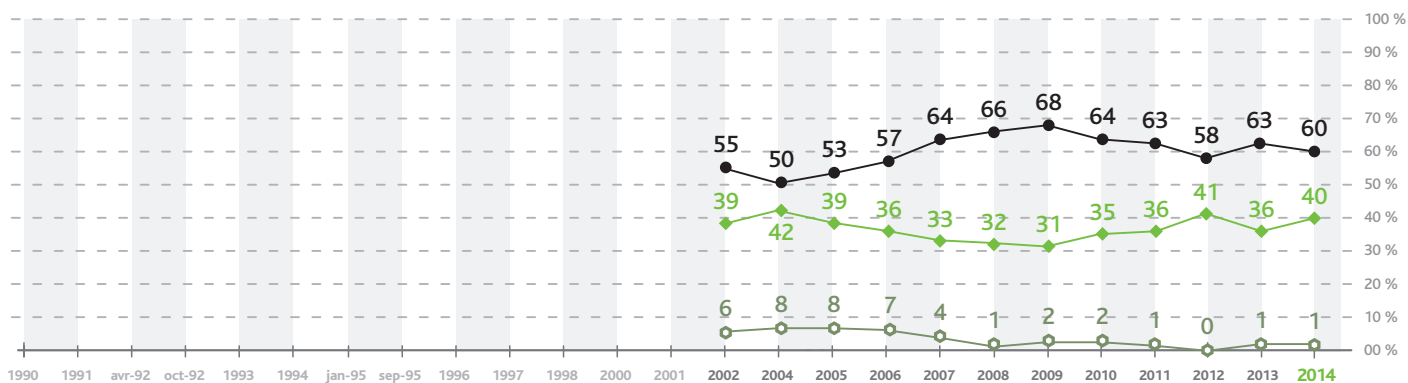
Accepteriez-vous de vivre près...

ÉVOLUTIONS 1990 à 2014

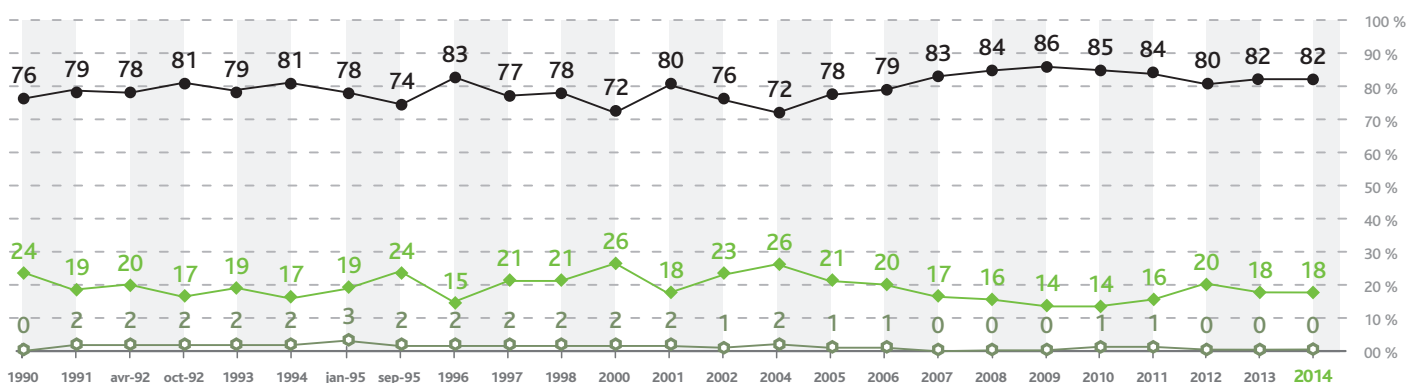
D'un aéroport



D'une antenne de réseau pour téléphones portables

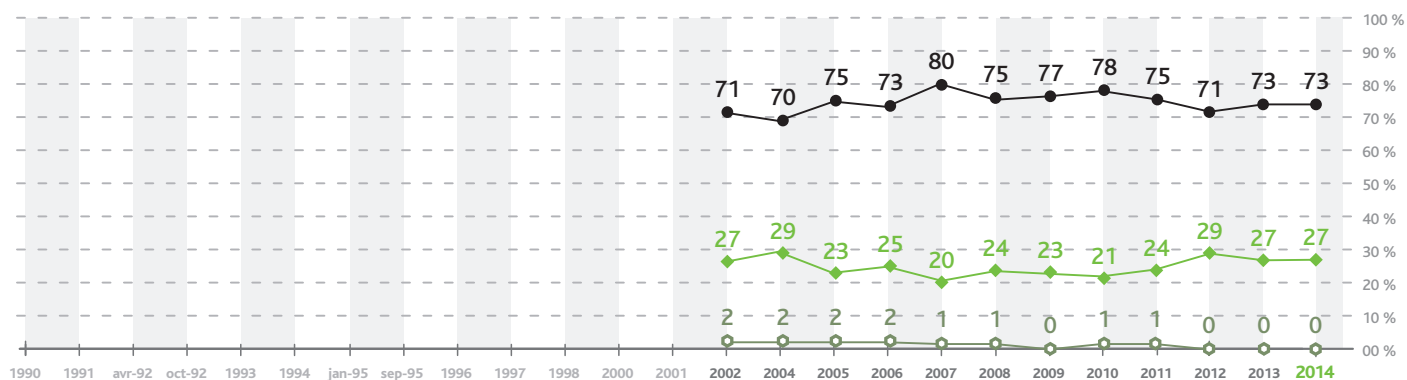


D'une centrale nucléaire

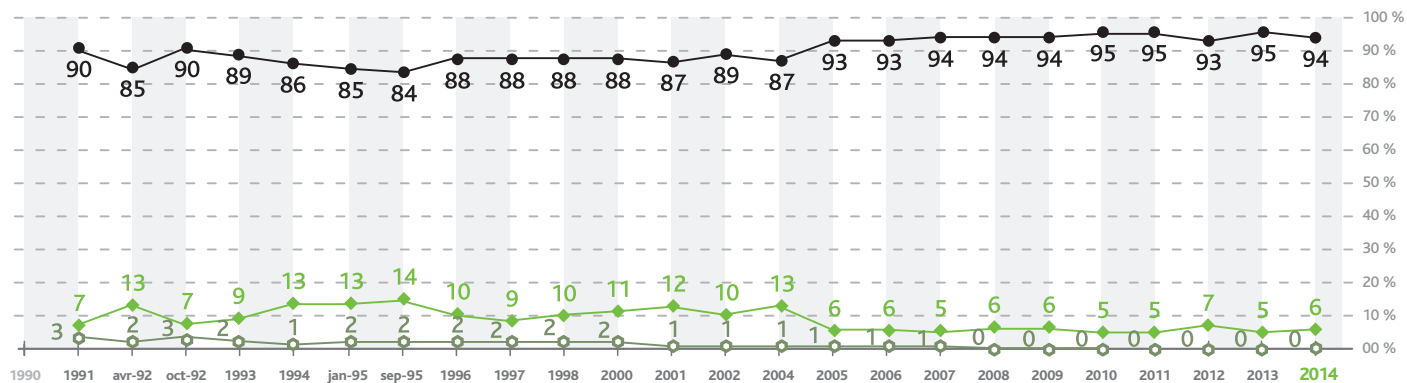


◆ OUI ● NON ⬡ NE SAIT PAS

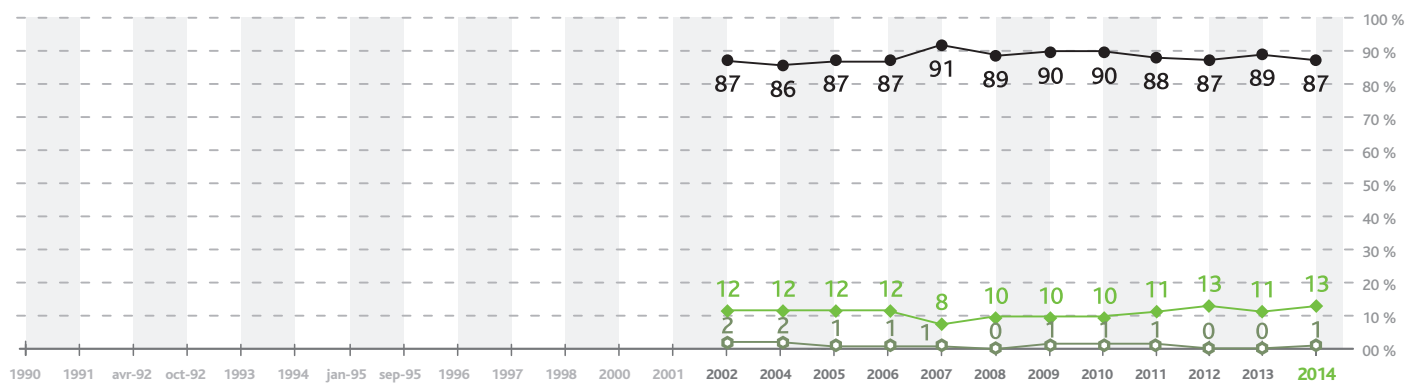
D'un centre de recherche nucléaire



D'une décharge d'ordures ménagères



D'un incinérateur de déchets ménagers



◆ OUI
 ● NON
 ⬡ NE SAIT PAS

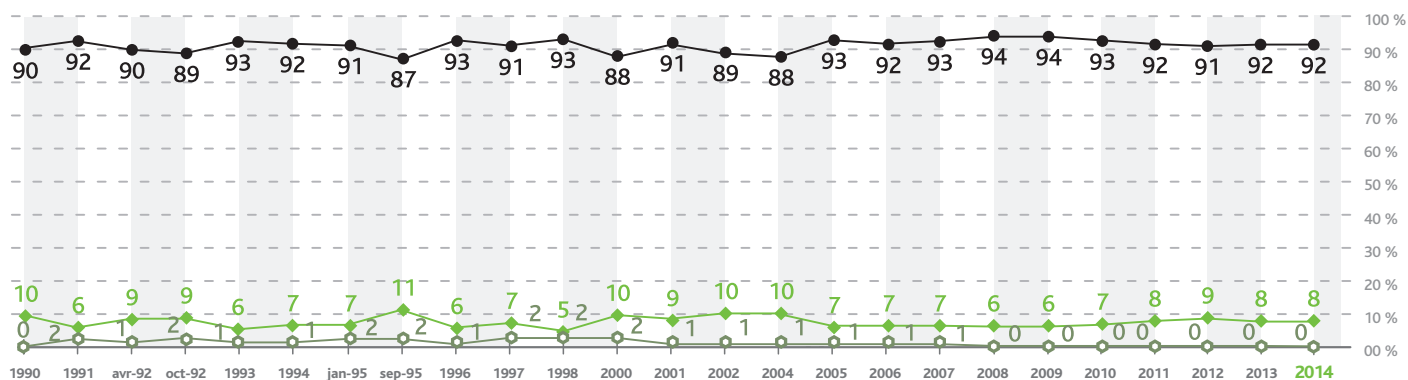
QUESTION

N°4 (suite)

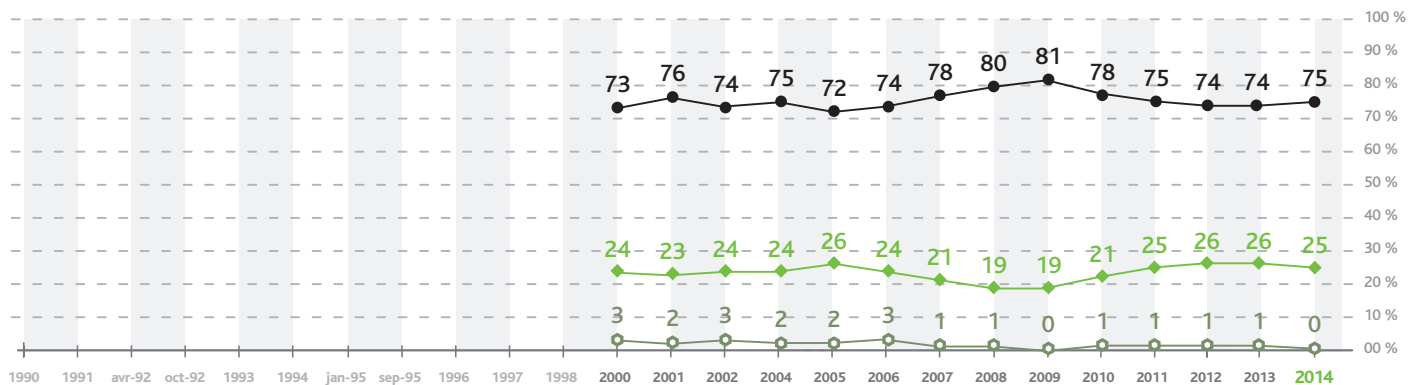
Accepteriez-vous de vivre près...

ÉVOLUTIONS 1990 à 2014

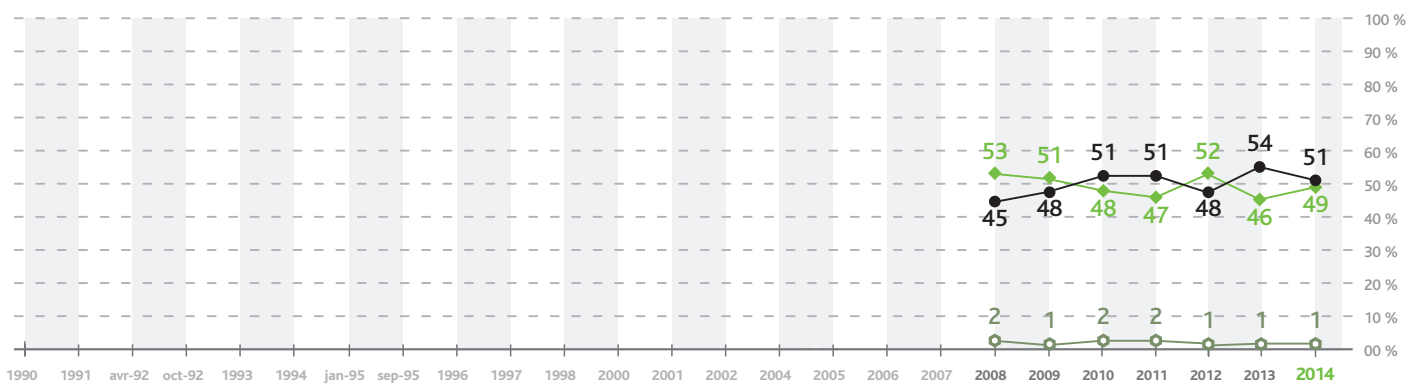
D'une installation chimique importante



De lignes à haute tension

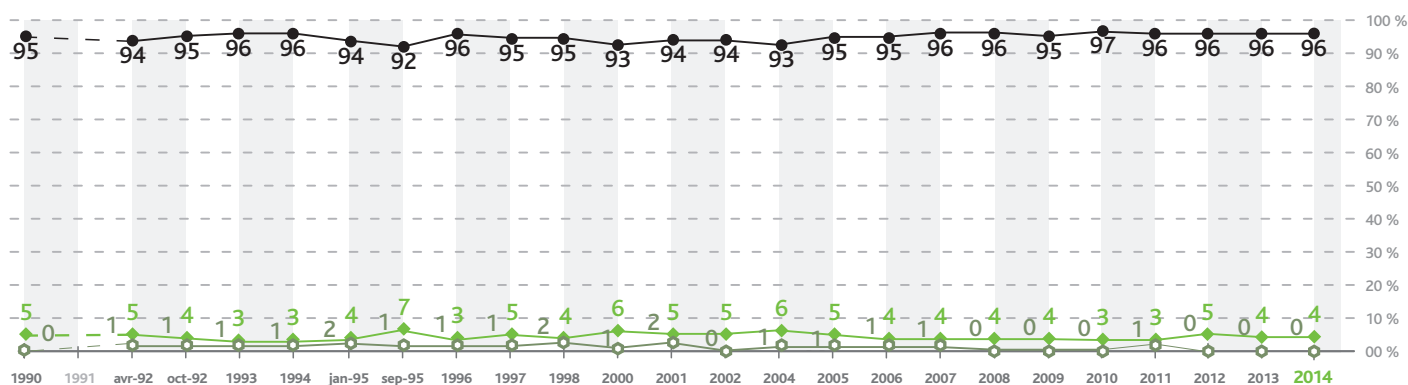


D'un parc éolien

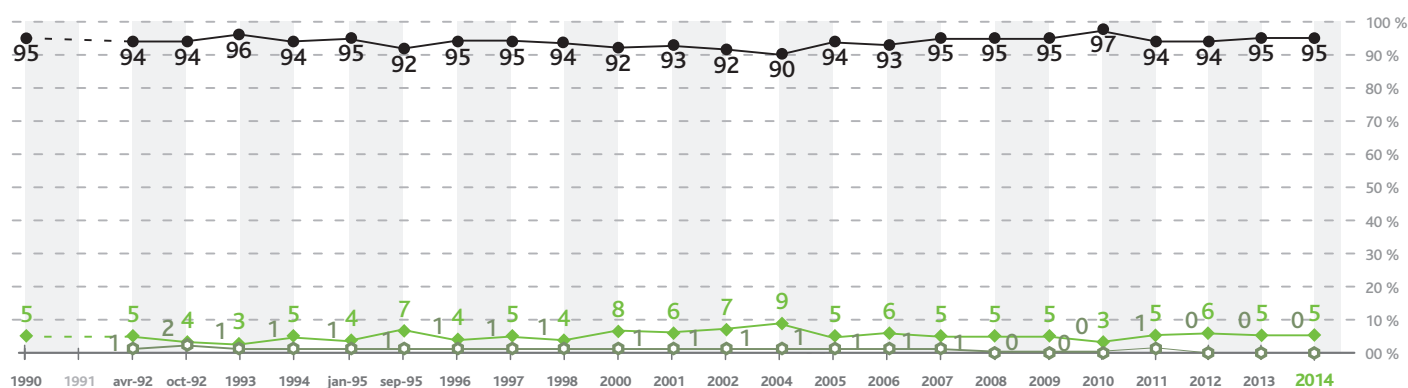


◆ OUI ● NON ⬡ NE SAIT PAS

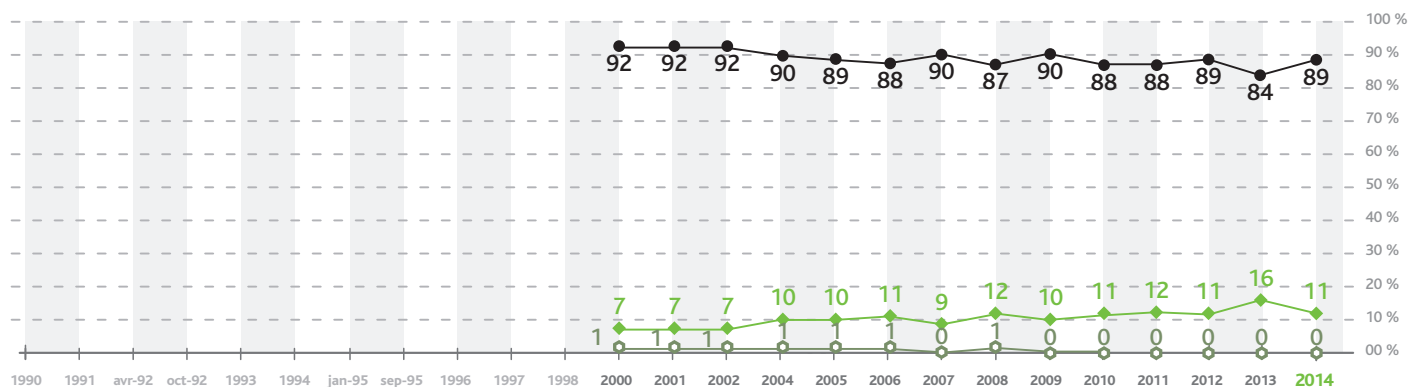
D'un site de stockage de déchets chimiques



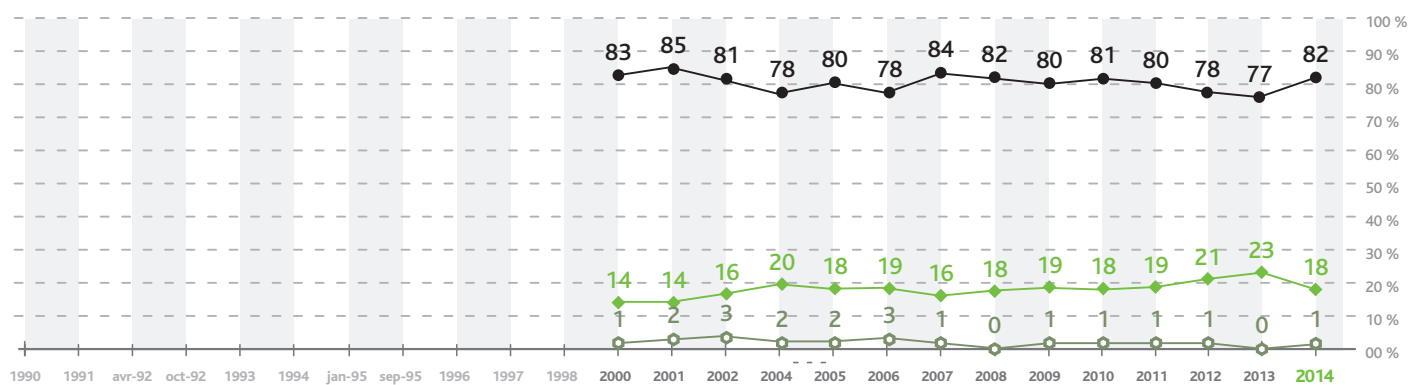
D'un site de stockage de déchets radioactifs



D'une zone inondable



D'une zone sismique



◆ OUI
 ● NON
 ◊ NE SAIT PAS

ZOOM SUR LE NUCLÉAIRE

—

PARTIE 4

DOMAINE

4.1 — LES ATTENTES EN MATIÈRE DE MAÎTRISE DU RISQUE NUCLÉAIRE 104 - 109

4.2 — LA CRAINTE DU RISQUE D'ACCIDENT GRAVE 110 - 116

4.3 — LES AVANTAGES ET LES INCONVÉNIENTS AU SUJET DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE 117 - 120

4.4 — LA COMPÉTENCE ET LA CRÉDIBILITÉ DES INTERVENANTS DU NUCLÉAIRE 121 - 137

LES ATTENTES EN MATIÈRE DE MAÎTRISE DU RISQUE NUCLÉAIRE

Si, comme on l'a vu au chapitre 1, le nucléaire n'apparaît pas dans les principales préoccupations des Français, leurs craintes à son égard restent fortes. Le Baromètre aide à préciser la nature de ces inquiétudes et des attentes en matière de protection. Le risque étudié ici n'est pas seulement l'éventualité d'un accident, mais également ses composants chroniques, c'est-à-dire liés au fonctionnement courant des sites nucléaires.

QUESTION N°1

Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives aux installations nucléaires. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante : pas du tout d'accord, pas tellement d'accord, peut-être d'accord, bien d'accord, entièrement d'accord.

QUESTION N°2

Je vais vous citer différentes mesures relatives au renforcement de la sûreté des sites nucléaires. Pour chacune des mesures suivantes, vous me direz si vous la jugez prioritaire, importante mais pas prioritaire ou secondaire pour renforcer la sûreté des sites nucléaires.

DES CRAINTES BIEN PRÉSENTES

Les Français craignent avant tout le risque d'accident sur une installation nucléaire et sont également inquiets des risques chroniques dus à leur fonctionnement

Les craintes suscitées par l'évocation d'un accident très grave dans une centrale nucléaire sont fortes. La quasi-totalité des Français estime que si un accident se produisait dans une centrale nucléaire en France, il aurait des conséquences très graves, et plus de neuf personnes sur dix jugent que les responsables des sites nucléaires doivent protéger leurs installations de tous les risques, même très improbables. De plus, seule une majorité relative adhère à l'idée que toutes les précautions sont prises pour assurer un très haut niveau de sûreté dans les centrales nucléaires françaises.

Du côté des risques chroniques, des craintes sont également exprimées par la majorité de la population, avec cependant un peu moins de force. Deux personnes sur trois sont d'accord avec l'idée que « la radioactivité des centrales nucléaires provoquera des cancers », une proportion qui monte lentement

(à l'exception du pic de 2011) depuis 1991 (+ 7 points) et s'avère très supérieure à il y a une trentaine d'années (+ 19 points par rapport à 1988). Par ailleurs, près de deux personnes sur trois estiment que les sites nucléaires peuvent provoquer une contamination des nappes phréatiques. Sur d'autres points, les risques chroniques sont craints seulement par une majorité relative de la population, qui pense qu'à proximité des centrales nucléaires les habitants ne sont pas en aussi bonne santé ou que les produits agricoles ne sont pas aussi bons. Néanmoins ces doutes tendent à reculer progressivement dans l'opinion : la proportion de personnes les exprimant (c'est-à-dire celles qui sont en désaccord avec une vision positive de ces questions ¹) a baissé respectivement de 12 et 10 points dans l'opinion par rapport à 2008, revenant au niveau de 2007 en ce qui concerne la santé. Il convient enfin de remarquer que les personnes les moins diplômées adhèrent avec plus de force que le reste de la population à deux idées relatives aux risques chroniques : la radioactivité des centrales nucléaires provoquera des cancers ², les sites nucléaires peuvent provoquer une contamination des nappes phréatiques ³.

1. Rappelons, comme nous l'avons observé plus haut dans ce rapport, qu'il est plus difficile dans le cadre d'une enquête d'opinion de s'opposer à un argument qui est présenté que de l'approuver.

2. 73 % de ceux qui ont un diplôme inférieur au baccalauréat contre 60 % qui ont un diplôme supérieur.

3. 66 % de ceux qui ont un diplôme inférieur au baccalauréat contre 58 % qui ont un diplôme supérieur.

DES MESURES POUR ÊTRE PROTÉGÉ

Désireux d'être aussi protégés que possible, les Français dans leur majorité soutiennent nettement les mesures préventives

Ils les estiment toutes prioritaires, toutefois une hiérarchie se dégage.

- Multiplier les inspections dans les installations nucléaires est la mesure qui apparaît la plus prioritaire depuis 2011 : plus de quatre Français sur cinq soutiennent cette priorité.
- Développer la recherche pour améliorer la sûreté des réacteurs nucléaires est la 2^e mesure prioritaire à prendre, pour plus de trois Français sur quatre.
- Trois personnes sur quatre estiment également qu'il est prioritaire d'améliorer la capacité de la France à gérer une éventuelle crise nucléaire.

— Une quatrième priorité, qui apparaît de même importance, soit pour trois Français sur quatre, est le fait d'améliorer la sûreté en prenant davantage en compte le facteur humain et l'organisation du travail. Il convient toutefois de remarquer que le caractère prioritaire de cette mesure s'est un peu effrité depuis 2011 (- 7 points).

— Enfin, deux autres mesures sont également évaluées comme prioritaires par la majorité des Français, mais de façon moins nette ⁴ : développer la recherche pour mettre au point une nouvelle génération de réacteurs nucléaires et renforcer les moyens favorisant la vigilance et la participation citoyenne. Ce dernier item tend à reculer dans l'opinion (- 10 points depuis 2011).

4. La proportion des réponses « prioritaire » baisse pour ces deux mesures à un peu plus d'une personne sur deux.

92 %

des Français estiment que les responsables des sites nucléaires doivent protéger leurs installations de tous les risques, même ceux qui sont jugés très improbables.

QUESTION N°1

Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives aux installations nucléaires. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante : pas du tout d'accord, pas tellement d'accord, peut-être d'accord, bien d'accord, entièrement d'accord.

NOVEMBRE 2014

La modalité «adhésion» regroupe les modalités «bien d'accord» et «entièrement d'accord»; «désaccord» regroupe les «pas du tout d'accord» et «pas tellement d'accord».

Si, malgré toutes les précautions, un accident survenait dans une centrale nucléaire, il pourrait avoir des conséquences très graves



Les responsables de sites nucléaires doivent protéger leurs installations de tous les risques, même ceux jugés très improbables



La radioactivité des centrales nucléaires provoquera des cancers



Les sites nucléaires peuvent provoquer une contamination des nappes phréatiques



Toutes les précautions sont prises pour assurer un très haut niveau de sûreté dans les centrales nucléaires françaises



Autour des installations nucléaires, les habitants sont en aussi bonne santé qu'ailleurs



Autour des installations nucléaires, les produits agricoles sont aussi bons qu'ailleurs

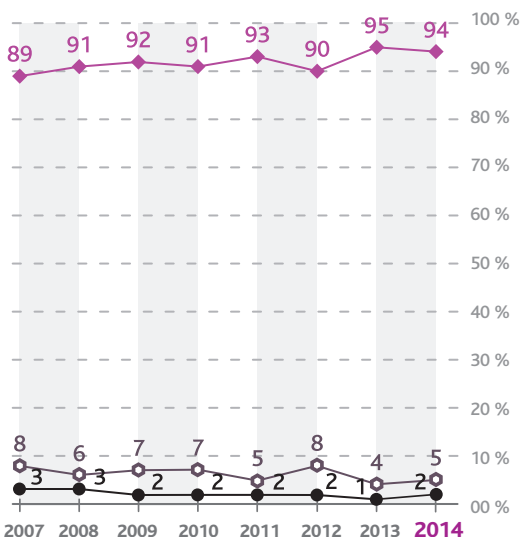


ADHÉSION PEUT-ÊTRE D'ACCORD DÉSACCORD NON-RÉPONSE en %

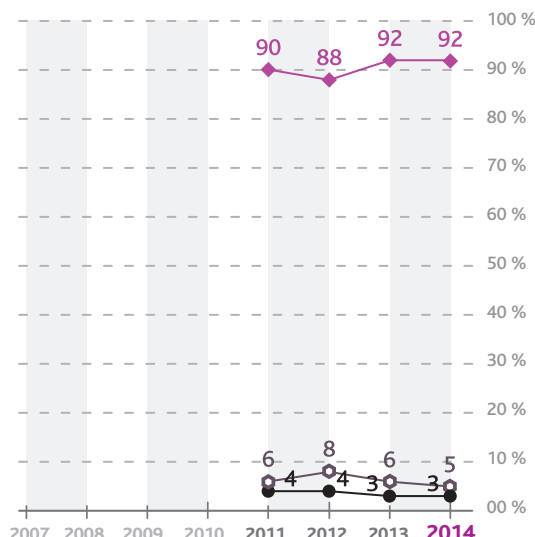
ÉVOLUTIONS 2007 À 2014

Les «non-réponses» représentent de très faibles pourcentages. Elles ont été regroupées avec la modalité «peut-être d'accord».

Si, malgré toutes les précautions, un accident survenait dans une centrale nucléaire, il pourrait avoir des conséquences très graves.

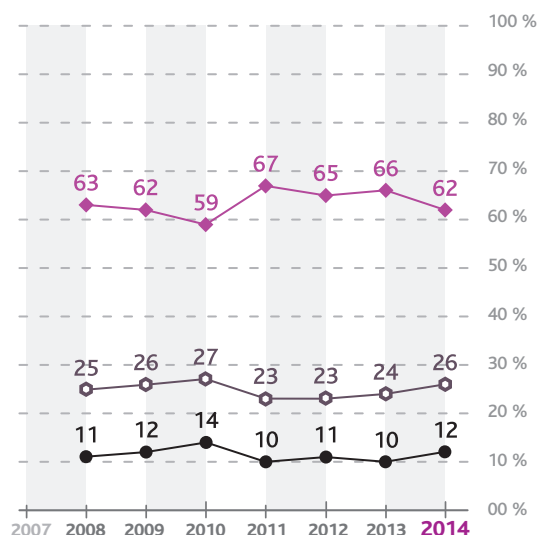


Les responsables de sites nucléaires doivent protéger leurs installations de tous les risques, même ceux jugés très improbables.

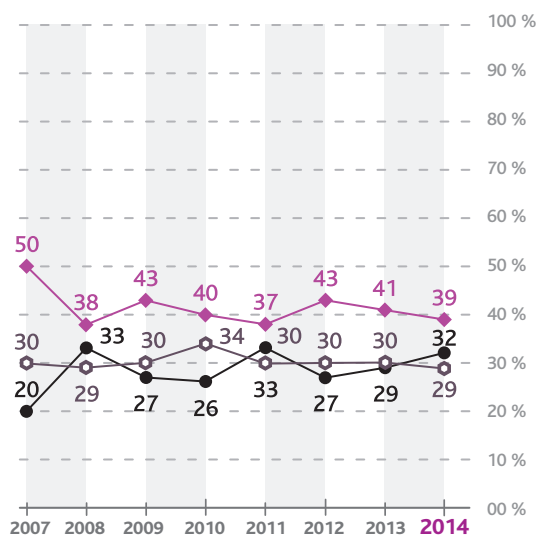


ADHÉSION PEUT-ÊTRE D'ACCORD DÉSACCORD

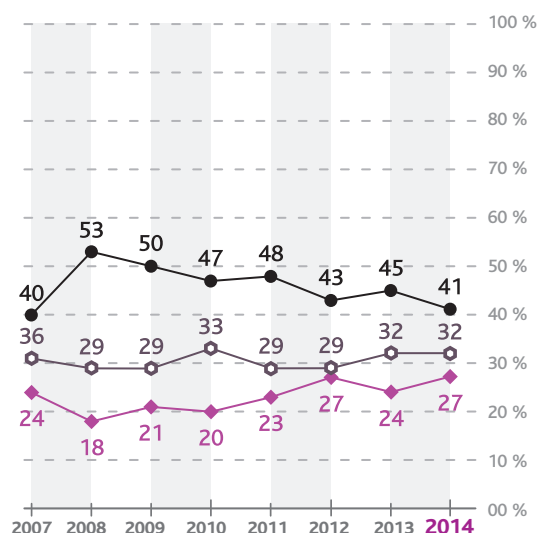
Les sites nucléaires peuvent provoquer une contamination des nappes phréatiques.



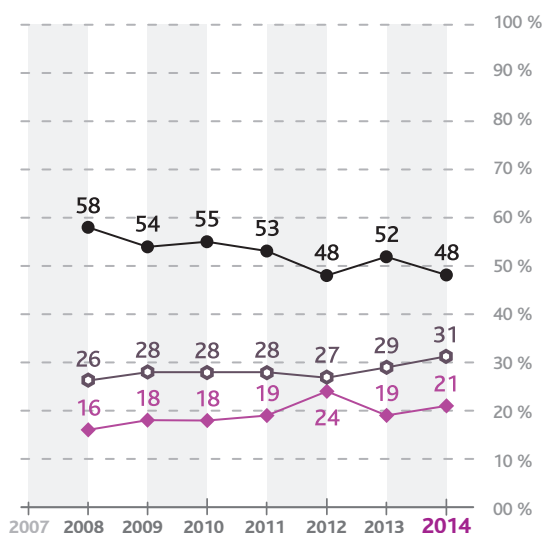
Toutes les précautions sont prises pour assurer un très haut niveau de sûreté dans les centrales nucléaires françaises.



Autour des installations nucléaires, les habitants sont en aussi bonne santé qu'ailleurs.

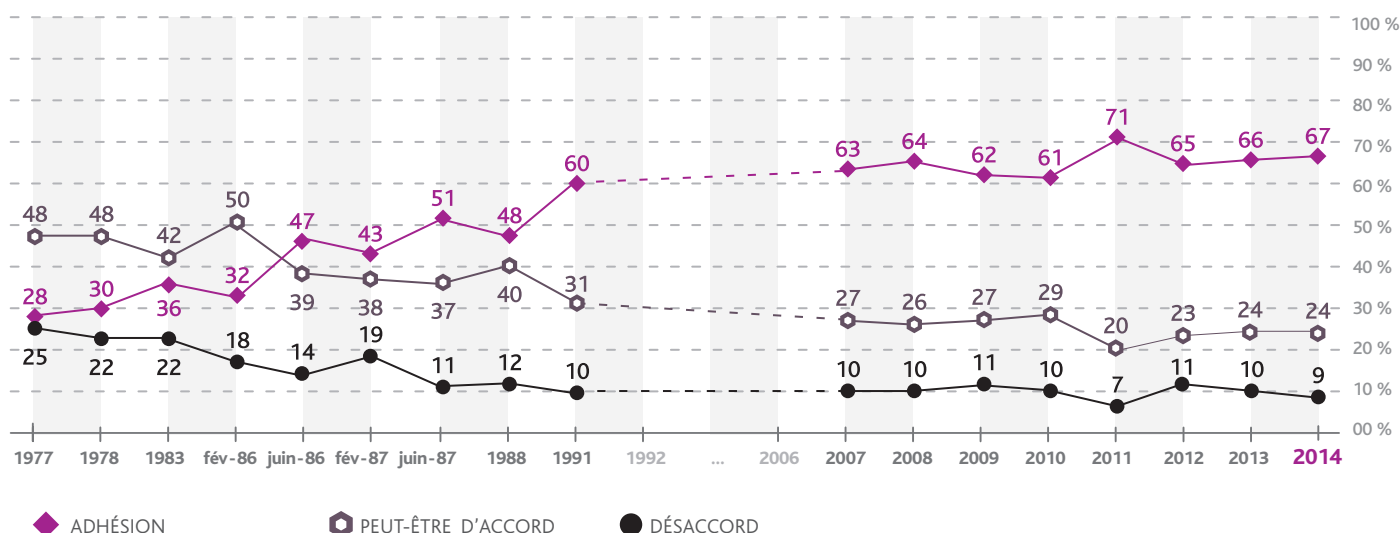


Autour des installations nucléaires, les produits agricoles sont aussi bons qu'ailleurs.



ÉVOLUTIONS 1977 À 2014

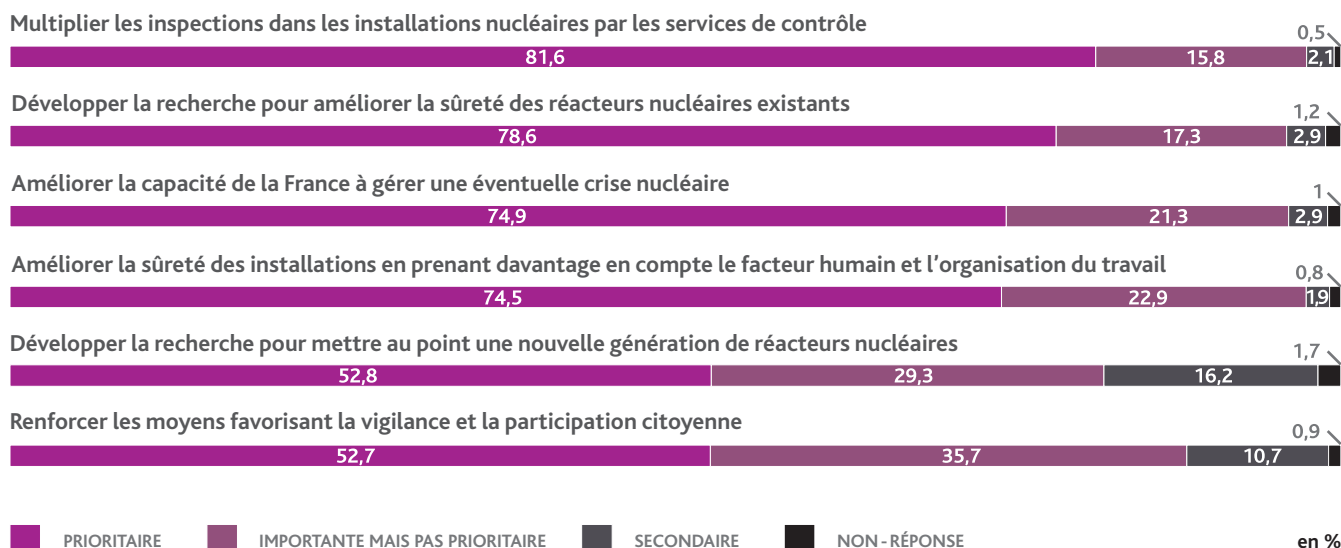
La proposition «La radioactivité des centrales nucléaires provoquera des cancers» était posée dans les enquêtes Agoramétrie entre 1977 et 1991. On observe une augmentation des % d'accord après la survenue de l'accident de Tchernobyl. Le temps ne semble rien avoir changé. Ils sont toujours plus de 60 % à adhérer à cette proposition.



QUESTION N°2

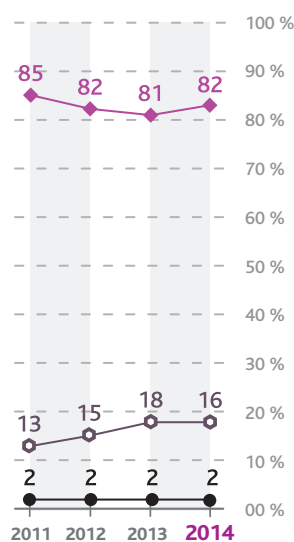
Je vais vous citer différentes mesures relatives au renforcement de la sûreté des sites nucléaires. Pour chacune des mesures suivantes, vous me direz si vous la jugez prioritaire, importante mais pas prioritaire, importante mais pas prioritaire ou secondaire pour renforcer la sûreté des sites nucléaires.

NOVEMBRE 2014

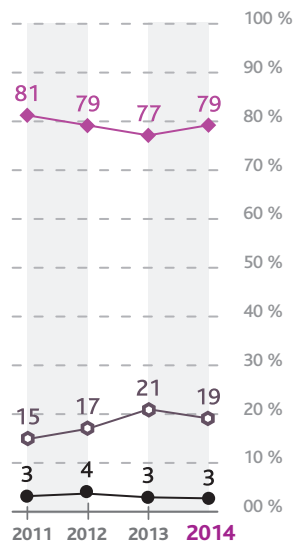


ÉVOLUTIONS 2011 À 2014

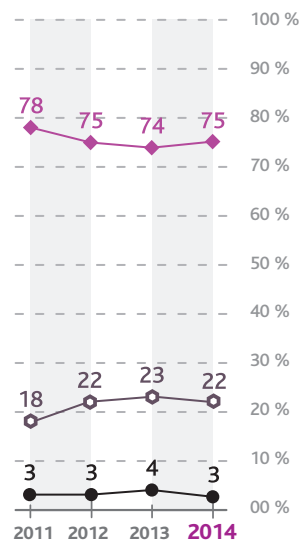
Multiplier les inspections dans les installations nucléaires par les services de contrôle.



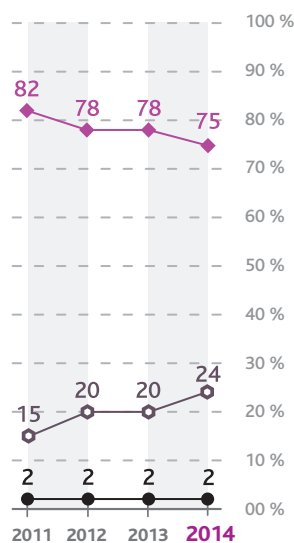
Développer la recherche pour améliorer la sûreté des réacteurs nucléaires existants.



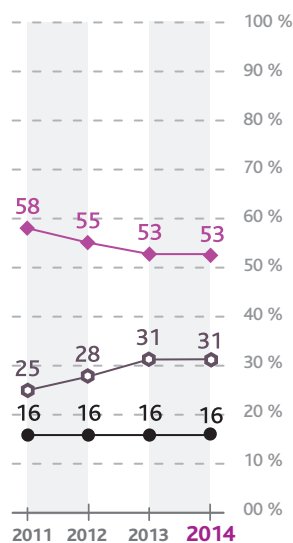
Améliorer la capacité de la France à gérer une éventuelle crise nucléaire.



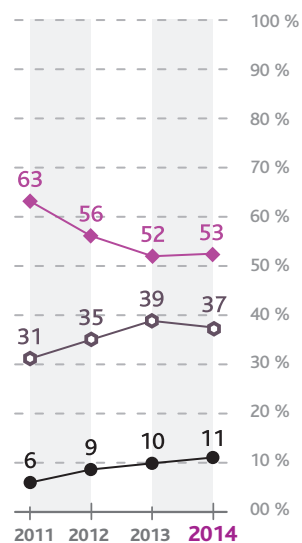
Améliorer la sûreté des installations en prenant davantage en compte le facteur humain et l'organisation du travail.



Développer la recherche pour mettre au point une nouvelle génération de réacteurs nucléaires.



Renforcer les moyens favorisant la vigilance et la participation citoyenne.



LA CRAINTE DU RISQUE D'ACCIDENT GRAVE

Depuis son démarrage, en France et ailleurs dans le monde, l'énergie nucléaire est associée au risque d'un accident grave. Les catastrophes de Tchernobyl puis de Fukushima, ainsi que d'autres accidents de moindre importance, nourrissent les réflexions et représentations des Français à propos de ce risque. Le Baromètre permet d'observer leurs évolutions dans le temps.

QUESTION N°3

Parmi les diverses activités industrielles ou technologiques suivantes, quelles sont celles qui, selon vous, risquent le plus de provoquer un accident grave ou une catastrophe en France ?

QUESTION N°4

Parmi les événements catastrophiques suivants, quel est celui qui vous semble le plus effrayant ?

QUESTION N°5

Selon vous, un accident dans une centrale nucléaire ayant la même ampleur qu'à Fukushima peut-il se produire en France ?

QUESTION N°6

Votre opinion sur les centrales nucléaires françaises a-t-elle été modifiée par l'accident de Fukushima ou par ce que vous en avez appris ?

QUESTION N°7

À votre avis, depuis 10 ans, en France, les risques liés aux installations nucléaires ont plutôt...

QUESTION N°8

Et dans les 10 ans à venir, ces risques liés aux installations nucléaires vont-ils plutôt...

L'ACCIDENT NUCLÉAIRE RESTE LE PLUS EFFRAYANT

Les accidents de Fukushima et de Tchernobyl restent les catastrophes les plus effrayantes

La catastrophe la plus crainte des Français est vue dans le Baromètre IRSN à travers une question où les personnes interrogées doivent indiquer quelles sont « les activités industrielles ou technologiques qui risquent le plus de provoquer un accident grave ou une catastrophe ». Et ce sont les centrales nucléaires et le stockage de déchets radioactifs qui arrivent nettement encore en tête cette année. Une autre question leur demande de désigner quel événement, dans une liste qui leur est proposée, leur semble le plus effrayant. En 2014, une nouvelle catastrophe a été introduite pour tenir compte de l'actualité : l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest¹. Une personne sur six a retenu cette réponse, ce qui est assez important et situe l'épidémie au même niveau que le séisme et le tsunami sur la côte nord-est du Japon en mars 2011. Le système de réponse étant exclusif, l'introduction d'un nouvel item fortement cité entraîne mécaniquement une baisse des mentions des autres événements. Le tableau ci-dessous présente l'évolution des réponses à cette question depuis 2011. La dernière colonne propose une évaluation de l'impact de l'introduction d'un nouvel item, avec 16 % de réponses : les autres

items sont automatiquement abaissés de 16 %, soit environ un sixième. Le résultat observé en 2014 est très proche de cette estimation pour l'accident de Fukushima, pour le séisme et le tsunami sur la côte nord-est du Japon et pour la somme des items peu fréquents, mais pas pour l'accident de Tchernobyl. Dans ce dernier cas, la fréquence des réponses reste à peu près aussi élevée qu'en 2013 et l'introduction d'un nouvel item n'a quasiment aucun impact sur la propension à mentionner l'accident de Tchernobyl². En fait, l'interprétation qui peut être faite de ce résultat est que la fraction de l'opinion publique française qui considère l'accident de Tchernobyl comme la catastrophe la plus effrayante n'est pas ébranlée par la présentation d'une nouvelle éventualité, en l'occurrence l'épidémie d'Ebola.

Malgré la baisse due à l'introduction du nouvel item, l'accident de la centrale de Fukushima continue d'apparaître comme l'événement catastrophique le plus effrayant.

1. L'introduction de ce nouvel item a été compensée par la suppression d'un ancien, « La marée noire dans le golfe du Mexique en 2010 » (1,5 % de réponses en 2013).

2. L'écart entre le pourcentage observé et le pourcentage attendu d'après l'estimation est de près de 3 points, ce qui est statistiquement significatif.

Impact de l'introduction de l'épidémie d'Ebola dans les éventualités de réponse

	2011	2012	2013	2014	Effet de l'introduction d'un nouvel item à 16 % de réponses en 2014	(%)
L'accident de la centrale nucléaire de Fukushima	33	34	38	31	31,92	
L'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl	20	21	23	22	19,32	
Le séisme et le tsunami sur la côte nord-est du Japon	18	20	19	15	15,96	
L'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest	—	—	—	16	16,00	
Autres items et sans réponse	29	25	20	16	16,80	

NB : l'effet est calculé en diminuant toutes les réponses de 2013 de 16 %.

L'IMPACT DE L'ACCIDENT DE FUKUSHIMA

La survenue d'un accident similaire en France est redoutée par les Français

L'impact sur l'opinion des Français laissé par l'accident de Fukushima est abordé plus précisément dans deux autres questions. Près de deux Français sur trois craignent qu'un accident de même ampleur que Fukushima se produise dans une centrale nucléaire en France. Malgré l'éloignement progressif des événements dans le temps, les craintes liées à Fukushima restent aussi vives. L'effritement de ces craintes, qui était apparu depuis 2012, semble maintenant arrêté. L'émotion suscitée par l'événement diminue au fur et à mesure que le temps passe, mais on peut émettre l'hypothèse qu'un processus de mémoire

collective s'est enclenché. La crainte d'un accident de même ampleur que Fukushima varie assez nettement selon l'habitat et le niveau de diplôme, les moins inquiets étant les habitants des grandes villes, notamment Paris, et les plus diplômés.

Une autre question aborde l'impact de l'accident sur la situation française. Environ un Français sur trois déclare avoir changé d'opinion sur les centrales nucléaires françaises depuis l'accident de Fukushima, ce qui est loin d'être négligeable. Parmi ceux qui déclarent avoir changé d'opinion, près des quatre cinquièmes les trouvent moins sûres, soit un Français sur quatre, ce qui est plus faible qu'en 2011 mais reste important.

LA PERCEPTION DE L'ÉVOLUTION DES RISQUES NUCLÉAIRES

Parmi ceux qui perçoivent une évolution des risques liés aux sites nucléaires, l'inquiétude domine

En considérant le problème de façon plus générale que le seul impact de Fukushima, des tendances similaires s'affirment : la majorité de la population française ne perçoit pas d'évolution des risques liés aux installations nucléaires, mais parmi ceux qui perçoivent un changement sur ce sujet, les réponses sont plutôt pessimistes. Plus précisément, plus d'un Français sur quatre estime que les risques liés aux installations nucléaires ont augmenté depuis 10 ans, et plus d'un sur trois qu'ils vont augmenter dans les 10 prochaines années. Les perceptions sur

ce sujet apparaissent un peu plus pessimistes qu'il y a un an : les réponses pessimistes augmentent de 3 points aux dépens des réponses neutres (un écart significatif), qu'il s'agisse du regard rétrospectif sur les 10 dernières années ou de la perspective sur les 10 prochaines années. Les 25-34 ans, les diplômés du supérieur, ceux qui sont prêts à consacrer du temps à des réunions estiment plus souvent que les risques ont augmenté depuis 10 ans. Cette augmentation des réponses pessimistes, même si elle reste modérée, peut être un reflet du débat sur le vieillissement du parc nucléaire français. Ceux qui sont prêts à consacrer du temps à des réunions pensent plus souvent que les risques vont augmenter dans les 10 prochaines années.

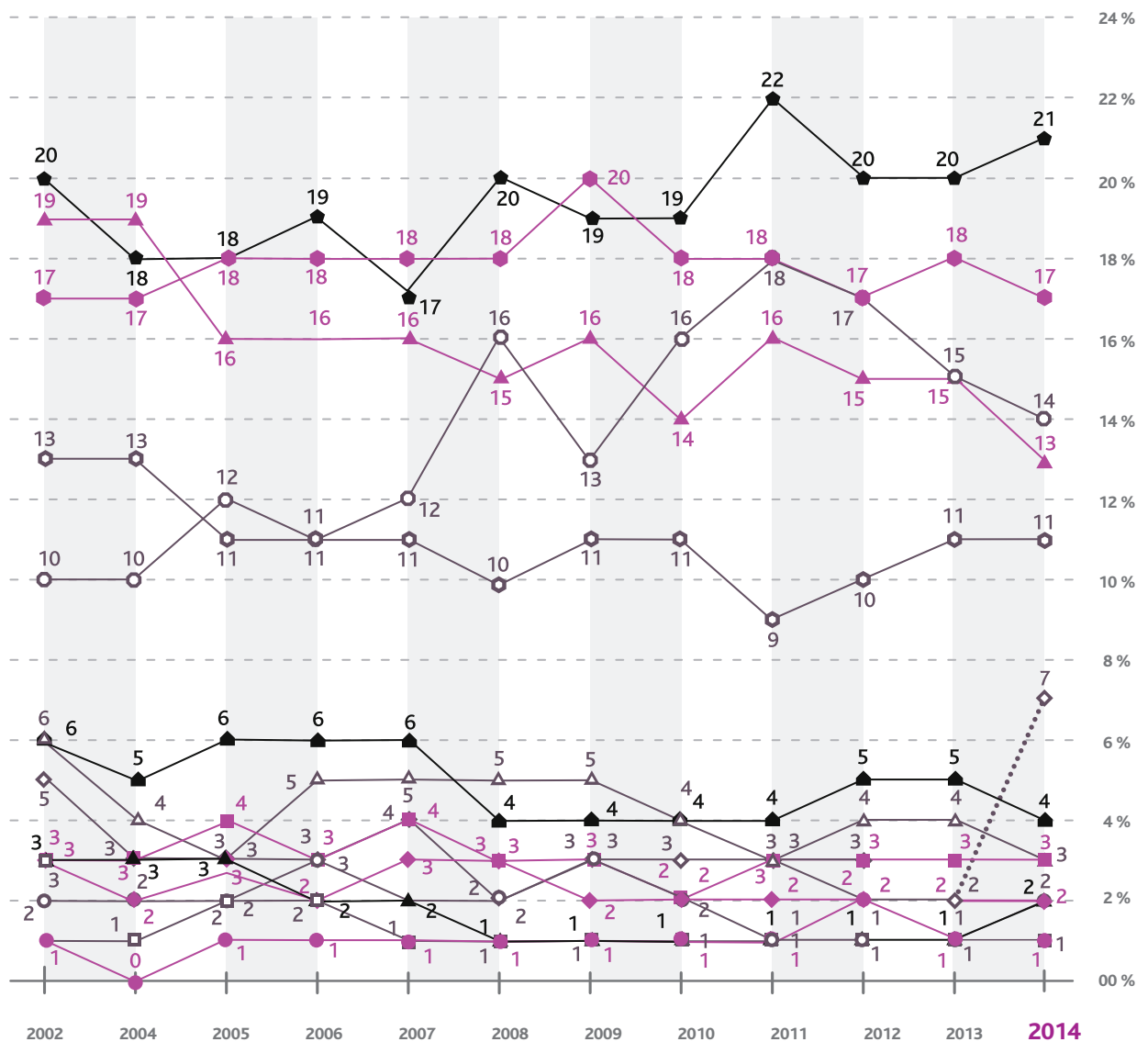
2 SUR 3

Deux Français sur trois jugent qu'un accident de même ampleur que Fukushima pourrait se produire en France.

QUESTION N°3

Parmi les diverses activités industrielles ou technologiques suivantes, quelles sont celles qui, selon vous, risquent le plus de provoquer un accident grave ou une catastrophe en France ?
(3 réponses possibles)

ÉVOLUTIONS 2002 À 2014



LES CENTRALES NUCLÉAIRES

LE STOCKAGE DES DÉCHETS RADIOACTIFS

NE SAIT PAS

LES INSTALLATIONS CHIMIQUES

LES TRANSPORTS DE MATIÈRES DANGEREUSES

LES LABORATOIRES DE RECHERCHE SUR LES VIRUS (les laboratoires de recherche biologique jusqu'en 2013)

LES RAFFINERIES DE PÉTROLE

LE TRANSPORT PAR ROUTE

LA DISTRIBUTION DE GAZ NATUREL

LES BARRAGES

LE TRANSPORT AÉRIEN

LES FABRIQUES ET DÉPÔTS DE FEUX D'ARTIFICE

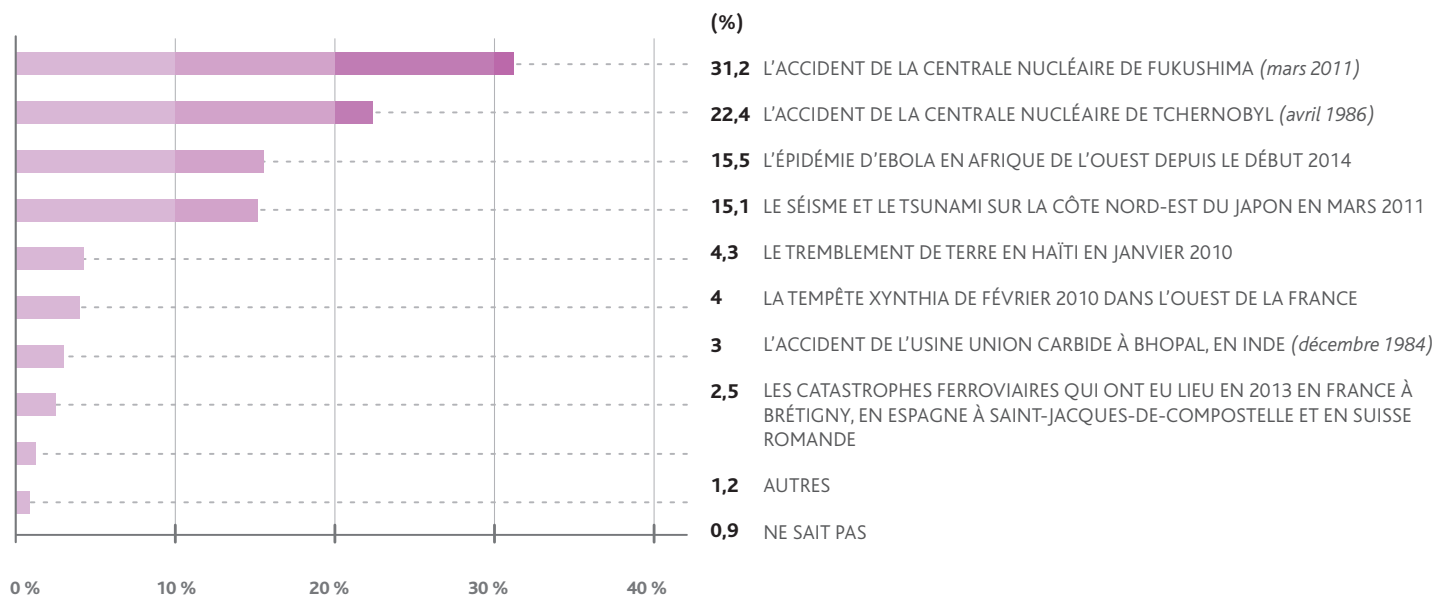
LES INSTALLATIONS MILITAIRES

LE TRANSPORT PAR RAIL

QUESTION N°4

Parmi les événements catastrophiques suivants, quel est celui qui vous semble le plus effrayant ?

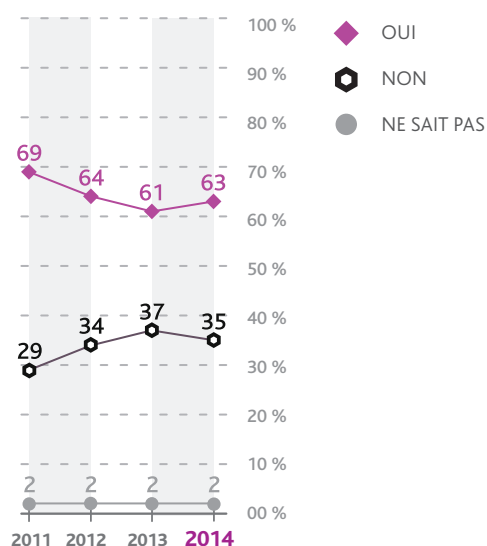
■ NOVEMBRE 2014



QUESTION N°5

Selon vous, un accident dans une centrale nucléaire ayant la même ampleur qu'à Fukushima peut-il se produire en France ?

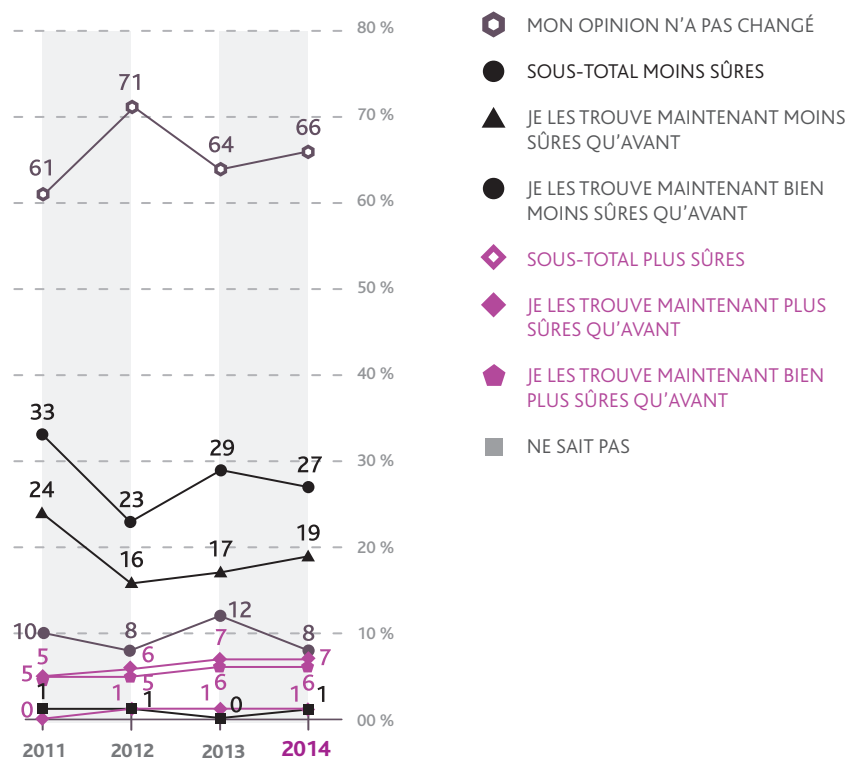
ÉVOLUTIONS 2011 À 2014



QUESTION N°6

Votre opinion sur les centrales nucléaires françaises a-t-elle été modifiée par l'accident de Fukushima ou par ce que vous en avez appris ?

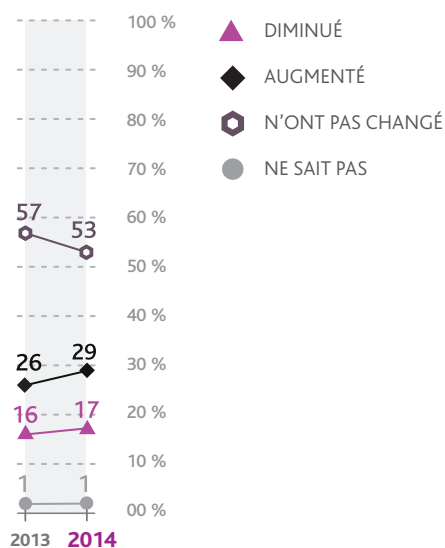
ÉVOLUTIONS 2011 À 2014



QUESTION N°7

À votre avis, depuis 10 ans, en France, les risques liés aux installations nucléaires ont plutôt...

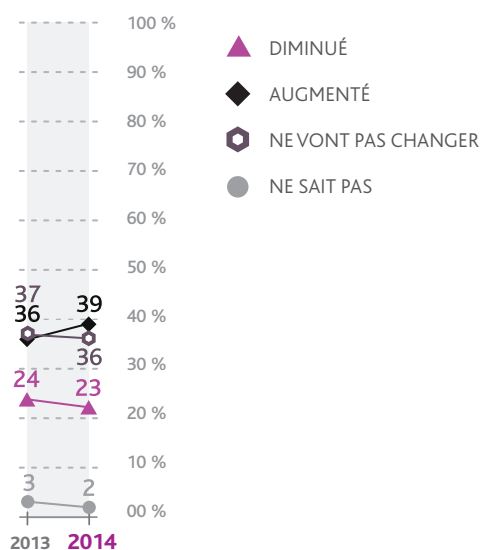
ÉVOLUTIONS 2013 À 2014



QUESTION N°8

Et dans les 10 ans à venir, ces risques liés aux installations nucléaires vont-ils plutôt...

ÉVOLUTIONS 2013 À 2014



LES AVANTAGES ET LES INCONVÉNIENTS AU SUJET DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

Le débat autour de l'énergie nucléaire s'est construit autour de quelques arguments, favorables ou opposés, qui sont aujourd'hui bien connus. La présente section fait le point sur le poids de ces arguments dans l'opinion publique et étudie leur évolution utile depuis le début des années 2000. La mise en relation des séries chronologiques montre notamment que la distinction entre risque chronique et risque accidentel semble structurer en partie ce débat.

QUESTION
N°9

Quel est aujourd'hui, selon vous, l'argument le plus fort pour le nucléaire ?

QUESTION
N°10

Quel est aujourd'hui, selon vous, l'argument le plus fort contre le nucléaire ?

INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE VS RISQUES

L'indépendance énergétique reste vue comme le meilleur argument en faveur du nucléaire, mais tend à décliner dans l'opinion

L'argument le plus fort en faveur du nucléaire demeure l'indépendance énergétique, une réponse choisie par quatre personnes sur dix. Cependant la baisse enregistrée l'année dernière (- 6 points) est confirmée cette année, montrant ainsi que cet argument économique de l'indépendance énergétique perd à nouveau du terrain après le pic de 2012. Certes à la limite de la significativité, l'argument relatif au coût du kilowattheure s'effrite également à partir du palier atteint de 2011 à 2013. Il retrouve en 2014 un niveau qu'il atteignait en 2009. Deux arguments gagnent du terrain depuis quelques années, même s'ils restent faiblement soutenus : l'absence d'émission de gaz carbonique (+ 5 points en deux ans) et la sûreté des installations nucléaires (+ 4 points en 3 ans).

Les accidents de Tchernobyl et de Fukushima apparaissent toujours très nettement comme l'argument le plus fort contre le nucléaire : c'est cette dimension accidentelle qui prédomine depuis 2011 alors que l'argument relatif aux déchets nucléaires était au même niveau les trois années précédentes. Il convient toutefois de remarquer que cet argument décline sensiblement : baisse de 5 points par rapport à 2013, retrouvant ainsi à peu près le niveau observé dans les années 2002 à 2008. Ce recul s'effectue au profit de deux arguments qui progressent un peu : les déchets nucléaires et la vulnérabilité des installations nucléaires. L'argument des déchets nucléaires est plus souvent avancé par les diplômés du supérieur. À noter également la baisse tendancielle du manque de transparence (- 7 points depuis 2002).

RISQUES CHRONIQUES ET RISQUES ACCIDENTELS

Risques chroniques et risques accidentels s'imposent alternativement dans l'opinion

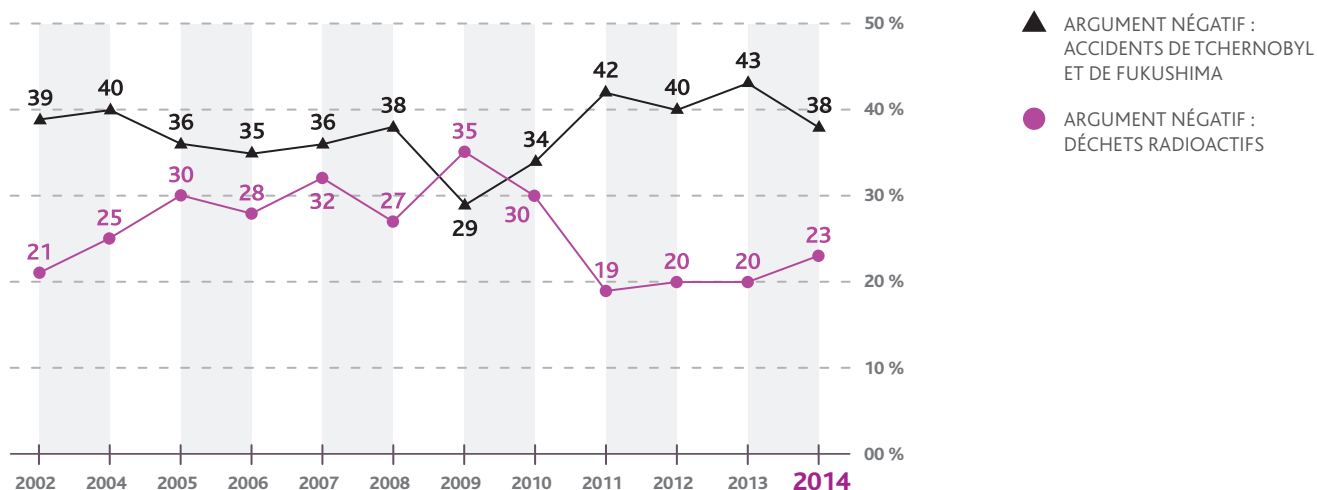
Dans le domaine des arguments contre le nucléaire, il convient de signaler la relation forte entre les séries chronologiques relatives aux accidents de Tchernobyl et de Fukushima, d'un côté, et aux déchets radioactifs, de l'autre ¹ (voir le premier graphique page ci-contre). Cette corrélation semble indiquer que les Français oscillent entre deux logiques alternatives : celle des risques accidentels, dont Fukushima et Tchernobyl sont les symboles les plus forts, et celle des risques chroniques, représentés principalement par les déchets radioactifs. Il est vrai que, dans la mesure où cette question requiert un choix exclusif, l'augmentation ou la diminution d'une modalité au cours du temps correspond à la diminution ou à l'augmentation des autres modalités. Cependant, si le hasard jouait seul, cet effet se répartirait sur l'ensemble des modalités ; or la corrélation indique que l'effet se produit préférentiellement avec une modalité, et apparaît bien significative. Ce sont bien ces deux risques qui sous-tendent l'opinion négative des Français sur le nucléaire. Après une évolution les rapprochant de 2002 à 2008, il apparaît que l'accident de Fukushima a remis au premier plan le risque d'accident.

Une autre relation forte entre séries chronologiques doit être signalée ici. Elle s'établit entre un argument positif, l'absence d'émission de gaz carbonique, et un argument négatif, les accidents de Fukushima et de Tchernobyl ² (voir deuxième graphique ci-contre). Les deux questions étant désormais indépendantes, les évolutions de ces deux modalités et leur corrélation dans le temps sont d'autant plus intéressantes à analyser. Cette corrélation est-elle due à la combinaison de deux mouvements indépendants : d'une part, baisse puis remontée des préoccupations relatives à l'effet de serre comme on l'a vu au chapitre 1 (et mouvement plus ou moins symétrique des préoccupations liées à la pollution) et, d'autre part, remontée de la préoccupation relative à l'accident, comme on l'a vu ci-dessus ? Ou cette corrélation signifie-t-elle que l'argument sur l'absence d'émission de gaz carbonique perd du poids quand les craintes accidentelles remontent et, inversement, que l'argument positif reprend de la vigueur lorsque les inquiétudes au sujet des accidents diminuent ? Cette relation pourrait être exprimée dans l'autre sens, la variable explicative étant l'évolution de l'argument positif (l'absence d'émission de CO₂) et non celle de l'argument négatif (les accidents), mais il semble plus logique de voir un facteur déclenchant des évolutions dans des événements ponctuels comme l'accident de Fukushima ou même dans des incidents plus mineurs (Socatri ou autre) relançant ce type d'inquiétudes.

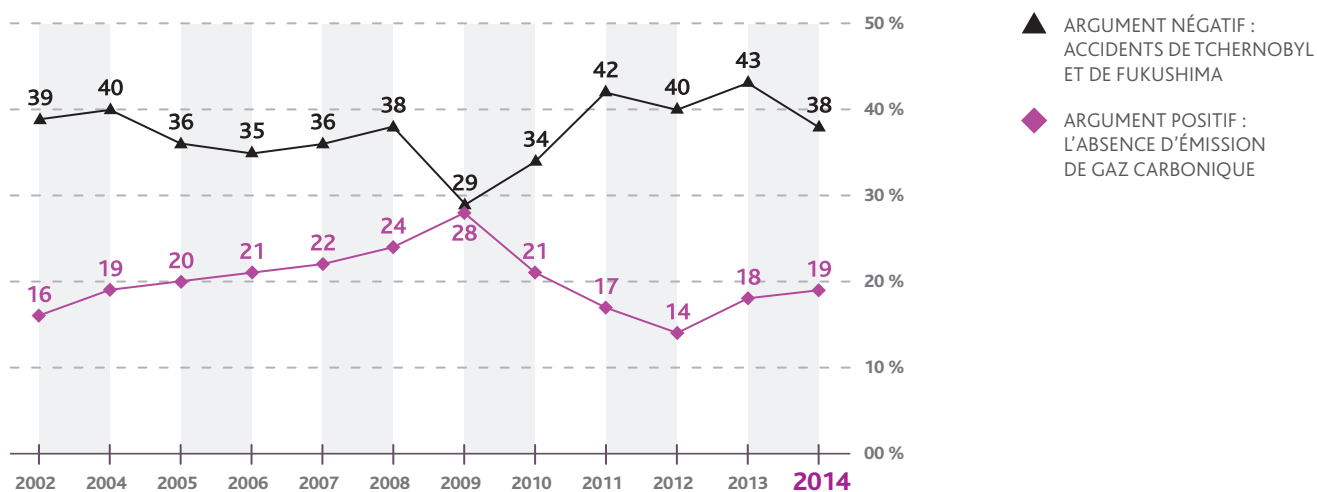
1. La corrélation entre les deux séries (sur 12 points) est de - 0,9, significative au seuil de 1 %.

2. La corrélation entre les deux séries chronologiques (12 points), est de - 0,787, significative au seuil de 1 %.

Évolution dans le temps de deux des arguments négatifs : les accidents de Fukushima et de Tchernobyl³ et les déchets radioactifs



Évolution dans le temps d'un argument positif (l'absence d'émission de gaz carbonique) et d'un argument négatif (les accidents de Fukushima et de Tchernobyl)

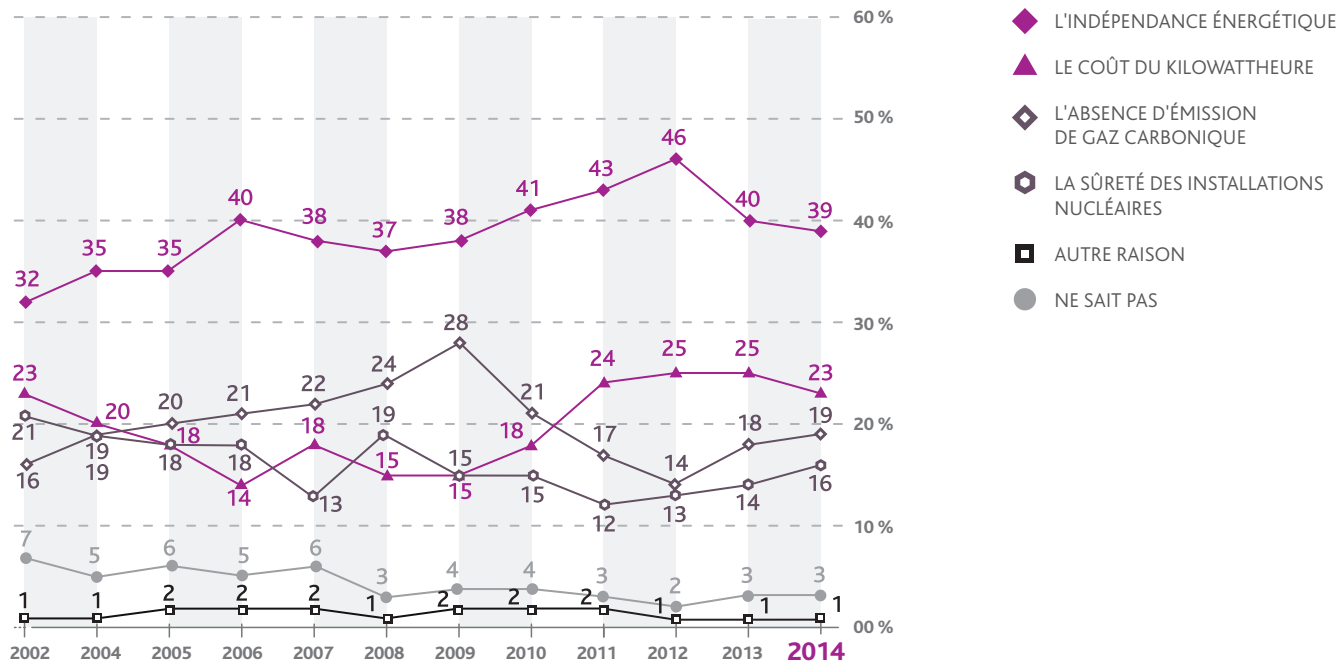


3. Tchernobyl seulement avant 2011.

QUESTION N°9

Quel est aujourd'hui, selon vous, l'argument le plus fort pour le nucléaire ?

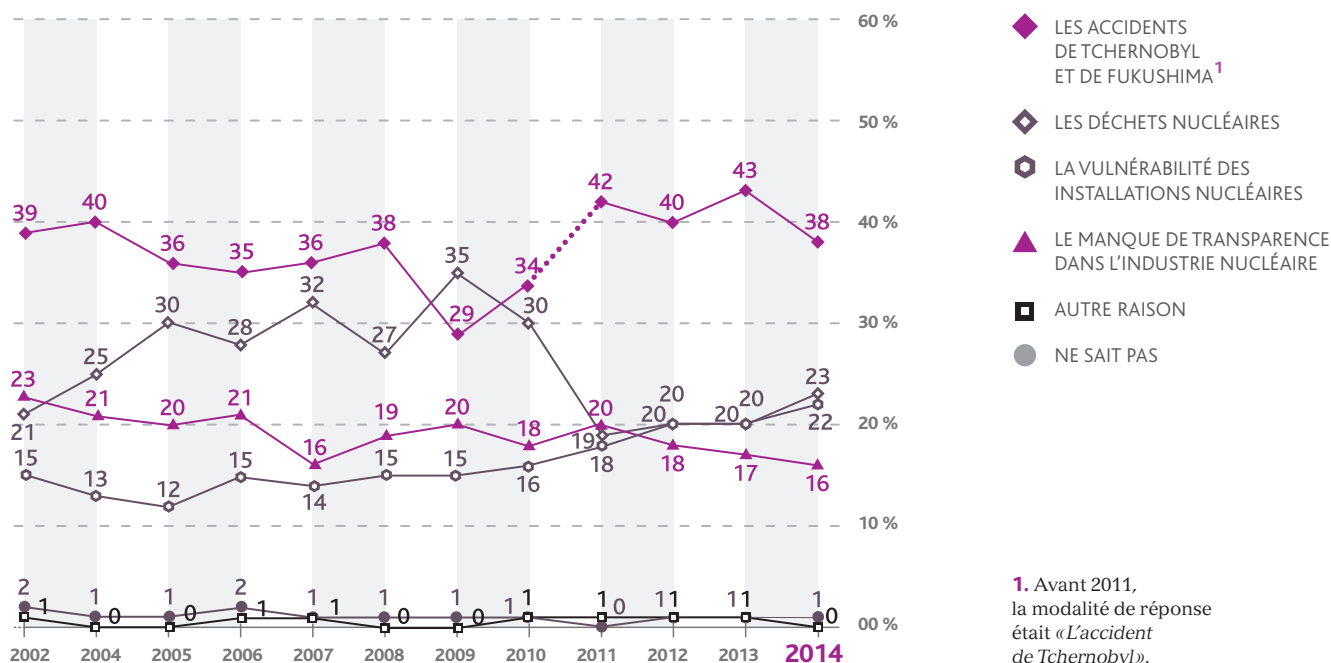
ÉVOLUTIONS 2002 À 2014



QUESTION N°10

Quel est aujourd'hui, selon vous, l'argument le plus fort contre le nucléaire ?

ÉVOLUTIONS 2002 À 2014



¹. Avant 2011, la modalité de réponse était « L'accident de Tchernobyl ».

LA COMPÉTENCE ET LA CRÉDIBILITÉ DES INTERVENANTS DU NUCLÉAIRE

Les acteurs intervenant dans le domaine nucléaire sont nombreux : milieux scientifiques, experts et organismes de contrôle, acteurs industriels, associations, responsables politiques. Ces différents acteurs, désignés avec précision dans le texte des questions, sont évalués selon deux critères : leur compétence technique dans le domaine nucléaire et leur crédibilité comme source d'information.

QUESTION N°11

Dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaire, pensez-vous que les intervenants et les organismes suivants soient techniquement compétents ?

QUESTION N°12

Les sources d'informations suivantes vous disent-elles la vérité sur le nucléaire en France ?

COMPÉTENCE PERÇUE

Forte pour les acteurs scientifiques et techniques, faible pour les acteurs du monde politique et de la société civile

L'évaluation de la compétence est traditionnellement forte pour les acteurs suivants : le CNRS, le CEA, l'IRSN, les organismes d'experts internationaux, l'Andra, EDF, les organismes de contrôle de l'État, le HCTISN, l'Académie des sciences et Areva¹. Toutefois, cette évaluation a diminué significativement en 2014 pour plusieurs de ces intervenants : l'IRSN², les experts internationaux et l'Académie des sciences. Elle a augmenté en ce qui concerne EDF, qui avait vu l'évaluation de sa compétence beaucoup baisser en 2013, et elle est restée sans changement pour les autres acteurs scientifiques et techniques.

Environ une personne sur deux voit encore comme compétents les acteurs suivants : l'OPECST, les médecins et les associations écologistes ; il est vrai, même s'il ne s'agit

pas d'acteurs spécialisés dans le nucléaire, que leur relatif investissement dans ce domaine peut favoriser une certaine connaissance du sujet. Parmi ces acteurs un peu investis, il convient de remarquer que l'évaluation de la compétence des médecins diminue significativement par rapport à l'année dernière.

Les autres acteurs, qui sont soit des responsables politiques, soit des acteurs de la société civile, sont vus comme non compétents par la majorité de la population : les associations de consommateurs, les CLI, le gouvernement, les journalistes, les élus locaux, les syndicats, les hommes politiques. En dehors des associations de consommateurs, vues comme compétentes par près d'une personne sur deux, et des élus locaux, largement disqualifiés sur ce critère, tous ces acteurs sont moins bien évalués en termes de compétence par rapport à 2013.

1. Au moins deux personnes sur trois estiment ces acteurs compétents.

2. Il convient de rappeler qu'en 2013, l'IRSN avait été une des seules institutions dont l'évaluation de la compétence par le public était restée stable, dans une tendance quasi générale à la baisse de cette évaluation.

VÉRITÉ

Beaucoup d'acteurs sont considérés par les Français comme des sources d'informations ne disant pas la vérité

La crédibilité des acteurs est jugée d'après la proportion de personnes estimant que ces sources d'informations disent la vérité. Les acteurs les plus crédibles, qui sont vus comme tels par au moins une majorité relative de la population, sont, dans l'ordre, le CNRS, les associations de consommateurs, les associations écologistes, les médecins, l'Académie des sciences, les organismes d'experts internationaux, le CEA, l'IRSN et le HCTISN. Pour ceux de ces organismes qui sont une émanation de l'État, on observe, sauf pour le CEA³, un effritement analogue à celui observé pour la compétence, avec une crédibilité en baisse après le pic atteint en 2012.

Une baisse plus accentuée encore (- 7 points depuis 2012) est observée pour les médecins.

Les autres acteurs sont vus comme non crédibles par la majorité de la population, et la plupart d'entre eux voient leur crédibilité diminuer après un maximum en 2012 : l'Andra, les organismes de contrôle, les CLI, les journalistes, les syndicats et le gouvernement. Plusieurs de ces organismes voient eux aussi une baisse de leur crédibilité après un pic atteint en 2012.

3. Pour le CEA, on observe une évolution qui se distingue des autres, avec un maintien depuis 2012 à un niveau médian (50 %) de perception sur la vérité des informations.

ÉVOLUTIONS À MOYEN TERME

En comparant les résultats de 2014 et ceux de 2010⁴, on peut observer plusieurs évolutions intéressantes. Les acteurs techniques ou industriels de la filière nucléaire sont évalués en 2014 à peu près au même niveau qu'en 2010. C'est le cas notamment du CEA, de l'IRSN, de l'Andra, d'EDF et des organismes de contrôle de l'État. Les organismes vus à la fois comme compétents et comme crédibles, c'est-à-dire notamment les autorités scientifiques, reculent un peu sur les deux critères ; ce recul est très net pour les médecins, dont l'image dans la population semble s'être sensiblement dégradée, tout au moins pour ce qui concerne les questions relatives au nucléaire. L'Académie des sciences suit un chemin semblable mais avec un recul moindre, de même que les organismes d'experts internationaux. Enfin, les acteurs politiques et ceux de la société civile, vus comme peu compétents et peu crédibles, reculent nettement sur ces deux critères.

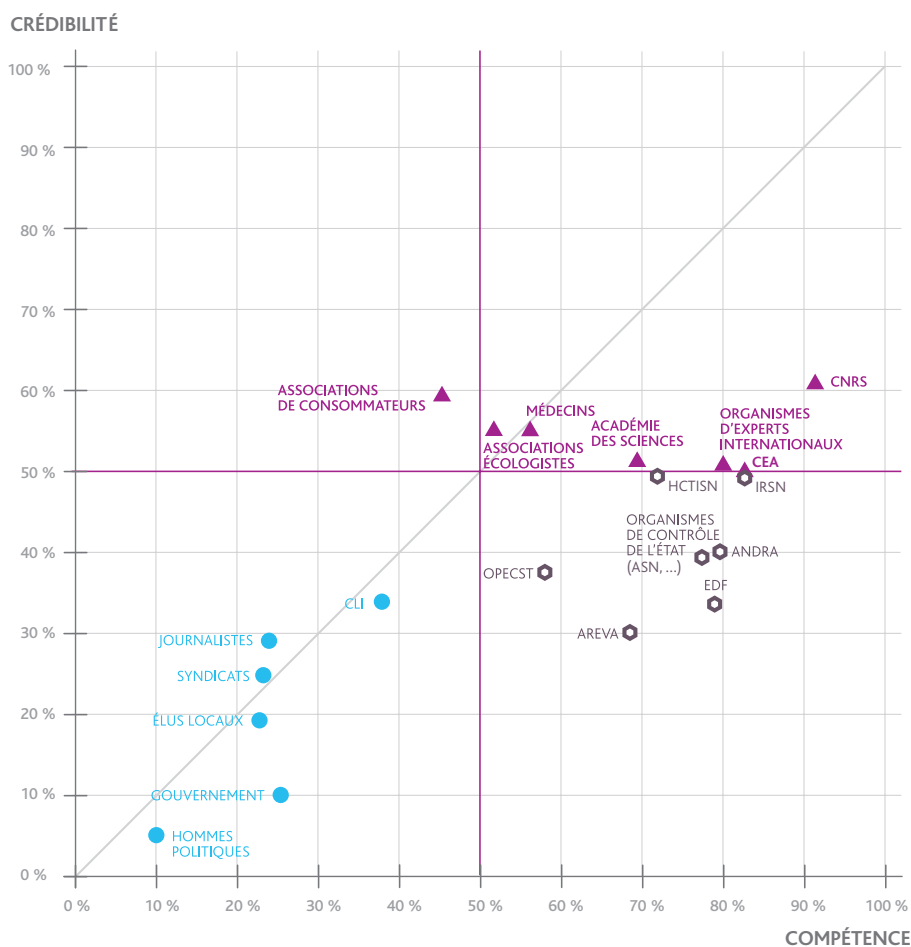
4. Cette date de comparaison est retenue car elle se situe l'année précédant l'accident de Fukushima, qui a sensiblement déstabilisé l'image des intervenants du nucléaire (voir rapports précédents du Baromètre).

Pour les associations de consommateurs et les associations écologistes, bien que la confiance en leur parole reste forte, on voit aussi une tendance à la baisse lente mais continue de leur crédibilité depuis un maximum atteint en 2008, époque à laquelle près de deux tiers des Français considéraient que les associations disaient la vérité.

En définitive, ces évolutions sur quatre années marquées par l'accident de Fukushima donnent le sentiment que la perception des différents acteurs s'est précisée : la compétence, notamment, ne se maintient véritablement que sur les intervenants les plus investis dans la connaissance de ces deux domaines, c'est-à-dire, d'un côté, les plus hautes autorités scientifiques (notamment le CNRS) et, de l'autre, les acteurs industriels et experts.

VÉRITÉ - COMPÉTENCE DES INTERVENANTS

Chaque intervenant du domaine nucléaire étant rangé dans le diagramme selon son score de compétence et de crédibilité, on obtient le graphique ci-contre, où apparaît nettement la position des différents intervenants. Sur la diagonale, sont positionnés ceux qui sont jugés au même niveau de compétence que de crédibilité. En dessous de la diagonale, ceux que le public juge plus compétents que crédibles, et au-dessus de la diagonale, ceux à qui on accorde plus de crédibilité que de compétence.



Les organismes ont été intégralement cités dans le questionnaire : EDF – Électricité de France, CEA – Commissariat à l'énergie atomique, CNRS – Centre national de la recherche scientifique, les organismes de contrôle de l'État (Autorité de sûreté nucléaire, etc.), IRSN – Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, Andra – Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, OPECST – Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques, CLI – Commissions locales d'information, HCTISN – Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire.

QUESTION N°11 — COMPÉTENCE

Dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaire, pensez-vous que les intervenants et les organismes suivants soient techniquement compétents ?

70 % et +	OUI	NON	NE SAIT PAS
Le CNRS	92	6,3	1,7
Le CEA	82,6	13,1	4,3
L'IRSN	82,1	12,7	5,2
Les organismes d'experts internationaux	80,3	16,8	2,9
L'Andra	79,3	15,4	5,3
EDF	77,5	20,8	1,7
Les organismes de contrôle de l'État (ASN, etc.)	76,5	20,6	2,9
Le HCTISN	72,3	22,9	4,9
- de 70 %			
L'Académie des sciences	68,8	26,7	4,5
Areva	66,5	23,2	10,3
L'OPECST	56,8	30,5	12,7
Les médecins	55,5	43	1,5
Les associations écologistes	52,2	45,3	2,5
- de 50 %			
Les associations de consommateurs	46	52,3	1,7
Les CLI	38,2	49,2	12,6
Le gouvernement	25,6	73,1	1,3
Les journalistes	24,2	74,6	1,3
Les élus locaux	23,3	75,7	1
Les syndicats	23,1	74,5	2,5
Les hommes politiques	10,3	88,1	1,6

QUESTION N°12 — VÉRITÉ

Les sources d'informations suivantes vous disent-elles la vérité sur le nucléaire en France ?

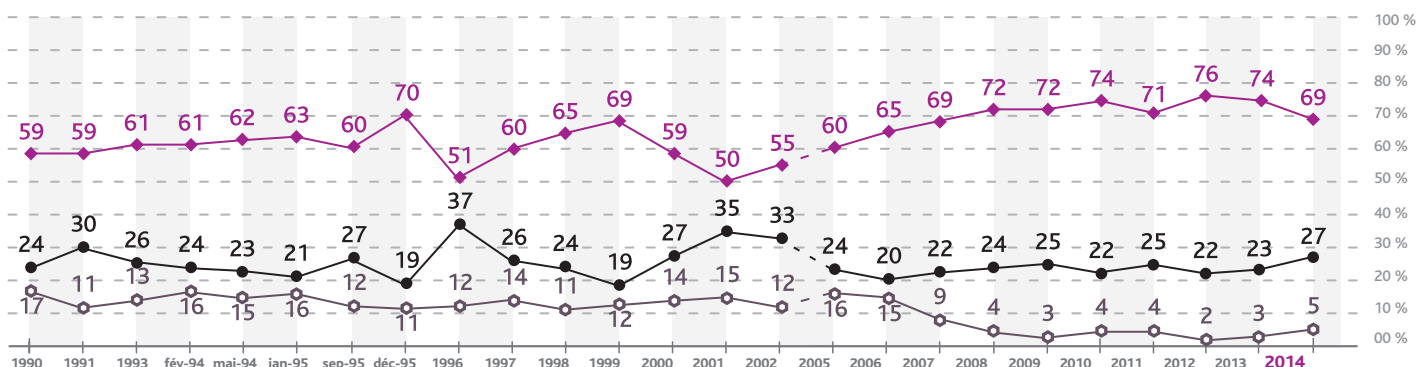
60 % et +	OUI	NON	NE SAIT PAS
Le CNRS	61,2	34,4	4,4
- de 60 %			
Les associations de consommateurs	58,5	39,2	2,3
Les associations écologistes	54,1	43,4	2,5
Les médecins	54	43	3
L'Académie des sciences	52,3	42,7	5
Les organismes d'experts internationaux	50,5	45,4	4,1
Le CEA	50,3	45,2	4,5
- de 50 %			
L'IRSN	49,2	44,1	6,7
Le HCTISN	47,6	45,9	6,5
L'Andra	40,3	53,3	6,5
- de 40 %			
Les organismes de contrôle de l'État (ASN, etc.)	38,7	57,2	4,2
L'OPECST	37,5	52	10,5
EDF	34,3	63,1	2,6
Les CLI	34,2	55,3	10,5
Areva	30,3	60	9,6
- de 30 %			
Les journalistes	28,8	68,8	2,4
Les syndicats	24,9	71,7	3,5
Les élus locaux	19,2	77,4	3,4
Le gouvernement	9,5	89,1	1,4
Les hommes politiques	5	93,4	1,6

QUESTION N°11

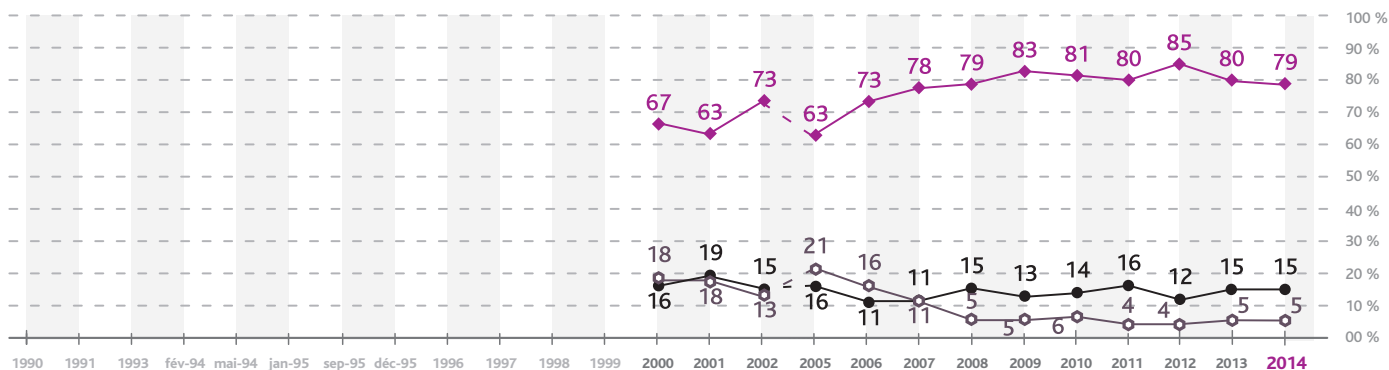
Dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaire, pensez-vous que les intervenants et les organismes suivants soient techniquement compétents ?

ÉVOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE 1990 À 2014

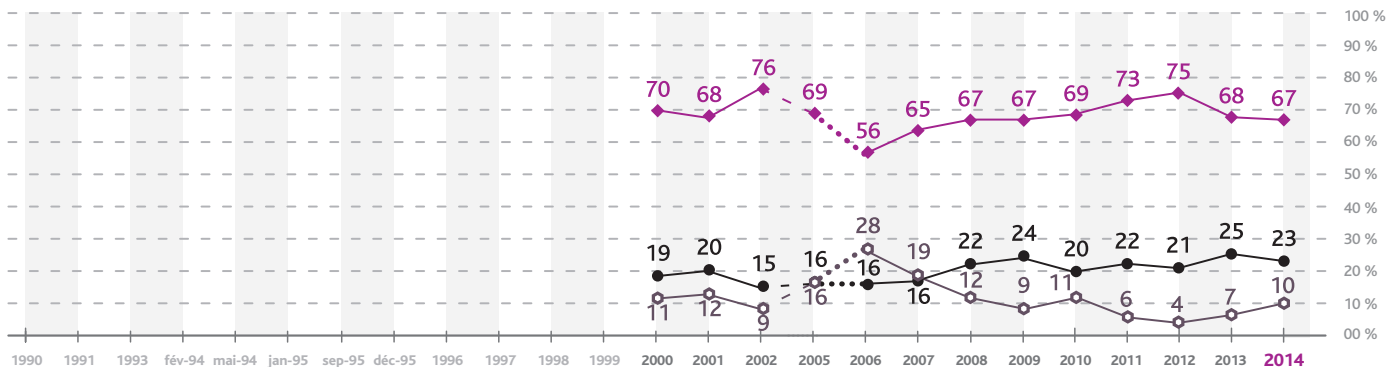
L'Académie des sciences



L'Andra



Areva (Cogema jusqu'en 2005)



◆ OUI ● NON ⬡ NE SAIT PAS

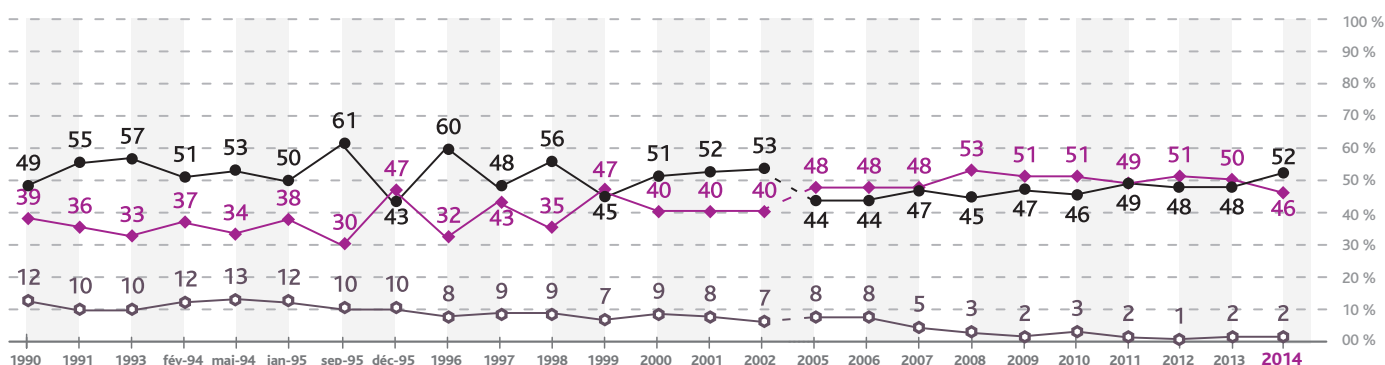
QUESTION

N°11 (suite)

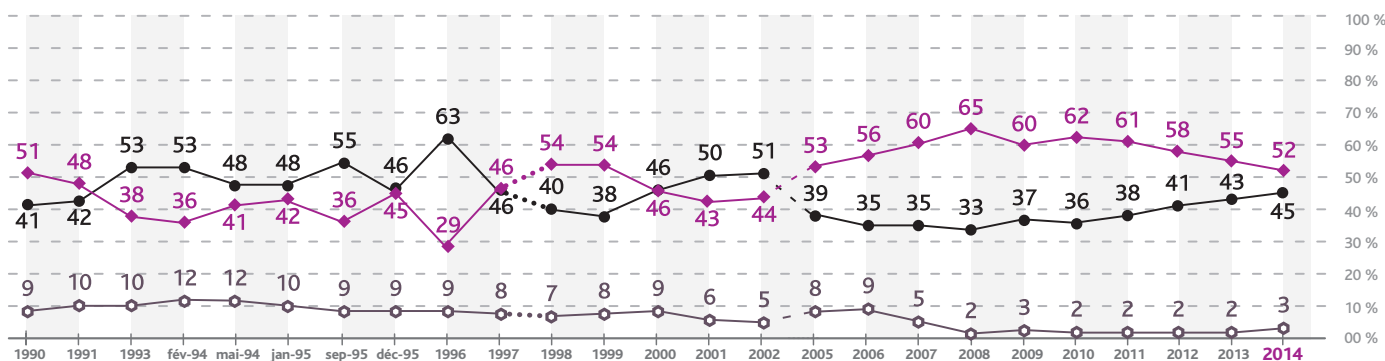
Dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaire, pensez-vous que les intervenants et les organismes suivants soient techniquement compétents ?

ÉVOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE 1990 À 2014

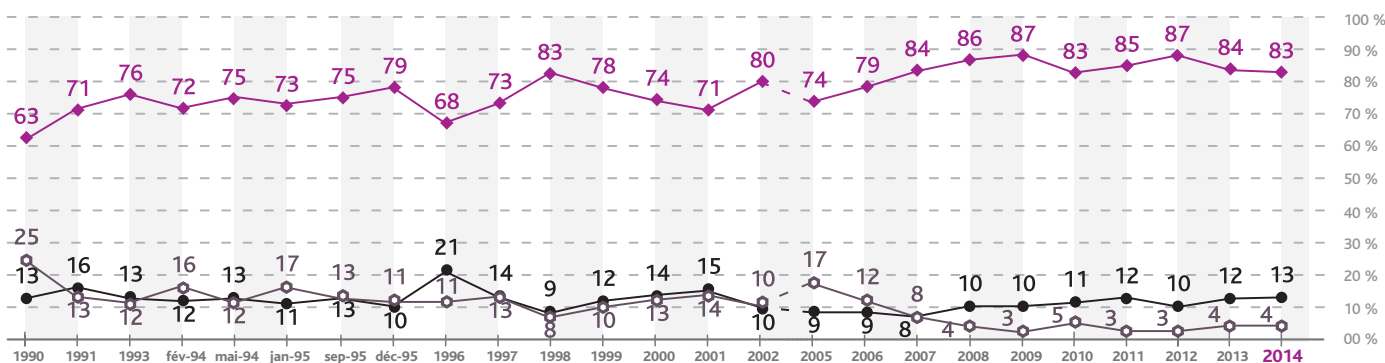
Les associations de consommateurs



Les écologistes (depuis 1998, il s'agit des associations écologistes)

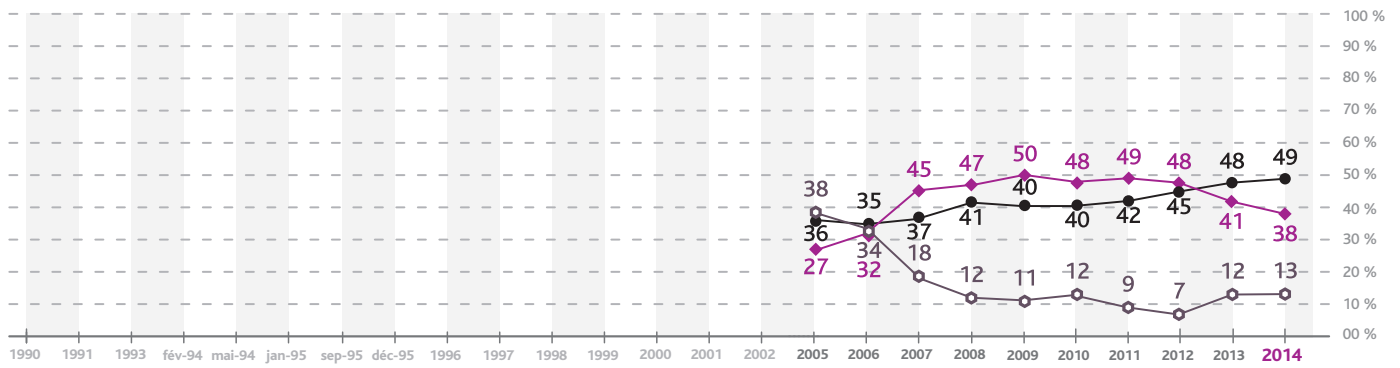


Le CEA

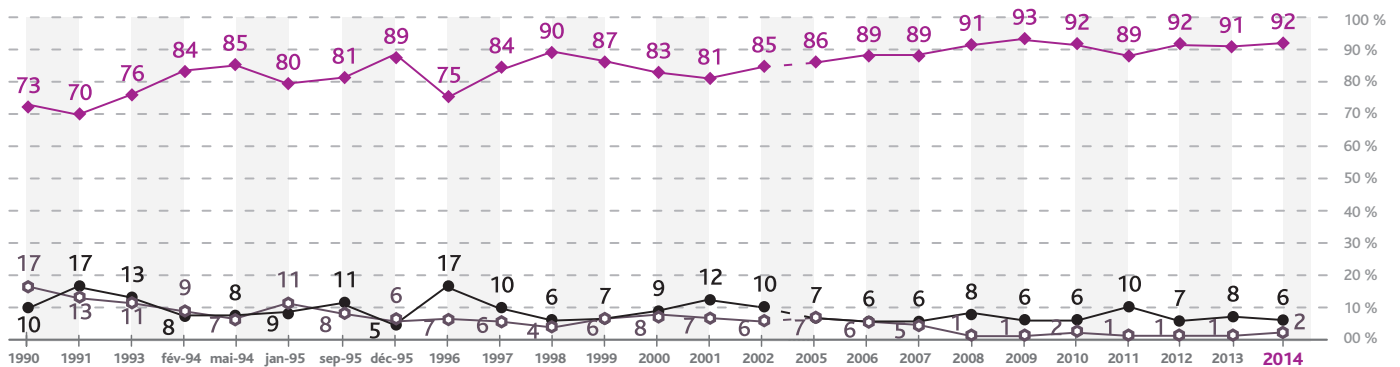


◆ OUI ● NON ⬡ NE SAIT PAS

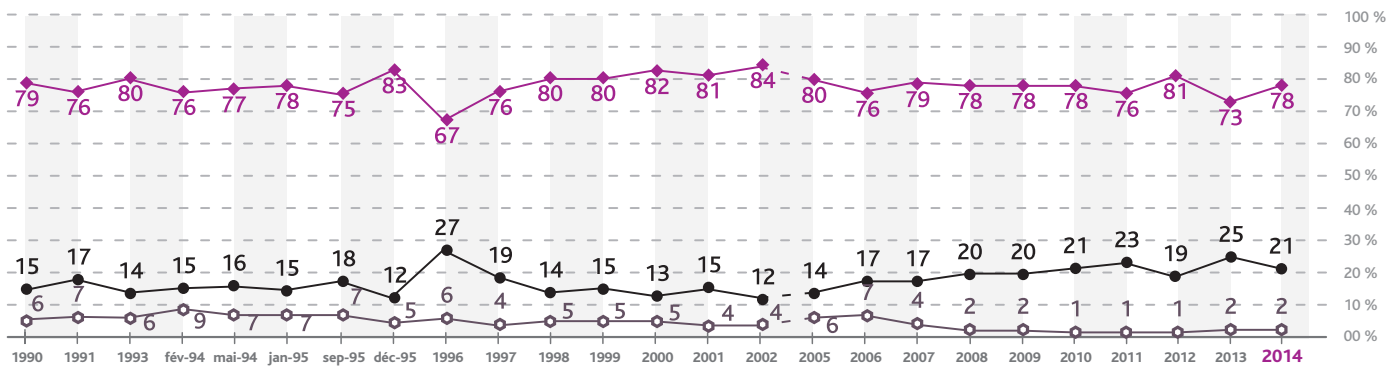
Les CLI



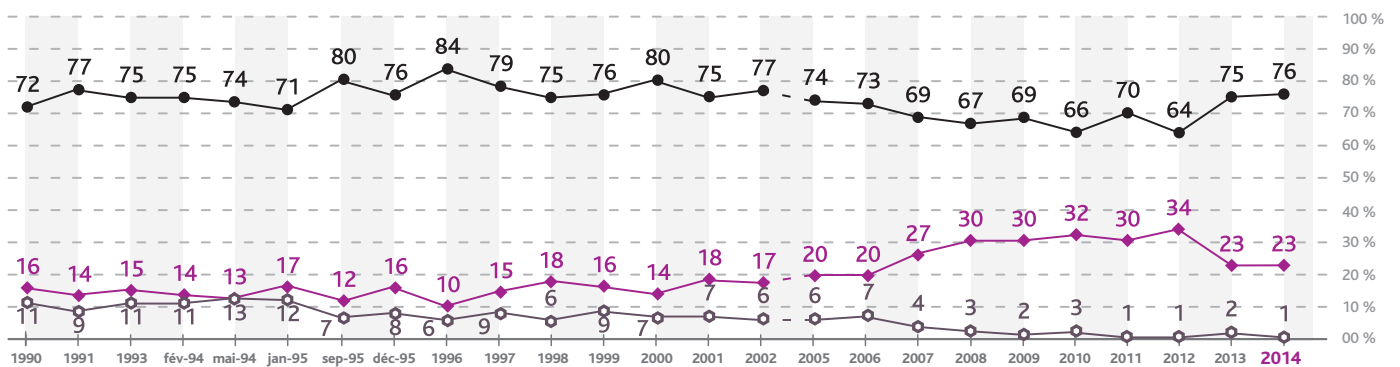
Le CNRS



EDF



Les élus locaux



◆ OUI ● NON ⬡ NE SAIT PAS

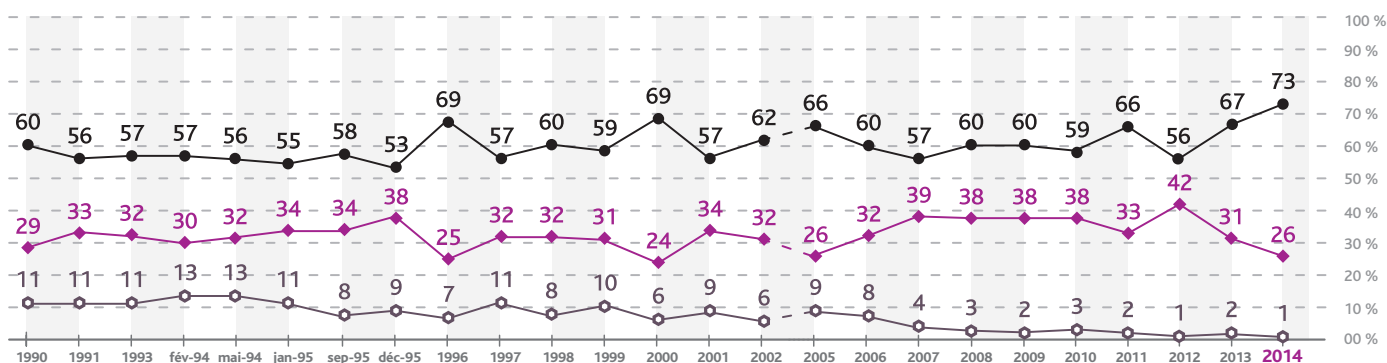
QUESTION

N°11 (suite)

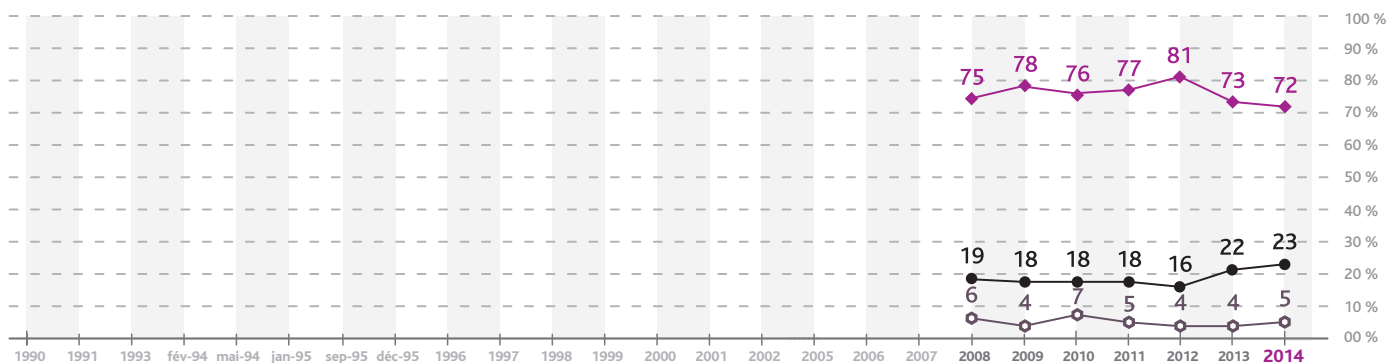
Dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaire, pensez-vous que les intervenants et les organismes suivants soient techniquement compétents ?

ÉVOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE 1990 À 2014

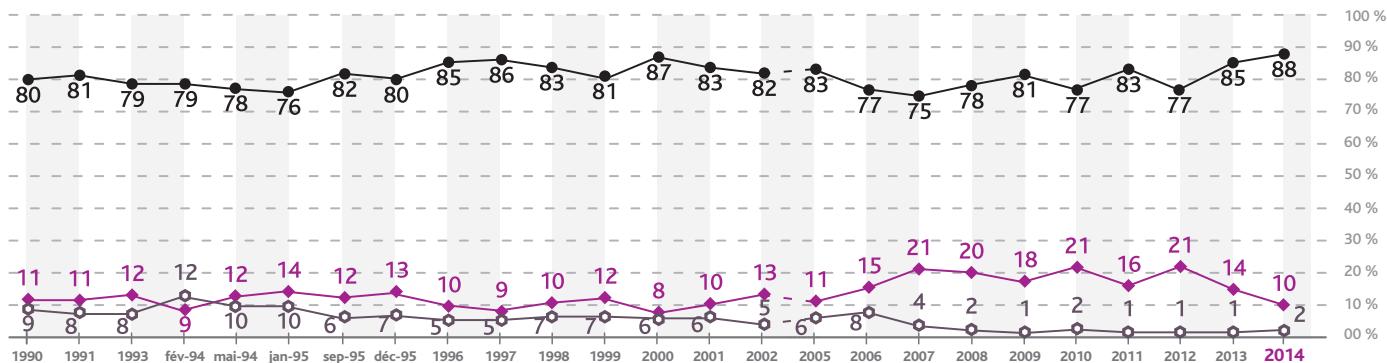
Le gouvernement



Le HCTISN

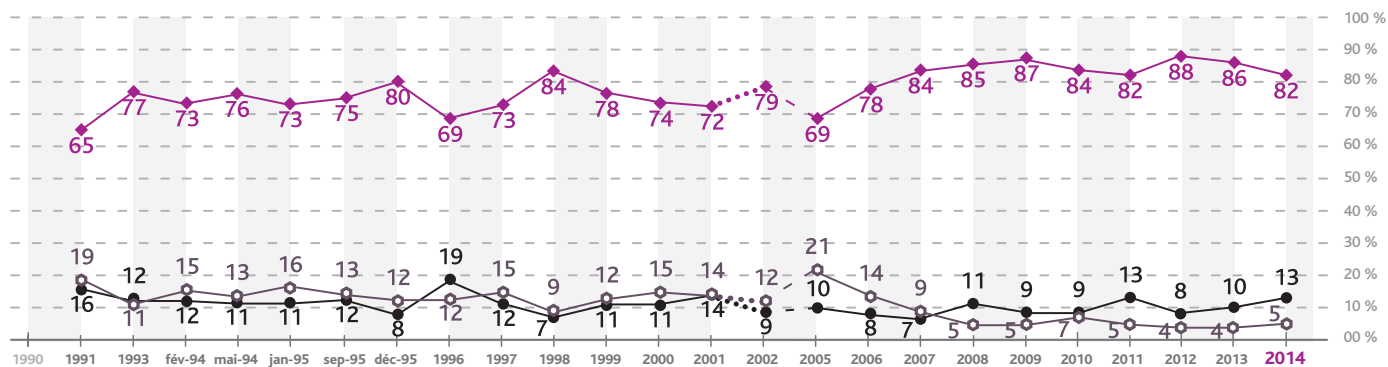


Les hommes politiques

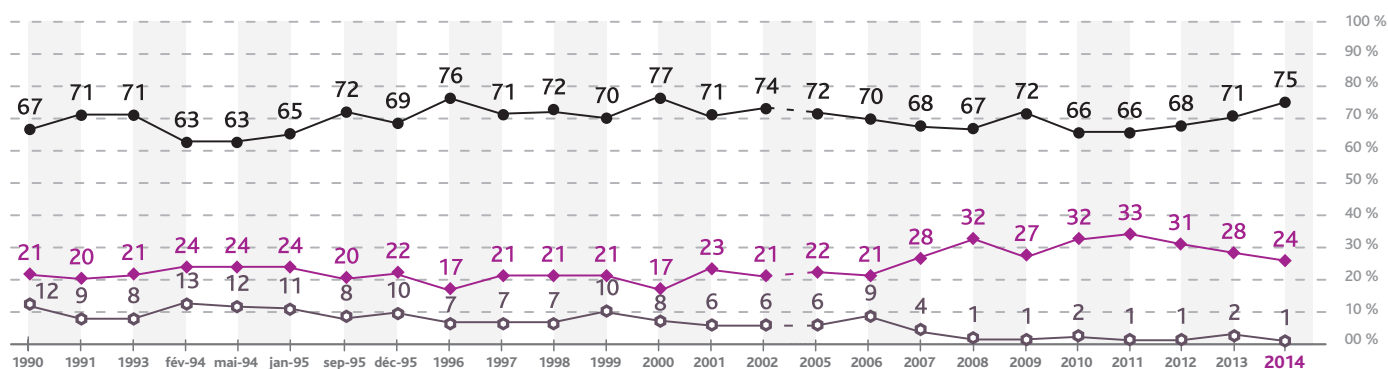


◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

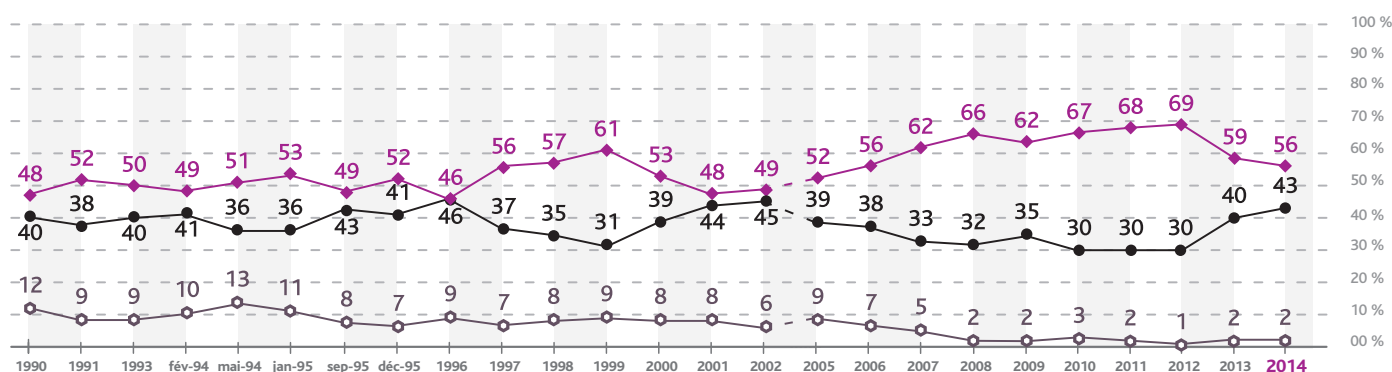
L'IRSN⁵



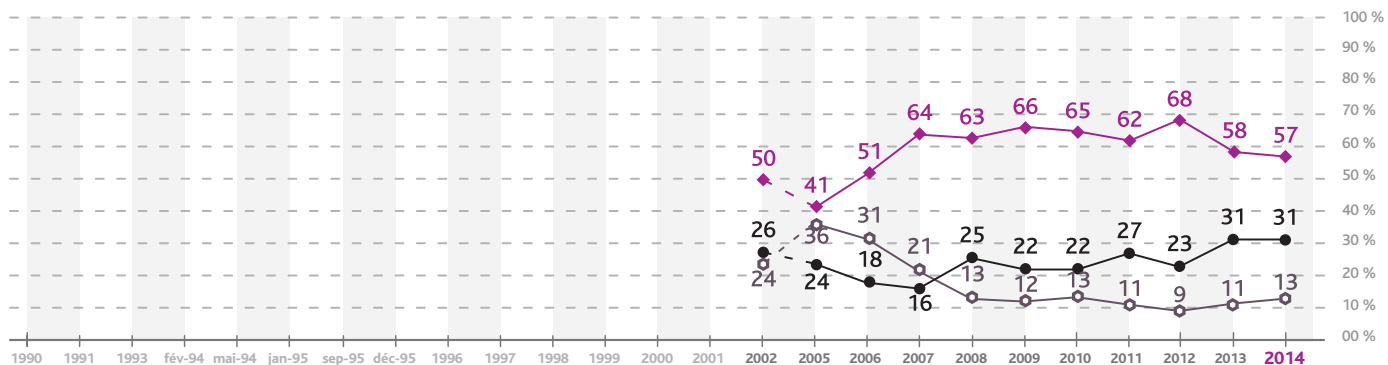
Les journalistes



Les médecins



L'OPECST



5. En novembre 2002, l'intitulé «IPSN», Institut de protection et de sûreté nucléaire, a été remplacé par «IRSN», Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

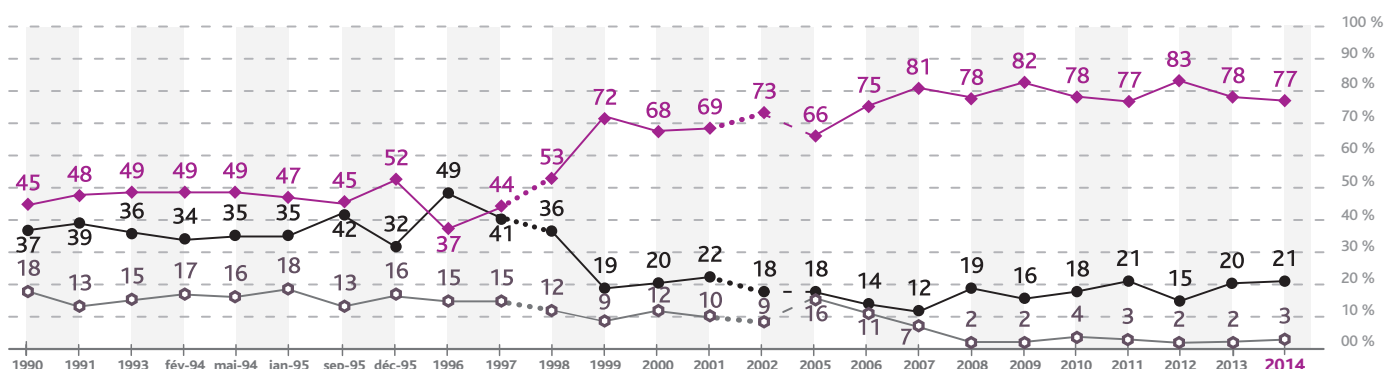
QUESTION

N°11 (suite)

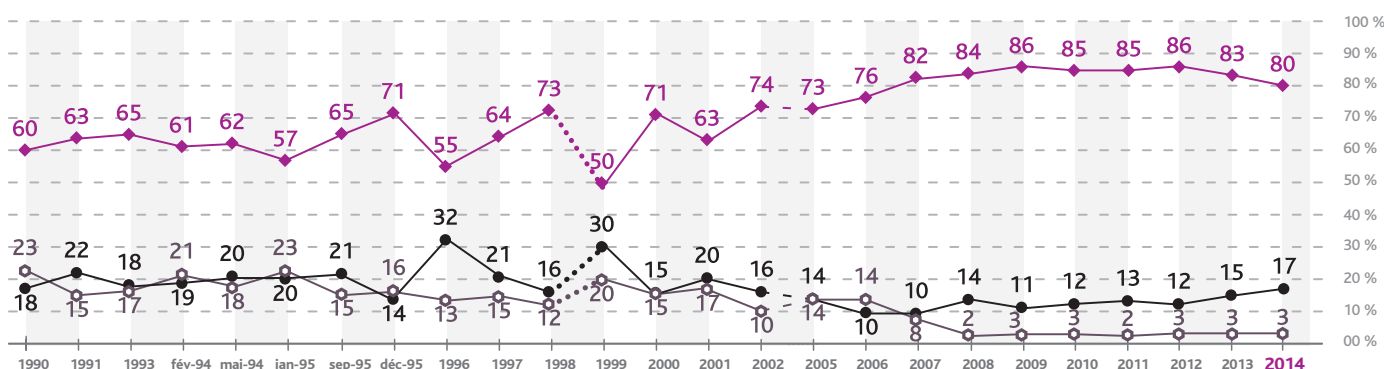
Dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaire, pensez-vous que les intervenants et les organismes suivants soient techniquement compétents ?

ÉVOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE 1990 À 2014

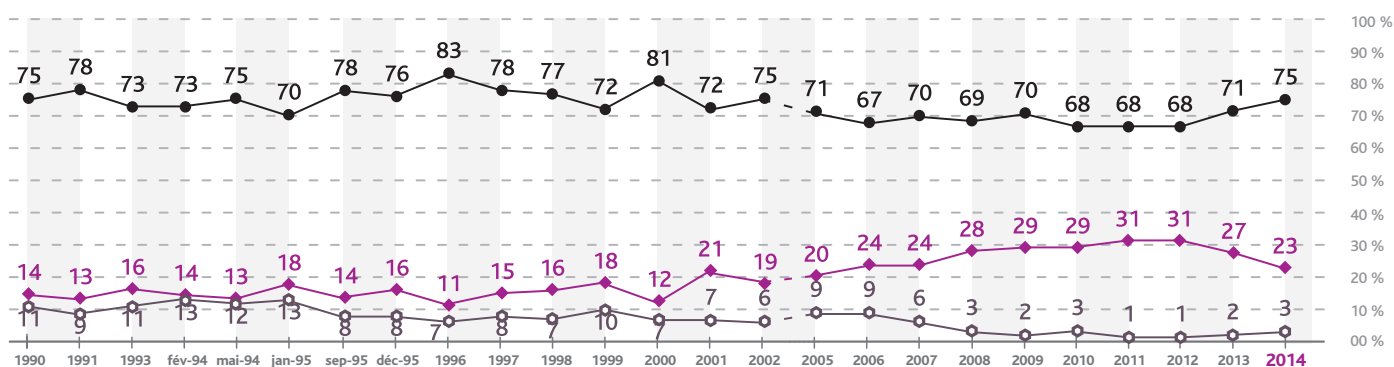
Les organismes de contrôle de l'État⁶



Les organismes d'experts internationaux⁷



Les syndicats



6. Depuis octobre 1999, il s'agit des organismes de contrôle de l'État «Direction de la sûreté des installations nucléaires, etc.». En novembre 2002, cet intitulé a été remplacé par «Direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection» ; en novembre 2006, par «Autorité de sûreté nucléaire».

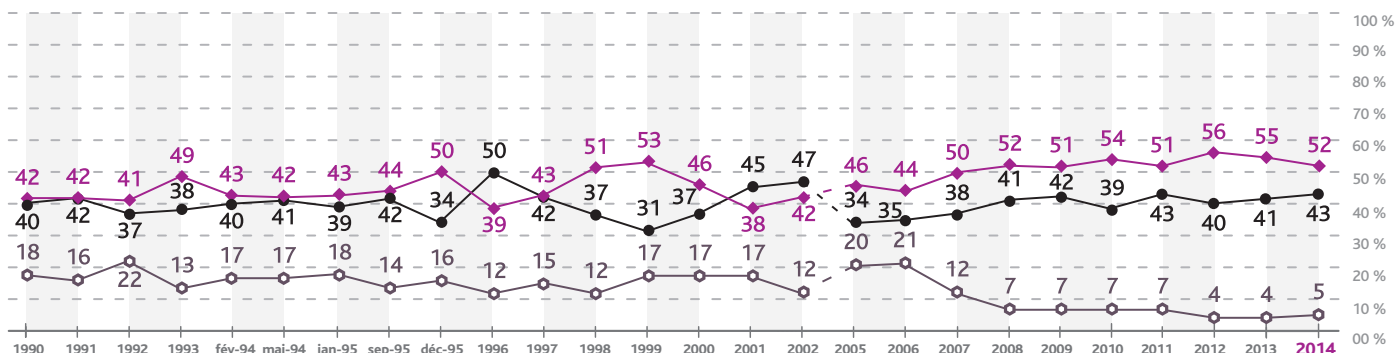
7. En octobre 1999, l'intitulé «Les organismes d'experts internationaux» avait été remplacé par «Les organismes internationaux».

QUESTION N°12

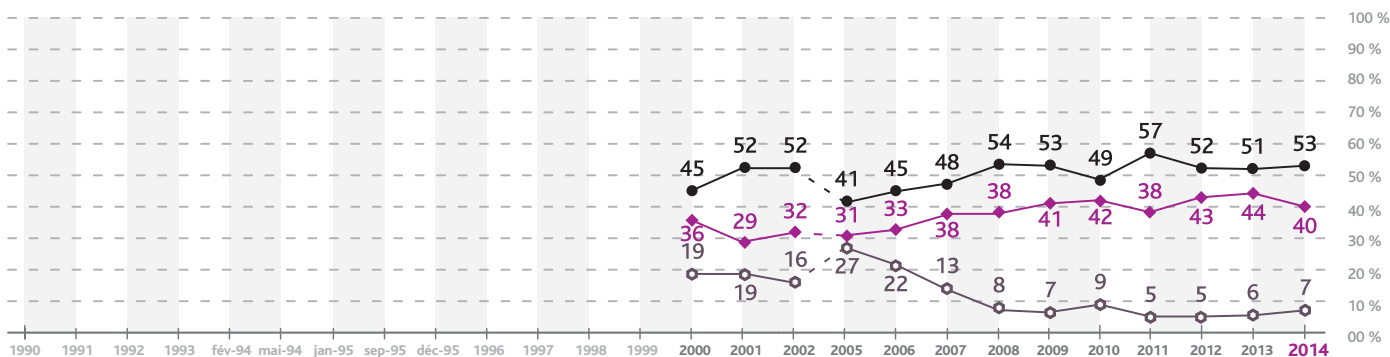
Les sources d'informations suivantes vous disent-elles la vérité sur le nucléaire en France ?

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ 1990 À 2014

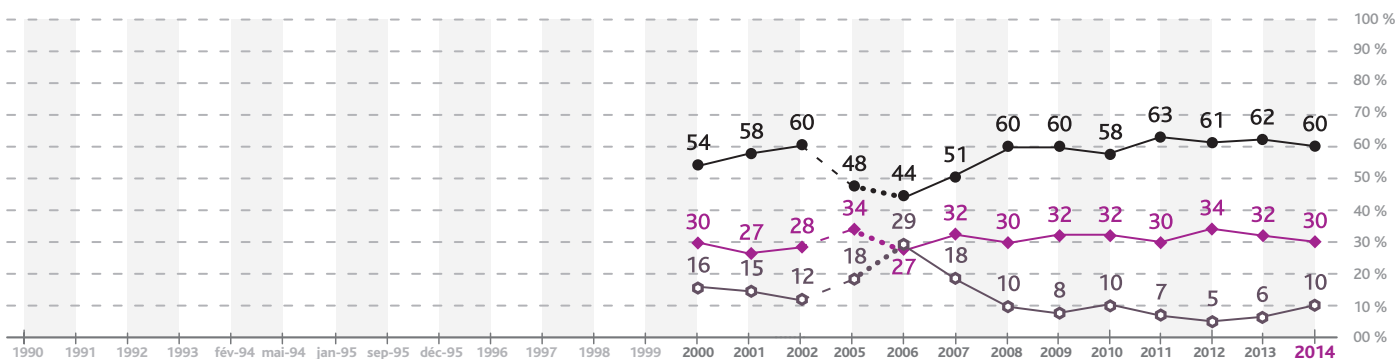
L'Académie des sciences



L'Andra



Areva (Cogema jusqu'en 2005)



◆ OUI ● NON ⬡ NE SAIT PAS

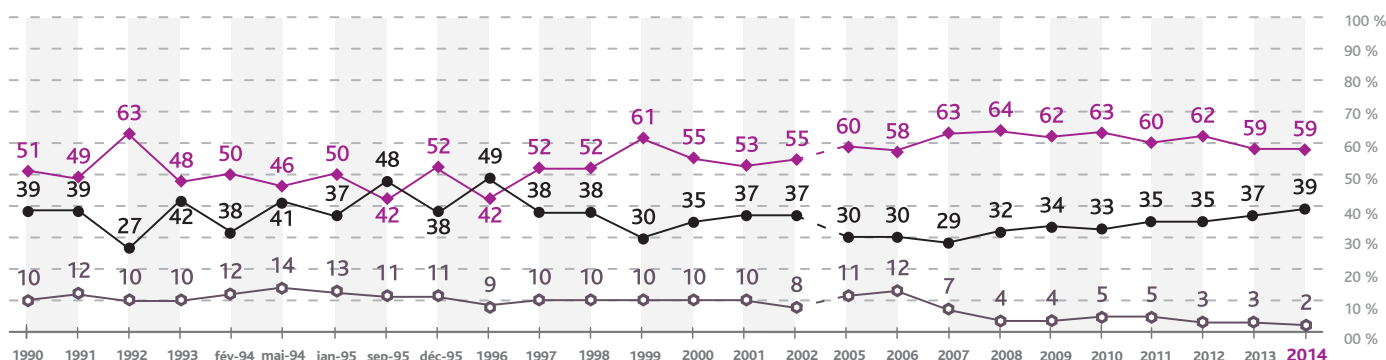
QUESTION

N°12 (suite)

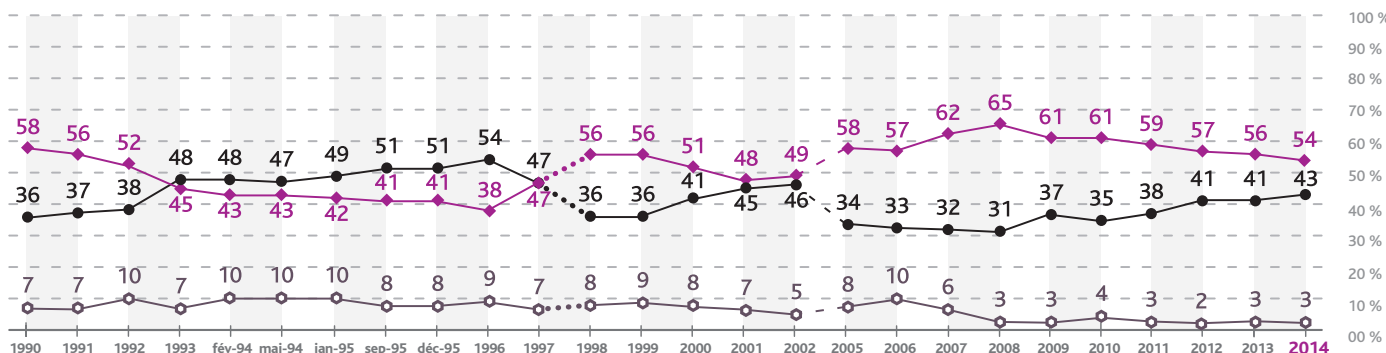
Les sources d'informations suivantes vous disent-elles la vérité sur le nucléaire en France ?

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ 1990 À 2014

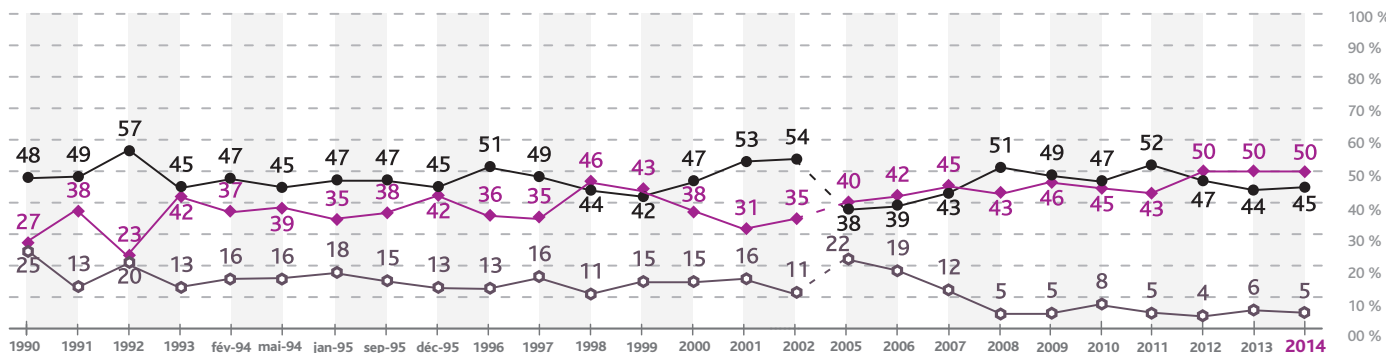
Les associations de consommateurs



Les écologistes (depuis 1998, il s'agit des associations écologistes)

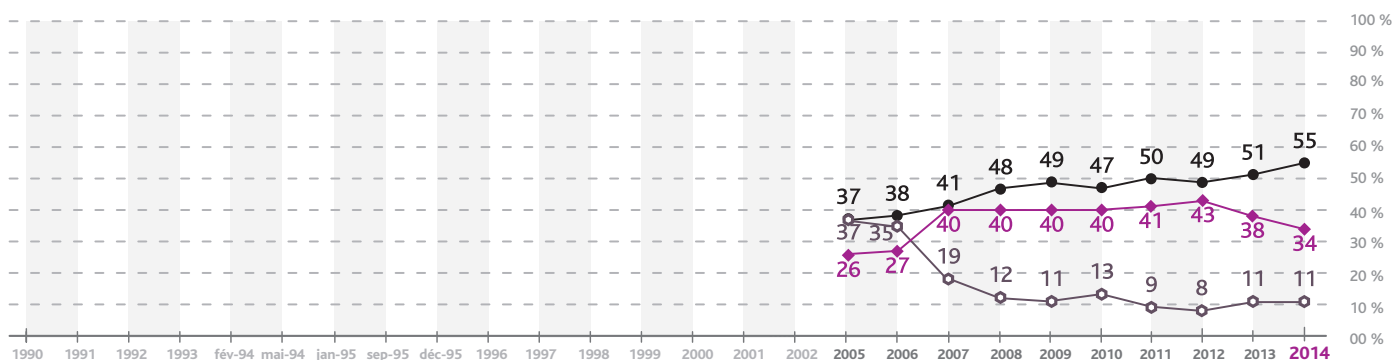


Le CEA

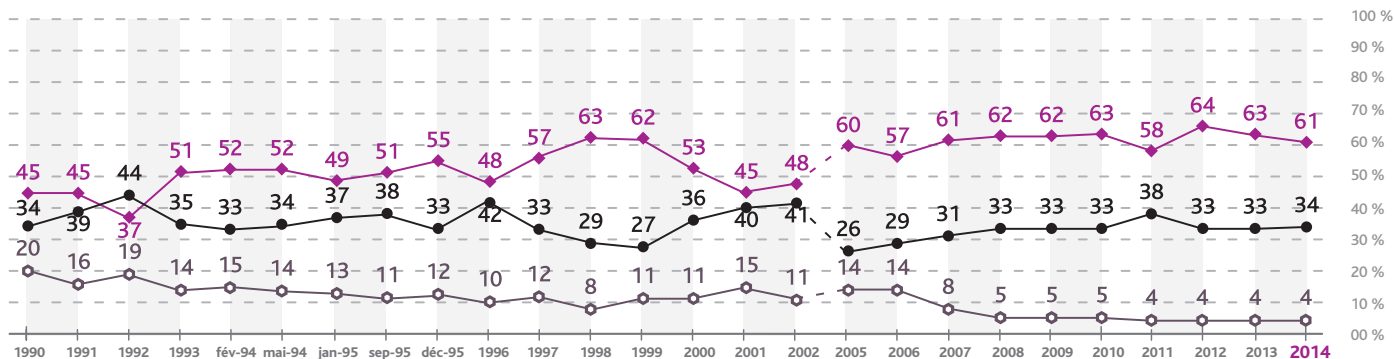


◆ OUI ● NON ⬢ NE SAIT PAS

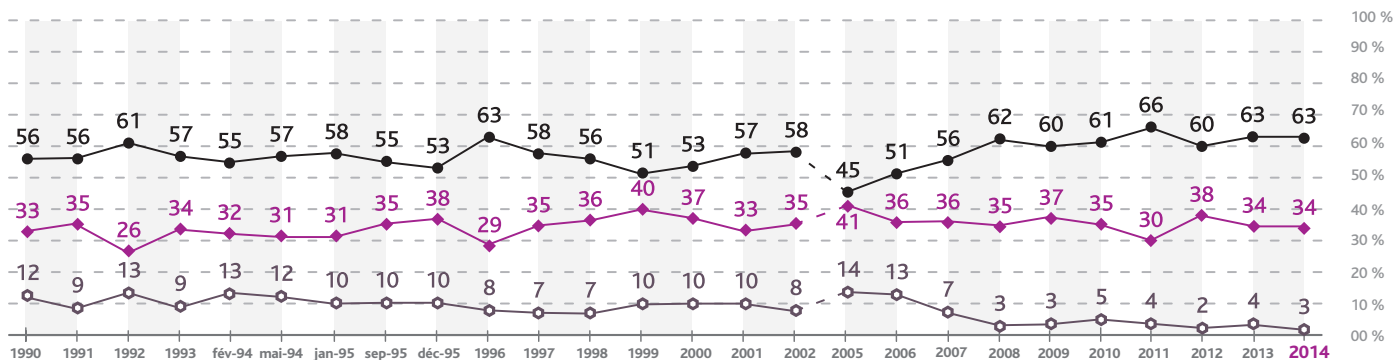
Les CLI



Le CNRS



EDF



◆ OUI ● NON ⬡ NE SAIT PAS

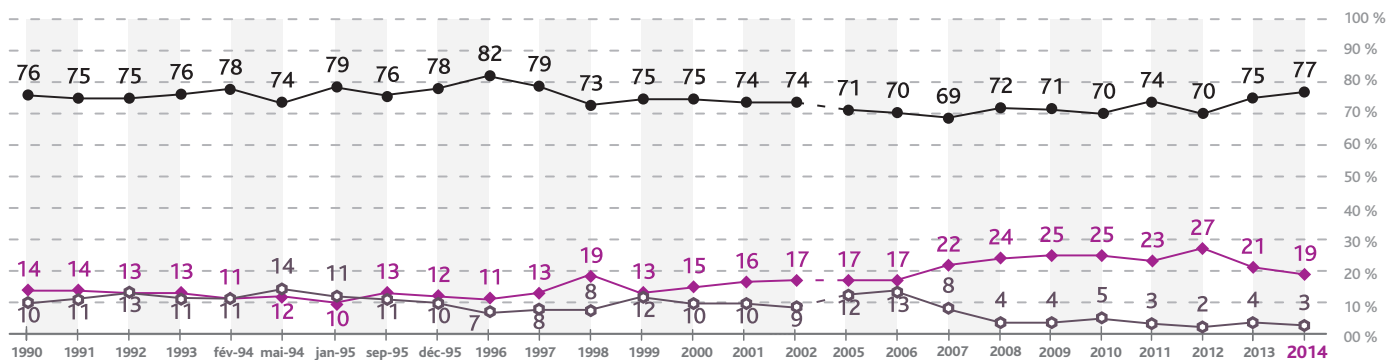
QUESTION

N°12 (suite)

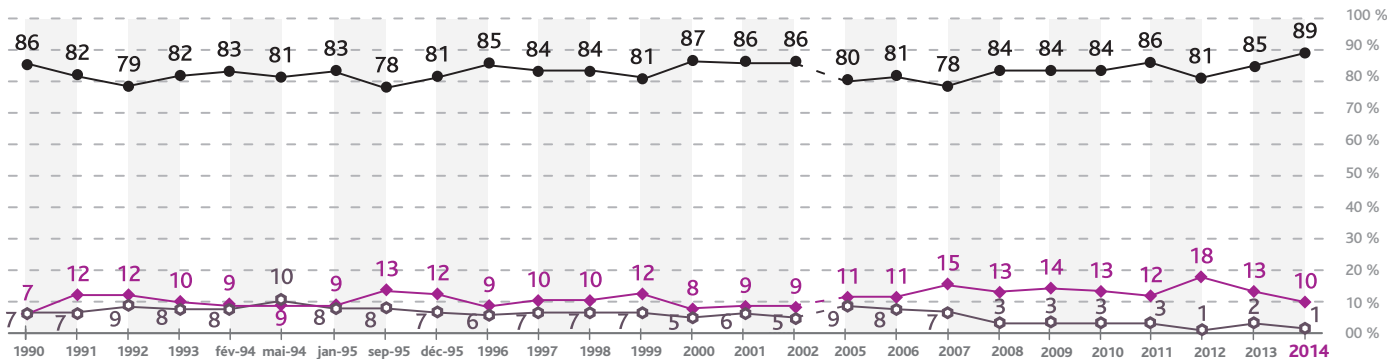
Les sources d'informations suivantes vous disent-elles la vérité sur le nucléaire en France ?

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ 1990 À 2014

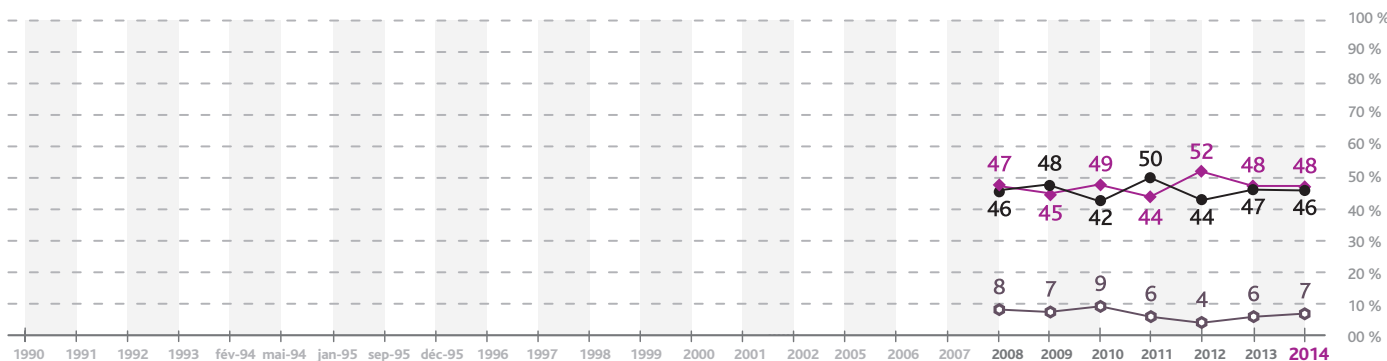
Les élus locaux



Le gouvernement

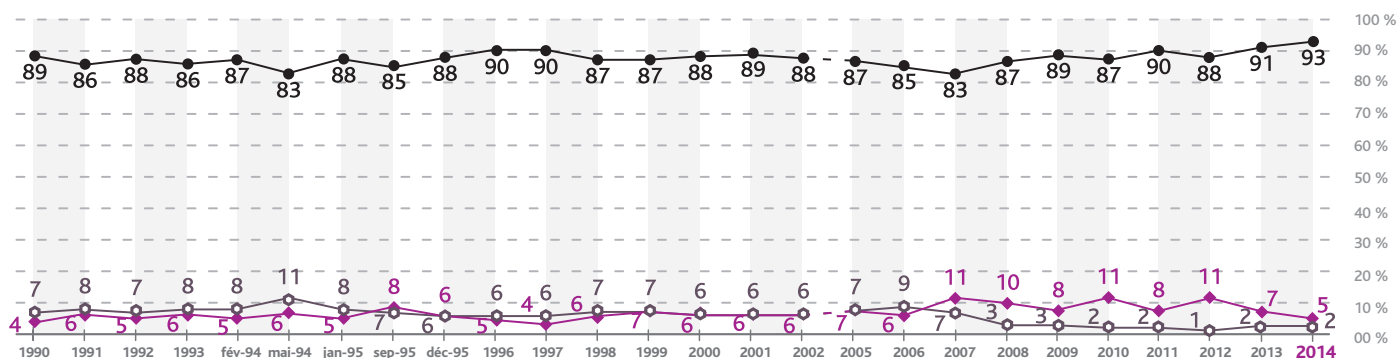


Le HCTISN

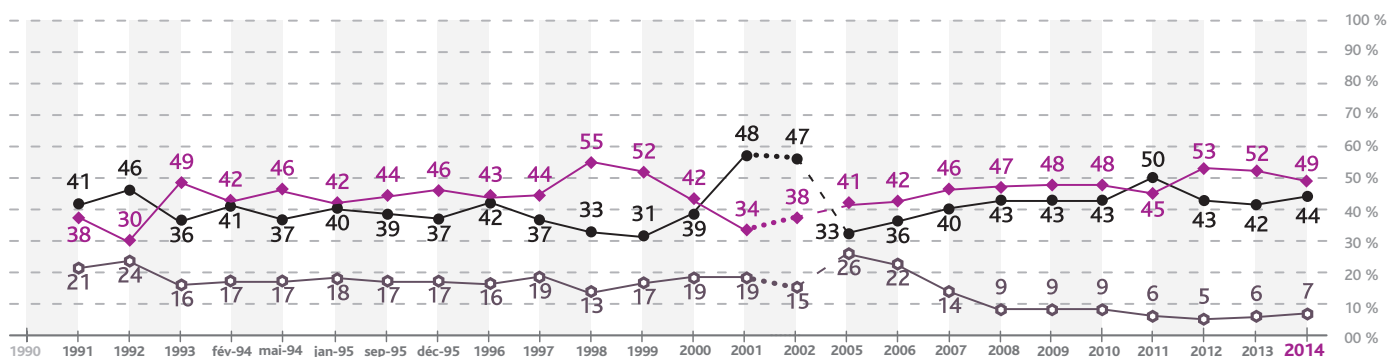


◆ OUI ● NON ⬡ NE SAIT PAS

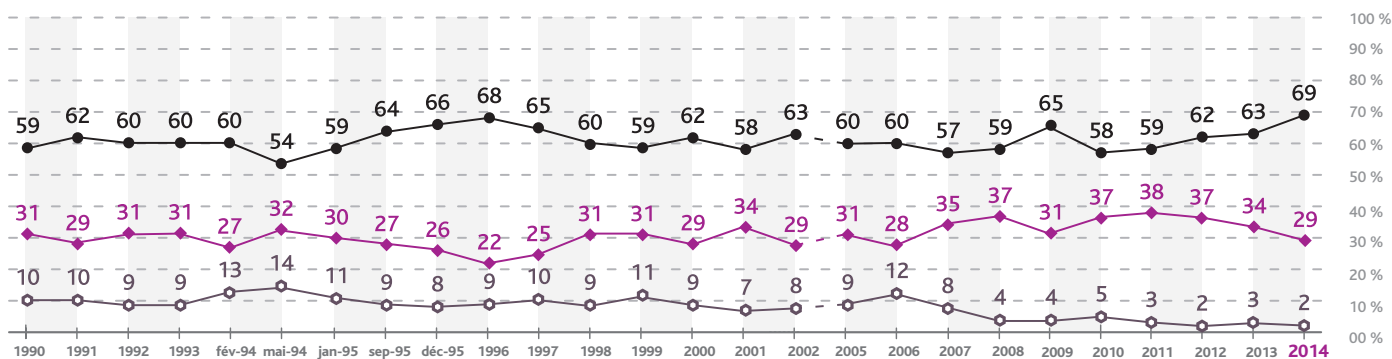
Les hommes politiques



L'IRSN⁸



Les journalistes



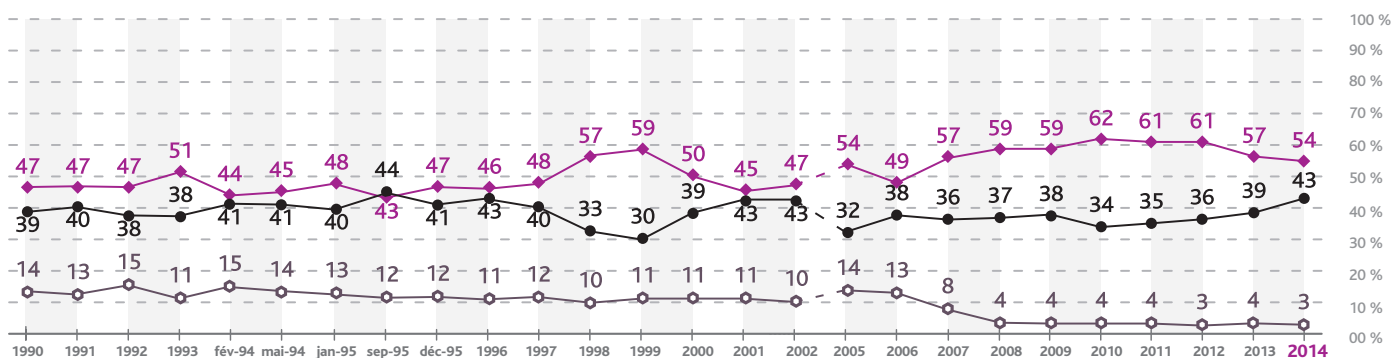
8. En novembre 2002, l'intitulé «IPSN», Institut de protection et de sûreté nucléaire, a été remplacé par «IRSN», Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

QUESTION N°12 (suite)

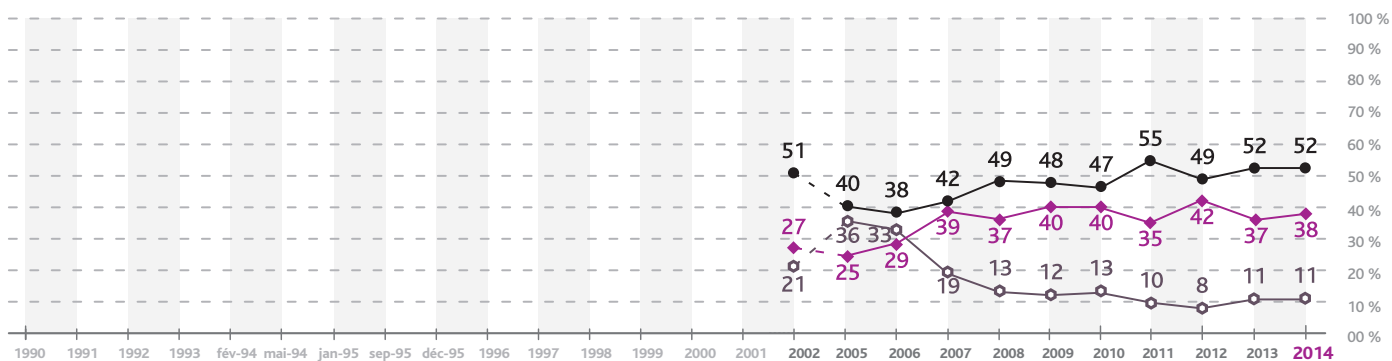
Les sources d'informations suivantes vous disent-elles la vérité sur le nucléaire en France ?

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ 1990 À 2014

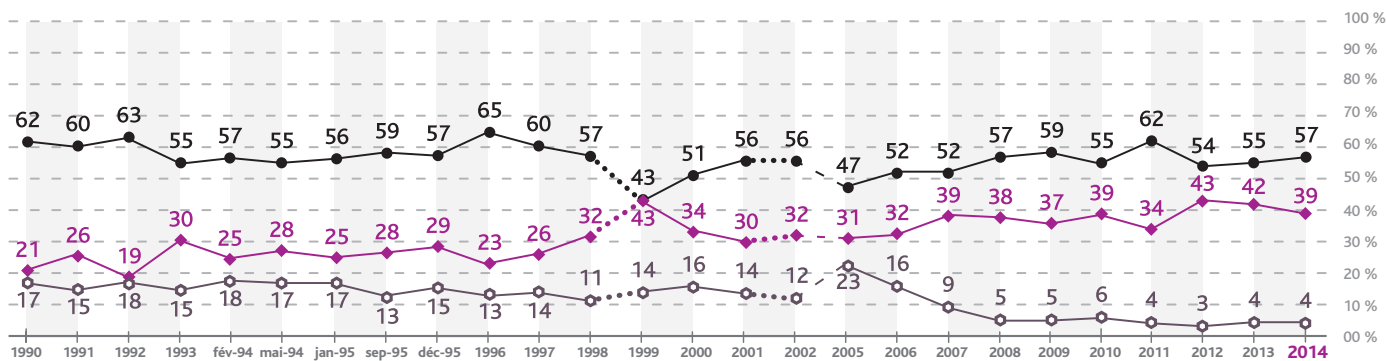
Les médecins



L'OPECST

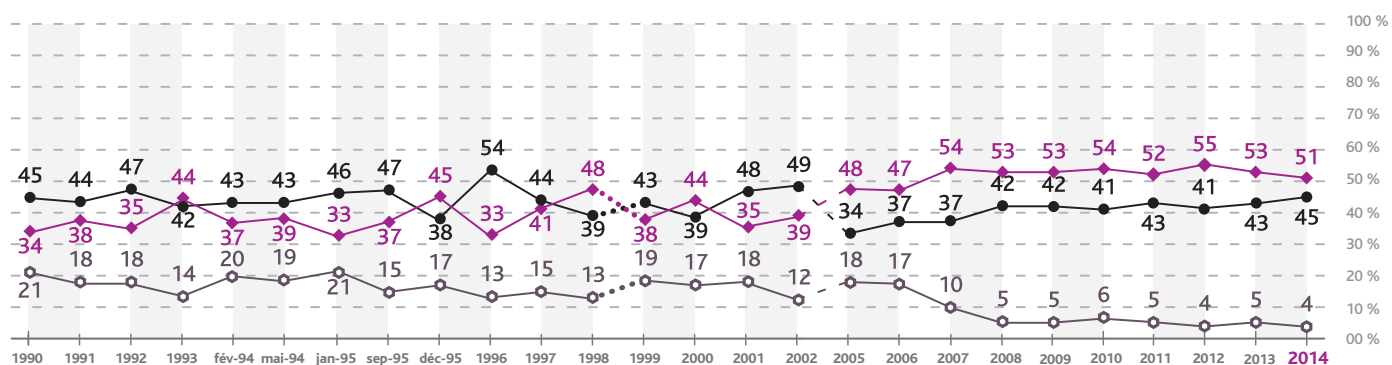


Les organismes de contrôle de l'État⁹

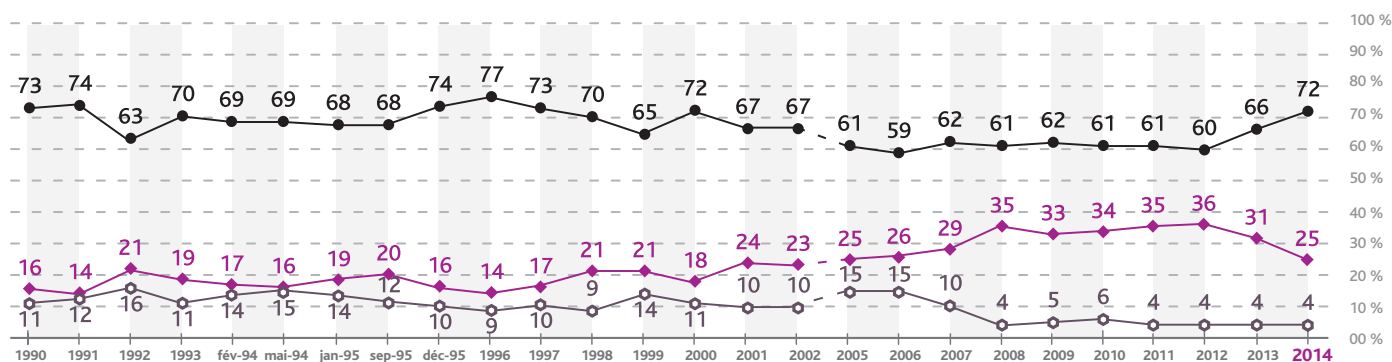


9. Depuis octobre 1999, il s'agit des organismes de contrôle de l'État « Direction de la sûreté des installations nucléaires, etc. ». En novembre 2002, cet intitulé a été remplacé par « Direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection » ; en novembre 2006, par « Autorité de sûreté nucléaire ».

Les organismes d'experts internationaux¹⁰



Les syndicats



10. En octobre 1999, l'intitulé «Les organismes d'experts internationaux» avait été remplacé par «Les organismes internationaux».

LE RADON DANS LES HABITATIONS

PARTIE 5

LA CONNAISSANCE DU RISQUE

La perception du radon dans les habitations est mesurée non seulement à travers la question classique de la notoriété (en avoir entendu parler) mais également en se référant à la conscience du risque : le connaître ou non et se sentir ou non concerné. La question des sources d'informations sur ce risque est également abordée.

QUESTION
N°1

Avez-vous déjà entendu parler du radon ?

QUESTION
N°2

Connaissez-vous les risques liés au radon ?

QUESTION
N°3

Pensez-vous être concerné(e) par ce risque ?

QUESTION
N°4

Pour vous informer sur les risques liés au radon, vous vous adresseriez :
(plusieurs réponses possibles)

QUESTION
N°5

En mars 2014, des concentrations anormalement élevées de radon ont été détectées dans une maison de Bessines-sur-Gartempe, en Limousin. Cette affaire a-t-elle retenu votre attention ?

NOTORIÉTÉ

Le risque lié au radon apparaît mal connu : près de deux Français sur trois n'ont pas entendu parler du radon

Parmi ceux qui en ont entendu parler, moins de la moitié déclare connaître les risques qui y sont liés, soit 16 % de la population générale. Une précédente enquête réalisée en 2001 donnait des résultats comparables. Les personnes âgées de 50 ans et plus, celles qui ont obtenu des diplômes du supérieur et celles qui sont prêtes à participer à des réunions d'information en ont davantage entendu parler (45 %).

Dans l'ensemble de la population, une personne sur six environ déclare être concernée par ce risque. Ceux qui sont prêts à participer se sentent plus concernés.

1. Même si les concentrations mesurées dans les habitations d'une même localité sont très variables, les autorités ont retenu un critère d'activité volumique moyenne du radon (supérieure à 100 becquerels par mètre cube) pour déclarer ces départements prioritaires en matière de prévention.

Le risque radon étant inégalement réparti sur le territoire national, une analyse spécifique a été entreprise sur les départements où ce risque était plus élevé¹. L'exposition objective à un risque a un certain effet sur le fait de se sentir concerné par ce risque : dans les départements où ce risque est plus élevé, une plus grande proportion de la population déclare connaître ce risque (20 % contre 16 % en moyenne) et surtout se sentir concernée (33 % contre 18 % en moyenne). En première hypothèse, cette plus grande conscience du risque peut refléter le fait que l'information sur ce sujet circule mieux dans ces départements.

SOURCES D'INFORMATIONS

Face à une mauvaise connaissance du risque radon, la question des moyens d'information apparaît particulièrement essentielle

Les médecins, l'Agence régionale de santé et la mairie sont les trois sources d'informations auxquelles les Français s'adresseraient pour s'informer sur les risques liés au radon : ces sources sont mentionnées par environ une personne sur trois. Un peu moins d'une personne sur quatre mentionne une communauté d'internautes, une proportion somme toute assez importante et qui indique bien que ce mode de transmission des informations occupe une place non négligeable aujourd'hui. Un peu moins d'une personne sur cinq se tournerait vers les associations écologistes ou les pompiers, et environ une sur dix vers les associations de consommateurs ou son pharmacien.

Dans ce contexte de méconnaissance du risque radon, il est peu surprenant que les problèmes concernant une maison à Bessines-sur-Gartempe, dans le Limousin, n'aient pas attiré l'attention : moins d'une personne sur dix déclare ainsi en avoir entendu parler. La proportion est équivalente dans les départements où le risque radon est plus élevé. Par comparaison, en 2008, deux Français sur trois avaient entendu parler des incidents dans la centrale du Tricastin, et plus d'un sur deux avait plus précisément entendu parler de Socrati ; en 2009, la notoriété de ces événements restait élevée (63 % ; 51 %).

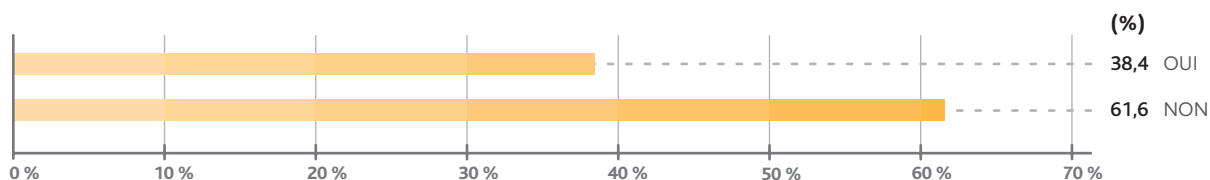
1 SUR 6

Un Français sur six connaît les risques liés au radon.

QUESTION N°1

Avez-vous déjà entendu parler du radon ?

NOVEMBRE 2014

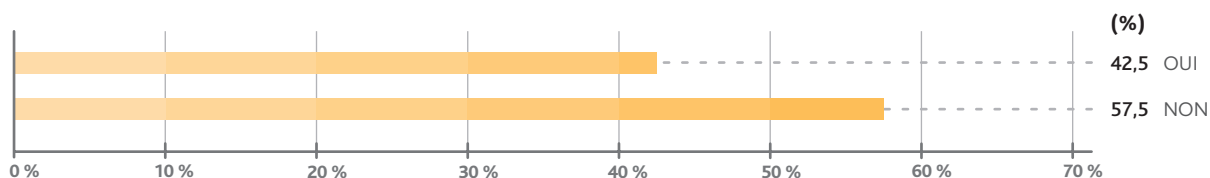


QUESTION N°2

Connaissez-vous les risques liés au radon ?

NOVEMBRE 2014

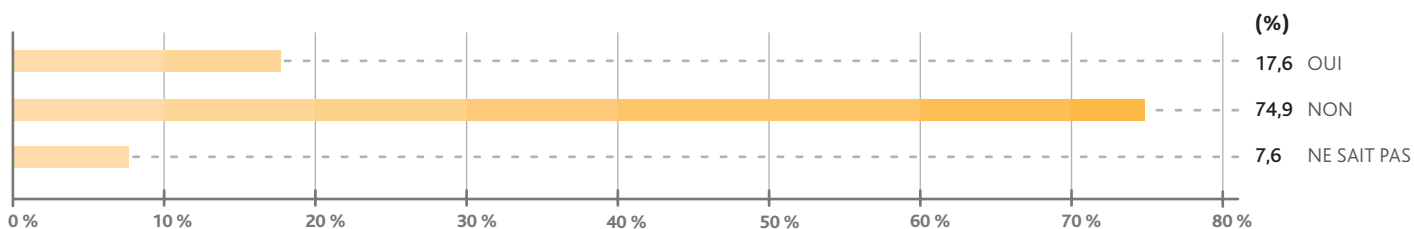
Base : les personnes qui ont déjà entendu parler du radon
(386 en 2014)



QUESTION N°3

Pensez-vous être concerné(e) par ce risque ?

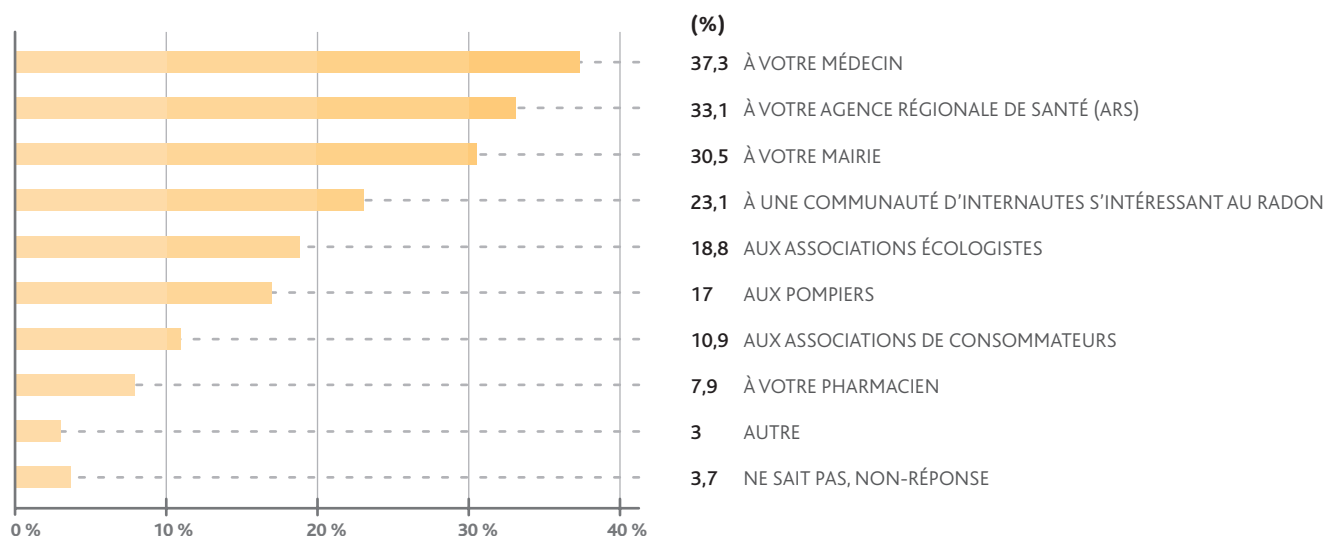
NOVEMBRE 2014



QUESTION N°4

Pour vous informer sur les risques liés au radon,
vous vous adresseriez :
(plusieurs réponses possibles)

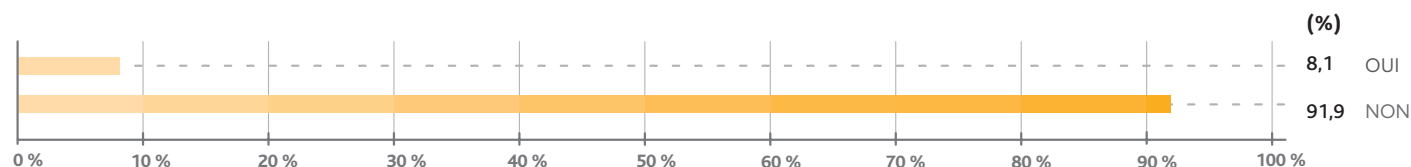
NOVEMBRE 2014



QUESTION N°5

En mars 2014, des concentrations anormalement élevées de
radon ont été détectées dans une maison de Bessines-sur-
Gartempe, en Limousin. Cette affaire a-t-elle retenu votre
attention ?

NOVEMBRE 2014



LES MESURES DANS LES HABITATIONS

Les attitudes au sujet de la mesure du risque radon sont approchées au travers de deux questions : l'une sur l'intérêt personnel pour qu'une telle mesure soit effectuée dans sa propre habitation, et l'autre sur le fait que cette mesure soit imposée par l'État. Cette approche est complétée par l'étude des acteurs perçus comme les plus aptes à délivrer des conseils sur d'éventuels travaux dans son habitation pour prévenir le risque.

QUESTION N°6

Il est possible de mesurer, dans votre habitation, la concentration en radon grâce à un appareil (dosimètre). Êtes-vous intéressé d'effectuer cette mesure dans votre habitation ?

QUESTION N°7

Pensez-vous que la mesure de radon doit être imposée par l'État pour chaque habitation en France ?

QUESTION N°8

En cas de concentration de radon élevée dans votre habitation, il est possible d'agir en réalisant des travaux pour réduire le risque. À qui vous adresseriez-vous pour obtenir des conseils ? (plusieurs réponses possibles)

INTÉRÊT POUR LA MESURE

Les Français sont plus intéressés par la mesure du radon dans leur habitation qu'ils ne sont concernés par le risque

Environ un Français sur trois se déclare intéressé par la perspective d'effectuer chez lui une telle mesure du radon. Il est intéressant de remarquer que cette proportion est significativement supérieure au pourcentage de personnes s'estimant concernées par cette question : il est tout à fait possible qu'une part des réponses positives dénote simplement un effet d'opportunité. Une proportion équivalente, soit environ une personne sur trois, estime que cette mesure devrait être imposée par l'État, une nette majorité s'exprimant donc pour que ce ne soit pas le cas.

Le fait de se sentir concerné, même s'il n'explique pas totalement l'adhésion au principe d'une mesure, apparaît

déterminant. Les personnes qui se sentent concernées par le risque radon sont en majorité favorables à ce que la mesure soit effectuée dans leur habitation (voir tableau ci-dessous). Elles sont également en majorité favorables à ce que la mesure soit imposée par l'État. D'un autre côté, les personnes qui habitent dans un département où le risque radon est supérieur sont un peu plus nombreuses que la moyenne à être intéressées d'effectuer une mesure du radon dans leur habitation, mais elles ne se montrent pas plus en faveur d'une mesure du radon imposée par l'État. Sans surprise, ceux qui montrent de l'intérêt pour la mesure du radon (choisie ou imposée par l'État) sont donc ceux qui se sentent concernés, et cela indépendamment du lieu d'habitation. Une conséquence de ce résultat est qu'une campagne d'information sur le sujet peut modifier sensiblement à la hausse la proportion de personnes disposées à effectuer une mesure.

Intérêt pour une mesure du radon soit volontaire, soit imposée par l'État, selon que le répondant se sent ou non concerné

	Se sent concerné par le risque radon			Habite dans un département où le risque est le plus élevé	(%)
	Oui	Non ou SR	Ensemble		
Intéressé d'effectuer une mesure du radon dans son habitation					
Oui	54	27	32	40	
Non ou sans réponse	46	73	68	60	
Pense que la mesure du radon doit être imposée par l'État					
Oui	59	32	37	38	
Non ou sans réponse	41	68	63	62	

1 SUR 3

Un Français sur trois est intéressé par l'idée d'effectuer la mesure du radon dans son habitation.

LA RÉALISATION DES TRAVAUX

La mairie, l'Agence régionale de santé et l'ANAH vues comme les meilleurs conseils

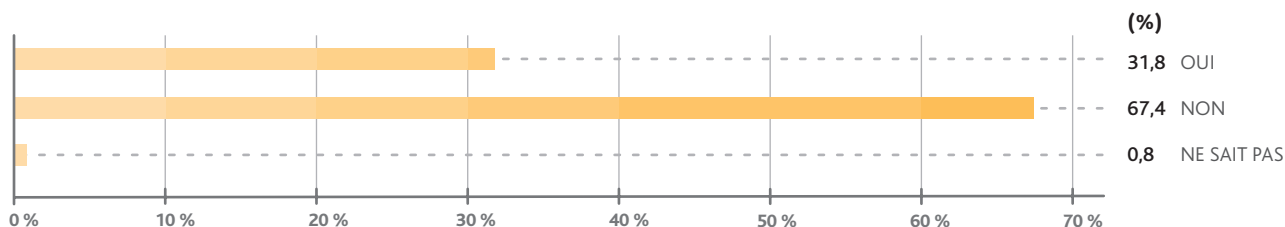
S'ils devaient demander des conseils pour réaliser des travaux, les Français s'adresseraient en priorité à l'Agence régionale de santé, à leur mairie et à l'Agence nationale de l'habitat (ANAH), dans environ un cas sur trois.

Un peu plus d'un Français sur quatre s'adresserait à un professionnel du bâtiment, et autour de 15 % (soit une personne sur six ou sept) à une communauté d'internautes, aux associations écologistes ou aux associations de consommateurs. Les sources privées (professionnels, réseaux sociaux, associations) apparaissent ainsi comme une ressource importante face à cette question.

QUESTION N°6

Il est possible de mesurer, dans votre habitation, la concentration en radon grâce à un appareil (dosimètre). Êtes-vous intéressé d'effectuer cette mesure dans votre habitation ?

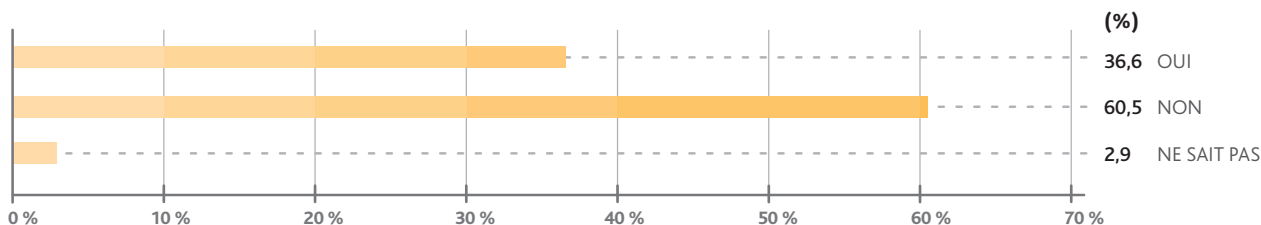
■ NOVEMBRE 2014



QUESTION N°7

Pensez-vous que la mesure de radon doit être imposée par l'État pour chaque habitation en France ?

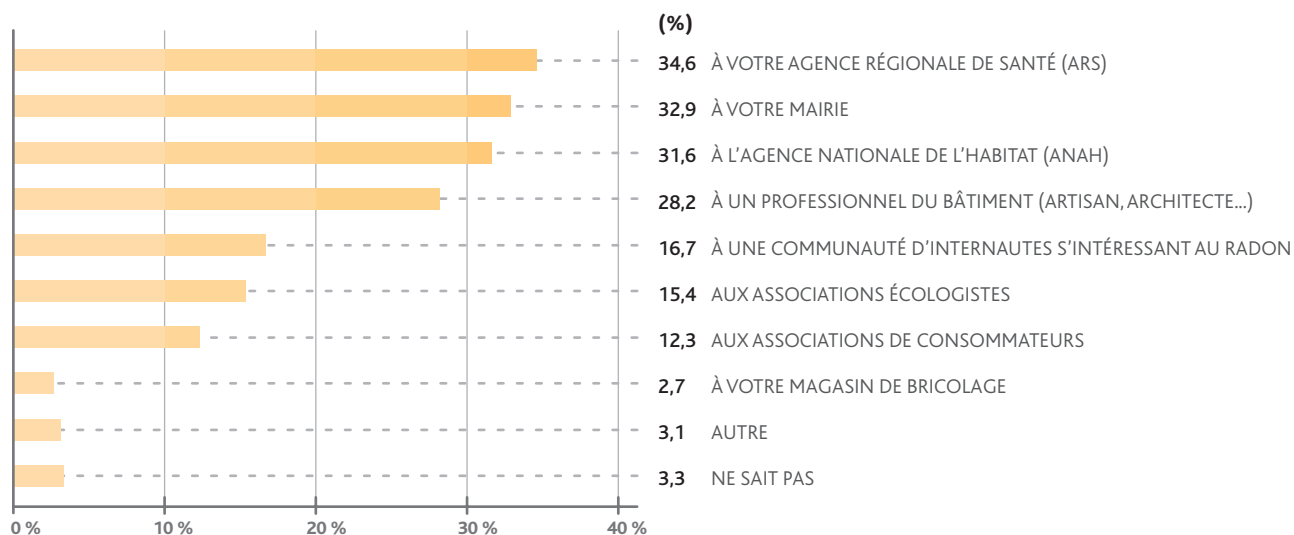
■ NOVEMBRE 2014



QUESTION N°8

En cas de concentration de radon élevée dans votre habitation, il est possible d'agir en réalisant des travaux pour réduire le risque. À qui vous adresseriez-vous pour obtenir des conseils ? (plusieurs réponses possibles)

■ NOVEMBRE 2014



RÉGION	(%)	Base enquête INSEE 2012
Région parisienne	18,9	(18,6)
Bassin Parisien Est	8,0	(7,8)
Bassin Parisien Ouest	8,8	(8,8)
Nord	6,0	(5,9)
Est	8,4	(8,8)
Ouest	13,6	(13,7)
Sud-Ouest	11,7	(11,8)
Sud-Est	11,7	(11,8)
Méditerranée	12,8	(12,8)

HABITAT

Rural	23,7	(23,5)
Moins de 20 000 hab.	16,5	(16,7)
20 000 à moins de 100 000 hab.	12,6	(12,7)
100 000 hab. et +	30,2	(30,4)
Agglomération parisienne	17,0	(16,7)

SEXE

Homme	47,9	(47,6)
Femme	52,1	(52,4)

ÂGE

18-24 ans	9,1	(9,2)
25-34 ans	15,1	(16,0)
35-49 ans	25,2	(26,0)
50-64 ans	26,2	(25,1)
65 ans et plus	24,3	(23,7)

CATÉGORIE SOCIO - PROFESSIONNELLE

Agriculteurs	1,0	(1,5)
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise, cadres ou professions intellectuelles supérieures	19,0	(18,2)
Professions intermédiaires	13,1	(14,1)
Employés, personnels de service	10,3	(10,0)
Ouvriers	17,2	(17,8)
Retraités, autres inactifs	39,4	(38,4)

Fin des variables quotas et strates

L'échantillon est proche des quotas visés. Il est tout à fait comparable aux échantillons des années antérieures et ne comporte aucune sous- ou sur-représentation d'une variable sociodémographique susceptible d'entraîner des différences sur les résultats.

STATUT DU CHEF DE FAMILLE	(%)
Salarié du secteur public	14,5
Salarié du secteur privé	32,0
Sous-total salariés	46,5
À son compte	8,1
Inscrit au Pôle Emploi	6,1
Inactif	44,9

PROFESSION DE L'INTERVIEWÉ

Agriculteurs	0,9
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise, cadres supérieurs	13,4
Professions intermédiaires	11,5
Employés, personnels de service	17,2
Ouvriers	11,9
Retraités ou autres inactifs	45,0

STATUT DE L'INTERVIEWÉ

Salarié du secteur privé	26,5
Salarié du secteur public	14,5
Sous-total salariés	41,0
À son compte	6,8
Inscrit au Pôle Emploi	7,3
Inactif	44,9

DIPLÔME

Avez-vous personnellement obtenu un diplôme d'études ? Si oui, quel est le plus élevé ?

Aucun diplôme	11,6
CEP, CAP	25,1
Brevet (BEPC, BEP)	16,6
Sous-total inférieur au bac	53,4
Baccalauréat	18,0
BTS, DUT (Brevet de technicien supérieur, Diplôme universitaire de technologie)	13,3
Autre diplôme supérieur (grande école, université)	15,3
Sous-total bac et plus	46,6
(NSP)	0,0

FORMATION (%)

Votre formation est plutôt :

Base : 889

Scientifique (physique, maths, chimie, technologie, informatique)	19,3
Sciences économiques et juridiques (droit, gestion, commerce)	18,9
Sciences de la vie, santé (médecine, paramédical, pharmacie, biologie)	10,9
Sciences humaines (lettres, psychologie, sociologie, arts)	12,7
Autres	37,8
(NSP)	0,3

NIVEAU DE REVENUS

Moins de 500 euros	2,8
De 500 à 749 euros	3,0
De 750 à 999 euros	6,0
De 1 000 à 1 499 euros	16,9
De 1 500 à 1 999 euros	13,5
De 2 000 à 2 499 euros	13,1
2 500 euros ou plus	33,0
(Refus / NSP)	11,7

LECTURE DE JOURNAUX SCIENTIFIQUES

Lisez-vous des journaux, des revues ou des magazines scientifiques, comme Science & Vie, Science et Avenir, Ça m'intéresse, La Recherche... ?

Souvent	9,4
De temps en temps	26,7
Rarement	20,7
Sous-total oui	56,9
Jamais	43,1

PROXIMITÉ POLITIQUE

Parmi les partis politiques suivants, pouvez-vous me dire duquel vous vous sentez le plus proche ou disons le moins éloigné ?

Lutte ouvrière	2,5
La Ligue communiste révolutionnaire (LCR) / Le NPA (Nouveau Parti anticapitaliste)	0,9
Le Parti communiste	2,1
Le Parti de gauche	3,9
Le Parti socialiste	15,3

(%)

Le Parti radical de gauche	0,5
Europe Écologie / Les Verts	6,6
Le Modem	4,3
L'UDI	2,2
L'UMP	15,2
Le Front national	8,3
Un autre parti	3,6
(Aucune proximité partisane / NSP)	34,7

POSITION POLITIQUE

Pouvez-vous me dire où vous vous situez sur le plan politique ?

Très à gauche	3,4
À gauche	11,9
Plutôt à gauche	13,9
Sous-total gauche	29,2
Ni à gauche ni à droite	37,0
Sous-total droite	26,7
Plutôt à droite	14,0
À droite	9,1
Très à droite	3,6
(Refus de répondre / NSP)	7,1

RELIGION

Pratiquez-vous régulièrement une religion ?

Oui	16,1
Non	83,3
Non - réponse	0,6

HABITEZ-VOUS À MOINS DE 20 KM...

d'une centrale nucléaire ?

Oui	6,2
Non	92,9
Ne sait pas	0,9

d'une autre installation nucléaire ?

Oui	7,1
Non	91,4
Ne sait pas	1,6

d'une installation chimique importante ?

Oui	22,9
Non	74,4
Ne sait pas	2,8

RÉGION ZEAT

- 1 Région parisienne
- 2 Bassin parisien est
- 3 Bassin parisien ouest
- 4 Nord
- 5 Est
- 6 Ouest
- 7 Sud-Ouest
- 8 Sud-Est
- 9 Méditerranée

AGGLO EN 9

- 1 2 000 à 5 000 hab.
- 2 5 000 à 10 000 hab.
- 3 10 000 à 20 000 hab.
- 4 20 000 à 50 000 hab.
- 5 50 000 à 100 000 hab.
- 6 100 000 à 200 000 hab.
- 7 > 200 000 hab.
- 8 Agglo Paris
- 9 Rural

RÉGION

- 1 NORD : 59-62
- 2 B.P. EST : 02-08-10-21-51-52-58-60-71-80-89
- 3 B.P. OUEST : 14-18-27-28-36-37-41-45-50-61-76
- 4 OUEST : 16-17-22-29-35-44-49-53-56-72-79-85-86
- 5 SUD-OUEST : 09-12-19-23-24-31-32-33-40-46-47-64-65-81-82-87
- 6 MÉDITERRANÉE : 04-05-06-11-13-30-34-48-66-83-84
- 7 CENTRE-EST : 01-03-07-15-26-38-42-43-63-69-73-74
- 8 EST : 25-39-54-55-57-67-68-70-88-90
- 9 R. PARIS. : 75-77-78-91 à 95

Interview réalisée auprès...

- 1 D'un homme
- 2 D'une femme

Quel est votre âge ?

Quelle est la profession du chef de famille ?
Quelle est sa fonction exacte ? Le chef de famille est-il :

- 1 Inscrit au Pôle Emploi
- 2 Salarié du secteur privé
- 3 Salarié du secteur public
- 4 À son compte
- 5 Inactif

Êtes-vous le chef de famille ?

- 1 OUI
- 2 NON

Quelle est votre profession ? Quelle est votre fonction exacte ?

Êtes-vous :

- 1 Inscrit au Pôle Emploi
- 2 Salarié du secteur privé
- 3 Salarié du secteur public
- 4 À son compte
- 5 Inactif

En France, parmi les problèmes actuels suivants, lequel est pour vous le plus préoccupant ? En premier ? En second ?

ENQUÊTEUR : MONTRER ÉCRAN ET ÉNUMÉRER

- 1 La dégradation de l'environnement
- 2 L'insécurité
- 3 Les risques nucléaires
- 4 Les accidents de la route
- 5 Le chômage
- 6 La misère et l'exclusion
- 7 Le sida
- 8 Les risques alimentaires
- 9 Le terrorisme
- 10 Les toxicomanies (drogue, alcoolisme, tabagisme...)
- 11 Les risques chimiques
- 12 Les conséquences de la crise financière
- 13 Les bouleversements climatiques
- 14 La qualité des soins médicaux
- 15 L'épidémie d'Ebola
- 16 [NSP]

alea 1->15

Je vais vous citer un certain nombre de problèmes d'environnement. Quel est celui qui vous semble le plus préoccupant ? En premier ? En second ?

- 1 La disparition d'espèces animales
- 2 La destruction des forêts
- 3 Le réchauffement climatique
- 4 La pollution de l'eau
- 5 La diminution de la couche d'ozone
- 6 La pollution de l'air
- 7 Les nuisances sonores
- 8 La dégradation des paysages
- 9 La pollution des sols
- 10 Les dommages liés aux catastrophes naturelles
- 11 [NSP]

alea 1->10

Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques pour les Français en général sont :

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Quasi nuls
- 2 Faibles
- 3 Moyens
- 4 Élevés
- 5 Très élevés
- 6 [NSP]

- 1 La drogue
- 2 Les déchets radioactifs
- 3 Le sida
- 4 La pollution atmosphérique
- 5 Les centrales nucléaires
- 6 La pollution des lacs, des rivières et des mers
- 7 Les produits alimentaires
- 8 Les déchets chimiques
- 9 Le tabagisme des jeunes
- 10 Les inondations
- 11 Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl
- 12 Le terrorisme
- 13 Les OGM (Organismes génétiquement modifiés)
- 14 Les accidents de la route
- 15 Le radon dans les habitations
- 16 Les installations chimiques
- 17 Les incinérateurs de déchets ménagers
- 18 Le transport des matières dangereuses
- 19 L'alcoolisme
- 20 Les antennes de réseau pour téléphones portables
- 21 Les radiographies médicales
- 22 Les pesticides
- 23 Les accidents domestiques
- 24 L'obésité des jeunes
- 25 Les incendies de forêt
- 26 Les maladies professionnelles
- 27 Les risques médicaux
- 28 Le bruit
- 29 La pollution des sols
- 30 Les perturbateurs endocriniens
- 31 La canicule
- 32 Les accidents de radiothérapie
- 33 Les nanoparticules
- 34 Les lignes à haute tension

alea 1->34

Avez-vous confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes dans les domaines suivants ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Non, pas du tout
- 2 Non, pas vraiment
- 3 Plus ou moins
- 4 Oui, assez
- 5 Oui, tout à fait
- 6 [NSP]

(Même liste que question précédente)

Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Non, pas du tout
- 2 Non, pas vraiment
- 3 Plus ou moins
- 4 Oui, assez
- 5 Oui, tout à fait
- 6 [NSP]

(Même liste que question précédente)

Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives au rôle des experts scientifiques. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante.

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Pas du tout d'accord
- 2 Pas tellement d'accord
- 3 Peut-être d'accord
- 4 Bien d'accord
- 5 Entièrement d'accord
- 6 [Sans opinion, non-réponse]

- 1 Il faut être certain des avis des experts scientifiques avant d'informer les populations
- 2 Les experts scientifiques sont trop spécialisés pour avoir une vue large d'un problème
- 3 En matière de risque, il est normal de prendre toutes les précautions, même lorsque les experts scientifiques n'ont que des doutes
- 4 Respecter les règles, c'est le meilleur moyen de diminuer un risque
- 5 Dans leurs avis, les experts scientifiques doivent aussi présenter les points de désaccord
- 6 Il est normal que les avis des experts scientifiques ne soient pas tous rendus publics
- 7 Les décideurs politiques ne s'appuient pas assez sur les experts scientifiques
- 8 Les experts scientifiques doivent davantage tenir compte de l'opinion de la population avant de rendre un avis
- 9 Les experts scientifiques se cachent derrière la complexité de leurs études pour ne pas communiquer
- 10 Il faut mettre à la portée de tous une information compréhensible sur les risques des installations
- 11 Les avis scientifiques ne peuvent pas être compris par le public

alea 1->11

Enfin, deux dernières propositions relatives au rôle de la science et des technologies.

- 12 Le développement de la science et des technologies génère plus de bénéfices que d'effets néfastes

- 13 Le développement de la science et des technologies crée plus de risques qu'il n'en supprime

alea 12->13

Quelles sont pour vous les deux principales qualités d'un expert scientifique ? En premier ? En second ?

- 1 Il est indépendant dans son jugement
- 2 Il est techniquement compétent
- 3 Il dit honnêtement comment il est arrivé à ses conclusions
- 4 Il est réactif face à des situations non prévues
- 5 Il déclare ses liens éventuels avec les industriels
- 6 Il est créatif
- 7 [Autre]
- 8 [NSP]

De manière générale, avez-vous une bonne ou une mauvaise opinion des experts scientifiques ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Très bonne
- 2 Bonne
- 3 Ni bonne ni mauvaise
- 4 Mauvaise
- 5 Très mauvaise
- 6 [NSP]

Diriez-vous qu'aujourd'hui vous faites plus confiance ou moins confiance à la science qu'il y a une dizaine d'années ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Beaucoup plus confiance
- 2 Plus confiance
- 3 Autant confiance
- 4 Moins confiance
- 5 Beaucoup moins confiance
- 6 [NSP]

Pour une installation qui présente des risques pour l'environnement et les populations avoisinantes, qui doit, selon vous, contrôler ce qui se passe à l'extérieur de l'installation ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Les pouvoirs publics aux niveaux national et local
- 2 Les élus locaux (conseil régional, conseil général, municipalité)
- 3 Les organisations et associations non gouvernementales
- 4 Un comité local de citoyens
- 5 L'exploitant de l'installation
- 6 Un comité d'experts scientifiques
- 7 [NSP]

Accepteriez-vous de vivre près...

- 1 OUI
- 2 NON
- 3 [NSP]

- 1 D'une centrale nucléaire
- 2 D'une installation chimique importante
- 3 D'un site de stockage de déchets chimiques
- 4 D'un site de stockage de déchets radioactifs
- 5 D'une décharge d'ordures ménagères
- 6 D'une zone inondable
- 7 D'une zone sismique
- 8 D'un aéroport
- 9 De lignes à haute tension
- 10 D'un incinérateur de déchets ménagers
- 11 D'un centre de recherche nucléaire
- 12 D'une antenne de réseau pour téléphones portables
- 13 D'un parc éolien

alea 1->13

Seriez-vous prêt à consacrer du temps pour participer à des réunions d'information et de concertation sur les modes de gestion des installations à risques ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Oui, une fois par an
- 2 Oui, deux ou trois fois par an
- 3 Oui, quatre fois par an ou plus
- 4 Non
- 5 [NSP]

Une structure réunissant des experts scientifiques, des décideurs politiques, des industriels, des associations, des citoyens et dont le but serait de s'occuper des situations à risques serait, selon vous...

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Très utile
- 2 Plutôt utile
- 3 Plutôt inutile
- 4 Très inutile
- 5 [NSP]

alea 1->13

Et quels seraient selon vous les avantages d'une telle structure ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Contribuer à réduire les risques
- 2 Avoir accès à des informations fiables
- 3 Mieux identifier les risques
- 4 Faire émerger de nouveaux points de vue et idées
- 5 Éclairer le décideur sur les différentes options
- 6 Améliorer la qualité de l'expertise
- 7 Mieux définir la question à étudier
- 8 Améliorer la communication des résultats
- 9 Rendre plus crédible l'expertise
- 10 [NSP]

alea 1->9

Parmi les diverses activités industrielles ou technologiques suivantes, quelles sont celles qui, selon vous, risquent le plus de provoquer un accident grave ou une catastrophe en France ?

PREMIÈRE CITÉE - UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Les installations chimiques
- 2 Les transports de matières dangereuses
- 3 La distribution de gaz naturel
- 4 Les raffineries de pétrole
- 5 Les centrales nucléaires
- 6 Les barrages
- 7 Le stockage des déchets radioactifs
- 8 Le transport aérien
- 9 Le transport par route
- 10 Le transport par rail
- 11 Les installations militaires
- 12 Les laboratoires de recherche sur les virus
- 13 Les fabriques et dépôts de feux d'artifice
- 14 [Autres]
- 15 [NSP]

alea 1->13

Parmi les diverses activités industrielles ou technologiques suivantes, quelles sont celles qui, selon vous, risquent le plus de provoquer un accident grave ou une catastrophe en France ?

2 RÉPONSES POSSIBLES - AUTRES CITÉES

Je vais vous citer des mesures que pourrait prendre un organisme d'expertise pour mieux rendre compte des résultats de ses expertises. Dites-moi, pour chacune d'elles, si elle vous paraît prioritaire, importante mais pas prioritaire ou secondaire.

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Prioritaire
- 2 Importante mais pas prioritaire
- 3 Secondaire
- 4 [NSP]

- 1 Rendre accessible à tous la liste de l'ensemble de ses travaux en cours
 - 2 Rendre accessible à tous la liste des demandes d'expertise qui lui sont faites
 - 3 S'engager à répondre à toutes les questions posées par les associations et par les citoyens
 - 4 Organiser des réunions publiques pour débattre de ses travaux
 - 5 Rendre publics ses rapports d'expertise
- alea 1->5

Voici un certain nombre de raisons qui pourraient empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique. Pour chacun des cas suivants, dites-moi si c'est une bonne raison pour empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique.

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Oui, tout à fait
 - 2 Oui, plutôt
 - 3 Non, plutôt pas
 - 4 Non, pas du tout
 - 5 [NSP]
- 1 La propriété industrielle
 - 2 L'impossibilité d'exprimer les résultats en des termes compréhensibles par le public
 - 3 Le droit de la personne qui a commandé les travaux de décider librement de la publication
 - 4 Les engagements contractuels de l'expert
 - 5 L'attente de la décision à prendre suite aux résultats de l'expertise
 - 6 L'incertitude scientifique des résultats obtenus
 - 7 La lutte contre le terrorisme
 - 8 Le secret défense

alea 1->8

L'expertise des risques technologiques se traduit par des rapports aux autorités compétentes pour qu'elles puissent décider d'autoriser ou non l'exploitation des installations industrielles. Pour mieux comprendre les décisions, jugez-vous utile la diffusion, auprès du public, de tous ces rapports d'expertise ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Pas du tout utile
- 2 Pas tellement utile
- 3 Peut-être utile
- 4 Bien utile
- 5 Entièrement utile
- 6 [NSP]

Quelle est votre préférence entre les deux propositions suivantes ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Je préfère moi-même avoir accès à ces dossiers et construire ainsi ma propre opinion
- 2 Je préfère que l'accès à ces dossiers techniques soit uniquement réservé à d'autres, comme les médias, les élus, les associations
- 3 [NSP]

Dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaire, pensez-vous que les intervenants et les organismes suivants soient techniquement compétents ?

- 1 Oui
 - 2 Non
 - 3 [NSP]
- 1 Le gouvernement
 - 2 Les associations écologistes
 - 3 EDF (Électricité de France)
 - 4 Les journalistes
 - 5 Le CEA (Commissariat à l'énergie atomique)
 - 6 Les médecins
 - 7 Le CNRS (Centre national de la recherche scientifique)
 - 8 Les organismes d'experts internationaux
 - 9 Areva
 - 10 Les associations de consommateurs
 - 11 Les hommes politiques
 - 12 L'Académie des sciences
 - 13 Les élus locaux
 - 14 Les syndicats
 - 15 Les organismes de contrôle de l'État (Autorité de sûreté nucléaire, etc.)
 - 16 L'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire)
 - 17 L'Andra (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs)
 - 18 L'OPECST (Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques)
 - 19 Les CLI (Commissions locales d'information)
 - 20 Le Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire
- alea 1->20

Les sources d'informations suivantes vous disent-elles la vérité sur le nucléaire en France ?

- 1 Oui
- 2 Non
- 3 [NSP]

(Même liste que question précédente)

Quel est aujourd'hui, selon vous, l'argument le plus fort contre le nucléaire ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Le manque de transparence dans l'industrie nucléaire
- 2 Les accidents de Tchernobyl et de Fukushima
- 3 La vulnérabilité des installations nucléaires
- 4 Les déchets nucléaires
- 5 [Autre raison]
- 6 [NSP]

Quel est aujourd'hui, selon vous, l'argument le plus fort pour le nucléaire ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 L'indépendance énergétique
- 2 Le coût du kilowattheure
- 3 L'absence d'émission de gaz carbonique
- 4 La sûreté des installations nucléaires
- 5 [Autre raison]
- 6 [NSP]

Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives aux installations nucléaires. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante.

- 1 Pas du tout d'accord
- 2 Pas tellement d'accord
- 3 Peut-être d'accord
- 4 Bien d'accord
- 5 Entièrement d'accord
- 6 [NSP]

- 1 Toutes les précautions sont prises pour assurer un très haut niveau de sûreté dans les centrales nucléaires françaises
- 2 Si, malgré toutes les précautions, un accident survenait dans une centrale nucléaire, il pourrait avoir des conséquences très graves
- 3 La radioactivité des centrales nucléaires provoquera des cancers
- 4 Autour des installations nucléaires, les habitants sont en aussi bonne santé qu'ailleurs
- 5 Les sites nucléaires peuvent provoquer une contamination des nappes phréatiques
- 6 Autour des installations nucléaires, les produits agricoles sont aussi bons qu'ailleurs
- 7 Les responsables de sites nucléaires doivent protéger leurs installations de tous les risques, même ceux jugés très improbables

alea 1->7

Je vais vous citer différentes mesures relatives au renforcement de la sûreté des sites nucléaires. Pour chacune des mesures suivantes, vous me direz si vous la jugez prioritaire, importante mais pas prioritaire ou secondaire pour renforcer la sûreté des sites nucléaires.

ENQUÊTEUR : ÉNUMÉRER - UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Prioritaire
- 2 Importante mais pas prioritaire
- 3 Secondaire
- 4 [NSP]

- 1 Développer la recherche pour mettre au point une nouvelle génération de réacteurs nucléaires

- 2 Développer la recherche pour améliorer la sûreté des réacteurs nucléaires existants
- 3 Améliorer la sûreté des installations en prenant davantage en compte le facteur humain et l'organisation du travail
- 4 Améliorer la capacité de la France à gérer une éventuelle crise nucléaire
- 5 Multiplier les inspections dans les installations nucléaires par les services de contrôle
- 6 Renforcer les moyens favorisant la vigilance et la participation citoyenne

alea 1->6

Habitez-vous à moins de 20 km...

- 1 Oui
- 2 Non
- 3 [NSP]

- 1 D'une centrale nucléaire ?
- 2 D'une autre installation nucléaire ?
- 3 D'une installation chimique importante ?

Parmi les événements catastrophiques suivants, quel est celui qui vous semble le plus effrayant ?

ENQUÊTEUR : ÉNUMÉRER - UNE SEULE RÉPONSE

- 1 L'accident de l'usine Union Carbide à Bhopal, en Inde
- 2 Le tremblement de terre en Haïti en 2010
- 3 L'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl
- 4 La tempête Xynthia de février 2010 dans l'ouest de la France
- 5 Le séisme et le tsunami sur la côte nord - est du Japon en mars 2011
- 6 L'accident de la centrale nucléaire de Fukushima
- 7 L'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest depuis le début 2014
- 8 Les catastrophes ferroviaires qui ont eu lieu en 2013 en France à Brétigny, en Espagne à Saint-Jacques-de-Compostelle et en Suisse romande
- 9 Autres
- 10 [NSP]

alea 1->8

Votre opinion sur les centrales nucléaires françaises a-t-elle été modifiée par l'accident de Fukushima ou par ce que vous en avez appris ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Je les trouve maintenant bien moins sûres qu'avant
- 2 Je les trouve maintenant moins sûres qu'avant
- 3 Mon opinion n'a pas changé
- 4 Je les trouve maintenant plus sûres qu'avant

- 5 Je les trouve maintenant bien plus sûres qu'avant

6 [NSP]

Selon vous, un accident dans une centrale nucléaire ayant la même ampleur qu'à Fukushima peut-il se produire en France ?

- 1 Oui
- 2 Non
- 3 [NSP]

Avant d'autoriser ou non un projet d'une installation nucléaire, les autorités compétentes solliciteront l'avis technique de l'IRSN – expert public du risque nucléaire. Jugez-vous utile que, tout au long de ce processus de décision, l'IRSN partage ses avis techniques avec des associations ou des citoyens ?

ENQUÊTEUR : ÉNUMÉRER - UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Pas du tout utile
- 2 Pas tellement utile
- 3 Peut-être utile
- 4 Assez utile
- 5 Très utile
- 6 [NSP]

À votre avis, depuis 10 ans, en France, les risques liés aux installations industrielles ont plutôt :

- 1 Diminué
- 2 Augmenté
- 3 N'ont pas changé
- 4 [NSP]

Et dans les 10 ans à venir, ces risques vont-ils plutôt :

- 1 Diminuer
- 2 Augmenter
- 3 Ne pas changer
- 4 [NSP]

Et concernant maintenant les installations nucléaires, à votre avis, depuis 10 ans, en France, les risques liés aux installations nucléaires ont plutôt :

- 1 Diminué
- 2 Augmenté
- 3 N'ont pas changé
- 4 [NSP]

Et dans les 10 ans à venir, ces risques liés aux installations nucléaires vont-ils plutôt :

- 1 Diminuer
- 2 Augmenter
- 3 Ne pas changer
- 4 [NSP]

Le radon est un gaz radioactif naturel émanant du sol. Il peut s'accumuler dans les maisons lorsqu'il est confiné dans des endroits fermés ou mal ventilés. À des niveaux de concentration élevée, le radon présente des risques pour la santé.

Avez-vous déjà entendu parler du radon ?

ENQUÊTEUR : ÉNUMÉRER - UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Oui
- 2 Non

FILTRE SUR OUI EN Q0

Connaissez-vous les risques liés au radon ?

ENQUÊTEUR : ÉNUMÉRER - UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Oui
- 2 Non

FIN DU FILTRE

Pensez-vous être concerné(e) par ce risque ?

ENQUÊTEUR : ÉNUMÉRER - UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Oui
- 2 Non
- 3 [NSP]

Pour vous informer sur les risques liés au radon, vous vous adresseriez :

ENQUÊTEUR : ÉNUMÉRER - PLUSIEURS RÉPONSES POSSIBLES

- 1 À votre médecin
- 2 À votre mairie
- 3 À votre Agence régionale de santé (ARS)
- 4 Aux associations de consommateurs
- 5 Aux associations écologistes
- 6 À votre pharmacien
- 7 Aux pompiers
- 8 À une communauté d'internautes s'intéressant au radon
- 9 [Autre]
- 10 [NSP, non réponse]

alea i1->8

En mars 2014, des concentrations anormalement élevées de radon ont été détectées dans une maison de Bessines-sur-Gartempe, en Limousin. Cette affaire a-t-elle retenu votre attention ?

ENQUÊTEUR : ÉNUMÉRER - UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Oui
- 2 Non

Il est possible de mesurer, dans votre habitation, la concentration en radon grâce à un appareil (dosimètre). Êtes-vous intéressé d'effectuer cette mesure dans votre habitation ?

ENQUÊTEUR : ÉNUMÉRER - UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Oui
- 2 Non
- 3 [NSP]

Pensez-vous que la mesure de radon doit être imposée par l'État pour chaque habitation en France ?

ENQUÊTEUR : ÉNUMÉRER - UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Oui
- 2 Non
- 3 [NSP]

En cas de concentration de radon élevée dans votre habitation, il est possible d'agir en réalisant des travaux pour réduire le risque. À qui vous adresseriez-vous pour obtenir des conseils ?

ENQUÊTEUR : ÉNUMÉRER - PLUSIEURS RÉPONSES POSSIBLES

- 1 À votre magasin de bricolage
- 2 À un professionnel du bâtiment (artisan, architecte,...)
- 3 À la mairie
- 4 À l'agence nationale de l'habitat (ANAH)
- 5 À votre Agence régionale de santé (ARS)
- 6 Aux associations de consommateurs
- 7 Aux associations écologistes
- 8 À une communauté d'internautes s'intéressant au radon
- 9 [Autre]
- 10 [NSP, non réponse]

alea i1->8

Avez-vous personnellement obtenu un diplôme d'études ?

Si oui, quel est le plus élevé ?

UNE SEULE RÉPONSE :

- 1 Aucun diplôme
- 2 CEP / CAP
- 3 Brevet (BEPC / BEP)
- 4 Baccalauréat
- 5 BTS, DUT (Brevet de technicien supérieur, Diplôme universitaire de technologie)
- 6 Autre diplôme supérieur (grande école, université)
- 7 [NSP]

Votre formation est plutôt :

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Scientifique (physique, maths, chimie, technologie, informatique)
- 2 Sciences économiques et juridiques (droit, gestion, commerce)
- 3 Sciences de la vie, santé (médecine, paramédical, pharmacie, biologie)
- 4 Sciences humaines (lettres, psychologie, sociologie, arts)
- 5 Autres
- 6 [NSP]

Lisez-vous des journaux, des revues ou des magazines scientifiques, comme *Science & Vie*, *Science et Avenir*, *Ça m'intéresse*, *La Recherche*... ?

UNE SEULE RÉPONSE :

- 1 Souvent
- 2 De temps en temps
- 3 Rarement
- 4 Jamais
- 5 [NSP]

Parmi les partis politiques suivants, pouvez-vous me dire duquel vous vous sentez le plus proche ou disons le moins éloigné ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Lutte ouvrière
- 2 Le NPA (Nouveau Parti anticapitaliste)
- 3 Le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon
- 4 Le Parti communiste
- 5 Le Parti socialiste
- 6 Les Verts / Europe Écologie
- 7 Le Modem
- 8 Le Nouveau Centre
- 9 L'UMP
- 10 Le Front national
- 11 [Aucun]
- 12 [NSP]

Pouvez-vous me dire où vous vous situez sur le plan politique ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Très à gauche
- 2 À gauche
- 3 Plutôt à gauche
- 4 Ni à gauche ni à droite
- 5 Plutôt à droite
- 6 À droite
- 7 Très à droite
- 8 [NSP]

Voici une échelle de revenus mensuels en euros. Nous désirons savoir à quel niveau de revenus se situe votre foyer, en comptant les allocations familiales et les revenus de tous les membres du ménage.

Veuillez m'indiquer le code correspondant à votre foyer ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Moins de 499 euros
- 2 De 500 à 749 euros
- 3 De 750 à 999 euros
- 4 De 1 000 à 1 499 euros
- 5 De 1 500 à 1 999 euros
- 6 De 2 000 à 2 499 euros
- 7 De 2 500 à 2 999 euros
- 8 De 3 000 à 3 499 euros
- 9 De 3 500 à 4 499 euros
- 10 De 4 500 à 5 999 euros
- 11 De 6 000 à 7 499 euros
- 12 De plus de 7 500 euros
- 13 [NSP]
- 14 [REFUS, NE VEUT PAS RÉPONDRE]

Pratiquez-vous régulièrement une religion ?

- 1 Oui
- 2 Non
- 3 [NSP]

Avez-vous des remarques à ajouter sur l'ensemble de cette enquête ?

POUR TOUT RENSEIGNEMENT

IRSN

BP 17 – 92262 Fontenay-aux-Roses Cedex

Téléphone : +33 (0)1 58 35 80 33

Télécopieur : +33 (0)1 58 35 79 62

marie-helene.eljammal@irsn.fr

*LES ÉDITIONS PRÉCÉDENTES DU BAROMÈTRE SONT DISPONIBLES
SUR INTERNET À L'ADRESSE SUIVANTE :*

www.irsn.fr>FR>IRSN>Publications>Barometre

ISSN : 2116 - 9179

Tous droits réservés IRSN

Juillet 2015

Conception graphique : Bug

Imprimé avec des encres végétales, sur Satimat green,
papier contenant 60 % de fibres recyclées et certifié FSC.





INSTITUT
DE RADIOPROTECTION
ET DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE



Créé par l'article 5 de la loi n° 2001-398 du 9 mai 2001, l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) est un établissement public industriel et commercial, dont le fonctionnement a été précisé par le décret n° 2002-254 du 22 février 2002, modifié le 7 avril 2007. Il est placé sous la tutelle conjointe des ministres chargés de la défense, de l'environnement, de l'industrie, de la recherche et de la santé.

Expert public en matière de recherches et d'expertises relatives aux risques nucléaires et radiologiques, l'Institut traite de l'ensemble des questions scientifiques et techniques associées à ces risques, en France et à l'international. Ses activités couvrent ainsi de nombreux domaines complémentaires : surveillance de l'environnement, intervention en cas de risque radiologique, radioprotection de l'homme en situations normale et accidentelle, sûreté des installations, des transports et des déchets nucléaires. L'Institut est également présent dans le domaine de l'expertise nucléaire de défense.

L'IRSN concourt aux politiques publiques en matière de sûreté nucléaire, de protection de l'homme et de l'environnement contre les rayonnements ionisants ainsi que de protection des matières nucléaires, installations et transports à l'égard du risque de malveillance. Il interagit dans ce cadre avec tous les acteurs concernés par ces risques : pouvoirs publics, et notamment les autorités de sûreté et de sécurité nucléaires, collectivités locales, entreprises, organismes de recherche, associations de parties prenantes, etc.

L'Institut compte environ 1 800 collaborateurs parmi lesquels de nombreux ingénieurs, médecins, agronomes, vétérinaires, techniciens, experts et chercheurs.

L'IRSN dispose d'un budget à hauteur de 300 millions d'euros dont près de 40 % dédiés à la recherche.

Siège social

31, avenue de la Division-Leclerc
92260 Fontenay-aux-Roses
RCS Nanterre B 440 546 018

Téléphone

+33 (0)1 58 35 88 88

Courrier

BP 17
92262 Fontenay-aux-Roses Cedex

Site Internet

www.irsn.fr